

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12535 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 19 - LUNDI 20 MAI 1985

## Québec : le choix de la fédération

Renonçant à l'idée d'indépendance

M. Lévesque demande à Ottawa de reconnaître « le caractère distinct du peuple québécois » à l'intérieur du Canada

De notre correspondant

Montréal. — Le chef du gouvernement québécois, M. René Lévesque, a déposé, le vendredi 17 mai à l'Assemblée nationale, à Québec, un « projet d'accord constitutionnel » qui s'inspire des revendications traditionnelles de la province francophone. Le document exige comme « préalable essentiel » à toute négociation avec Ottawa sur l'adhésion du Québec à la Constitution adoptée en 1982 par les neuf autres provinces du Canada, que soit reconnu « le caractère distinct du peuple québécois ».

Les propositions faites par M. Lévesque confirment le tournant fédéraliste pris à son initiative par le Parti québécois (PQ) en novembre 1984 et confirmé par un congrès spécial en janvier. Plus d'un tiers des députés au Congrès, dont plusieurs ministres, avaient alors quitté le parti pour former le Rassemblement démocratique pour l'indépendance.

Dans le document de trente-neuf pages remis vendredi, le pre-

mier ministre souligne que ses propositions « s'insèrent dans le cadre fédératif de la Constitution actuelle », tout en cherchant à la « bonifier de façon à ce que les Québécois puissent (...) y trouver les conditions les plus favorables possibles à leur développement ».

M. Lévesque fait une seule allusion à l'indépendance — sans jamais citer le mot cependant — en affirmant que ses propositions « n'altèrent en rien le droit inaliénable du peuple québécois de disposer lui-même démocratiquement de son avenir constitutionnel ». Il rappelle que la bonne volonté exprimée par le nouveau premier ministre conservateur, M. Brian Mulroney, élu en septembre 1984 à la tête du gouvernement fédéral, l'a convaincu d'ouvrir de nouveau le dossier constitutionnel pour « corriger le passé et ouvrir l'avenir ».

M. Mulroney a déclaré à plusieurs reprises qu'il était disposé à négocier avec le Québec pour « guérir des blessures » et « rétablir des liens de confiance ». Le gouvernement fédéral n'a cepen-

dant pas encore réagi aux propositions de M. Lévesque.

Dans son document, ce dernier énumère vingt-six propositions qui, selon un ministre, sont « toutes négociables ». Le Québec veut que la Constitution lui reconnaisse « le droit exclusif de déterminer sa langue officielle et de légiférer sur toutes matières linguistiques dans les secteurs de sa compétence ». M. Lévesque espère ainsi mettre fin aux interventions de la Cour suprême qui a jugé inconstitutionnelles plusieurs dispositions de la Charte de la langue française (loi 101) adoptée en 1977. En échange, il s'engage à garantir le droit de la minorité anglophone (environ 15 % des six millions d'habitants) à conserver l'ensemble de ses institutions financées par les fonds publics (écoles, hôpitaux etc.). Il propose également d'étendre l'accès à l'école primaire anglaise au Canada et non plus seulement au Québec comme le prévoit la loi 101. Il demande simplement que les quelques 900 000 francophones domiciliés dans les autres

provinces bénéficient des mêmes droits.

M. Lévesque exige « un droit de veto sur tout changement pouvant affecter le rôle du Québec au sein des institutions fédérales », en particulier la Chambre des communes, le Sénat et la Cour suprême. Le Québec espère ainsi maintenir sa capacité d'intervention sur les décisions du gouvernement fédéral quelle que soit l'évolution démographique du Canada, qui se fait pour l'instant au détriment des francophones. La Constitution actuelle, que le Québec a refusé de signer, stipule que certaines dispositions peuvent être amendées avec le consentement de sept provinces (sur dix) représentant au moins 50 % de la population canadienne.

Le Québec demande également qu'il soit mis fin aux empiètements du gouvernement fédéral, par le biais des subventions notamment, dans des domaines de juridiction provinciale (éducation, santé, affaires municipales, etc.).

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 4.)

Avec ce numéro

LE MONDE  
AUJOURD'HUI

La politique  
au risque du rire

Françoise Sagan parle de ses livres  
et de ses cinquante ans  
Tous les programmes des festivals  
de musique de l'été

AFGHANISTAN

La résistance au quotidien

(Pages 4 et 5)

RFA

L'étoile montante  
du socialisme allemand

(Page 12)

SOCIÉTÉ

« Si tu laisses entrer  
des Arabes dans ton bar... »

(Page 15)

## M. Gendry, le banquier qui défiait l'establishment

Le lundi 9 décembre 1980, M. Jean-Luc Gendry, alors président de la Banque privée de gestion financière (BPGF), annonçait, rayonnant, à la presse réunie dans une salle du très beau siège social donnant sur le parc Monceau à Paris, que son établissement, au prix de 200 millions de francs, avait fini par accumuler 41 % du capital de la librairie Hachette, c'est-à-dire le contrôle de la plus grande maison française d'édition et de distribution.

Savourant son triomphe dans une opération rondement menée avec une totale discrétion, au nez et à la barbe des milieux financiers, bancaires et actionnaires, il ne craignait pas d'affirmer : « Nous figurons désormais parmi les cinq grandes banques d'affaires françaises, aux côtés de Paribas, Suez, Worms et Lazard, et avec nos 300 millions de francs de fonds propres et nos 8 milliards de francs de bilan, parmi les vingt premières banques du pays ». Et, à l'époque, c'était vrai.

Le lundi 13 mai 1985, il était inculpé par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction au tribunal de Paris, d'infraction à la législation des sociétés, d'abus de biens sociaux, d'abus de pouvoir, de présentation de bilans inexacts et de distribution de dividendes fictifs. Pas moins.

Que s'était-il donc passé ? Et une invisible fissure minait-elle déjà la construction peu ordinaire édifiée en vingt ans par M. Gendry ? Tenté de l'expliquer, c'est aussi tenter de raconter l'histoire d'un homme passionnant et passionné, intelligent et séduisant, audacieux jusqu'à la témérité et, éventuellement, jusqu'à la délinquance, la justice le dira, dont la clef ultime a été un défi constant lancé à un établissement qu'il fascinait souvent mais auquel il ne voulait pas vraiment appartenir.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire page 21 : « UN ÉQUILIBRISTE DE GÉNIE JOUE ET PERD ».)

## Mons-en-Barœul : les immigrés aux urnes pour élire des « représentants » au conseil municipal



De notre envoyé spécial

Mons-en-Barœul (Nord). — C'est vrai, l'opinion française n'est pas prête à accorder un droit de vote aux immigrés. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? On croise les bras et on attend ? On invoque le Tour-Puissant ? Ou on prend des initiatives pour faire évoluer les choses ? M. Marc Wolf, maire socialiste de Mons, prend une fois de plus l'initiative en organisant, dimanche 19 mai, l'élection de trois « représentants étrangers, associés au conseil municipal ».

Quitte à embarrasser son parti, provoquer un beau tollé chez ses adversaires et s'attirer une manifestation du Front national, devant la mairie, à 11 heures du matin, en plein scrutin.

Qui a décidé une telle élection, sans précédent en France, que la

droite juge « illégale et inconstitutionnelle » ? Ce sont les Monsois, répond le maire en montrant quatre lignes du programme de sa municipalité de gauche, élue en 1983.

« Quatre lignes nées dans vingt pages de texte », réplique M. Jean-Louis Valchier, conseiller RPR, comme ces clauses viciées de contrat d'assurances, rédigées en petits caractères et qui échappent toujours à l'assuré... »

Prise de court, l'opposition a suggéré d'organiser un référendum municipal sur le vote des immigrés. Elle s'inspirait ainsi d'une formule inventée par M. Wolf lui-même en 1977, pour consulter les Monsois sur la politique budgétaire. Le maire a refusé net, rappelant avec ironie que cette même opposition avait combattu le principe d'un référendum il y a huit ans.

M. Wolf, trente-six ans, est considéré depuis longtemps comme un franc-tireur au Parti socialiste.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 14.)

M. CLAUDE CHEYSSON  
invité du « Grand Jury  
RTL-le Monde »

M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 19 mai de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre des relations extérieures, en fonctions au Quai d'Orsay de juin 1981 à décembre 1984, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Amalric, du Monde, et de Christian Malat et de Christian Ménanteau, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Cannes  
trente-huitième

Le Chabrol aux navets  
par Philippe Boggio

A. K.

la chronique  
de Daniel Toscan du Plantier

COMPÉTITION  
OFFICIELLE

« Bliss » de Ray Lawrence

C'est l'enfer !

par Claire Devarrieux

SECTIONS PARALLÈLES

Atmosphère

par Colene Godard

Le Yalta du cinéma

Le bloc-notes

de Jean-François Lacan

(Page 17)

## La réclusion à vie pour trois accusés de la tuerie d'Auriol

Quatre semaines de débats autour du SAC marseillais ont révélé le mélange de la criminalité et de la politique

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — L'affaire d'Auriol est jugée. Vendredi 17 mai, dans la nuit aixoise, les fourgons de police, gyrophares et sirènes en action, ont emmené les condamnés vers leur destin judiciaire : la réclusion criminelle à perpétuité pour Jean-Joseph Maria, Lionel Collard et Ange Poletti, vingt ans de réclusion pour Jean-Bruno Finochietti et Didier Campana, quinze ans pour Jean-François Massoni.

Ainsi il n'y a pas eu de doute pour la cour et le jury. Tous les

accusés, y compris ceux qui n'avaient éperdument, Maria et Collard, sont bel et bien apparus coupables. Pour autant, l'arrêt rendu n'est pas sans surprise. Certes, en n'épargnant personne, il rejoint dans l'esprit la thèse du réquisitoire de M. Christian Lassalle. La tuerie d'Auriol n'aurait jamais eu lieu sans la volonté de Jean-Joseph Maria, responsable intérimaire du SAC marseillais en juillet 1981, d'annihiler Jacques Massie, responsable en titre et devenu pour lui un rival dangereux.

Autrement dit, les crimes commis ont bien eu pour origine

un mobile lié à l'existence même du Service d'action civique, à la crainte que pouvait éprouver Maria de révélations par son rival propres à compromettre gravement ceux qui avaient été ses amis. Les hypothèses présentées par les défenseurs de Maria pour mettre celui-ci hors de cause en imputant l'initiative de l'entreprise au seul Ange Poletti n'ont pas rencontré le crédit escompté par Mr Pelletier. Les admetteurs ont abouti à réduire l'affaire à ce niveau « du vulgaire, du médiocre et du subalterne » dont parla naguère le général de Gaulle à propos de l'enlèvement

et de la disparition de Medhi Ben Barka et à dégarer le SAC en tant que tel de toute responsabilité, dès lors qu'on acquittait son représentant local en admettant son ignorance d'un projet conçu par des comparses pour des raisons obscures et, en tout état de cause, plus supposées que véritablement établies.

Cependant, Jean-Joseph Maria n'a pas été déclaré complice de tous les crimes qui, initialement, lui étaient reprochés.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 16.)



# Dates

## RENDEZ-VOUS

Mardi 21 mai. - URSS : Visite officielle du président indien, M. Rajiv Gandhi. Paris : Visite du ministre britannique des affaires étrangères, M. Howe. Visite d'une délégation ministérielle polonaise. Chine : Visite du président portugais, M. Eanes.

Mercredi 22 mai. - Paris : Visite de M. Genscher, ministre des affaires étrangères de RFA.

Jeu 23 mai. - Pologne : Procès de trois dirigeants de Solidarnosc à Gdansk. Tchecoslovaquie : Visite du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas.

Samedi 26 mai. - Chypre : Election présidentielle dans l'Etat fédéré turc.

Dimanche 27 mai. - Rome : Ouverture du procès des auteurs de l'attentat contre le pape.

## SPORTS

Dimanche 19 mai. - Automobile : Grand Prix de formule 1 de Monaco.

Lundi 20 mai. - Tennis : Coupe du monde par équipe à Düsseldorf jusqu'au 26 mai.

Mercredi 22 mai. - Football : Finale retour de la Coupe de l'UEFA.

Vendredi 24 mai. - Football : Trente-septième journée du championnat de France de première division; barrages aller de deuxième division.

Samedi 25 mai. - Cyclisme : Bordeaux-Paris. Rugby : Finale du championnat de France au Parc des Princes.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. "Le Monde"

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1945-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :  
Daniel Verdet

Correspondant en chef :  
Claude Salas

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

2 - SUISSE/TURISME

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dr.; Tunisie, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,30 \$; Côte d'Ivoire, 450 F CFA; Danemark, 7,50 kr.; Espagne, 180 pes.; É.-U., 1,10 \$; G.-B., 55 p.; Grèce, 85 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 2.000 L.; Liban, 475 F.; Libye, 0,950 DA; Luxembourg, 40 f.; Norvège, 11 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 120 esc.; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 11 kr.; Suisse, 1,80 f.; Yougoslavie, 110 din.

## IL Y A QUARANTE ANS, OKINAWA

# La guerre sauvage du Pacifique

Apocalypse Now, c'était déjà Okinawa, il y a quarante ans, sans accompagnement de Wagner. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1945, jour de Pâques, date du débarquement américain dans l'île, la principale de l'archipel des Ryukyu, d'une centaine de kilomètres de longueur et d'une trentaine dans sa plus grande largeur, elle est le théâtre de l'une des plus sanglantes batailles de la guerre du Pacifique. C'est l'opération « Iceberg », dernière étape de la longue marche du général MacArthur sur Tokyo avant l'invasion du Japon. Une formidable armada est engagée : plus de 300 navires de combat, dont 40 porte-avions, près de 1 200 bâtiments auxiliaires, 548 000 hommes, dont 182 000 de troupes d'assaut.

Conscients de l'enjeu, les Japonais sont décidés à défendre coûte que coûte ce qui est, déjà, le territoire national. Leurs moyens sont limités. Pratiquement sans marine, surclassés en matériel et dans les airs, ils étaient 100 000 à attendre l'attaque « comme la grenouille le serpent qui va la dévorer », selon l'expression de l'un d'eux. Sans illusions, ils avaient transformé l'île montagneuse, boisée et calcaire, en un véritable piège truffé de mines, de nids d'abeilles, de tunnels souterrains et de grottes fortifiées, qui deviendront un enfer.

Ils sont surtout convaincus de posséder une force que n'a pas l'assaillant, la *yamato damashi*, esprit de sacrifice du Japon antique que soutient le bushido, code d'honneur des samouraïs. Devenir un héros-dieu, tel doit être le but du guerrier nippon, et la mort est une des voies pour accéder à cette déification consacrée dans le temple de Yasukuni où reposent les restes de ceux qui ont donné leur vie à la patrie. La bataille d'Okinawa sera donc celle des kamikazes, missions suicides de la force aérienne d'assaut, ainsi dénommées « vent des dieux » en rappel du typhon légendaire qui aurait provoqué la fuite de l'invasisseur mongol du treizième siècle.

## « Combattez seulement »

L'exaltation du sacrifice héroïque est, en l'occurrence, une technique de combat désespérée. Expérimentée aux Philippines avec succès mais épisodiquement, elle devient, à Okinawa, systématique. Un engin spécial est même conçu à cet effet, la bombe *baka*, planeur de bois lancé par un avion avec un homme et des explosifs à bord. Au cours de la bataille, 1 900 de ces missions sont lancées en plusieurs vagues massives. Elles causent d'importants dégâts, en endommageant près de cent autres, jusqu'à ce que les forces aériennes américaines parviennent à en réduire l'efficacité en abattant les avions suicides avant l'impact ou... en les faisant fuir.

Sur terre, les combats sont d'une âpreté rare. L'acharnement de l'Américain n'est pas moindre que celui de son adversaire. Il progresse pas à pas sur un sol transformé en bourbier par la pluie, débute le Japonais de son trou à lance-flamme, tire sur tout ce qui bouge, même si c'est un civil, pourchasse les survivants et les abat impitoyablement.

Dans un recueil d'interviews récemment publié aux États-Unis sous le titre *The Good War*, histoire orale de la deuxième guerre mondiale, un vétéran rappelle : « On nous donnait l'ordre de ne pas tuer les prisonniers... mais le ressentiment était trop fort... ». Il avoue n'avoir pas nourri de haine particulière pour le « Jap », ni collectionné d'oreilles comme certains de ses camarades, mais on lui en avait tant dit sur ces « crânes de jaunes, sous-hommes dont les dents ressemblent à des crocs ». Un instructeur conseillait aux recrues en partance pour le Pacifique : « Vous n'allez pas en Europe, n'hésitez pas à combattre le Jap seulement ! ». Un gigantesque panneau érigé sur une côte du Pacifique sud à l'initiative de l'amiral Halsey leur recommandait : « Kill Japs! Kill more Japs! ».

Les quatre-vingt-dix jours de la bataille d'Okinawa ont été une véritable plongée au cœur des ténèbres, le point d'orgue de cette guerre contre le Japon dont la violence sauvage, imputée à la cruauté et au fanatisme de l'armée japonaise, a été surtout la manifestation exacerbée d'un affrontement racial.

## Interdit aux rats et aux « Japs »

Lorsque tout a commencé en décembre 1941 par le coup de Pearl-Harbor, la première réaction a été visiblement la stupeur. Le nain avait osé gifler le géant chez lui ! Même l'homme de la rue japonais n'en revenait pas. Que son gouvernement ait en tant d'audace le remplissait à la fois d'inquiétude et d'orgueil. Mais pour l'homme de la rue américain, qui n'est pas loin de voir le Japonais avec le même œil méprisant que le Russe de 1904 à la veille de sa désastreuse guerre contre le Japon, c'est inacceptable. La rumeur ne courait-elle pas, avant les hostilités, que ce Japon n'avait pour armes que de mauvaises copies des armes et des avions américains, et que, de toute façon, « ses yeux bridés l'empêchaient de tirer juste et de voler droit » ?

A la stupeur succède très vite la peur, la peur engendre la haine. Toute la côte ouest des États-Unis se sent soudain menacée d'un débarquement ennemi. L'espionnage se répand, qui dérive en chasse aux sorcières, en l'occurrence les immigrants nippons.

Moins aigüé aux îles Hawaï, très astatisées, elle est virulente en Californie, où vivent environ 125 000 Américains d'origine japonaise, parmi lesquels de nombreux fermiers. On appelle Issei ceux de la première génération. Nisei ceux de la deuxième, né aux États-Unis. Peu importe que ces derniers soient bien intégrés à la société et que l'ensemble de la communauté soit discrète et disciplinée, il faut éliminer « le danger potentiel qu'ils représentent dans cette zone de guerre qu'est la Californie ».

En même temps que se développe contre eux une campagne de haine menée par des libéraux comme Walter Lippman, le gouverneur Olson et l'atmosphère générale, l'assassinat de votre père que vous allez venger... Cette déclaration de solidarité panasiatique ne manque pas de cynisme après les atrocités commises en Mandchourie et en Chine par l'occupant nippon sur les autochtones, mais elle justifie l'humiliation organisée et spectaculaire des anciens maîtres blancs, contraints de faire des courbettes, de balayer les rues, ou de subir coups et avanies sous les yeux de leurs anciens sujets.

## Humilier le Blanc

On les incite à quitter l'État et à fuir vers l'intérieur. Mais, le Nevada, l'Idaho, le Kansas, l'Arkansas imitent à leur tour la Californie, jusqu'à ce que le président Roosevelt décide, en février 1942, leur déportation et leur internement dans des camps. En quarante-huit heures, ils doivent tout abandonner, maisons, mobiliers, terres, fortune. Pourtant, ils manifestent une fidélité exemplaire au drapeau américain et vont jusqu'à chanter, le samedi soir, devant leurs baraques d'internés, *America is beautiful*. Ceux d'entre eux qui sont mobi-

lisés se comportent en bons soldats sur les champs de bataille européens, certains même en héros. Mais après trois ans de détention, Issei et Nisei ne retrouveront pas leurs biens et longtemps encore garderont au cœur le souvenir de la honte infligée.

L'espionnage, le Japon n'y échappe évidemment pas. Ce sont les résidents étrangers qui en sont les victimes, surtout lorsque les avions du colonel Doolittle se permettent pour la première fois, en avril 1942, de passer « trente secondes sur Tokyo », selon le titre du film qui s'en est inspiré. Mais c'est sur les terres conquises par l'armée impériale que s'exprime dans toute sa violence le sentiment d'orgueil racial d'un peuple qui rêve depuis longtemps de vaincre l'Occident blanc et de le remplacer dans la domination de l'Asie.

15 000 Européens et 70 000 Asiatiques affectés à la construction d'un chemin de fer stratégique meurent d'épuisement, de soif ou de faim. A Boréo, à Java, des Hollandais sont mutilés, massacrés, leurs femmes violées. En Indochine, des Français qui résistent au coup de force du 9 mars 1945 sont décapités, d'autres internés dans des camps de la mort. Partout encore, la gendarmerie militaire, la *Kempetai*, se rend célèbre par ses tortures et ses cages de bois. Quoi qu'il ait écrit le colonel Tsuji, « Chinois et peuples du Sud » ne sont pas épargnés, surtout des Philippines. Accusés de complicité avec les Américains, et des Chinois de Singapour, nombreux à être exécutés, avec ou sans raison.

En fait, les prisonniers de guerre occidentaux sont l'objet du plus profond mépris, non seule-

ment plus profonde dans les ténèbres de la sauvagerie humaine effectuée par les quelques 3 000 membres, militaires et civils, d'un certain régiment 731, dont les atrocités ont été récemment révélées par des témoignages tardifs et officiellement reconnus ?

Cette unité, stationnée à Harbin, en Mandchourie occupée, avait pour tâche de faire des recherches en vue d'une guerre bactériologique et chimique, jugée par son initiateur, le chirurgien général Ishii, plus efficace et moins coûteuse que la guerre classique. On y travaillait sur des cobayes humains, chinois, coréens, mongols, russes, américains et aussi anglais lorsqu'un détachement a été affecté en Birmanie. On leur inoculait diverses maladies, telles que peste, choléra, typhus, syphilis, afin d'en étudier les effets, ou on leur faisait subir des expériences telles que le gel, l'insolation, l'exposition prolongée aux rayons X.

Ainsi, pour essayer les substituts possibles au sang humain, on vidait un cobaye du sien pour lui injecter du sang de cheval. Après avoir inoculé la syphilis à une femme, on l'a fait engraisser par un autre prisonnier et, quand elle fut accouchée, on a procédé à la vivisection de la mère et de l'enfant. Tels sont quelques exemples cités de l'activité des savants du régiment 731. Certains d'entre eux se sont suicidés pour ne pas être pris par les Russes au moment de la défaite. Toujours le code d'honneur. Une douzaine ont été capturés par ces derniers et ont passé en jugement pour crimes de guerre. Ils ont été condamnés à des peines de prison. La plupart sont revenus au Japon et se sont enfermés dans un secret strictement tenu malgré quelques livres et des articles sur le procès de Khabarovsk, officiellement considéré par Japonais et Américains comme une manœuvre de propagande.

Ce n'est qu'en 1982 qu'un livre paru au Japon a secoué l'opinion par ses révélations. Les autorités américaines d'après-guerre y sont accusées d'avoir assuré l'impunité aux « savants » du régiment 731 afin de pouvoir « bénéficier de leurs découvertes ». Dans un débat au Parlement, le gouvernement japonais a reconnu l'existence de cette unité, sans confirmer ce contrat liant les anciens ennemis dans une même complicité ténébreuse et permettant aux macabres expérimentateurs de vaquer à leurs occupations, d'exercer dans des hôpitaux, et même d'occuper des chaires universitaires.

Un vétéran de la guerre du Pacifique, évoquant le voyage qu'il a fait à Lindbergh pendant celui-ci aux Philippines, a dit combien le héros de la première guerre mondiale avait été horrifié de la façon dont les GI's traitaient des Japonais : « C'était si sauvage. Nous étions sauvages ». Il aurait pu ajouter, comme le héros de Conrad s'acheminant vers le cœur des ténèbres : « La terre en cet endroit n'avait pas l'air terrestre ».

PHILIPPE FRANCHINI

## CORRESPONDANCE

### Les évadés de Colditz

Le général Alain Le Ray nous écrit :

Dans son édition des 24 et 25 mars, le Monde a publié, sous la signature de M. André Mascle, un intéressant témoignage sur la libération de l'Oflag de Colditz.

En marge de ce bref récit, il est dit qu'une seule évasion a été réussie depuis cette citadelle.

Comme on me fait l'honneur d'en être le héros, je saisis l'occasion d'apporter une précision que méritent bien mes camarades.

Selon les archives mêmes du commandement allemand, dix-neuf évasions ont été réussies depuis l'entente du château et de son parc. Sur ce nombre, six, dont les trois premières, sont françaises.

Ce complément d'information est une justice à rendre à ceux que les onze épisodes du fameux feuilleton télévisé « Colditz » ont délibérément ignorés.



Dessin de ROUIL

En débarquant à Singapour, fortifiée vaincue de l'empire colonial anglais, le général Yamashita et son état-major piécinient un tapis de prisonniers britanniques et australiens contraints à s'allonger sur le sol. L'un des officiers, le colonel Tsuji, est l'auteur d'une brochure destinée aux troupes envoyées sous les tropiques : « Lorsque vous aurez mis le pied sur le territoire ennemi, vous comprendrez la signification de l'oppression que nous inflige le Blanc. Des immeubles imposants, splendides, dominent... les minuscules huttes indigènes au toit de chaume. L'argent tiré du sang des Asiatiques assure à cette minorité blanche un mode de vie luxueux... Lorsque vous tomberez sur l'ennemi, dites-vous que vous rencontrez l'assassin de votre père que vous allez venger... » Cette déclaration de solidarité panasiatique ne manque pas de cynisme après les atrocités commises en Mandchourie et en Chine par l'occupant nippon sur les autochtones, mais elle justifie l'humiliation organisée et spectaculaire des anciens maîtres blancs, contraints de faire des courbettes, de balayer les rues, ou de subir coups et avanies sous les yeux de leurs anciens sujets.

## Les « savants » du régiment 731

A Saïpan, tombée aux mains des Américains, des civils japonais, colons et fonctionnaires, se tuent à coups de grenade ou se précipitent du haut de falaises - les femmes, parfois, après avoir étranglé leurs enfants de leurs mains. A Cowra, en Australie, un millier de prisonniers se jettent, une nuit, sur leurs gardes, qui les fauchent à la mitrailleuse. Bilan : 229 morts, 350 blessés, 25 suicides individuels de rescapés. Il y a bien des « lâches ». Tout le monde n'a pas l'étoffe d'un héros-dieu. Mais aucun n'est exempt du sentiment de culpabilité. De retour au pays à la paix, les survivants ne sont pas toujours bien accueillis par les familles qui se sentent déshonorées. Certains cachent qu'ils ont été captifs, d'autres fuient leur village et leurs proches.

Esprit de sacrifice, code d'honneur, orgueil d'une nation insulaire trop longtemps isolée, volonté de puissance et de revanche raciale, peuvent expliquer la fureur de vaincre et aussi de mourir des Japonais au combat. Mais expliquent-ils aussi cette plongée

مكتبة الأمل



# Etranger

Liban

LES RUMEURS SUR LE « RETOUR SYRIEN A BEYROUTH »

## Damas n'a guère besoin de contrôler militairement la capitale

De notre correspondant

Beyrouth. — Les Syriens reviennent. La rumeur a couvert les mille bruits de Beyrouth, faisant oublier jusqu'au canon qui pourrait son train-train quotidien le long de la ligne de démarcation : 8 morts et 67 blessés dénombrés au cours des dernières quarante-huit heures, 99 morts et 367 blessés depuis la reprise des affrontements dans les derniers jours d'avril.

En fait, les Syriens, ou plus précisément, leurs soldats ne reviennent pas à Beyrouth. Mais, la Syrie est déjà souveraine de la moitié du Li-

ban et présente dans la capitale, en termes de pouvoirs, plus qu'elle ne le fut jamais.

Elle n'a donc aucun intérêt à un tel « retour ». Militairement, elle contrôle déjà les territoires sur lesquels elle a le plus de visées directes, au nord et à l'est. Politiquement, elle domine le reste du pays — bande frontalière sud sous hégémonie israélienne exclue — plus qu'elle ne le ferait avec toute son armée et qu'elle ne le faisait d'ailleurs durant les six longues années (1976-1982) où celle-ci était dans la capitale.

« Le président Assad est un homme d'Etat trop avisé pour céder à la tentation d'un retour, coûte que

coûte, pour la gloire, sur les lieux dont ses armées ont été chassées », fait valoir un ancien ministre qui a longtemps été son principal interlocuteur libanais officiel.

Il est à craindre que la situation du président syrien est plus que confortable : tous les belligérants libanais sont suspendus à ses décisions. Les forces libanaises (milice chrétienne) lui ayant finalement fait allégeance.

La rumeur est née de la crainte, en secteur chrétien, d'une pression militaire syrienne pour mettre au pas les milices récalcitrantes et d'un appel en ce sens de l'ancien président Frangie, grand ami chrétien du président Assad, et qui n'eût sans doute pas pris cette initiative sans l'avoir consulté. Des « fuites » dans deux journaux sérieux, *Al Nahar* et *l'Orient du jour*, ont fait le reste. On se demande aujourd'hui si Damas n'a pas voulu que la rumeur circule pour rappeler que ses troupes peuvent, quand elles veulent, entrer à Beyrouth.

Certains propos du chef du mouvement chiite, M. Nabih Berri, retour de Damas, sont révélateurs à cet égard : « Certains (entendez les chrétiens) a-t-il dit, pourraient s'imaginer qu'ils sont en mesure d'avoir recours aux Syriens pour faire face à l'insécurité. Au cours de mes entretiens à Damas, j'ai cru comprendre qu'il existait des conditions syriennes préliminaires à toute décision de retour (de l'armée à Beyrouth) : sur le plan de la sécurité, un accord sur le nettoyage des zones de violence ; sur le plan politique, une entente nationale que viendrait consacrer... »

C'est clair, la Syrie n'entend pas pour l'instant renvoyer ses troupes à Beyrouth. Cela n'écarterait nullement le projet de voir « légaliser » de nouveau une présence au Liban, qui n'a plus de fondement juridique depuis que le président Gemayel en a demandé le retrait à la Ligue arabe et à l'ONU en 1983. Pour lui rendre cette idée, il est tout à fait possible que le Liban demande de nouveau officiellement le stationnement de ses forces sur son territoire. Prenant les devants, un député de la Bekaa, la partie du Liban la plus « syrianisée », M. Nazem Kadri, a d'ores et déjà déposé une proposition de loi dans ce sens.

### Le « Rassemblement chrétien »

Dans ces conditions, nombreux sont ceux qui pensent ici que les chances d'une trêve ont nettement augmenté alors qu'elles étaient quasi nulles il y a quelques semaines. Les hostilités à grande échelle ne reprendraient qu'en cas de volonté d'éliminer M. Amine Gemayel de la présidence. Mais pas si, à Damas, on a décidé de continuer à le soutenir et à l'aider à se maintenir au pouvoir. Or tel paraît être le cas : « Les relations entre les présidents Assad et Gemayel sont bonnes. Le président Gemayel s'est acquitté d'une grande mission nationale en abrogeant l'accord libano-syrien du 17 mai 1983 », vient de déclarer le vice-président syrien, M. Khaddam, donnant au chef de l'Etat libanais un certificat de bonne conduite.

Les chrétiens s'étant mis en mauvaise posture, certains de leurs hommes politiques essaient, en constituant un « Rassemblement chrétien pour un Liban uni », de sauver la mise de leur communauté. « Nous voulons empêcher, souligne l'un d'eux, que le vide politique ne se traduise par une aventure encore plus catastrophique que les précédentes. » Bien que l'initiative puisse chagriner le président Gemayel, qui

s'est voulu interlocuteur unique au nom de la communauté, il s'en accommode. Les Forces libanaises également, qui, longtemps, s'étaient arrogées le pouvoir de décision au nom des chrétiens.

Ce rassemblement en cours de formation aura une mission délicate : céder concrètement ce que la milice chrétienne a déjà concédé dans la « déclaration Hobeika », dont l'auteur est frappé d'anathème par Damas en tant que « symbole israélien ».

En plein désarroi, les chrétiens en sont à appeler de leurs vœux la tutelle, hier bonnie, d'une Syrie, qui, pour la première fois, décline toutes les cartes.

En même temps, Israël, qui, juste avant son retrait, met la dernière main à sa « zone de sécurité » dans la bande frontalière, n'est pas prêt de se laisser reprendre au piège libanais et doit laisser les mains libres à son ancien ennemi syrien.

C'est donc en homme parfaitement sûr de lui, que le président Assad délègue son ministre des affaires étrangères au Vatican et à Paris pour rassurer le pape et la France, protecteurs traditionnels des chrétiens du Liban, et couper court à leurs timides initiatives. Non que ces velléités inquiètent Damas, mais parce qu'il est utile, à cette occasion, de consolider face au monde entier le rôle de médiateur-garant du Liban que s'est assigné le chef de l'Etat syrien.

LUCIEN GEORGE.

### LE DJIHAD ISLAMIQUE MENACE LES ETATS-UNIS D'UNE ACTION MILITAIRE DE GRANDE ENVERGURE

Un interlocuteur anonyme, se réclamant de l'organisation clandestine d'Al Jihad islamique, a menacé, vendredi 17 mai, le gouvernement américain d'une « action militaire de grande envergure », préparée depuis longtemps, à la suite du refus de Washington d'accéder à sa demande : la libération de ses militants emprisonnés au Koweït pour une série d'attentats commis dans l'émirat en décembre 1983.

Il a en outre adressé une mise en garde au Koweït, affirmant « qu'un refus de ses demandes équivalait à un enfer pour les diplomates de ce pays partout dans le monde ».

Pour sa part, le cheik Hussein Fadlallah, chef spirituel de la communauté chiite libanaise, a condamné le rapt de ressortissants étrangers, et demandé aux musulmans de protéger les diplomates et les journalistes « qui ne mettent pas en danger la sécurité et la vie de la population ». Le cheik Fadlallah, qui dirige le mouvement intégriste chiite Hezbollah (Parti de Dieu), a affirmé qu'il « condamne tous les enlèvements par quelque mouvement que ce soit, et en particulier ceux qui touchent les institutions humanitaires qui œuvrent pour soulager les souffrances des populations affligées ». Il a également critiqué le manque de discipline dans les rangs des miliciens qui couraient le secteur musulman de Beyrouth.

Vendredi après-midi, une voiture piégée a explosé à Beyrouth-Ouest, à proximité d'une permanence du Parti socialiste progressiste (PSP, druze), faisant, de source policière, huit blessés. — (AFP, AP.)

APRÈS LES ENTRETIENS DU CAIRE

## Le contentieux égypto-israélien demeure entier

Correspondance

Le Caire. — Le contentieux égypto-israélien demeure entier. A l'issue de trois jours de négociations au niveau des experts à l'hôtel Mena House au Caire, les deux délégations se sont, en effet, séparées vendredi 17 mai sans qu'aucun progrès n'ait été réalisé sur les questions de fond.

Le litige frontalier de Taba (1 km2 au sud d'Elilat) continue à opposer les deux parties. Les experts égyptiens maintiennent la position qu'ils défendent depuis des années : « Il faut faire appel à l'arbitrage international pour régler le problème ». Pour les Israéliens, « il faut recourir à la conciliation ». Mais Le Caire a rejeté, une fois de plus, des propositions qui impliquent « des concessions inacceptables puisque Taba a toujours été et restera égyptienne ». Par ailleurs, la présence d'un représentant américain lors des sessions consacrées à Taba n'a été d'aucune utilité du fait de la neutralité affichée par Wa-

shington en ce qui concerne cette question.

D'autre part, les positions restent inchangées en ce qui concerne le retour de l'ambassadeur égyptien à Tel-Aviv (rappelé en consultation depuis septembre 1982) et la normalisation des relations réclamées par Israël. L'Egypte continue à poser comme conditions préalables le retrait total israélien du Liban, la restitution de Taba et l'enregistrement de progrès sur la voie de la solution du problème palestinien.

Aucune date n'a été fixée pour de nouvelles négociations, les deux délégations se contentant d'affirmer que cette question sera réglée après leur rapport à leurs gouvernements respectifs. L'éventualité d'un sommet Mubarak-Pérez, évoquée par le ministre israélien sans portefeuille, M. Ezer Weizman, lors de sa récente visite en Egypte (le Monde du 18 avril 1985) apparaît de plus en plus aléatoire à l'issue de négociations sans résultat pour la deuxième fois depuis le début de l'année.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Israël

## Quand M. Giscard d'Estaing vient revoir « son » arbuste...

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Giscard d'Estaing a tenu parole. Un an et demi après son premier voyage privé en Israël, l'ancien chef de l'Etat est de retour en compagnie de son épouse. Comme promis, son premier geste — symbolique — fut de rendre visite à l'arbuste qu'il avait planté en janvier 1984 dans une forêt proche de Jérusalem, devant le monument élevé à la mémoire des Juifs français morts en déportation.

Hôte, comme l'an dernier, d'un ami français, le journaliste Jean Friedman, M. Giscard d'Estaing a un emploi du temps bien rempli. Il a déjà rendu vendredi 17 mai avec le chef du gouvernement israélien, M. Shimon Pérès, puis s'est entretenu avec la ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir. Dimanche, il rencontre MM. Herzog, président de l'Etat, et Rabin, ministre de la Défense. Lundi, il doit gagner le

port jordanien d'Aqaba, où il sera reçu par le roi Hussein.

Pourquoi ce second voyage ? « J'ai voulu, a-t-il souligné, témoigner de mon désir d'avoir une relation étroite avec l'Etat d'Israël et de ne pas oublier les souvenirs que nous avons en commun concernant les épisodes de la seconde guerre mondiale. » Se disant attentif à tous les « efforts de paix » du moment, il s'est déclaré favorable à la poursuite de la politique de l'actuel gouvernement français envers Israël.

M. Giscard d'Estaing a partagé vendredi son petit déjeuner avec son vieil ami, l'ancien chancelier Helmut Schmidt, lui aussi en séjour privé. Les Israéliens auront sans doute apprécié cette malicieuse coïncidence réunissant chez eux deux anciens dirigeants qui n'avaient pas trouvé le temps, lorsqu'ils étaient au pouvoir, de leur rendre visite.

J.-P. LANGELLIER.

## A travers le monde

Burkina

DES PASSEPORTS BURKINABES POUR NELSON ET WINNIE MANDELA. — Le Conseil national de la révolution (CNR), organe suprême du régime du capitaine Sangaré, a décidé, vendredi 17 mai, de délivrer les deux premiers exemplaires des nouveaux passeports burkinabes à deux opposants sud-africains, Nelson Mandela, fondateur de l'ANC (Congrès national africain), et son épouse Winnie. (AFP.)

Burundi

ACCORD AVEC TRIPOLI POUR CRÉER UN FRONT DES PAYS PROGRESSISTES. — Dans un communiqué publié, jeudi 16 mai, à Bujumbura, au terme de la visite

que vient d'effectuer le colonel Kadafi, le Burundi et la Libye lancent un appel pour la création d'« un Front des Etats progressistes dans le monde pour faire face aux menaces des interventions des forces impérialistes, au néo-colonialisme et au racisme ». — (Reuter.)

Espagne

L'ETA MILITAIRE REVEN- DIQUE L'ATTENTAT DE BASAURI. — L'ETA militaire a revendiqué vendredi 17 mai l'attentat à la voiture piégée qui a fait, jeudi à Basauri, près de Bilbao, un mort et dix blessés. Une bombe, dissimulée dans une voiture, avait explosé au passage de deux fourgonnettes de police. — (AFP.)

ALORS QUE RYAD SOUTIENT L'IRAK CONTRE L'IRAN

## Le chef de la diplomatie saoudienne est attendu à Téhéran

Le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud al Fayal, était attendu ce samedi 18 mai à Téhéran pour une visite officielle.

La première d'un haut responsable saoudien depuis le début du conflit irano-irakien en septembre 1980. La semaine dernière, le prince Saoud avait reçu le ministre iranien de l'énergie Hassan Ghafouri-Fard en Arabie saoudite. M. Fard — qui participait aux réunions de l'Assemblée constitutive de l'Union sportive en sa qualité de président du comité olympique iranien — avait également rencontré le ministre saoudien de la Défense.

Le prince Saoud restera quarante-huit heures en Iran à l'invitation de son collègue iranien, M. Ali Akbar Velayati.

L'Arabie saoudite, comme ses cinq alliés du Conseil de coopération du Golfe (CCG), a été dès le début du conflit solidaire de l'Irak. Ses relations avec l'Iran ont traversé une sérieuse crise en juin 1984. Des chasseurs saoudiens avaient alors engagé un combat avec des F-4 iraniens au-dessus des eaux territoriales saoudiennes et abattu l'un d'eux. Des pétroliers saoudiens et des bâtiments chargeant du brut saoudien ont été attaqués par l'aviation iranienne en représailles contre le blocus que tente d'imposer l'Irak au principal terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg (nord-est du Golfe).

A Bagdad, le président Saddam Hussein a déclaré vendredi que l'Irak était prêt à respecter un cessez-le-feu général dans la guerre avec l'Iran pendant tout le mois de ramadan, qui commence lundi prochain.

Le chef de l'Etat irakien a exigé cependant que l'Iran accepte « publiquement et franchement » cet arrêt général des hostilités et ne mette pas à profit le cessez-le-feu pour masser ses troupes à la frontière ou « lancer une nouvelle agression ». — (AFP.)

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

CLAUDE CHEYSSON

dimanche 18 h 15

animé par Olivier MAZEROLLE

Jacques AMALRIC  
et André PASSERON (Le Monde)  
Christian MALAR  
et Christian MENANTEAU (RTL)

en direct sur

RTL



# Étranger

Pérou

## APRÈS SON ÉCHEC AUX ÉLECTIONS M. Barrantes veut préserver l'unité du Front de la gauche

De notre correspondante

Lima. — Nos ennemis assurent que nous allons voter nos enfants lorsque nous prendrons le pouvoir... Ils n'ont pas tort... Nous les enlevons, chaque matin, pour qu'ils boivent un verre de lait... »

Éclat de rire général dans la foule rassemblée devant les tréteaux où parle « Tio Frejilito » (c'est-à-dire « Tio Frejilto » pour les enfants, M. Alphonso Barrantes, maire marxiste de Lima et candidat à la présidence pour la gauche unie (IU). Mais la gauche n'aura pas l'occasion de démontrer que les « rouges » ne dévorent plus les enfants. L'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine) a remporté la main le premier tour des élections du 14 avril, et M. Barrantes beau joueur, a renoncé à disputer le second tour. « Il ne s'agit pas de reconnaître un échec, dit-il, seulement un petit revers. » Et il ajoute, avec humour : « Nous avons tout misé sur les enfants [allusion à la campagne de la main pour distribuer un million de verres de lait chaque jour], et eux n'ont pas voté. »

En fait, la Gauche unie avait sous-estimé le charisme du candidat de l'APRA, le jeune Alan García. Elle prétendait obtenir au moins 30 % des suffrages. Son score du 14 avril (23 %) apparaît donc faible, bien qu'il consolide sa base électorale avec près de deux millions de voix.

Comment expliquer ce revers ? Ce meeting de la gauche dans le bidonville de Villa-Maria-de-Triunfo illustre bien des lacunes. A commencer par une désastreuse organisation. Peu d'argent pour la Gauche unie — « là où nous mettions un sol, l'APRA en investissait un millier », dit-il — surtout la droite a montré en épiant les déficiences de la gestion de M. Barrantes à la tête de la mairie de la capitale, un « monstre » de six millions d'habitants... La victoire aux élections municipales de novembre 1983 s'est convertie, en avril 1985, en cadeau empoisonné, faisant perdre à la Gauche unie 10 % des votes limités.

Il faut ajouter une « erreur » politique que dénoncent les « ultras » de la gauche. « La campagne électorale a été rose, et nous sommes « rouges », disent-ils. La IU s'est laissée voler sa définition, d'un « gouvernement » nationaliste, démocratique et populaire ». Elle n'a rien fait pour « démosquer la démagogie des promesses de l'APRA ». Enfin, « l'APRA a obtenu le terrain de jeu sans disputer la deuxième manche, renonçant à gagner des points ».

Les tensions au sein de la Gauche unie, entre « modérés » et « ultras », ont déjà entraîné le limogeage du directeur de la campagne électorale, M. Miguel Angel Matute, ancien dirigeant du Parti populaire chrétien (conservateur), et l'exclusion de son nouveau parti, le Padin, de la coalition.

En fait, c'est la direction du maire de Lima qui était visée par les « ultras », notamment par les plus jacobins d'entre eux, les dirigeants du PUM (IU), qui ont remporté, eux, un indéniable succès personnel aux élections. Leur groupe est le plus nombreux de la IU au Parlement. Leur campagne, très agressive

— contre la droite, contre l'APRA, et même contre l'armée — et qui n'a pas craint de prendre le contrepied des déclarations d'indulgence de M. Barrantes, a porté ses fruits.

Après la décision prise par ce dernier de ne pas disputer le second tour des élections, on a cru à la débâcle générale de la Gauche unie. Certains modérés ont été tentés de rejoindre l'APRA. Des ultras semblaient vouloir pratiquer une opposition totale. M. Luis Bedoya, le dirigeant du Parti populaire chrétien, arrivé en troisième position aux élections du 14 avril, prédisait un sombre avenir à la Gauche unie. « Ce n'est, disait-il, qu'un front électoral. Barrantes est une locomotive qui traine les wagons. Après les élections, la locomotive sera abandonnée sur une voie de garage. » Cette vision de M. Bedoya était peut-être trop pessimiste. Depuis 1978, la Gauche unie est une vraie force parlementaire. C'est aussi une force syndicale qui contrôle de nombreuses organisations populaires.

Elle regroupe et attire des intellectuels indépendants qui travaillent dans des centres de recherche et qui, s'expriment dans la rue, le maire de Lima, a courtoisement gommé l'image d'une gauche vieillissante, ne sachant manier que l'injure et la dynamite. La gauche « a troqué la culotte courte pour la cravate et le complet-veston lorsqu'elle a fait son unité autour de M. Barrantes », dit l'opposition. Il semble que les ultras de la IU se soient rendus compte ces dernières semaines que « quitter la coalition de gauche serait un suicide politique », comme le disait M. Barrantes. La gauche, selon lui, n'a la possibilité de parvenir au gouvernement que si elle préserve son unité, « si elle travaille dans un seul front, et même, si possible, dans un même mouvement. Chacun des groupes défend ses couleurs, son blason, son châtiment. Nous devons faire une révolution au sein de la gauche pour détruire ces bastions moyenâgeux et devenir une organisation solide et efficace », ajoute le maire de Lima.

Dans l'immédiat, il s'agit pour M. Barrantes de créer des comités de base de districts, de départements. D'inciter les militants à prendre le « carnet » qui permet de se réinscrire. Une tâche à laquelle il s'est attelé, en vain, depuis 1980. « Mais il est sûr », dit-il, « que rien ne peut arrêter notre patience indienne. »

Dans l'immédiat la Gauche unie a sans doute perdu l'initiative politique. Elle se prépare à soutenir les principales mesures de l'APRA qui coïncident avec son programme : refus des recettes du FMI, protection du pouvoir d'achat des déshérités, respect sans restriction des droits de l'homme, ouverture vers les pays non alignés.

La gauche redeviendra une option si l'APRA échoue dans son projet de réformes.

NICOLE BONNET.

## Canada

### Québec : le choix de la fédération

(Suite de la première page.)

En ce qui concerne l'émigration et les communications, qui sont des secteurs de juridiction partagée, le Québec veut un renforcement de ses pouvoirs pour favoriser « la consolidation du caractère distinctif du peuple québécois ». Enfin, en matière de relations internationales, qui sont de juridiction fédérale, M. Levesque demande que « soit reconnue la situation spécifique du Québec (...), notamment dans le cadre de la francophonie ». Il exige donc pour le Québec un statut de « gouvernement participant dans les organisations internationales de la francophonie », comme c'est déjà le cas à l'Agence de coopération culturelle et technique. Sur ce dernier point, le gouvernement fédéral a déjà laissé entendre que le Québec pourrait obtenir cette place de « gouvernement participant » que le gouvernement de M. Trudeau lui avait toujours refusée dans le cadre d'un « éventuel » sommet francophone.

Selon des informations publiées cette semaine à Montréal, la France aurait l'intention de convoquer ce sommet avant les élections législatives de 1986, et le sujet serait à l'ordre du jour des discussions que M. Levesque aura cette semaine à Paris avec M. Mitterrand.

Les critiques les plus vives du document constitutionnel du gouvernement québécois ne viennent pas de l'opposition libérale, mais plutôt des députés qui ont récemment quitté le PQ pour fonder le Rassemblement démocratique pour l'indépendance. M. Pierre de Bellefeuille, qui siège désormais comme député

indépendant, a eu des propos très durs à l'égard de ses anciens amis politiques : « Il est maintenant clair, hors de tout doute, que le gouvernement du Québec est un gouvernement fédéraliste. C'est très bien que les indépendantistes soient dissipés, car il y avait encore des gens qui se disaient qu'ils s'imaginaient que le Parti québécois était resté indépendantiste. »

Le chef du Parti libéral, M. Robert Bourassa, a reproché au gouvernement de continuer à cultiver l'« ambiguïté » au plan constitutionnel. « Le gouvernement, a-t-il déclaré, n'a pas la crédibilité nécessaire pour négocier l'avenir du Québec ou sein de la fédération canadienne, car il y a moins d'un an, il présentait l'indépendance. » Sur le fond, M. Bourassa n'a cependant guère de critiques à faire à des propositions constitutionnelles qui répondent en fait aux aspirations de la plupart des Québécois, quelle que soit leur allégeance politique.

Cela ne suffit peut-être pas à sauver le Parti québécois et M. Levesque d'une défaite électorale, prévue par tous les sondages au prochain scrutin, qui devrait avoir lieu au plus tard en avril 1986. Mais ce « projet d'accord constitutionnel », véritable testament politique de M. Levesque, pourrait lui ménager une porte de sortie honorable, qu'il semble rechercher depuis la défaite de mai 1980 au référendum sur la « souveraineté-association » et l'humiliation des négociations constitutionnelles de 1981.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## Cache-cache avec la peur

Plus noire que la nuit, l'ombre de Sarbaz flotte en avant du groupe de maquisards afghans, sur la plaine caillouteuse. L'air est soutenu, silencieux, souple. C'en est fini pour nous de trébucher sans cesse comme aux premières marches nocturnes, corps penché en arrière, muscles raidis par la crainte de l'obstacle invisible. Fini de s'affaïsser tous les quarts d'heure, honneur remballé, volonté envolée, en proie au renoncement. A force de vivre de départs et d'alarmes, de privations et de rythmes insensés, je me suis aguerri. Maintenant, nous filons avec une jouissance très simple à deviner et à contourner si bien les écueils du chemin.

S'est-il égaré dans ce pays sans repères ? Sarbaz, notre guide, s'est accroupi, tendu, les sens en alerte. A vivre la guerre, on l'oublie parfois et je crois un instant qu'il veut embrasser son pays. Au nord, le halo des lumières de Djellalahad — quatrième ville afghane à proximité de la frontière pakistanaise — accroche nos regards. Je n'y pensais plus : de l'aéroport, les hélicoptères peuvent nous rejoindre en dix minutes... Lassitude à l'idée de devoir une fois de plus jouer à cache-cache. D'un coup, la fatigue m'enveloppe. Alors, Sarbaz écarte quelques pierres, se prosternant, écoute les vibrations de la terre. Et, par ce geste ancien face à l'armée soviétique, il déballe les saccades particulières aux chenilles des chars.

Avec la plus grande assurance, il nous informe qu'un convoi soviétique de blindés se déplace en direction de C. Précisément notre prochaine étape sur la route du retour au Pakistan. Une heure de plus et nous nous retrouverions nez à nez. Longtemps nous restons tous les huit dressés face au vent, souffle retenu, frissonnants.

Porté par les rafales, le ronron des moteurs s'amplifie. Fusées éclairantes, leurs; des hélicoptères cadrent le convoi et leurs projecteurs puissants fouillent l'obscurité. Nous battons en retraite vers le village que nous avons quitté dans la soirée... Nouns courons presque, essouffés par l'affolement, cour tordu pour observer les évolutions des hélicoptères. A l'entrée du village, un insouciant nous lance gaiement le salut rituel « zenda boshi », « reste vivant ».

Quelques heures plus tôt, une troupe de combattants nous faisaient ici leurs adieux. Une dernière cigarette grillée ensemble, je te donne ma montre, tu me donnes ton bracelet, « deck art », — tu es triste ? — tu reviens quand ? Poignées de main muettes... Premiers pas traînants, à reculons et puis... en avant !

Voici bientôt un mois que nous arpentons librement la vallée de S... en Afghanistan. Chaque jour passé à enquêter une petite victoire, au pied-de-nez à l'armée d'« innoculation ». Surtout depuis que l'ambassadeur soviétique au Pakistan a déclaré que, « la prochaine fois, les pseudo-journalistes et autres seront liquidés : nos troupes alderont pour ce faire l'armée afghane ». Non, l'affaire Abouchar ne nous a pas mis du plomb dans la tête... Au contraire, elle renforce notre volonté de témoigner.

## Pudeur et fatalisme

Retrocuvillés à trois sous un arbuste en fleur plein de piquants que la providence a posé là en terrain sec, nous attendons, la déflagration... Le temps est comme suspendu.

Les hélicoptères virent autour d'une colline. Une mée de moudjahidines cachés dans les buissons s'élance à corps perdu vers un bouquet d'arbres. Quatre cents mètres à couvrir. Qu'un seul d'entre nous soit encore visible avant le retour des hélicoptères...

Et alors ! il n'y a pas de quoi fouter un chat. La scène est

désespérément banale ; trop ordinaire pour ébranler les résistants, qui s'en repartent en chantant. Le soir venu, dans la mosquée, ils ne l'évoquent même pas. Ces hommes ne sont pourtant pas imperméables à la peur. Ils ne se sentent en sécurité que dans leur province. Nous devons souvent contourner un village parce que notre groupe n'y a pas d'acointances ou craint des heurts avec les combattants d'un parti politique rival. Certains de nos compagnons, visages fermés, sérieux, attentifs, se sont révélés bout-en-train infatigables à peine arrivés dans leur vallée.

Le commandant doit encore assister à un repas funéraire, présenter ses condoléances à la famille



Fantassin afghan (l'Univers illustré, 1879).

Les Afghans affectent souvent un détachement royal à l'égard des atrocités de la guerre. Ils s'épanchent peu, ne se plaignent guère. Ils ont la pudeur et le fatalisme qu'implique une confiance absolue en la volonté d'Allah. En revanche, les résistants sont inamissables dès qu'il s'agit de leurs activités de guérilla. Coupés de village en village, le récit d'un simple accrochage avec l'armée gouvernementale se transforme en fil des jours en épopée. Ce n'est pas de l'incoscience. Plus que jamais, en 1985, ils mesurent les difficultés dont dépend l'avenir de la résistance : armement de qualité insuffisante, divisions internes, risques de famine, lassitude des populations civiles, inadaptation de leurs méthodes de combat à l'escalade militaire soviétique, etc.

## Le commandant Z... et la population

Z... commandant militaire de la vallée de S... n'a que vingt-trois ans. Son prestige, il l'a acquis sur le terrain depuis trois ans : harcèlements des postes soviéto-afghans qui coignent Djellalahad ; participation avec d'autres commandants aux sabotages des pylônes, des adductions d'eau ; raids nocturnes sur l'aéroport, etc. Mais il ne suffit pas de mener bataille avec succès pour gagner l'estime des combattants et la bénédiction des populations civiles. Encore faut-il la clairvoyance, la force de conviction, la pitié, et surtout beaucoup de diplomatie avec l'ensemble des responsables traditionnels de la vallée : religieux, juges, ex-instituteurs, propriétaires fonciers ou toute autre personne influente. Ce n'est qu'à ce prix que la population accèdera d'endurer les représailles soviétiques consécutives à toute opération de la résistance.

Le commandant Z... intervient dans tous les domaines de la vie sociale tout simplement parce que, sans l'appui des habitants, il ne peut rien faire. C'est pourquoi les Soviétiques veulent vider le pays par la terreur des bombardements : plus de population civile, plus de résistance.

Z... poste régulièrement contre son parti, installé à Peshawar, au Pakistan. L'aidé qu'il reçoit en armes, en munitions et en argent est ridicule par rapport à ses besoins. Il fait des économies de bouts de chandelle : plus de cigarettes pour les combattants, de la viande et du riz une à deux fois par semaine... Alors, à tour de rôle, ses hommes vont travailler au Pakistan

désespérément banale ; trop ordinaire pour ébranler les résistants, qui s'en repartent en chantant. Le soir venu, dans la mosquée, ils ne l'évoquent même pas. Ces hommes ne sont pourtant pas imperméables à la peur. Ils ne se sentent en sécurité que dans leur province. Nous devons souvent contourner un village parce que notre groupe n'y a pas d'acointances ou craint des heurts avec les combattants d'un parti politique rival. Certains de nos compagnons, visages fermés, sérieux, attentifs, se sont révélés bout-en-train infatigables à peine arrivés dans leur vallée.

Le commandant doit encore assister à un repas funéraire, présenter ses condoléances à la famille

## Comment va la vie ?

L'espoir, c'est que l'aide étrangère, arabe, chinoise ou américaine lui parvienne un jour. Non pas les miettes qu'il reçoit par l'intermédiaire de son parti, mais une aide substantielle : « Les Soviétiques n'auraient plus un instant de répit. »

Durant ma présence à S... une base de trois cents moudjahidines installée en amont de la vallée a été attaquée pendant quatre jours. Par trois fois, des chasseurs-bombardiers SU-25 l'ont bombardée en pluie. Puis, des commandos hélicoptères ont été déposés sur la périphérie de la zone. Chaque nuit des habitants de S... y grimpaient pour apporter le ravitaillement : pain, eau, viande crue. Surpris par l'attaque, les semi-nomades du village situé en contrebas de la zone ont fui en catastrophe vers le bas de la vallée. Mais leurs biens ont été pillés, leurs maisons saccagées. Pire encore : leur troupeau, cent vingt chameaux, a été mitraillé à bout portant par les commandos soviétiques. En quelques minutes, une fortune inestimable réduite à néant, ce qui provoque sans doute l'exil de ces familles vers le Pakistan. Au soir du quatrième jour de combat, les moudjahidines, à court de munitions, ont abandonné leurs positions et évacué leur commandant blessé. Cinq hélicoptères ont été abattus.

Nangaya, dix-huit ans, étudiant et résistant pendant les vacances, est monté vérifier l'état des lieux. Il a grimpé lentement, car les Soviétiques ont saupoudré les chemins d'accès de milliers de mines antipersonnel que nous entendons claquer de loin (et de près...) pendant des jours et des jours. Il a rapporté un sac à dos plein de rations alimentaires abandonnées par les commandos. Au menu : conserves de bœuf aux petits pois, made in Bulgaria.

Il y a cinq ans seulement, la vallée de S... était prospère, verdoyante, douce. Les Kabouls aînés y avaient une résidence secondaire. Ce devait être un peu nos Pyrénées. Aujourd'hui, c'est la désolation. Fondée sur l'agriculture, cette richesse n'a pas survécu. Chaque année il y a davantage de champs en friche. La vie s'étioule.

A minuit, comme nous pénétrons dans une maison à l'improviste pour y camper, le patriarche, presque centenaire, s'éveille. Vieil arbre sec, il se dresse avec effort. Le commandant le saisit main sur le cou et lui demande : « Comment va la vie ? » Pour toute réponse, une plainte haut perchée, et dans ses yeux embués de larmes la nostalgie du passé.

## Les femmes au regard glacé...

Les Afghans sont habitués à vivre durement. Ils ont la ténacité qu'engendrent les paysages austères, le froid sidéral, les vents de sable brûlants. Mais les médecins

qu'ils envoient dans leurs villages pour labourer les champs, Z... consacre un temps fou à régler de menus problèmes. Par exemple : où faire manger les cinquante combattants qui l'accompagnent aujourd'hui ? Chaque jour le problème se pose. S'il demande trop d'aide à une même famille, celle-ci risque un jour de se lasser et d'émigrer au Pakistan. S'il demande plus souvent à l'une qu'à l'autre, il y a risque de friction. Comment, dans ces conditions, prétendre « professionnaliser » les combattants ?

Le commandant se sent parfois bien seul. Il n'y a personne pour le secourir efficacement. S'il venait à mourir, ce serait une grande perte et la résistance de la vallée accuserait un temps de régression. La résistance afghane manque cruellement de cadres. Z... lui-même a fait deux ans d'études religieuses au Pakistan ; pas de formation militaire autre que celle acquise au combat aux côtés des meilleurs chefs de tribus afghans.

500 من الأمل



Mal armés mais indomptables, les résistants afghans poursuivent leur lutte inégale contre des troupes soviétiques renforcées et désormais aguerries. En mars, elles ont massacré plus d'un millier de civils dans la province orientale de Laghman, rasant une douzaine de villages (le Monde du 16 mai). Rien ne laisse prévoir la fin de ce cauchemar. Depuis la capture de Jacques Abouchar, les témoins professionnels doivent braver une menace explicite d'élimination s'ils pénètrent en Afghanistan. Pourtant, une jeune journaliste l'a fait récemment, en accompagnant une mission humanitaire deux mois durant. Voici son journal de route.

## dans la vallée insurgée

français qui se rendent régulièrement en Afghanistan depuis le début de la guerre témoignent de troubles psychologiques accrus parmi les civils. Moi, je suis seulement le regard glacé des femmes à l'approche des bombardiers, les cris des bébés ballottés, la course frénétique vers l'abri ou le champ de cannes à sucre.

Le commandant Z... sont bien que la population est fatiguée. Certains paysans rechignent, par exemple, à donner le dixième de leur récolte comme impôt au bénéfice de la résistance. Personne ici, pourtant, ne met en cause le jusqu'au-boutisme et l'intransigeance des combattants.

La nouvelle génération de commandants tire le meilleur parti possible d'un armement désirable. Ils connaissent leur ennemi, ont tissé des réseaux de renseignements efficaces, et petit à petit surmontent leurs rivalités pour coordonner les opérations.

### La sentinelle assoupie

Désespéré de jamais voir des notions de discipline entrer dans la tête de ses hommes, le commandant Z... pique une brève colère et s'efforce à expliquer pour la millième fois comment on fait une bonne sentinelle : ne pas fumer, a

foriori interdiction de fumer du hashich ; gare à celui qui est surpris au petit matin dans un état de langueur caractéristique ! s'adonner l'obscurité en faisant les cent pas, chargé d'organiser la relève dans le calme.

Le jeune Ayub est dans ses petits souliers : cette nuit, il s'est assoupi... Les autres opinent du chef avec cet air gêné des enfants gourmands. Puis c'est la leçon : Z... stimule l'attaque de la sentinelle. Ayub se met à marcher, le pas lourd, la mine pénétrée. Déjà tout le monde pouffe. Le commandant, jouant le rôle de l'assaillant, se précipite sur Ayub et le plaque au sol en un tournemain... Hilarité générale.

Il régit au sein de notre petite communauté une harmonie étonnante. Pendant des jours et des jours, les moudjahidines ne se quittent pas d'une semelle, et pourtant il n'y a presque jamais de frictions entre eux. On dirait qu'il n'existe pas de mode de vie plus attrayant ni d'occupation plus élevée que celle de combattant de la guerre sainte. Elle rapproche chacun de la vie du Prophète. Le compagnonnage de la révolte bouscule les hiérarchies traditionnelles. Parmi nous, il y a Kâfi, dont tout le monde se moque gentiment parce qu'il est têtard et romantique ; tous l'adorent car la bonté est inscrite sur son visage. Toute la journée, on dirait qu'il réfléchit à des problèmes métaphysiques, et le soir il lit le Coran à voix basse. Il y a aussi un ex-sous-officier déserteur de l'armée afghane. Et le moulawî, religieux lettré et combattant réputé, sorte de géant nonchalant et pince-sans-rire. Il y a Youssef, Moulamad, Nawruz, artisan, agriculteur, gardien de sanctuaire. Celui qui a le cafard est vite rassaisi par la bonne humeur, l'humour et la chaleur du groupe.

Pour l'étranger, l'envers du décor, c'est l'absence de toute insinuation. Le matin, l'attente que les hommes aient fini leurs ablutions et soient rassemblés dans la mosquée pour la prière ; puis je vais me laver à la rivière ou dans un canal d'irrigation. C'est mon seul moment de solitude dans cette société masculine. Travestie en jeune garçon, rebaptisée d'un nom afghan, ma présence ne semble pas heurter les combattants. Sans doute ma situation est-elle si étrange que leur conception du rôle et

de la place des femmes qu'ils oublient que j'en suis une... Simple-ment, à la fin du voyage, cette formule maladroite lancée en guise de compliment : « Tu es plus qu'un homme ».

### « As-tu un mari, des enfants ? »

Chaque fois que je pénètre dans des maisons, les femmes m'en croient pas leurs yeux. Leur accueil est si chaleureux que j'ai l'impression de les connaître depuis toujours. Elles sont curieuses de tout, et d'embarras abondent les sujets « de fond » : « As-tu un mari, des enfants ? Est-ce que tu ne t'ennuies pas à la longue en compagnie des moudjahidines ? N'es-tu pas fatiguée de marcher ? Comment fais-tu quand tu as tes règles ? Est-ce que tu connais ce médicament qui empêche d'avoir des enfants ? Il nous faudrait ça, car bientôt nous ne pourrions plus les nourrir correctement. Shirin que tu vois là, son bébé est mort-né la semaine dernière. C'est peut-être la cause de toutes les douleurs que les chahavis (russes) nous envoient... Lorsque l'époque de l'existence de combattants armés dans d'autres pays musulmans, elles demeurent rêveuses. Il n'y a bien sûr aucune femme dans les rangs des moudjahidines. Mais il en est qui transportent des explosifs sous leur tchador ou qui servent d'agent de liaison, portant des messages en ville.

Chaque soir c'est la même histoire : nous pénétrons en silence dans un village endormi. Nous nous installons dans une mosquée. Aussitôt deux ou trois combattants s'en vont réveiller le voisinage pour obtenir un repas. Ils cognent et cognent sur les portails en bois. Chez l'un ils demandent le pain, chez un autre le thé, plus loin encore du bouillon à la graisse.

Dans la mosquée, la paille dégage un nuage de poussière acre. Il n'y a guère d'aération. Dans la cour, tentes paires de sandales toutes identiques. Comment font-ils pour s'y retrouver ? Parfois l'oublie qu'il ne faut pas fumer dans une mosquée, et le commandant me fait les gros yeux face à cette offense au lieu saint.

Une lampe-tempête, trois silhouettes courbées : des enfants exécutent sous le fardes des couvertures. Chance ! Il fait si froid ! La procession continue : des

hommes apportent la jarre d'eau pour l'ablution des mains et de la bouche ; d'autres, les plats confectionnés à la hâte par les femmes tirées de leur sommeil. « Barbes grises » et jeunes combattants viennent aux nouvelles. Mais personne ne parle. L'émission de la BBC en persan annonce que les Soviétiques concentrent des troupes fraîches dans des garnisons proches, pour boucler la frontière et couper les résistants de leurs bases arrière au Pakistan.

L'atmosphère s'enferme brusquement. Chacun commente les événements, évalue les chances de la résistance - avec l'aide de Dieu, mais toujours sans missiles sol-air, sans détecteurs de mines, sans systèmes de transmission, sans jumelles parfois... « Souvent, du côté d'un affrontement, leurs soldats désertent et passent de notre côté avec leurs armes légères et même des canons. La majeure partie de nos armes sont récupérées sur l'ennemi. Mais l'accès aux objectifs urbains est de plus en plus dangereux », explique le commandant Z... Et que pense-t-il des tentatives de « pacification » mises en œuvre par le KHAD - la police secrète afghane - et le ministère des tribus et des nationalités ? Pour lui, ces tentatives sont instables : « Ce sont des gens qui retournent leur veste facilement. » Et les centaines d'enfants envoyés en Union soviétique chaque année pour y être éduqués ?... Soupire...

### Les « agents infiltrés »

Pour l'heure, le principal souci du commandant Z... c'est d'échapper aux informateurs du KHAD. Depuis deux jours, des chasseurs survolent à basse altitude les villages où nous faisons halte. N'ont-ils pas trouvé du matériel de communication dans l'arrière-boutique d'un commerçant ? Parfois les moudjahidines connaissent bien les « agents infiltrés » ; mais ils n'y touchent pas de crainte d'entamer un cycle de vendetta dont le seul résultat serait d'affaiblir la résistance.

Inquiet pour notre sécurité, le commandant souhaite à présent que nous quittons le pays. Mon compagnon de voyage, en mission humanitaire, a vingt-trois ans. Il est venu apporter aux Afghans une aide de 150 000 francs, dons de Français collectés par l'association AFRANE (1). L'argent a été remis directement à 276 familles particulièrement éprouvées par la guerre, choisies par les représentants de chaque village. Beaucoup de veuves, de vieux couples dont les fils sont morts sous les bombes. Pour ce jeune volontaire désemparé de ce jeu politique, il faut que les individus interviennent là où les Etats démissionnent ; on ne peut pas regarder un peuple se débattre sans rien entreprendre.

Nous avons franchi les montagnes, croisé à nouveau des cadavres de chameaux en putréfaction, savouré le thé des « techniciens » misérables où les réfugiés se reposent et échangent des nouvelles de tout l'Afghanistan, retraversé ces villages dont rien, la nuit, ne permet de dire s'ils sont habités ou déserts, hormis les aboiements forcés des molosses.

Parvenus au dernier col afghan, c'est l'heure de la prière. Sarbaz fait ses ablutions sans eau en mimant les gestes. Il remonte ses manches, fait couler le liquide imaginaire du creux de la main au long des bras et bismec son visage de sable. Dieu est certainement son compagnon le plus familier.

CATHERINE CHATTARD.

(1) AFRANE (Amitié franco-afghane), BP 254, 75524 Paris Cedex 12. CCP 1207758 L (Paris). L'association Amitié franco-afghane (Afrane) a été fondée au début de 1980, en réponse à l'occupation militaire de l'Afghanistan par les Soviétiques, pour apporter une aide aux Afghans victimes de l'intervention étrangère. Organisme d'aide humanitaire, l'Afrane ne souhaite qu'aider les Afghans et ne se situe dans la mouvance d'aucun parti politique.

## Étranger

URSS

### Andrei Sakharov serait à nouveau alimenté de force

De notre correspondant

Moscou. — M. Andreï Sakharov serait actuellement alimenté de force dans un hôpital de Gorki, après avoir tenté, le mois dernier, de recommencer une grève de la faim. Une ambassade occidentale à Moscou a reçu cette information d'une source soviétique jugée digne de foi. L'académicien dissident aurait entrepris son action le 16 avril dernier afin d'obtenir que son épouse, M<sup>me</sup> Eléna Bonner, qui souffre à nouveau de troubles cardiaques, puisse aller se faire soigner à l'étranger. Il aurait été emmené de force à l'hôpital dès le 21 avril.

La source soviétique en question ne dispose d'aucune information sur la situation de M<sup>me</sup> Bonner, qui est, elle aussi, assignée à résidence à Gorki, à 400 kilomètres à l'est de Moscou. Le bruit a couru récemment qu'elle aurait écrit en avril au président du Soviet suprême pour demander qu'on réexamine la décision la concernant.

M. Sakharov aurait, de son côté, menacé de démissionner de l'Académie des sciences, le 10 mai, si son épouse n'avait pas pu à cette date se rendre à l'étranger. Ce serait le premier cas de démission dans l'histoire de cette institution vieille de deux cent soixante ans dont les membres sont cooptés par un vote à bulletin

secret, une singularité dans le système soviétique.

Nul ne sait en réalité avec certitude comment vivent actuellement M. Sakharov et son épouse. Quand l'académicien avait été assigné à résidence à Gorki en 1980, sa femme continuait à rencontrer des correspondants occidentaux lorsqu'elle venait à Moscou et maintenait ainsi un lien entre le prix Nobel et le monde extérieur. Ce lien a été rompu lorsqu'elle a été elle-même condamnée, en août 1984, à cinq ans d'exil dans cette ville interdite aux étrangers.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● **Manifestation de soutien à Andreï Sakharov.** — L'Institut international Andreï Sakharov, l'Internationale de la résistance, le Comité des Quinze, Force ouvrière, l'Union des étudiants juifs de France, le Comité français pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, le Comité droits de l'homme-radio-Kaboul libre conviennent en commun à une manifestation de soutien à Andreï Sakharov à l'occasion de son soixante-quatrième anniversaire le 21 mai, à 18 heures, sur l'esplanade du Trocadéro, à Paris. Un lâcher symbolique de ballons et de cartes de vœux à destination de Gorki est notamment prévu.

Irlande du Nord

### Le Sinn Féin fait son entrée dans les institutions locales

Le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA provisoire, a obtenu cinquante-neuf sièges aux élections locales en Irlande du Nord, soit beaucoup plus que ce que ses dirigeants avaient prévu. Ces derniers semblaient avoir délibérément sous-estimé les possibilités de leur parti afin de pouvoir se targuer d'une victoire (le Monde du 16 mai).

En réalité, en nombre de voix, le Sinn Féin a reculé par rapport aux élections européennes de 1984 (10 % contre 13 %). Il n'est pas parvenu à émietter de manière significative son rival dans le camp nationaliste, le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP) qui, lui, rejette le recours à la violence.

Le SDLP a obtenu 101 sièges dans les vingt-six conseils de district.

Cependant le Sinn Féin, qui participait pour la première fois à des élections locales, pourra davantage réaliser son ambition actuelle : déstabiliser et paralyser le fonctionnement des institutions de la province.

Les partis unionistes ont annoncé vendredi qu'ils refuseraient de siéger dans les conseils locaux où les partisans de la lutte armée sont représentés. Le Parti démocratique unioniste dirigé par le pasteur Ian Paisley, avec 142 sièges, a perdu sa place de premier parti dans la province au profit de la formation plus modérée de M. James Moynihan, le Parti officiel unioniste (190 sièges).

Japon

### Soixante-deux morts à la suite d'un coup de grisou

Yubari (AFP). — La découverte par les équipes de secours des cadavres de treize mineurs dans une galerie et le décès à l'hôpital d'un blessé à porté, samedi 18 mai, à soixante-deux morts et vingt-quatre blessés le bilan d'un coup de grisou qui s'est produit vendredi matin dans une mine de charbon à Yubari, dans l'île d'Hokkaido (nord du Japon). Les opérations de recherche ont pris fin samedi matin, 17 heures après l'accident. Dix blessés grièvement atteints ont été admis dans les hôpitaux de la région, ont indiqué la police et les porte-parole de ces établissements.

Certains des mineurs, dont les corps ont été examinés par des médecins, ont été tués par le souffle de l'explosion, d'autres ont été brûlés et d'autres sont apparemment morts par intoxication à l'oxyde de carbone.

Nigéria

### Le Ghana proteste contre la « brutalité » de l'expulsion de ses nationaux

Le gouvernement ghanéen s'est déclaré « sérieusement et légitimement préoccupé, vendredi 17 mai, par les incidents signalés des actes de brutalité et de harcèlement commis par des agents du gouvernement nigérian sur la personne de ghanéens et d'autres étrangers à la suite de l'arrêt d'expulsion ». Dans un communiqué, le gouvernement d'Accra indique qu'il prendra le moment venu des « mesures appropriées » à l'encontre des autorités de Lagos.

Sept ghanéens récemment expulsés du Nigéria ont confirmé les informations selon lesquelles les forces nigériennes ont tiré sur la foule aux postes-frontières de Seme et d'Ikroko. Ces sept personnes, exhibant des blessures par balles, ont déclaré à l'agence ghanéenne de presse GNA qu'au moins quinze de leurs compatriotes ont été tués et une centaine blessés au cours de fusillades survenues après le 10 mai, date de la fermeture des frontières du Nigéria.

menacé, depuis le jeudi 16 mai, à « quadriller » certains Etats de la fédération à la recherche d'étrangers en situation irrégulière, qui tentaient de se cacher. Selon l'agence de presse NAN, l'Etat du Kwara, à l'ouest du pays, a été divisé en huit zones et les services de l'immigration « fouillent intensément » les bateaux et villages à la recherche des « sans-papiers ». Des opérations semblables ont été conduites dans plusieurs autres Etats. Au port d'Apapa, où sont regroupés les étrangers, la situation matérielle s'est améliorée pour les expulsés à qui l'on distribue de la nourriture. — (AFP, Reuters.)

**Félix Houphouët**  
et la Côte-d'Ivoire  
Collection : Les Africains  
22 bd Arago, 75013 Paris

### UN LIVRE D'OLIVIER ROY

## « Guerre et société en Afghanistan »

L'Afghanistan a suscité, en France, plus de livres et de reportages télévisés que dans les pays anglo-saxons. Après deux ouvrages de fond publiés l'an dernier, voici *Guerre et société en Afghanistan*. L'auteur, Olivier Roy, est l'un des observateurs les plus informés et perspicaces de l'Afghanistan contemporain (1).

Bien construit, clair, sobrement écrit, l'ouvrage est la meilleure contribution sociologique à la connaissance des réalités afghanes. Jamais colonisée, fortement segmentée et traversée d'antagonismes religieux et linguistiques, la société « perçoit l'Etat comme extérieur à elle et l'indépendance va au groupe communautaire ». Aussi l'islam reste-t-il la seule référence commune à l'ensemble de la population. Olivier Roy y consacre à juste titre une importante partie de son livre à décrire et analyser ses caractéristiques historiques et religieuses. Il s'efforce d'établir les origines du fondamentalisme dans ce pays ainsi que ses manifestations politiques avant le coup d'Etat de 1978. Après avoir présenté avec pertinence les raisons de l'échec du Parti communiste khalaï, il traite de la dialectique entre guerre et société : genèse et caractéristiques des partis, nature et méthodes de la guérilla, stratégie

soviétique, enfin environnement régional et rapports de la résistance avec le monde extérieur.

Deux éléments nous paraissent toutefois prêter à discussion. Le premier concerne l'islamisme. Roy écrit : « Les islamistes cherchent dans le Coran plus qu'un système, et leur ouverture théologique est aussi un moyen d'intégrer la modernité contre une tradition qui leur paraît plus médiévale que mohamedienne. »

Le second point concerne les problèmes d'organisation politique et, par voie de conséquence, les perspectives de la guerre. Selon Olivier Roy, « on retrouve chez les islamistes la théorie du parti d'avant-garde, centralisée, relativement disciplinée et dont les membres sont liés par une idéologie commune renforcée par une certaine formation ». Tel est peut-être le cas de Hezb-Islam, parti de H. Gulbudin et sans nul doute le noyau des conceptions organisationnelles du commandant Massoud au Panchir. Mais le Parti Jamiat, privilégié comme le parti assésimé de la résistance par Olivier Roy, n'en est pas encore là. L'auteur, un peu plus loin, porte un jugement contradictoire : « Les problèmes militaires de la résistance sont surtout des problèmes politiques. » En effet, et cela dans la mesure

même où les mouvances afghanes, islamiques comprises, ne sont pas encore vraiment des partis.

Les problèmes de la résistance restent des problèmes d'organisation, la construction d'une infrastructure politique clandestine dans la population dépassant l'échelon local, la mise sur pied d'une force armée permanente pour répondre à la stratégie soviétique fondée sur la durée, l'exploitation des segments de la société afghane et la lassitude des populations. Olivier Roy le voit mais il hésite à écrire que la réussite de ce processus est douteuse.

De surcroît, l'avenir dépend en grande partie — l'iran dans cette affaire restant marginal — du sanctuaire pakistanais. Est-ce désespérer la résistance que d'écrire qu'elle ne peut gagner une guerre qu'elle n'a d'autre choix que de poursuivre ?

GÉRARD CHALIAND.

(1) Olivier Roy, *Guerre et société en Afghanistan, Islam et modernité politique*, Seuil, 321 p., 120 F. Mike Barry : *Le Royaume de l'insolence*, Paris, Flammarion 1984. *Afghanistan : la colonisation impossible* (ouvrage collectif), Editions du Cerf, Paris 1984. Voir aussi la Documentation française n° 499 (novembre 1984) : *Afghanistan : cinq ans après les Soviétiques*.



# Étranger

## LES DIFFÉREND FRANCO-ALLEMANDS ET LE MARATHON DE BRUXELLES

### M. Genscher insiste sur l'importance de la coopération entre les deux pays

Interrogé vendredi soir 17 mai à Antenne 2, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, s'est employé à minimiser les différends apparus récemment entre la France et la RFA, aussi bien lors du sommet de Bonn qu'à l'occasion des négociations de Bruxelles sur les prix agricoles. « Il n'y a pas de dissensions stratégiques ou de divergences d'intérêts en matière de sécurité, mais plutôt identité de vues », a

notamment déclaré M. Genscher. Le ministre allemand a rappelé que le chancelier Kohl et le président Mitterrand devaient se rencontrer à Bonn le 28 mai, laissant entendre que leurs entretiens permettraient aux Français et aux Allemands de « ne pas arriver séparés au prochain sommet européen de Milan ».

Le chancelier Kohl était d'ailleurs parti attendu samedi à Londres pour une journée de conversations avec M<sup>rs</sup> Thatcher.

#### De notre correspondant

Bonn. — Il n'y a qu'une position du gouvernement allemand, et elle consiste à prôner une étroite coopération avec la France pour montrer qu'il y a un consensus de fond entre les deux pays, aussi bien en matière de sécurité que pour ce qui touche le développement d'une communauté technologique européenne : telle est l'idée que les dirigeants allemands cherchaient en fin de semaine à faire connaître pour tenter de couper court aux allégations selon lesquelles le chancelier Kohl et son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, ne seraient pas d'accord sur l'attitude à adopter à l'égard de l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan et de la proposition française Euréka.

Au cours du débat qui avait eu lieu le mardi 14 mai au Bundestag, à propos de la déclaration gouvernementale sur le sommet des pays industrialisés et sur la visite du président Reagan en RFA, la porte-parole de la CDU pour les questions de sécurité, M. Vukar Rüh, et M. Genscher avaient, une nouvelle fois, dans leurs discours respectifs, annoncé des priorités différentes (le Monde du 16 mai). Pendant que le premier insistait sur la nécessité d'une coopération transatlantique sur l'IDS, le second avait, en revanche,

souligné l'importance d'une coopération franco-allemande et européenne en matière de sécurité.

Le ministre des affaires étrangères — dont le position au sein du cabinet est sortie renforcée des trois dernières élections régionales où le Parti libéral a démontré qu'il fallait de nouveau compter avec lui — estime, indique-t-on à Bonn, que seule compte sur cette question la position du gouvernement qu'il a lui-même exposée et qui figure dans la déclaration du Conseil de sécurité allemand du 29 mars dernier. Pour M. Genscher, ajoute-t-on, il n'a fait aucun doute que la sorte de la France et celle de l'Allemagne fédérale sont étroitement imbriquées dans tous les domaines, que les deux pays se trouvent en quelque sorte « sur le même bateau ».

En matière de sécurité, M. Genscher est persuadé qu'il y a au sein du gouvernement allemand une reconnaissance que la poursuite de la dissension nucléaire est vitale, que le rôle de la force de frappe française est d'une importance primordiale pour l'ensemble de l'Europe, que la création d'une communauté européenne dans le domaine des technologies du futur est absolument nécessaire.

La création de cette communauté, précise-t-on, est indépendante de l'IDS et doit pouvoir être compétitive avec elle. On se refuse toujours à

indiquer quelle sera la réponse de l'Allemagne à l'IDS. Des divergences apparaissent d'ailleurs à ce propos lorsqu'il est question du financement. Les uns affirment qu'il n'a pas été discuté, les autres estiment qu'une participation à l'IDS ne pourrait avoir de sens que si les Européens fournissent une quote-part. Cette question est d'importance, ne serait-ce qu'en raison des réactions du ministre des finances à ouvrir les cordons de la bourse et à couvrir tous les livres à la fois.

D'une manière générale, M. Genscher estime que l'irritation apparue de part et d'autre après le sommet des pays industrialisés n'a été finalement qu'un orage qui aura permis de clarifier l'atmosphère. Que ce soit sur l'affaire du GATT, où l'on souligne que la France et l'Allemagne ont les mêmes intérêts à défendre, notamment sur le plan agricole ; que ce soit sur la question de la règle de l'unanimité, malgré la crise actuelle sur les prix agricoles, il n'y a pas, affirme-t-on, de divergences de fond. Toutes ces questions vont faire l'objet de discussions au cours des semaines à venir entre les dirigeants des deux pays, notamment au cours de la rencontre entre le chancelier Kohl et le président Mitterrand, afin de préparer la Conseil européen de Milan.

HENRI DE BRESSON.

### La RFA n'a pas gagné estime le ministre français de l'agriculture

La France n'a rien cédé et revient de Bruxelles avec des prix agricoles satisfaisants, du moins honorables pour les trois quarts de ses producteurs. Telle pourrait être, résumée, la position du ministre français de l'agriculture, M. Henri Nallet, après le marathon sur les prix agricoles pour 1985-1986. Certes, le prix des céréales n'est pas fixé, et cette lacune représente, comme l'a déclaré M. Laurent Fabius, premier ministre, « sur le plan politique, un mauvais coup pour l'Europe ».

Mais, si l'on reste sur le strict chapitre des victoires ou des défaites de chaque Etat membre, l'Allemagne fédérale, estime encore M. Henri Nallet, n'a pas gagné. Au contraire, en usant de la menace du veto, elle a tiré, selon lui, sa dernière cartouche. En outre, toutes les propositions de compromis sur les céréales sont refusées. En juin prochain, la négociation reprendra avec le projet initial de la Commission (— 3,6 % pour le blé).

Le ministre de l'agriculture a justifié la technique de la dissociation des paquets qui a permis d'adopter les prix européens pour la plupart des productions. Autrefois, explique-t-il, l'unanimité des délégations s'obtenait par le haut, en débordant les perspectives budgétaires.

A l'exception de deux exercices, il y eut toujours désaccord, entre l'épure des prévisions des ministres du budget et l'arrêté des prix par les ministres de l'agriculture, dépassant allant de 300 millions à 1 milliard d'ECU.

Cette année, il n'y avait plus d'écart possible, les Dix étant convenus de préférer les dépenses

budgétaires avant de définir les prix. Cette méthode avait en son temps été qualifiée par Michel Rocard d'« imbécillité collective ».

M. Nallet, prudent, se refuse à la définir, se bornant à constater l'héritage.

Comme les Dix, l'Allemagne comprise, ont fixé les prix de la majorité des produits agricoles, que l'enveloppe budgétaire elle-même est fixée, on voit mal de quelle nouvelle marge de manœuvre la RFA pourrait disposer pour obtenir une baisse des céréales moins forte que celle initialement prévue. A moins que la préfixation budgétaire ne soit classique ; à moins que la RFA ne revienne aussi sur sa volonté de contenir les dépenses européennes ; à moins encore qu'elle ne suggère un transfert à l'intérieur du budget lui-même des restitutions (subventions) à l'exportation vers les subventions pour le stockage des blés mis à l'intervention.

#### Cohérence à Bonn

L'Allemagne a affirmé, tout au long du marathon, que cette question du prix du blé est importante pour ses agriculteurs, alors que la production céréalière ne représente que 10 % de la valeur de la production agricole totale de la RFA. En outre, le ministre allemand, M. Kiechle, a reconnu qu'entre le dernier compromis proposé et ce qu'il était sur le point d'accepter il n'y avait qu'un point de différence. Est-ce là l'intérêt vital de l'Allemagne fédérale, demande-t-on à Paris ?

La France, elle, par la voix de M. Nallet, avance que la baisse des

prix des céréales retire aux Etats-Unis un argument dans la guerre commerciale qui redouble. En diminuant le coût des céréales et donc le montant des restitutions à l'exportation, l'Europe affirmerait plus que symboliquement l'ouverture d'éventuelles négociations commerciales multilatérales (NCM), sa volonté de continuer à être une puissance exportatrice. Ne serait-ce pas cette volonté-là qui fait défaut à la RFA ?

Le gouvernement de Bonn apparaît sans doute plus cohérent qu'on ne le croit, quand il accepte, lors du dernier sommet, l'ouverture des NCM, demandées par les Etats-Unis, et lorsqu'il refuse à Bruxelles la baisse du blé.

#### Les acquis

Pour les autres produits agricoles, le ministre français s'est montré « assez satisfait ». Insistant sur les acquis : dans le domaine laitier (hausse de 4 % du prix ; baisse de la taxe de co-responsabilité ; transferts de quotas entre régions), pour la viande ovine et sur le démantèlement « total » des montants compensatoires monétaires négatifs en France. Total ? Pas tout à fait, cependant, car il reste, au titre d'une mesure de technique financière, baptisée « franchise », 1,5 point sur les produits autres que le lait. Le démantèlement de cette franchise-là, M. Nallet ne l'a pas obtenue. Sans doute moins par hostilité de ses partenaires européens que du fait des réticences exprimées au ministère des finances et à Matignon même, où l'on garde l'œil rivé sur l'indice des prix. De ce front-là, le ministre de l'agriculture n'a pas fait rien.

JACQUES GRALL.

#### M. BARRE SOUTIENT LE PROJET EURÉKA

M. Raymond Barre commente, dans son bulletin mensuel *Faits et Arguments*, l'initiative française sur l'Europe technologique (programme Euréka) et l'initiative de défense stratégique des Etats-Unis. L'ancien premier ministre écrit notamment : « L'Europe occidentale est doublement interpellée par l'initiative des Etats-Unis : du point de vue de l'avenir de sa sécurité et du point de vue de sa capacité à relever le défi technologique qui lui est présenté. Il convient, selon lui, « de faire preuve à la fois d'une grande vigilance et d'une volonté d'apporter au programme de recherches américain une coopération concertée et organisée ».

La vigilance concerne la sécurité, car, pour M. Barre, « l'Europe est, à la différence des Etats-Unis, menacée non seulement par des missiles balistiques mais par des armes nucléaires de toutes sortes, des forces conventionnelles massives et des armes chimiques ». Aussi cette sécurité de l'Europe « repose et reposera pendant longtemps sur la dissuasion nucléaire ».

M. Barre ajoute : « Le défi lancé à l'Europe par l'initiative de défense stratégique est au premier chef technologique. » En proposant à ses partenaires européens la mise en place d'une Europe de la technologie, le gouvernement français a entendu, à juste titre, rappeler que la réponse à l'offre de participation à l'initiative de défense stratégique ne devrait pas être une démarche essentielle pour l'avenir de l'Europe, c'est-à-dire la coopération technologique européenne.

Pour M. Barre, « il appartient à la France et à la République fédérale d'Allemagne de veiller à ce que la personnalité européenne s'affirme dans le domaine de la technologie et, par voie de conséquence, dans celui de la sécurité ».

#### M. JEAN-BERNARD OUVRIEU AMBASSADEUR DE FRANCE EN CORÉE DU SUD

M. Jean-Bernard Ouvrieu a été nommé ambassadeur de France en Corée du Sud, en remplacement de M. André Bayeux, nommé le 18 mai.

[Né le 13 mars 1939, ancien élève de l'ENA, M. Ouvrieu a été notamment chargé de mission au cabinet du premier ministre (1968-1969), puis en poste à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1971-1974), à Bagdad (1975-1977), à Washington (1977-1979), puis directeur adjoint au cabinet du ministre des affaires étrangères (1979-1980).]

Depuis janvier 1981, il était représentant pour la France au conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique.]

### Nouvelles frondes chez les conservateurs britanniques

#### De notre correspondant

Londres. — Les conservateurs britanniques, pourtant confortablement installés au pouvoir depuis six ans, ne cessent d'être agités par leurs propres sautes d'humeur, ce qui fait dire à certains chroniqueurs que la majorité, faite d'une opposition réellement menaçante, s'invente un semblant de contestation en son sein et illustre le proverbe selon lequel on n'est jamais mieux servi que par soi-même. Les Tories, gens réputés soucieux de leur tranquillité d'esprit, n'étaient pourtant pas, par le passé, coutumiers des querelles de tendances, ce luxe rimeux auquel s'adonnent fréquemment les travaillistes. Mais on ne compte plus, depuis quelques mois, les « mini-révolutions » dans les rangs conservateurs. Manifestations de mécontentement, plutôt que véritable protestation, qui se traduisent au pire par quelques abstentions lors d'un vote aux Communes et qui émanent de la petite minorité « modérée », opposée depuis des années au « radicalisme » du premier ministre.

Dernière incartade en date : la création par M. Francis Pym, ancien ministre des affaires étrangères, d'un groupe qui se donne le titre de Centre conservateur de progrès. M. Pym veut promouvoir une « critique constructive » de la politique économique et sociale du gouvernement qu'il juge trop sévère. Ce n'est pas la première organisation de ce genre à l'intérieur du parti. Par exemple, les députés déçus par l'arrivée de M<sup>rs</sup> Thatcher à leur tête et par la dérive à droite qu'elle marquait avaient déjà créé, il y a dix ans, le Tory Reform Group, autrement plus important.

M. Pym n'a réuni qu'une partie de ces modérés, une trentaine seulement sur un effectif de près de quatre cents députés conservateurs. Dès le lendemain de la création du « centre », en outre, deux de ses membres ont préféré se retirer et d'autres ont pris leurs distances à l'égard de l'ancien ministre parce que celui-ci, le 14 mai, s'en était pris en chef du gouvernement, de façon excessive à leurs yeux. Dans un discours prononcé à Oxford, M. Pym s'était permis de dire : « J'admire la conviction. Mais il y a un moment où les certitudes deviennent dangereuses quand elles vont à l'encontre de la réalité. » Cela n'allait pas bien loin, mais il n'en fallait pas plus pour

Mauvaise nouvelle en Grande-Bretagne : les prix à la consommation ont augmenté de 2,1 % en avril (+0,9 % en mars, +0,8 % en février, +0,4 % en janvier) en raison notamment de la hausse du taux des prêts immobiliers. En un an, le coût de la vie s'est renchéri de 6,9 %, ce qui constitue le taux le plus élevé depuis septembre 1982.

En revanche, le gouvernement britannique a eu la satisfaction d'enregistrer un bon indice de la production industrielle, en hausse de 1,9 % en mars (0,4 % en février), ce qui correspond à une augmentation de 3,7 % par rapport au même mois de 1984. Selon la Midland Bank, le taux de croissance devrait atteindre 3 % cette année.

condamner une initiative à peine ébauchée. La plupart des amis de M. Pym ont estimé que le ton était déplacé alors que l'analyse critique des choix gouvernementaux manquait de précision.

#### Le chômage, toujours

Si le malaise des conservateurs ne tenait qu'à de telles manifestations, M<sup>rs</sup> Thatcher n'aurait pas à s'en inquiéter et pourrait les traiter avec la désinvolture et la dérision qu'elle a toujours réservées aux précédentes. Au 10 Downing Street, certains soulignent que la fronde des modérés est toujours menée par « les mêmes », des « have-been », une moyenne d'âge « respectable », « frustrés » parce qu'ils ont perdu leurs postes du fait de M<sup>rs</sup> Thatcher : M. Edward Heath, ancien premier ministre, battu aux élections internes au parti en 1975, M. Pym, hôte du Foreign Office en plein conflit des Malouines, Sir Ian Gilmour, remercié à la faveur d'un remaniement, qui est plus aimable avec un nouveau contestataire, M. James Prior, peut-être parce qu'il est pour l'instant plus discret et parce que cet ancien secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord n'a eu la sagesse de quitter le cabinet de lui-même, avant qu'on ne l'en prie.

Plus préoccupantes, sinon alarmantes, avaient été les objections formulées le 2 mai par M. Peter Walker, ministre de l'énergie, le dernier des modérés encore au cabinet et dont M<sup>rs</sup> Thatcher ne peut décemment pas se défaire puisque c'est lui qui est parvenu à contrôler la grève des mineurs. A cinquante ans, M. Walker semble avoir encore un bel avenir, d'autant que beaucoup de thatcheristes inconditionnels apprécient son talent et sa loyauté.

Tout en volant habilement son propos, M. Walker n'avait pas dit

autre chose que les « rebelles » : il est temps de se départir d'une application trop rigide des principes du thatcherisme, il faut savoir atténuer la rigueur budgétaire pour dépenser un peu plus afin de lutter contre le chômage qui s'aggrave rapidement. Le gouvernement donne l'impression de ne pas se soucier du sort des 3 177 200 Britanniques sans emploi (13,1 % de la population active), un triste record parmi les pays industrialisés d'Europe. M. Pym a fait remarquer que seule l'Italie, parmi les sept nations représentées au dernier sommet de Bonn, avait des résultats plus mauvais en matière de chômage et de compétitivité industrielle.

#### « Too much »

Le jour même où M. Walker se livrait à cette critique, les Anglais allaient aux urnes pour des élections de comités qui se sont traduites par une rude déconvenue pour le Parti conservateur (le Monde du 4 mai). Au vu de ce scrutin, l'opposition peut raisonnablement espérer devancer la présente majorité lors des prochaines élections législatives dans deux ou trois ans. Qu'ont fait pour cela les travaillistes et leurs éventuels partenaires des deux formations de l'opposition ? Apparemment, très peu. Le Labour, convalescent, n'est toujours pas à l'abri d'une rechute. Quant au Parti libéral et au Parti social-démocrate, ils manquent d'idées originales qui les distinguent vraiment des conservateurs et, lorsqu'ils en ont, ils ne sont pas d'accord entre eux.

Le parti de M<sup>rs</sup> Thatcher n'a à s'en prendre qu'à lui-même, ou à elle-même. Tous les sondages se recroisent sur le même point : les personnes interrogées placent maintenant le chômage de très loin au premier rang de leurs préoccupa-

tions, ce qui n'était pas le cas il y a quelques mois.

M<sup>rs</sup> Thatcher va-t-elle alors modifier sa politique ou au moins l'indiquer en ce qui concerne l'essentiel ? C'est peu probable. Elle, qui a de plus en plus tendance à parler à la troisième personne, persiste à dire que « la dame n'est pas du genre à faire marche arrière ». Elle répète avec une insistance lancinante qu'« il n'y a pas d'autre solution » et que le chômage diminuera un jour, grâce au respect de ses principes de « saine gestion budgétaire ». A l'évidence, une partie des électeurs conservateurs commencent à en douter, surtout au moment où se révèle assez inefficace la lutte contre l'inflation, « priorité des priorités » qui, selon M<sup>rs</sup> Thatcher, justifie la plus grande rigueur. On vient d'apprendre, le 17 mai, que la hausse de l'indice des prix a atteint 6,9 % en avril, dépassant largement les prévisions, pourtant pessimistes, du ministère des finances. Le premier ministre s'obstine cependant à répondre aux questions inquiètes des siens « par des slogans », ainsi que l'a fait observer M. Pym.

La démarche de M. Pym n'est représentative pas au danger, mais c'est un avertissement supplémentaire que M<sup>rs</sup> Thatcher ne peut pas tout à fait négliger. Est-ce un hasard si, au moment de l'annonce de la formation du nouveau groupe conservateur, le premier ministre, dans deux discours, a paru adopter un ton moins strict, moins cassant, voire plus « doux » ou plus « souple », comme l'a noté toute la presse ?

M<sup>rs</sup> Thatcher ne changera pas de politique. Elle suit obstinément son programme et vient encore de lancer son gouvernement dans le processus de « révision » complète du sacrosaint *Welfare State* (l'Etat providence) en faisant comprendre que le régime des retraites serait transformé, en quelque sorte privatisé. Voilà un nouveau sujet, ô combien épineux, qu'elle ne craint pas d'aborder. Mais saura-t-elle, au minimum, changer certaines de ses attitudes et pas seulement son langage, faire des gestes ? Saura-t-elle tenir compte des avertissements répétés de ces conservateurs qui, mesurant la fragilité de l'énorme succès électoral de 1983 et celle du rétablissement économique, sont à la recherche d'un thatcherisme à visage humain. Ils ne lui reprochent pas d'être elle-même (quel autre leader ?), mais de l'être trop. La dame est « too much ».

FRANCIS CORNU.

AUGMENTATION DES PRIX AGRICOLES EN FRANCS FRANÇAIS POUR LA CAMPAGNE 1985-1986 (en %)	
Betteraves .....	3,250
Tournesol .....	0,396
Soja .....	2,944
Lin .....	2,944
Vin .....	0,000
Tabac .....	0,906
Raisins .....	1,925
Pommes .....	1,925
Poires .....	1,925
Pêches .....	0,396
Choux-fleurs .....	2,944
Tomates .....	-1,133
Lait .....	3,957
Viande bovine .....	1,925
Viande porcine .....	0,000
Viande ovine .....	1,925

#### LE PORTUGAL CRITIQUE A SON TOUR L'ÉVOLUTION DE L'UNESCO

M. Amador Maltar M'bow, directeur général de l'UNESCO, a jeté vendredi 17 mai devant le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, les critiques formulées contre lui au sujet de ses fréquents déplacements à l'étranger.

« Ces visites contribuent à renforcer la présence de l'UNESCO dans les Etats membres et à resserrer les liens de la communauté intellectuelle internationale », a déclaré M. M'bow, répondant notamment aux critiques formulées lundi par le représentant britannique, M. William Dodd.

A Lisbonne, d'autre part, le ministre portugais des affaires étrangères, M. Jaime Gama, a publié vendredi le texte d'une lettre qu'il a adressée à M. M'bow. « La malaise qui s'est installée à la suite d'un éloignement progressif par l'Organisation de ses buts et de ses principes ne peut être ignoré (...), c'est pourquoi le gouvernement portugais ne peut que s'associer aux critiques formulées par plusieurs pays » à son encontre, indique le ministre portugais.

Selon M. Gama, « il est temps que l'UNESCO retrouve le sens originel de sa vocation et qu'elle se consacre entièrement aux activités que ses pères fondateurs lui ont assignées ».



# La Thaïlande, royaume à la page

**L**a Thaïlande et la France célèbrent le tricentenaire de leurs relations diplomatiques. En 1684 et 1685, en effet, ont eu lieu les premiers échanges d'ambassadeurs entre l'ancien Siam et la cour de Versailles. Depuis, les rapports entre les deux pays ont connu des fortunes diverses, en particulier pendant la colonisation française au Cambodge et au Laos.

Ces dernières années, les points de vue de Bangkok et de Paris, notamment sur le conflit du Cambodge, se sont rapprochés, et la commémoration du tricentenaire fait l'objet de plusieurs manifestations, en France comme en Thaïlande. Prévue début avril 1985, la première visite officielle d'un chef de gouvernement français à Bangkok a été reportée parce qu'elle coïncidait avec une période de deuil à l'occasion de la crémation d'une ancienne reine de

Thaïlande. En Asie du Sud-Est, ce royaume, dont traditions et coutumes semblent davantage frapper les esprits que la rapide modernisation, occupe une position-clé. Les géographes le situent volontiers dans l'ensemble péninsulaire indochinois. Son territoire est frontalier de la Birmanie à l'ouest. Dans le Sud, il déborde sur la péninsule malaise, ce qui donne à Bangkok un accès au golfe de Bengale. Enfin, les côtes du royaume entourent l'essentiel du golfe du Siam.

A l'exception de quelques ethnies septentrionales et d'une minorité de Malais musulmans dans le Sud, la population thaïlandaise — issue d'un peuple originaire du Yunnan — est très solidaire, pratiquant un bouddhisme fort tolérant, ce qui explique en partie la meilleure inté-

gretion qu'ailleurs dans la région d'une minorité commerçante chinoise. Même si les fastes de la cour du Siam demeurent bien vivants, ce pays de plus de cinquante millions d'habitants s'est considérablement modernisé ces trente dernières années, et son potentiel économique devrait l'assurer de continuer sur cette lancée, en dépit de l'inquiétude suscitée par la tension sur sa frontière avec le Cambodge.

La France aurait tout intérêt, aujourd'hui, à resserrer ses liens, encore bien ténus, avec ce royaume en plein essor et qui, en dépit d'une histoire politique mouvementée, n'en demeure pas moins, jusqu'à nouvel ordre, l'un des piliers d'un équilibre régional.

J.-C. P.

## Les fruits d'une longue phase d'expansion

**L**a Thaïlande ? Bien des Français s'en font une idée un peu mince, celle d'un havre pour touristes relativement fortunés, d'un pays exotique et souriant, avec ses danseuses, les plages du golfe, les pagodes de Chiang-Mai et, bien entendu, les massages-parloirs de Bangkok. Peu réalisent que le charme de ce royaume réside ailleurs, dans les relations qui marquent la vie quotidienne. La Thaïlande, qui a pu préserver son indépendance aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, lors de la constitution des empires occidentaux, est avant tout un pays de savoir-vivre, dont la vie sociale est profondément marquée par un bouddhisme tolérant, qui contribue à calmer passions et violences.

Surtout, avec la fixation française sur d'anciennes possessions indochinoises — et les démêlés consécutifs entre Paris et Bangkok —, bien peu de Français réalisent que, depuis un quart de siècle, ce royaume, qui compte aujourd'hui plus de cinquante millions d'habitants, a connu un développement sans précédent. Entre 1950 et 1980, le produit national brut a été multiplié par sept, l'expansion économique se situant, en moyenne annuelle, aux alentours d'un taux de 6,5 %.

Tandis que l'Indochine demeurait un théâtre de combats, la Thaïlande, à l'instar d'autres Etats de la région, connaissait un boom économique exceptionnel tout en préservant l'essentiel d'un équilibre social dont la monarchie, très respectée, constituait le principal symbole.

### L'essoufflement du PCT

Cet essor ne s'est pas fait sans quelques remous. L'ancien Siam, agricole et marchand — deux traditions qui marquent encore le pays de nos jours — était avant tout une civilisation ancrée sur les berges et dans la vallée du Menam-Chao-Praya, sur lequel se trouvent les ruines de l'ancienne capitale, Ayuthiya, et, en aval, la capitale actuelle, Bangkok, une métropole qui abrite près de huit millions d'habitants. Après la deuxième guerre mondiale et, surtout, dans les années 60, la périphérie de ce royaume, dont la superficie est à peu près identique à celle de la France, a été conquise par une administration dont les rapports avec les populations locales n'ont pas toujours été heureux.

Aujourd'hui, il suffit de sortir de Bangkok pour réaliser l'étendue des progrès accomplis. Dans le Sud excentrique et islamisé, la prospérité des centres de Hat-Yai et de Song-Khla explique en partie l'échec assez récent du séparatisme et des rébellions armées, appuyées, dans les années 60, par le PC malaisien insurgé. En règle plus générale, un tissu de communications a favorisé l'intégration dans la vie nationale de communautés autrefois à part mais dont les traditions ont toujours été tolérées. La Thaïlande reste entourée d'Etats, comme la Birmanie, le Laos et le Cambodge, qui sont rongés par des mouvements séparatistes, gouvernés par des régimes hostiles ou qui sont la proie de conflits armés. Cela n'a pas empêché le royaume de se consolider, même sur le plateau de Korat, une vaste région désertifiée où vit une importante population de Lao-Thaks.

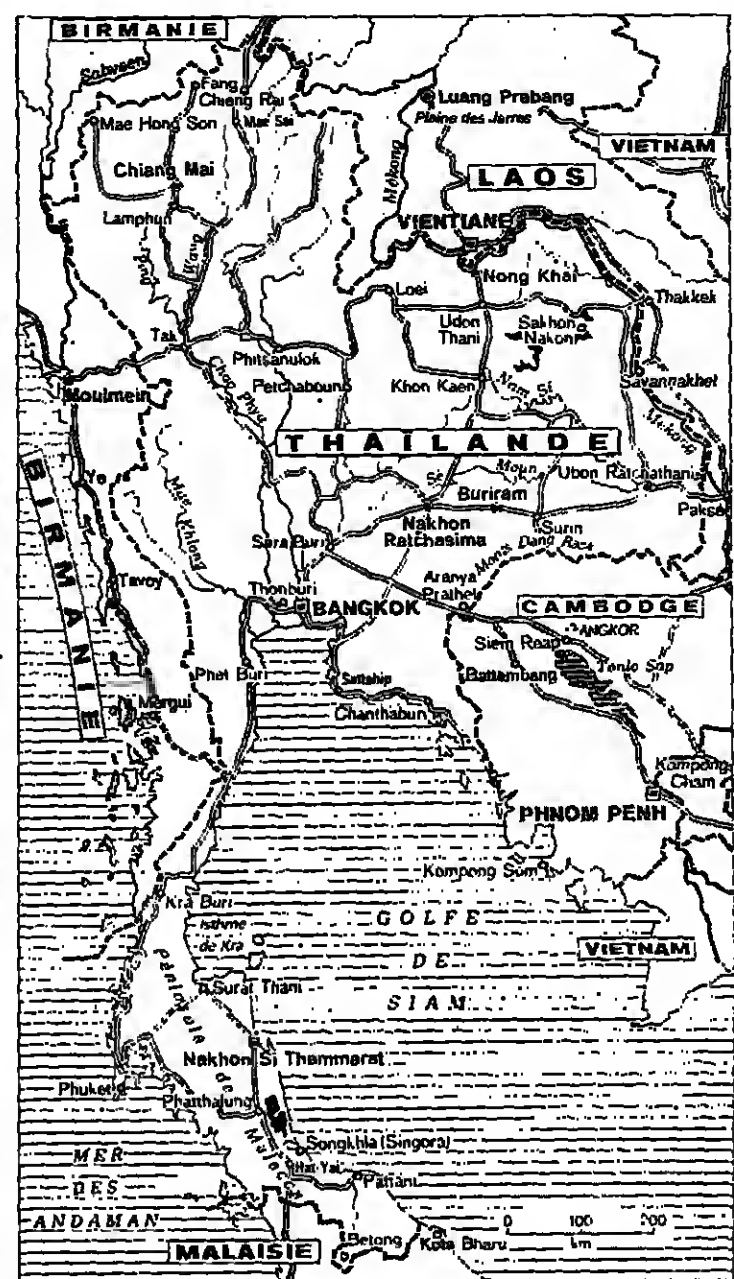
Au début des années 70, notamment dans ce secteur qui occupe le nord-est du territoire, entouré par la vallée du Mékong, une insurrection communiste a causé de sérieux soucis à Bangkok. Après le Laos et le Cambodge, la Thaïlande allait-elle être un nouveau « domino » prêt à tomber ? Une série de fac-

teurs ont contribué, dans les années suivantes, à désamorcer cette bombe. Les troupes américaines se sont retirées de Thaïlande, et le contingent thaïlandais a été rapatrié du Vietnam du Sud. Sans attendre la fin de la guerre du Vietnam, des divergences croissantes entre Pékin et Hanoï ont désorienté les dirigeants du PC thaïlandais, souvent formés au Vietnam du Nord mais de tendance pro-chinoise.

Surtout, le rapprochement entre la Chine et la Thaïlande — et l'établissement, en 1975, de relations diplomatiques entre des pays d'une égale hostilité, aujourd'hui, envers l'occupation vietnamienne du Cambodge — a considérablement affaibli le PCT, auquel les Chinois ont retiré tout appui. En outre, des militaires thaïlandais avaient eu leur part de responsabilité dans le renforcement des communistes locaux, un massacre d'étudiants sur le campus de Thammasat, en 1976, à Bangkok, ayant sérieusement contribué, après de graves événements trois ans plus tôt, à rejeter dans la clandestinité une partie de l'élite intellectuelle du royaume.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 10.)



## La présence française

**I**ls sont trois à Bangkok à porter le même nom. Le premier est un prêtre catholique, le second un banquier et le troisième le dirigeant d'une boîte de nuit en vogue. Un assez bon résumé, en somme, de la présence française en Thaïlande. Traditionnellement tournée vers l'Indochine, la France n'est pourtant pas absente d'un royaume qui regarde Paris avec un mélange d'affection et d'irritation. Peut-être parce que, au fond, Français et Siamois se ressemblent par leur goût de la bonne chère, une certaine faiblesse pour les plaisirs de l'existence, associés à une fièvre passion pour l'indépendance nationale.

On trouve à Bangkok quelques petits restaurants qui évoquent le bistrot de campagne, avec boissières, pot de rillettes et coup de rouge au comptoir. Quelques-uns des neuf cents Français résidant en Thaïlande se retrouvent ainsi régulièrement avec leurs amis chez Jean La Grenouille, chez Paulette ou chez Daniel Le Normand. A moins que ce ne soit chez ces deux pionniers de la cuisine française à Bangkok, M<sup>rs</sup> Suzanne, du Vendôme, et Pierre Séguy, au Métropolitain. La Siam Wine Society débat gravement, dans une agréable maison proche de l'avenue Sukhumvit, des mérites et des inconvénients de la fermentation carbonique, preuve à la main.

La projection de films français fait régulièrement le plein d'une Alliance française très présente. Le Bangkok Post, chaque année, présente, en couleur, les tendances nouvelles de la haute couture parisienne tandis que, dans le saint désordre de l'atelier de reliure des assomptionnistes, le Père Vernalier protège en vrai cuir des livres qu'on lui apporte — via Air France — des quatre coins du monde. La France est donc visible à Bangkok.

Présence culturelle incontestable qu'un chiffre pourtant vient tempérer d'un rien de modeste :

dans la panoplie des investissements étrangers en Thaïlande, les capitaux français comptent seulement pour 0,3 %. Les Japonais font cent fois mieux et les Américains trente fois. La plupart des pays du Marché commun sont en position plus favorable. Comment expliquer une telle discrétion française dans un pays prospère au cœur d'une Asie du Sud-Est en pleine épanouissement ?

### Un changement d'attitude ?

Il serait exagéré de dire que la France et la Thaïlande furent des ennemis. Ce ne furent qu'exceptionnellement de grands amis. Engagée dans l'aventure indochinoise, la France, ainsi que le souligne Pierre Finie (1), une fois installée au Vietnam, poursuivit à l'égard du Laos et du Cambodge une politique qui n'était guère différente de celle menée auparavant par le Vietnam. Politique qui souvent heurta directement les intérêts de Bangkok.

Depuis quelque temps, on assiste, semble-t-il, à un effort de réévaluation de l'attitude de Paris dans la région. Les relations avec la Thaïlande et d'autres pays de l'ASEAN (2) devraient en bénéficier. Peu présente économiquement, très discrète au niveau commercial, la France a eu pourtant autrefois une incontestable influence intellectuelle. Même le code Napoléon se retrouve au cœur du droit thaïlandais.

« Nous commençons à recevoir de France des visiteurs beaucoup mieux préparés », nous a expliqué le responsable d'une délégation bancaire. Et d'ajouter combien il est important, pour le futur investisseur, de choisir le bon agent, celui qui dispose des contacts qui vous permettront éventuellement de passer du souhait à la réalité.

Les échanges commerciaux demeurent cependant réduits. En

1983, la Thaïlande a exporté vers la France pour 1 493,3 millions de francs alors que Bangkok a importé pour 1 005 millions de francs de produits français. C'est pratiquement le niveau du commerce avec l'Italie, bien moins que celui avec les Pays-Bas ou la République fédérale allemande. Ce n'est même pas le double de celui avec la Belgique. Pourtant, la CEE est le deuxième partenaire commercial de Bangkok après le Japon et avant les Etats-Unis.

En 1979, la France était le dixième pays importateur de produits thaïlandais. Quatre ans plus tard, elle s'est retrouvée au onzième rang. Ces importations comprennent pour 41,2 % des produits alimentaires et pour 50 % des produits manufacturés (textiles et meubles surtout). Les chiffres les plus récents indiquent une augmentation des exportations de fruits de mer et conserve vers la France, tandis que le vin et les alcools français trouvent en Thaïlande un accueil de plus en plus favorable. Mais il ne suffit pas d'être gourmet pour bâtir une relation économique stable.

### Le marché des Airbus

Six banques françaises sont actuellement représentées à Bangkok (Indosuez, la plus importante, la seule à disposer d'une licence de plein exercice : la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale, en collaboration avec la Bangkok Bank ; la Banque française du commerce extérieur et la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui a acquis une partie de la Yip In Tsai Finance). Signe des temps, une trentaine de banques étrangères disposent déjà à Bangkok d'un bureau de représentation, une quinzaine au moins espèrent décrocher un jour le droit au plein exercice.

Des investissements ont été réalisés par la Thai-Franco Holding Cie et la Thai-Franco Investment, qui participent à l'Asia Credit Ltd. May and Baker représentent en partie le groupe Rhône-Poulenc dans le domaine des produits pharmaceutiques.

JACQUES BEKAERT.

(Lire la suite page 10.)

(1) Dans une communication faite, en janvier 1985, lors d'un séminaire à Bangkok sur les relations économiques entre la France et la Thaïlande.  
(2) Association des nations de l'Asie du Sud-Est qui comprend, outre la Thaïlande, Brunei, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et Singapour.



## RECORD DU MONDE SUR RAIL

## TOUTE LA GAMME DES PRODUITS FERROVIAIRES

**ALSTHOM** Constructeur Ferroviaire  
**ATLANTIQUE** de Renommée Mondiale

matériels ferroviaires

Tour Neptune - Cedex 20 - 92086 Paris-La Défense, France  
Tél.: (1) 744.90.00 - Télex: ALSTR A 611207 F



# La fastueuse réception des ambassadeurs siamois

Il y a deux ans, j'ai entrepris un voyage sentimental à Paris. Après m'être comporté en fantôme errant, autour du quadrilatère formé par mon ancienne école, le lycée Jeanson-de-Sailly, j'ai longuement traîné rue de Siam, juste derrière le lycée. Je me suis enfin décidé pour un bon déjeuner au Roi de Siam, au coin de la rue. Ce fut mon humble manière de célébrer le centenaire de l'ambassade en France de mon arrière-grand-oncle. Car ce fut en 1883, et à quelques pas de l'endroit où j'étais assis, que le prince Prisdang, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, était venu établir la légation siamoise.

L'ambassade en question intervint en conclusion d'échanges entre la France et le Siam, qui commencèrent en 1662, avec l'arrivée des premiers missionnaires français à Ayutthia, l'ancienne capitale du Siam. Là, le roi Narai fut reçu en audience et leur donna une terre et des matériaux pour construire l'église Saint-Joseph, qui existe toujours. Les Français créèrent également d'autres établissements, une école française, un collège pour l'étude des langues orientales et un hôpital.

D'autres missionnaires français se rendirent au Siam en 1673, cette fois, avec des lettres et des présents du pape Clément IX et du roi Louis XIV. Malheureusement, les présents ne parvinrent jamais à leur destination car ils furent saisis par les Hollandais quelque part sur le chemin.

A la suite de ces ouvertures, le roi Narai décida de dépêcher une somptueuse ambassade en France et au Vatican, en 1680. De nombreux présents pour Louis XIV, parmi lesquels deux éléphants et deux rhinocéros, accompagnèrent les ambassadeurs siamois. Le navire, cependant, coula au large de Madagascar et rien ne resta de cette mission.

## La rencontre dans la galerie des Glaces

Entre-temps, en 1682, Mgr Pallu, évêque d'Héliopolis, se rendit à Ayutthia avec d'autres lettres et présents du pape et du roi de France. Une nouvelle fois, les présents n'atteignirent pas leur destination. Ils furent pillés pendant le voyage. Mais la missive de Louis XIV fit plus que l'affaire, avec l'expression de sentiments très fraternels à l'égard du souverain siamois. Cette lettre se termine par l'expression suivante: « Très haut, très excellent, très puissant prince, notre cher et bon ami... », signé: « Louis ».

Afin de ne pas être de reste à l'égard de son partenaire français, le roi Narai organisa une nouvelle mission en France. Elle devait, cependant, constituer une ambassade de second ordre, chargée avant tout d'enquêter sur le sort de la précédente mission, celle de 1680, et, si le naufrage était confirmé, remplir alors son rôle d'ambassade. Néanmoins, cette mission fut généreusement pourvue en présents du roi siamois pour Sa Majesté le roi de France. Elle fut également dotée de missives et de cadeaux pour d'importants ministres français, de la part de Phaulcon, le premier ministre siamois. Surtout, elle fut enfin chargée de présenter des cadeaux de la part du roi à Charles II d'Angleterre, et de négocier un traité, probablement en relation avec une importante somme d'argent que les Anglais réclamaient alors aux Siamois.

Le 25 janvier 1684, cette mission quitta Ayutthia à bord d'un bateau britannique. Elle était dirigée par deux envoyés extraordinaires, Ok Khun Pichai Valit et Ok Khun Pichit Maitri. Ils étaient accompagnés par deux missionnaires français, les Pères Vachet et Pasco, chargés de l'interprétariat, et de six étudiants, les premiers parmi les onze étudiants siamois qui furent envoyés en France au dix-septième siècle.

Les exploits incroyables de cette ambassade furent méticuleusement rapportés par les deux prêtres français, dont les écrits sont conservés aujourd'hui aux Missions étrangères, rue du Bac à

Paris. La traversée de l'océan Indien et le contournement du continent africain se passèrent sans incident. Cependant, alors que le navire approchait de la Manche, il fut pris en chasse par des pirates. Ces derniers étaient sur le point de le capturer quand la flotte britannique vint à son secours. L'ambassade fut alors escortée jusqu'à Margate.

Plusieurs registres des douanes britanniques, datant d'août et de septembre 1684, montrent une longue liste de malles appartenant à l'ambassade qui furent saisies par les douaniers. Bien entendu, sur cette liste figuraient les présents du roi du Siam à l'intention de Louis XIV et de Charles II.

De nombreuses et interminables protestations, des audiences royales au château de Windsor et des incidents diplomatiques au Parlement intervinrent avant que ces biens soient rendus à leurs propriétaires. En septembre, le différend s'était réglé à l'amiable, et les ambassadeurs siamois traversèrent la Manche pour rejoindre le port de Calais à bord du yacht personnel de Charles II, la *Charlotte*.

A Calais, les Siamois furent salués par des salves d'honneur et invités à gagner Paris à bord d'attelages dépêchés par Louis XIV. A Paris, ils furent logés à l'hôtel Colbert, et la *Gazette de France* annonça, le 25 novembre 1684, qu'ils avaient été reçus par le ministre de la marine. Le 27 novembre, le Père Vachet présenta les ambassadeurs au ministre des affaires étrangères, Colbert de Croissy. Ils informèrent ce dernier qu'ils étaient venus demander au roi d'envoyer une ambassade au Siam, et exprimèrent leur joie à la suite de la naissance du duc de Bourgogne. Les ambassadeurs furent alors conduits à la galerie

des Glaces, à Versailles, à peu près à l'heure à laquelle Louis XIV effectuait son habituelle promenade quotidienne.

Quand le roi apparut, les deux ambassadeurs se prosternèrent face contre le sol et leurs mains réunies en signe de supplication. Ils demeurèrent longtemps dans cette posture. Le roi commença à s'impacienter et demanda s'ils comptaient jamais se relever. Le Père Vachet expliqua alors que la posture était obligatoire en présence de la personne du roi, et s'offrit comme interprète entre Sa Majesté et les ambassadeurs. En fin de compte, le roi ordonna à l'interprète d'aider les mandarins à se relever et se retira. Après une visite des jardins de Versailles, les Siamois furent reconduits à Paris.

## La mission de Chaumont

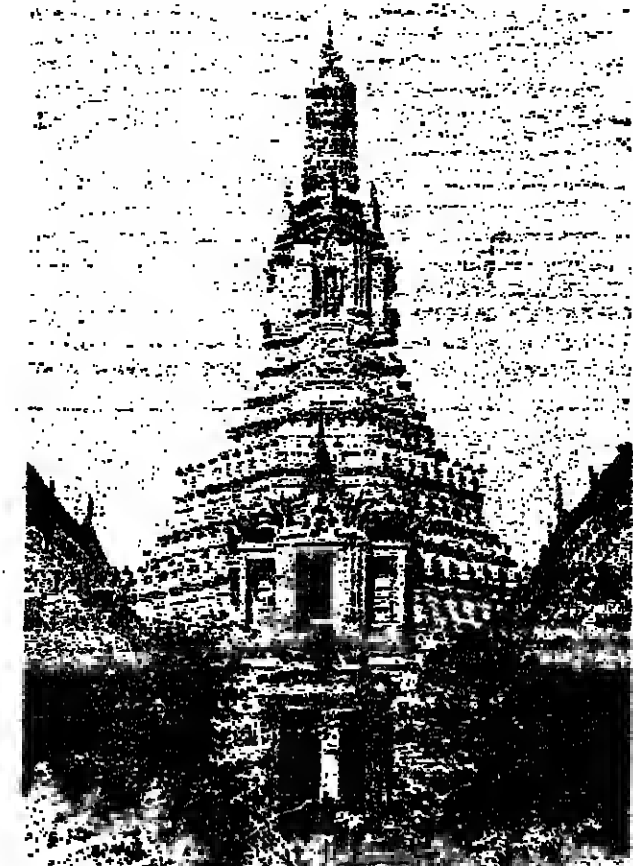
A l'occasion d'une nouvelle rencontre avec le ministre français des affaires étrangères, Colbert de Croissy, les ambassadeurs insistèrent pour qu'une ambassade française se rende au Siam. Ils donnèrent l'assurance au ministre que les Français disposaient de privilèges commerciaux et que les chrétiens étaient non seulement tolérés mais également protégés dans leur royaume. Avec la collusion du Père de La Chaise, confesseur du roi, le projet de dépêcher une ambassade à Ayutthia fut soumis à Louis XIV. En décembre de la même année, le roi y consentit et choisit le chevalier de Chaumont pour diriger la première ambassade française au Siam.

La mission de Chaumont arriva au Siam le 23 septembre 1685 et le premier traité franco-siamois fut signé le 10 décembre. Il fut suivi d'un autre traité par lequel le roi du Siam confia à la Compa-

gnie française des Indes Songkhla, un port animé du Sud. Le 22 décembre 1685, Chaumont quitta le Siam avec une deuxième ambassade siamoise dirigée par Kosa Pan, un parent du roi Narai et un oncle direct de l'actuel roi de Thaïlande. Ce fut, de très loin, l'ambassade la plus somptueuse jamais envoyée par le Siam en Europe. La réception exceptionnelle que lui réserva le gouvernement français et le caractère très facile et ouvert de l'ambassadeur Kosa Pan laissèrent un vif souvenir en France.

En juillet 1686, la délégation siamoise fut d'abord accueillie à Brest en grande pompe, avec salves d'honneur, et la chaussée en direction de Paris empruntée par le cortège, fut baptisée rue de Siam pour célébrer l'événement. A Paris, le gouvernement organisa des fêtes, des bals et bon nombre d'autres réjouissances. Lors de la cérémonie d'accueil, les ambassadeurs des nations européennes furent invités à écouter vingt-quatre discours adressés à Kosa Pan dans vingt-quatre différentes langues. L'ambassadeur et son entourage furent invités à la Sorbonne pour assister à la défense, par un étudiant siamois, d'une thèse consacrée à Louis XIV et obtenue avec mention. On fit également visiter aux ambassadeurs siamois des lieux comme Saint-Cyr, Marly, Meudon, Saint-Cloud et les Flandres, où les Siamois furent censés être impressionnés par la conquête française. Partout où Kosa Pan se rendit, les honneurs lui furent rendus, ce dont aucun autre ambassadeur, européen ou non, n'avait été jusqu'alors gratifié.

L'audience avec le roi eut lieu le 1<sup>er</sup> septembre 1686, dans la galerie des Glaces. Kosa Pan prononça un total de quatorze discours, le premier à l'adresse de Sa



La grande pagode de Wat-Chan à Bangkok (Le Tour du monde, 1863, Hachette).

Majesté et les autres à celle des membres de la famille royale. Honneur exceptionnel, Kosa Pan, le deuxième et le troisième ambassadeur siamois bénéficièrent d'une audience avec Madame, la dauphine, à l'heure du lever. En toute honnêteté, être introduits dans la chambre à coucher royale a dû éberler les Orientaux.

Que cette ambassade ait fait sensation est une évidence dont témoignent portraits et impressions reproduits dans plusieurs publications de l'époque. *Le Mercure galant* rapporta fidèlement les activités variées de l'ambassadeur et l'excitation que sa présence provoqua parmi les dames de la cour. Un médaillon spécial fut réalisé pour commémorer l'événement. Kosa Pan lui-même apparut en grand format dans le calendrier de Versailles de 1687, serrant la main d'un dignitaire français, avec cette légende: « L'alliance de la France avec le Roy de Siam ».

## Une longue interruption

Le 14 janvier 1687, Kosa Pan et sa délégation prirent congé du roi à Versailles et retournèrent au Siam en compagnie d'une deuxième ambassade française dirigée par La Loubère. Entre-temps, le Siam était devenu très profrançais, et le chef du gouvernement, Phaulcon, fit venir des militaires français pour construire des fortifications, en particulier à Bangkok, Lopburi et Mergui, un port important situé aujourd'hui en territoire birman. La mission La Loubère comprenait également un attaché militaire, le général Desfarges, disposant d'un contingent de troupes, et un attaché commercial, Cébérat. A Ayutthia, la fraction profrançaise jouait un jeu dangereux, mais même la marine siamoise disposait de son noble français, le comte de Forbin, nommé amiral!

Laissant les troupes françaises sur place, La Loubère retourna en France en 1688, avec trois émissaires siamois chargés de se rendre au Vatican et cinq nouveaux étudiants à destination de la France. Cette année-là, une révolution se produisit au Siam. Un nouveau roi, à la tête du parti nationaliste, monta sur le trône, et la garnison française, installée dans la forteresse de Bangkok, après un siège et des négociations, fut rapatriée dans des circonstances qui firent l'objet de nombreux comptes rendus dans des publications européennes.

Ces événements ne découragèrent pas Louis XV d'adresser, en 1738, une délégation et une lettre au nouveau régime d'Ayutthia. Mais cette mission n'atteignit jamais les côtes siamoises, et une longue interruption dans les relations entre les deux pays s'ensuivit. Entre-temps, Ayutthia fut

rasée par les Birmans en 1767, et, en France, la révolution de 1789 ainsi que les guerres européennes occupèrent tous les esprits.

En dépit de la réinstallation des missions catholiques françaises dans la nouvelle capitale, Bangkok, et de l'ouverture d'une imprimerie qui publia le premier livre en siamois romanisé en 1796, les relations diplomatiques ne furent pas reprises pendant plus d'un siècle. En 1853, le roi Mongkut du Siam envoya des présents à Napoléon III. L'Empire en fit autant à l'occasion d'une mission, en 1856, dirigée par M. de Montigny. Un traité fut signé. En 1861, une ambassade du Siam se rendit en France et fut reçue en audience par Napoléon III. Cette réception fit l'objet d'une peinture en émail de Fontainebleau, où l'audience se déroula, et d'un médaillon.

Même si la France et le Siam se rappelaient alors la somptuosité de leurs échanges diplomatiques du dix-huitième siècle, les circonstances avaient modifié le caractère et le style de leurs relations. Dans une ère nouvelle de suprématie et d'expansion coloniale européennes, la tradition de courtoisie diplomatique était rapidement devenue obsolète et inefficace.

Le Siam envoya en Europe son premier ambassadeur permanent, le prince Prisdang, en 1881. Il avait fait des études universitaires et s'était distingué au King's College, qui fait aujourd'hui partie de l'université de Londres. Il présenta ses lettres de créance au président de la République, Jules Grévy, en 1882 et installa la première légation permanente siamoise à Paris en janvier 1883. Tout en réussissant des négociations difficiles, il obtint même de la municipalité de Paris que la rue où donnait la légation fût rebaptisée rue de Siam.

Pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, et jusqu'aux années précédant la première guerre mondiale, le Siam connut une période difficile pendant laquelle il perdit la moitié de ses territoires, une superficie presque équivalente à celle de la France. Mais les relations avec Paris n'en furent pas affectées. La France accueillit même en visite d'Etat, à deux reprises, en 1897 et en 1907, le roi Chulalongkorn. Plus tard, pendant la Grande Guerre, le Siam envoya en Europe un corps expéditionnaire qui combattit aux côtés des Français.

L'histoire des relations franco-siamoises est l'une des plus anciennes entre des nations d'Europe et d'Asie. Dans l'ensemble, c'est l'histoire d'un succès, que nous devons à ceux qui, voilà trois cents ans, eurent l'imagination et l'audace d'établir un pont entre deux pays et deux cultures des plus éloignés de cette planète.

SUMET JUMSAI, architecte, auteur et éditeur de plusieurs publications de Bangkok.

## A BANGKOK

### La réimpression de récits français du dix-septième siècle

HISTORIEN, linguiste, grand voyageur, libraire à l'ancienne, fils de prince, Manich Jumsai a largement contribué à introduire la littérature française à Bangkok. Sa boutique, la Maison Chalermit, à l'ombre de l'hôtel Erawan, a résisté aux efforts des bâtisseurs d'empire immobiliers. Sur quelques mètres carrés, il accumule les livres introuvables ou inattendus qui font le bonheur de patients visiteurs, pour la plupart de vieux fiâbles.

Pour célébrer à sa façon le tricentenaire des relations diplomatiques entre Paris et le Siam, il vient de rééditer, avec un soin remarquable, des ouvrages depuis longtemps disparus, telle cette

Relation de l'ambassade de M. le Chevalier de Chaumont à la cour du roi de Siam publiée à Paris en 1687, ou ces *Particularités de la révolution de Siam* arrivées en l'année 1688, de Volant de Vesquaint. Pour un peu, on croirait découvrir l'original.

En collaboration avec les éditions de sa belle-fille, Suthini (DD Book), qui dirige Soi Asoke, une librairie très moderne spécialisée dans l'Asie du Sud-Est, Manich Jumsai, a reproduit, avec somptuosité, quelques pages de la *Dissertation sur le royaume de Siam*, imprimée en France « vers 1688 ». On y découvre que les Siamois n'ont « aucun penchant pour la vertu », ce qui était probablement aussi faux il y a trois siècles qu'aujourd'hui.

Duang Kamol (DK) est un autre vieil ami de la littérature et de la presse françaises, qu'il défend avec ferveur depuis des années dans ses multiples librairies (il s'est même mis en tête de faire lire les estivants de la station balnéaire de Pattaya). Dans sa boutique de l'Alliance française, on trouve les dernières nouveautés de l'édition parisienne ainsi que la presse quotidienne et hebdomadaire. Sa librairie de Siam Square fait une brève apparition dans le chef-d'œuvre de John Le Carré, *The Honourable Schoolboy*, où elle est décrite « comme un capharnaüm des plus distingués » (« a most distinguished emporium »).

Publicité

## FRANCO-THAI CHAMBER OF COMMERCE

Vous êtes intéressé par un investissement en Thaïlande, vous souhaitez des informations sur le marché thaï, vous recherchez un agent pour vos produits, vous envisagez une mission de prospection en Thaïlande, vous voulez faire un test de produit, vous voulez importer des produits de Thaïlande

## UN SEUL REFLEXE

Contactez : FRANCO-THAI CHAMBER OF COMMERCE

Kian Gwan Building, 9 TH Floor  
140 Wireless road,  
BANGKOK 10500

Tlx. 811 56 TH - Attn. F.T.C.C.  
M. Michel JACQUEMIN : Président  
M. REBOUL : Directeur ou M. LARÈRE

550 من الأصل



siamois

# Double ban pour Thai!



Lors de sa création en 1960, Thai n'avait qu'une philosophie - très simple - être la meilleure en tout. Les meilleurs avions, le meilleur service pour les meilleurs passagers. Le service "Orchidée Royale" Thai a donc pris son envol, et depuis n'a jamais cessé de s'élever dans la qualité.

Première compagnie aérienne à rallier Bali et Katmandou vers la fin des années 60, Thai est toujours restée fidèle à son esprit pionnier. C'est Thai qui "invente" la classe Business, Thai qui inaugure les vols non stop à destination de l'Europe, Thai toujours qui offre 4 vols hebdomadaires Paris-Bangkok (dont un direct le samedi) et ça, il faut être Thai pour le faire.

Admirablement servi par une flotte de gros porteurs (Boeing 747 et A 300 Airbus) le réseau Thai compte aujourd'hui plus de 40 villes dans 32 pays et sur 4 continents.

Et le plaisir est à la hauteur de l'efficacité... Dom Pérignon en première classe, détente en classe Business, et sympathique atmosphère en classe économique... Il y a plus d'une manière de profiter de "l'art de voler" tel que Thai le conçoit... depuis 25 ans!

Alors bon anniversaire Thai et restez les meilleurs pour 25 années et plus!...

PHOTO: LAMBERT & COHEN



## La Thaïlande, royaume à la page

### Les fruits d'une longue phase d'expansion

(Suite de la page 7.)

Mais 1976 devait également marquer, un peu paradoxalement, le début d'un essoufflement d'un PCT divisé et à la structure fragile. En octobre, l'arrestation de la « bande des quatre » en Chine, signifiant la victoire de la faction Deng Xiaoping, est annonciatrice de changements dans la politique de Pékin. A la même époque, les réfugiés affluant du Vietnam, du Laos et du Cambodge, fuyant des régimes communistes. Enfin, la hausse brutale, à compter de 1973-1974, des prix du pétrole — dont l'importation demeure la principale source d'énergie du royaume — n'a pas sensiblement freiné l'expansion économique du pays.

Les autorités de Bangkok ont alors eu l'habileté d'appliquer une politique d'amnistie qui portera ses fruits, les années suivantes, des centaines d'anciens maquisards acceptant le pardon des bonzes, surtout après l'invasion militaire du Cambodge par les Vietnamiens, qui n'ont été traditionnellement, dans la région, les ennemis héréditaires des Thaïlandais. Aujourd'hui, l'insurrection communiste a peut-être fait long feu, et seules quelques bandes armées continuent de se réfugier dans des régions excentriques et d'accès difficile.

Depuis le renversement, en 1932, de la monarchie absolue par une clique de militaires et de fonctionnaires, le pays a connu treize Constitutions, quatorze élections générales, treize coups d'Etat et quarante-deux cabinets ministériels. En 1985 encore, les militaires jouent un rôle-clé dans la vie publique, puisqu'ils contrôlent de nombreuses affaires et sont très présents au sein du Parlement. Le premier ministre, depuis 1980, est M. Prem Tinsulanond, qui était, auparavant, commandant en chef des armées. Son principal rival, au moins jusqu'à une date récente, est son

successeur au « commandement suprême » des armées, le général Arthit Kamlang-ek.

Mais l'ère des officiers quasi omnipotents semble s'être éteinte dès 1973, avec le renvoi du maréchal Thanom Kittikacharn et du général Phraphat Charusathien, premier ministre et vice-premier ministre de l'époque, qui avaient gouverné sans partage pendant plusieurs années. De nos jours, la vie politique dans le royaume est beaucoup plus complexe, même si une caste politico-militaire-affairiste en tire toujours les rênes. L'indiscutable prestige d'une monarchie désharassée, depuis 1932, de l'expédition des affaires courantes, a été, de l'avis général, rehaussé par la personnalité du roi actuel — le neuvième de la dynastie des Chakri fondée en 1782 et qui règne depuis 1955, — un conservateur avisé qui a su, au-delà de la mêlée, demeurer le symbole de l'unité nationale et qui continue, à l'approche de la soixantaine, de courir le pays dont il a visité pratiquement tous les villages.

#### Modernisation et goût du rite

Dans l'univers thaïlandais, la pagode joue également un rôle de régulateur. Cérémonies de purification et retraites religieuses sont lieu commun et, au petit matin, à travers tout le territoire, les ménages sont tôt levés pour offrir aux bonzes qui défilent dans les rues un bol de riz. La modernisation rapide du pays a sans doute modifié les équilibres sociaux — notamment à Bangkok, où se concentrent plus de la moitié des citoyens, — mais, en règle générale, le goût pour le rite demeure très vivace. Le respect de règles centenaires, dans ce pays qui a évité le traumatisme de la colonisation, permet d'évacuer une violence souvent latente.

Faut-il trouver, dans ce comportement, une acceptation d'inégalités sociales parfois criantes, une minorité ayant, au moins au départ, tiré le plus grand profit du développement récent du pays ? L'école est ouverte à tous, même si elle n'est pas gratuite. La formation d'une petite bourgeoisie matérialiste ne s'est pas opérée au détriment d'une vie intellectuelle, puisque les universités thaïlandaises sont en train d'acquiescer une réputation qui n'est pas surfaite. Une relative liberté de presse semble passée dans les mœurs. Le *Stam Rath*, le quotidien le plus populaire, tire à quelque sept cent mille exemplaires et il existe de nombreuses publications plus sérieuses, dont trois quotidiens de langue anglaise.

La Thaïlande s'est ouverte au milieu du dix-neuvième siècle avec l'imposition, par le Royaume-Uni, d'un traité de commerce « inégal » liant le pays, jusqu'à nos jours, à l'Occident. L'économie demeure marquée par l'importance de son commerce extérieur. Même si le tourisme est en passe de devenir la première source de devises, le royaume reste un grand exportateur de produits agricoles — le premier en ce qui concerne le riz — et de matières premières.

Mais, depuis trente ans, on assiste à une diversification. En 1950, le secteur agricole occupait 90 % de la population et représentait 50 % des revenus. Ces taux sont, aujourd'hui, respectivement de 70 % et de 25 %. Entre-temps, la production de paddy est passée de 7 millions de tonnes à 18 millions de tonnes — en dépit de rendements faibles et d'un maigre taux d'irrigation, — alors que d'autres cultures se développaient : tapioca, kenaf, hévéa, mais, canne à sucre, fruits et légumes.

La Thaïlande est le quatrième producteur mondial d'étain. Elle commence à produire du zinc et

dispose des réserves les plus importantes d'Asie en potasse. Elle exporte également, chaque année, 200 000 tonnes de poissons. Mais, si le pays est riche, le développement de ces trois dernières décennies a laissé quelques séquelles cicatrices. La surexploitation des forêts — qui n'occupent plus que 25 % de la superficie du territoire, contre 50 % autrefois — a bouleversé l'écosystème. Les eaux du golfe sont nettement moins poissonneuses que par le passé.

Le pessimisme n'est donc pas de mise à Bangkok, même quand l'évolution de la guerre au Cambodge provoque des inquiétudes justifiées. Les Vietnamiens ont peut-être pour seule ambition de consolider leurs positions dans l'ancien royaume Khmer. Les Thaïlandais n'en sont pas moins préoccupés de voir des troupes hostiles se renforcer sur la frontière entre les deux pays.

L'occupation vietnamienne du Cambodge contribue à rejeter la Thaïlande dans le camp de la Chine et l'invite à consacrer davantage de ressources aux problèmes de sécurité et de défense, qui représentent déjà le quart du budget global de l'Etat. Dans l'immédiat, comme aucun règlement politique ne s'annonce au Cambodge, les Thaïlandais continuent d'appuyer la résistance khmère organisée sous la houlette du prince Sihanouk.

Dans la perspective de l'an 2000, la Thaïlande est un bon exemple de l'essor rapide de l'Asie du Sud-Est non communiste — Birmanie exceptée, — seule région du tiers-monde qui se soit développée de façon relativement harmonieuse ces trente dernières années. Dans l'ensemble, cette société traditionaliste paraît s'être adaptée au changement et avoir trouvé un dynamisme dont on ignore encore trop souvent les ressorts en France.

JEAN-CLAUDE POMONTI

### La présence française

(Suite de la page 7.)

Air France a installé à Bangkok son bureau régional, tandis que RVI souhaiterait participer à l'importante rénovation du réseau de bus urbain décidée par la Bangkok Metropolitan Transit Authority, mais British Leyland semble mieux placé — si ce n'est déjà fait — pour décrocher cet impressionnant contrat qui porte sur quatre mille cinq cents véhicules.

#### Airbus et locomotives

La vente d'Airbus-300 et 300/600 constitue le gros des achats thaïlandais. Certes l'Airbus est un avion européen, mais la France y participe à raison de 38 %, et c'est à Toulouse-Bagnac qu'est monté l'appareil. Il est donc perçu ici comme un produit français. A ce jour, dix appareils ont été livrés à la compagnie Thai Airways International. Deux autres doivent l'être à la fin de cette année. Un contrat a été signé en décembre 1984 pour deux avions A-310 supplémentaires et Thai Airways International en prendra possession en 1986. Il existe une option pour quatre autres avions livrables en 1987, tandis que la compagnie Thai Airways, qui assure le trafic domestique ainsi que la liaison hebdomadaire avec Haïti, a retenu deux Airbus pour son propre compte.

Dans le domaine du tourisme, l'ouverture d'un Club Méditerranée est prévue pour la fin de l'année à Phuket.

Un protocole général de 600 millions de francs a été signé le 21 décembre 1983. Il a été utilisé, jusqu'à présent, à concurrence de 210 millions de francs

pour l'acquisition de vingt locomotives.

La Thaïlande s'industrialise rapidement, le taux de croissance dans ce domaine ayant été de 10,1 % dans les années 70. Alors que, en 1960, l'industrie, qui représentait seulement 13 % du revenu national, fabriquait surtout des produits légers (boissons non alcoolisées, tabac et matériaux de construction), le pays aujourd'hui possède à Padang la première usine de raffinage de zinc de l'Asie du Sud-Est et développe considérablement les secteurs machines-outils et matériel de transport.

« Si la France veut mieux s'implanter en Thaïlande, elle doit comprendre qu'il est important d'apporter ici des financements par compensation. L'aide de l'Etat est indispensable et il doit s'agir d'investissements dont la rentabilité ne sera pas immédiate. Mais l'avenir devrait leur être favorable. N'est-ce pas la Banque mondiale qui a décidé que la Thaïlande était un « bon risque ? », explique un expert français.

Si les autorités accordent des avantages fiscaux et facilitent l'accès aux prêts de la Banque de Thaïlande aux entreprises qui se tournent vers l'exportation, elles voient également, à travers notamment le Board of Investment (BOI), promouvoir les investissements étrangers. « Le moteur du dynamisme économique thaïlandais demeure le secteur privé », nous a dit un expert français avant d'ajouter : « C'est de lui que viennent les idées, et les fonds. C'est aussi, hélas ! celui que nous connaissons le moins bien. »

JACQUES BEKAERT.

#### MERCHANT BANK

- Syndications
- en bahts et devises étrangères
- Corporate
- Projets finance
- Gestion de fonds
- Conseils
- en investissements

#### FINANCEMENTS

- A court
- moyen
- et long terme
- en bahts ou devises étrangères
- Commerce
- Industrie
- Agriculture

#### OPÉRATIONS TITRES

- Intermédiaire en Bourse
- Achats et ventes actions
- Introduction en Bourse
- Syndicats. Emissions
- bons et obligations

Télex : 84.641.TH

Tél : 235.1477

# ASIA CRÉDIT

320 RAMA IV ROAD - BANGKOK

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Secteur AUSTRALASIE  
11 bis, rue Scribe, 75009 PARIS  
Tél. : 298-53-04

Télex : SOGEASI 64894I F

### FRANCE

Bureau REPRÉSENTATION  
Kian Gwan House 12th Floor  
140 Wireless Road - BANGKOK  
Tél. : 251.92.70

Télex : SOGEN 82.520.TH

### THAILANDE



## L'essor du tourisme devrait se poursuivre

CES derniers temps, les touristes américains boudaient quelque peu la Thaïlande, car, dit-on, certains s'imaginent le pays à feu et à sang. Mais, à l'exception de deux ou trois zones frontalières du Cambodge, domaines réservés de l'armée, de la police des frontières et de la presse, le pays est calme et accueillant.

Le tourisme est, pour la Thaïlande, un atout économique de première importance. Pas moins de 150 000 personnes ont trouvé un emploi dans ce secteur. Le nombre de visiteurs était à peine de 81 000 en 1960, alors que Bangkok était encore une modeste cité de canaux et de verdure. Neuf ans plus tard, ils étaient un demi-million. Le million de visiteurs a été franchi en 1973.

Avec 2 346 709 entrées en 1984, le tourisme est devenu la seconde source de revenus du pays après le riz. On compte plus de trente-six mille chambres d'hôtel de première classe (dont vingt mille rien que pour Bangkok). De nouveaux hôtels de grand luxe, comme le Shangri-La, au bord du Chao Praya, sont en construction. Près de quarante compagnies d'aviation font escale à l'aéroport international de Don Muang, près de Bangkok. Il y en aurait plus si cet aéroport n'était un rien restreint. Des projets de rénovation et d'agrandissement sont à l'étude. Un nouveau terminal, destiné aux lignes domestiques, est déjà en service depuis quelques semaines. L'aéroport de Paris vient de soumettre une étude fouillée sur les possibilités d'étendre et de moderniser Don Muang.

Qui dit Thaïlande, trop souvent pense plaisirs défendus. C'est en

partie un héritage de la guerre du Vietnam, lorsque Bangkok était devenu le lieu de récréation des GI américains. Il en est resté quelque chose, comme en atteste la prédominance d'hommes parmi les touristes. On compte quelques quatre-vingts bars à Patpong, petites rues du centre de la ville, propriété privée de M. Patpong, un ancien du mouvement des Thaï libres qui, durant la seconde guerre mondiale, combattit aux côtés des Alliés.

Mais l'ancien Siam vant surtout par la beauté de ses provinces. La richesse des lieux archéologiques et de sites historiques comme Sukhotai et Ayutthya sont autant d'attraits.

### De Chiang-Mai à Hat-Yai

En outre, peu de pays au monde peuvent revendiquer une telle hospitalité. On est loin des gigantesques usines à dormir des États-Unis. Ici, le luxe s'associe avec un service de rêve. L'hôtel Oriental, centenaire, au bord du fleuve, à Bangkok, est devenu le symbole de cette quasi-perfection dans l'accueil. Même les auberges plus modestes traitent bien souvent leurs clients avec des égards dont ils ont perdu l'habitude.

Le charme de Bangkok n'est pas évident. Absence de planification urbaine, réseau routier insuffisant, embouteillages spectaculaires qui ne le cèdent que devant ceux du Caire, voire inondations impressionnantes à la saison des pluies, sont des inconvénients sérieux. Mais la récompense est au coin de la rue. Temples somptueux, palais royal féerique, sans parler de la nourriture, qu'on peut déguster en pleine rue, partout, à

toute heure du jour ou de la nuit. Car on adore manger en Thaïlande. Chaud ou froid, épicé ou doux, un peu par-ci et un peu par-là.

Les touristes sont également attirés par les pagodes anciennes de Chiang-Mai dans le nord, les villes du sud, Songkla ou Hat-Yai, islamisées, ou encore les plages du golfe du Siam, Pattaya bien sûr, trop connue peut-être, mais qui semble toujours faire le bonheur des charniers d'Europe ou du Proche-Orient. Hua-Hin et Cha-Am, peu touchées encore par le tourisme de masse, et qui allient le charme des villages de pêcheurs au confort, abordable, d'hôtels luxueux.

Dans les montagnes du Triangle d'or, les peuples Akka, Hmong et Lisu ont conservé leurs coutumes. Dans la petite ville frontalière de Mae-Sai, sur le pont qui sépare la Thaïlande de la Birmanie, des Birmans silencieux vendent cigares, pièces de monnaie et alcools étranges et rugueux distillés par les descendants du grand royaume Shan.

### Les Malaisiens en tête

La Thaïlande, comme toute l'Asie du Sud-Est, supporte mal l'impatience et la hâte. Bon enfant, doté d'un robuste sens de l'humour, le sujet siamois pardonne d'ordinaire sans rancune les erreurs d'étiquette. Elles sont cependant faciles à éviter — n'importe quel bon guide en dresse la liste — et un brin d'attention permet de ne pas être confondu avec ces touristes un peu lourdauds, la pensée glorieuse par-dessus le short trop court, qui



Extrait d'une Dissertation sur le royaume de Siam réimprimée à Bangkok en 1984 par Charierat/DD Books, à partir d'un original datant des « alentours de 1638 ».

arpentent les avenues de Bangkok, donnant l'impression d'avoir pris la capitale d'un royaume aimable pour une plage du Midi.

Le touriste occidental n'est pas majoritaire. Les voisins malaisiens sont au premier rang. Un demi-million d'entre eux franchis-

sent chaque année la frontière commune et font la fortune des villes du Sud. Pour les Japonais, également nombreux, s'est développé à Bangkok un réseau de bars spacieux. « Nos clients sont timides », explique le patron de l'une de ces boîtes de nuit, et il

leur est difficile de se défendre sous le regard d'autrui. Les jeunes demoiselles y pratiquent la courbette, disent « aligato », et le cognac y coûte trois fois plus cher qu'ailleurs. « Sinon nos clients auraient l'impression de ne pas être pris au sérieux », ajoute-t-il.

Plus de 460 000 Européens sont venus en Thaïlande en 1984, dont 51 017 Français (21 % de moins que l'année précédente, car c'était l'époque des restrictions à l'exportation de devises). En revanche, les Britanniques (143 299) sont plus nombreux que les Américains, tandis que les Singapouriens (120 879) viennent de plus en plus trouver en Thaïlande un soupçon de cette anarchie paisible qui fait tant défaut chez eux.

La Thaïlande dispose d'un réseau intérieur de communications de grande qualité. Les avions de Thai Airways relient Bangkok aux quatre coins du royaume, tandis que les trains ajoutent la ponctualité au confort. On les préfère aux autocars, dont les conducteurs, trop souvent, cajolent au volant une carrière rentrée de champion automobile.

J. B.

## L'orchidée volante

EN Asie, l'histoire est connue. Le jeune homme national de Thaïlande — elle vient tout juste de fêter son vingt-cinquième anniversaire — est devenu le meilleur ambassadeur du royaume à l'étranger. La qualité des services à bord est même considérée comme l'une des toutes premières au monde. Depuis vingt ans, Thai Airways International est demeurée bénéficiaire chaque année, même quand les hausses brutales du pétrole ont provisoirement rétréci un marché sur lequel la concurrence internationale est vive.

Depuis l'ouverture, en mai 1960, des premières lignes régionales, la compagnie a construit un réseau qui couvre, aujourd'hui, l'Europe occidentale, le Proche-Orient, le Pacifique, avec également des vols jusqu'à Seattle et Dallas aux États-Unis. Sa flotte est constituée de douze Airbus A-300-B4, de trois DC-10, de six Boeing-747 et de deux DC-8. Pour prendre un exemple, Paris est actuellement relié à Bangkok par trois vols hebdomadaires, dont un direct, qui met les deux capitales à douze heures seulement de distance.

Ce succès, assez exceptionnel, est sous-tendu par le boom touristique que connaît la Thaïlande. Bangkok s'est également équipée pour devenir un centre important de rencontres internationales.

Thai Airways International emploie actuellement une dizaine de milliers de personnes. Les 15 % de parts détenues, au départ, par SAS (Scandinavian Airlines System) ont été rachetées, en 1977, par l'État thaïlandais, seul propriétaire de la compagnie. L'an passé, ses avions ont transporté plus de 2,6 millions de passagers, un trafic en augmentation de 5,2 % par rapport à l'année

précédente. Elle vient d'inaugurer un centre ultra-moderne d'entretien de ses appareils à l'aéroport de Dong-Muang-Bangkok, de créer trois bases hebdomadaires entre la capitale thaïlandaise et l'émirat de Brunei, et de décider de commander quatre Airbus A300-B00, ce qui la dotera de la flotte la plus importante en service sur des lignes régionales.

La direction de la compagnie ne manque pas d'ambitions. Elle table sur sept millions de visiteurs en Thaïlande au tournant du siècle — soit 5,5 millions de passagers en ce

qui la concerne — et projette, dans cette perspective de l'an 2000, de se doter d'une flotte de quinze Boeing-747 et de trente-cinq à quarante Airbus, ce qui, au passage, fera d'Airbus Industrie de loin son premier pourvoyeur en appareils.

Thai Airways — dont l'emblème est l'orchidée royale, de couleur mauve — est l'un des symboles de la rapidité avec laquelle plusieurs États de l'Asie du Sud-Est deviennent des concurrents sérieux sur des marchés qui leur ont longtemps échappé.

# La Banque Indosuez en Thaïlande.

Seule banque française avec une succursale à Bangkok, la Banque Indosuez est en Thaïlande depuis 1897.

Cette succursale s'intègre dans un réseau particulièrement dense en Asie-Australasie, qui couvre 22 pays du Pakistan au Japon ou à l'Australie.

La Banque Indosuez, présente dans 65 pays, vous ouvre tout un monde d'opportunités.



BANQUE INDOSUEZ

Siège social: 96 boulevard Haussmann - 75008 Paris. Bangkok: Klan Gwan Building - 142 Wireless Road. Bangkok. Tél. (662) 2522111 - Telex: 81156 INDOSU TH. Directeur: Jean Mallet.

**BANQUE INDOSUEZ. TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITÉS.**



# Étranger

RFA

## L'étoile montante du socialisme allemand

En décembre prochain, les socialistes allemands devront désigner leur candidat à la chancellerie pour les élections générales de 1987. Jusqu'à une date récente, ils étaient bien embarrassés. Mais voici que, le 12 mai, le candidat du SPD, Johannes Rau, a taillé, dans le Land le plus peuplé du pays, des crouilles aux chrétiens démocrates. Tous les espoirs lui sont permis...

### De notre correspondant

Bonn. — Frère Johannes, tiendrait, à première vue, davantage d'un curieux mélange de prêcheur presbytérien et d'Irlandais fort coque, au lieu d'être le candidat du SPD, le plus populaire des chrétiens démocrates. Tous les espoirs lui sont permis...

Champion des petites anecdotes, des bonnes blagues et des bœufs de bière, le ministre-président de Rhénanie-du-Nord s'y entend fort bien également pour faire la lecture de la Bible et prêcher l'amour du prochain. Aussi déroutant pour ses adversaires politiques que pour ses amis, celui qui vient d'infliger au chancelier Kohl son plus cuisant revers depuis le changement de coalition gouvernementale à Bonn s'est aujourd'hui rufé sur la scène politique nationale allemande.

Après son succès de dimanche dernier, l'investiture du Parti social-démocrate pour la course à la chancellerie en 1987 lui est grande ouverte. Elle est inévitable, reconnaît un député social-démocrate de la gauche du SPD, tout en constatant qu'il n'a pris part dans aucun des grands débats qui ont secoué sa formation au cours des quinze dernières années.

A peine remis de ses déchirements sur la politique économique et sociale du chancelier Schmidt, sur les missiles, sur l'intégration dans l'OTAN, sur la collaboration avec les Verts, le parti social-démocrate s'offre, sans broncher, à un homme qui a tout juste du sérail et qui n'a aucune expérience des grandes affaires politiques. Il est vrai que l'autre candidat possible, Haas-Jochen Vogel, chef du groupe parlementaire

et vice-président, comme Johannes Rau, du SPD, manque singulièrement de charisme, malgré des qualités intellectuelles indéniables. Quant aux jeunes loups, comme Oskar Lafontaine, élu brillamment lui-même, il y a deux mois, ministre-président de Sarre, ils n'ont pas encore fini de faire leurs classes. En attendant de savoir quelle sera la décision de l'intermédiaire lui-même, le parti reconnaissant savoure la joie d'avoir retrouvé un « gagnant », et on le comprend.

### Les années itinérantes

Né à Wuppertal en 1931, fils d'un pasteur protestant, le jeune Johannes Rau ne perdra pas trop de temps à user ses fonds de culotte sur les bancs universitaires. A peine sorti de l'école, on l'envoie s'initier aux choses de la vie comme représentant dans une maison d'édition appartenant, bico sûr, à l'Eglise protestante allemande. C'est là son premier contact avec le pays profond, dont il parcourt en quelques années les moindres recoins.

Ces années itinérantes sont les premières pas de Rau en politique. Déjà très actif dans l'Eglise locale — il est aujourd'hui membre du synode de l'Eglise évangélique — le jeune représentant a vingt-deux ans quand il se lie d'amitié, au hasard d'une rencontre, avec Gustav Heinemann. Le futur président de la République fédérale tente à cette époque de faire vivre le « Parti populaire pour l'ensemble de l'Allemagne », créé en 1952 pour lutter contre le réarmement nucléaire et la réunification. Heinemann avait participé en 1934, au synode de Barmen, à la création de l'Eglise évangélique opposée au nazisme.

Après la guerre, il avait tout d'abord adhéré à la CDU, mais était surtout connu pour son rôle important dans l'Eglise protestante, dont il préside le synode de 1939 à 1955. En 1957, après l'échec du Parti populaire, il rejoint finalement le SPD, entraînant Johannes Rau dans ses bagages.

La nouvelle recrue du Parti social-démocrate doit au départ s'adapter à un monde complexe où il ne se sent qu'à moitié à l'aise face à l'ouvrierisme ambiant et au goût pour les grandes théories idéologiques. Cela ne l'empêche pas de gravir peu à peu les échelons du SPD local, puis régional, puis comme membre du conseil municipal, et enfin comme maire de Wuppertal. « Rau », se



Johannes Rau.

souvent un de ses contemporains, « avait alors une image très différente de maintenant ».

C'est un gestionnaire clairvoyant, qui dote sa ville d'une université et crée de toutes pièces une vie culturelle animée. Ce qui lui vaut, en 1970, d'être appelé par le ministre-président Heine Kuhn comme ministre de l'éducation et de la culture de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à Düsseldorf. Il y joue un rôle important en développant le secteur universitaire, et lorsque Kuhn démissionne en 1978, il est l'un des trois candidats à la succession. Il l'emporte de justesse sur l'ami de ses débuts, Poser, à la suite d'un court remaniement sur l'avenir du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW).

Deux ans plus tard, lors de la première élection fédérale, le bénéfice de la proximité des divisions législatives fédérales, où le candidat de la droite à la chancellerie, Franz Joseph Strauss, fait figure d'épou-

vantail. Le SPD réussit son meilleur score en NRW, et conquiert, avec 48,4 % des voix, la majorité absolue au parlement régional.

A quarante-neuf ans, voici ce quasi-inconnu de la scène politique nationale confirmé comme étoile montante de son parti, mais avec le chômage massif difficilement évitable dans un premier temps. La tentation est grande, aussi bien pour le gouvernement de Düsseldorf que pour les syndicats et les grandes firmes traditionnelles comme Krupp, Thyssen et autres, de renouer avec la politique de subventions.

Mais c'est créer du même coup un déficit des finances régionales de

plus en plus difficile à maîtriser, sans pour autant résoudre la quadrature du cercle. La croissance économique régionale, surtout en Ruhr, traîne loin derrière le niveau national, et les industries modernes, attirées par le Sud, boudent ce qui avait été le cœur industriel de l'Allemagne.

Contraint par les événements, talonné par la poussée écologiste, qui, la aussi, commence à se faire plus en plus sentir, Johannes Rau se doit de réagir, et rapidement. C'est ce qu'il fera — tardivement, affirmant ses adversaires — en lançant toute une série de programmes en matière d'environnement et d'aides aux petites et moyennes entreprises pour leur permettre de prendre le train de la modernisation. Il y a pas de miracle. Alors que les États du Sud, portés par leurs industries performantes, affirment leur préférence à prendre la tête du renouveau industriel allemand, les villes de la Ruhr, bastion traditionnel du Parti social-démocrate, continuent de

ployer sous un échecage qui atteint 17 % pour certaines d'entre elles. Mais l'impulsion est donnée, et Johannes Rau, faute de mieux, réussit à faire partager son optimisme naturel à ses concitoyens.

Le « système Rau » reste pour beaucoup un mystère. Le ministre-président de la NRW ne brille pas spécialement par une pensée politique originale, ni par des dons de chef. On s'est toujours demandé comment il trouvait le temps de diriger son gouvernement entre deux tournées électorales, ses collaborations, généralement bien choisies, assurant que leur patron s'entend à dynamiser une équipe sans intervenir de manière autoritaire à tout moment. Son rôle est essentiellement de mettre de l'huile dans les rouages et de faire en sorte que les sacrifices et les efforts nécessaires soient bien compris de tous.

Un message très simple

Le message politique est d'une simplicité à toute épreuve : plus de justice sociale, plus de solidarité et pour le reste, savoir profiter de la vie. Il est inutile de chercher à entendre avec Johannes Rau une grande discussion idéologique. Celui qui s'y risque a vite fait de se retrouver nimbé d'une chute, écoutant la dernière « bien bonne » d'un épertoire impressionnant. Un voyage avec Johannes Rau est la meilleure école possible pour apprendre, à défaut d'autre chose, à jouer au skat, cher aux arrièrestrois allemands. « Frère

Johannes » tient d'ailleurs table ouverte dans sa taverne préférée de Wuppertal, où il continue de résider avec sa famille, et ne se prive pas de le faire savoir. Ce n'est pas lui que le protocole encombre, et ses gardes du corps ont parfois du mal à le suivre à la trace.

Son mariage, il y a trois ans, avec la petite-fille de Gustav Heinemann, Christine, docteur en sciences politiques, de vingt-six ans sa cadette, a été un événement au pays. Les gazettes s'en donnent depuis à cœur joie, et c'est en père comblé et rayonnant de deux beaux bébés que Johannes Rau a, ce printemps, battu la campagne pour sa réélection.

« Comment voulez-vous mener un combat politique quand deux bébés servent d'argument électoral ? », maugréait au lendemain de l'élection le président du Parti libéral, Martin Bangemann.

Ses adversaires, dépités, ont dû, pour expliquer leur défaite, lui reconnaître ce titre de « père du peuple » qui a déjà fait les succès d'un Franz Joseph Strauss en Bavière. Mais c'est un beau compliment dans un Land qui, lui, ne constitue pas une entité propre, et est un bris-à-brac de régions diverses, du Nord-ouestphalique, avec ses grandes propriétés agricoles, au Sud rhénan et industriel, en passant par les bastions ouvriers de la Ruhr.

Ce succès est-il transposable à l'échelon national ? Rau ne dit que la magie de M. Rau en son pays, sans aucun effort d'effort ailleurs. Lui-même redoute, dit-on, de se risquer dans une capitale fédérale où il ne s'est jamais senti à l'aise. Sans doute s'est-il formé à d'autres responsabilités, comme président du Bundestag, la deuxième chambre du Parlement, ou en se rendant à Berlin-Est et à Washington, où il a été reçu au plus niveau.

La gestion du premier Land allemand, avec ses dix-sept millions d'habitants et ses quelque vingt mille entreprises, donne de solides lettres de créance pour gouverner tout le pays. Mais les pages du débat politique national ne sont pas ceux de Düsseldorf. L'ancien gouverneur du Land de Rhénanie-Palatinat, Helmut Kohl, en a fait lui-même la douloureuse expérience à la chancellerie. Dans des registres différents, les deux hommes ont un même sens du public. La perspective de leur affrontement en 1987 porte « du spectacle », à défaut d'une très haute tenue politique.

HENRI DE BRESSON.

## CAMEROUN

### Loup de mer en eau douce

Plusieurs Etats d'Afrique noire, Côte-d'Ivoire en tête, se sont dotés d'une marine marchande importante. Tous ne disposent pas, pour mettre le sac à bord, de loups de mer et de fleuve aussi qualifiés que celui-ci.

### De notre envoyé spécial

Garoua. — Certains l'appellent « Mon Commandant ». M. Dong-A-Ngon Ambroise, « chef de la circonscription maritime et fluviale » pour les trois provinces du Nord, « chargé des immatriculations des engins flottants », sait bien qu'il n'a aucun droit à ce titre, mais aime expliquer cela aux gens. Pour tout le monde, en l'absence du « vrai » commandant, il est le « Commandant » et, après tout... M. Dong-A-Ngon Ambroise a posé son sac dans bico des ports avant de venir se « reposer un peu » à Garoua. Douala d'abord, où il a « appris à naviguer », puis Concarneau, en 1970, à l'école des patrons de pêche, puis Saint-Malo et Lorient, comme matelot. Douala à nouveau, en 1971, Bordeaux enfin, en 1973, pour un stage à l'administration des affaires maritimes d'où il repartira avec le diplôme de lieutenant de pêche.

Chef de circonscription maritime à Douala, de 1974 à 1977 — là, il y avait beaucoup de travail —, il prendra son poste de Garoua en octobre 1977. Depuis, il n'a pas bougé. Il y a une raison majeure qui explique le visible spleen de M. Dong-A-Ngon Ambroise : la Bénoué s'est sec et le port de Garoua s'est figé dans l'attente.

L'air, ici, est immobile, ouaté. Sur le grand pont qui enjambe la Bénoué, des files de camions s'écoulent lentement vers le sud, vers Ngoundéré, transportant le coton, la richesse de la province du Nord.

Le spectacle de cette postale qu'offre ce pont est inouïable, avec ces hommes et ces femmes dont les silhouettes se découpent sur l'horizon, ces remorqueurs à vapeur, enfilés par des pousseurs Diesel. Les défilés furent, dès lors, ramifiés de cinq à trois semaines. Finit le jusqu'au 1930. L'activité du port a nettement augmenté jusqu'en 1966. Ainsi, en 1964 (année record), 30 422 tonnes sont exportées, contre 33 711 tonnes de marchandises importées (ciment, sel, hydrocarbures, engrais, aliments divers). Cette période florissante s'interrompt en 1967, et le trafic devient presque nul jusqu'en 1970. L'arachide emprunte alors la voie routière, à travers le Cameroun et, de 1970 à 1980, le fret se limite au coton et aux coquilles. Peu à peu, la Société cotonnière (société camerounaise), laisse sa place à son homologue tchadienne, la Coton Tchad, préférant utiliser la voie ferrée transcamerounaise.

### Une période florissante

« Avant la guerre (celle du Biafra, en 1967), il y avait même des petits pétroliers nigériens. Il y a deux ans, il y avait seize barges et sept remorqueurs. Un seul remorqueur pouvait pousser trois barges, de 646 tonnes chacune et de 55 mètres de long. En tout, un convoi pouvait atteindre 200 mètres de long. Et il ne fallait que six hommes à bord ! » Et même si la voie ferrée qui, en 1972, a relié Garoua à Ngoundéré, a considérablement réduit l'activité fluviale, le « quatrième port camerounais » constituait encore, il y a peu, un pôle de développement non négligeable, à la fois pour le Cameroun et le Tchad.

Dès la fin du dix-neuvième siècle, le réseau fluvial Niger-Bénoué a été utilisé par les colonisateurs allemands, puis français. Les arachides du Nord-Cameroun et le coton tchadien empruntèrent le fleuve, au départ de Garoua, jusqu'aux ports du delta du Niger, Warri et Bonny et, plus tard, Port-Harcourt. Le voyage, long de 1 500 kilomètres (avec une faible dénivellation tout au

long du parcours), se faisait à l'origine par des vapeurs avec roues à aubes puis, par la suite, par des remorqueurs à vapeur, enfilés par des pousseurs Diesel. Les défilés furent, dès lors, ramifiés de cinq à trois semaines. Finit le jusqu'au 1930. L'activité du port a nettement augmenté jusqu'en 1966. Ainsi, en 1964 (année record), 30 422 tonnes sont exportées, contre 33 711 tonnes de marchandises importées (ciment, sel, hydrocarbures, engrais, aliments divers). Cette période florissante s'interrompt en 1967, et le trafic devient presque nul jusqu'en 1970. L'arachide emprunte alors la voie routière, à travers le Cameroun et, de 1970 à 1980, le fret se limite au coton et aux coquilles. Peu à peu, la Société cotonnière (société camerounaise), laisse sa place à son homologue tchadienne, la Coton Tchad, préférant utiliser la voie ferrée transcamerounaise.

L'utilisation de la voie d'eau était en effet limitée dans le temps. Pendant la saison des pluies, les crues de la Bénoué permettent — théoriquement — la navigation de la mi-juillet à la mi-octobre. Mais l'irrégularité des pluies et la rapidité de la décrue, raccourcissent cette période à Garoua, à un peu plus de deux mois (mi-août-mi-octobre). Or le coton et l'arachide sont récoltés environ six mois avant la période de pleines eaux du port ! Le barrage hydro-électrique de Lagdo, situé à une cinquantaine de kilomètres en amont et dont une seule des trois turbines fonctionne encore, devrait permettre une régularisation du flux.

Mais, depuis 1983, la Bénoué meurt lentement, pour cause de sécheresse. Cette année-là, 6 000 tonnes d'engrais auraient dû « monter » du Nigeria et 6 000 tonnes de tourteaux de coton devaient « descendre ». Le trafic s'est arrêté complètement après qu'une barge fut restée à sec. Dans le passé, il était pas rare que les barges restent au quai d'une saison sur l'autre, ainsi que les marchandises. Le niveau de l'eau pouvant

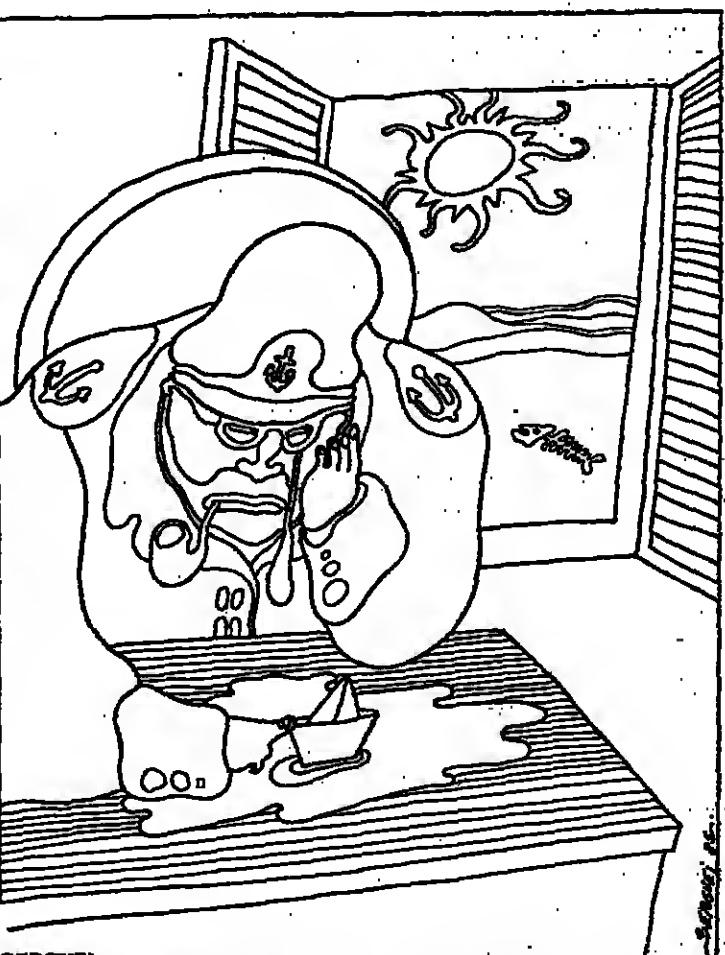
atteindre la cote d'alerte en une nuit, les remorqueurs étaient souvent contraints de s'enfuir précipitamment.

Les quais, longs de 256 mètres, sont aujourd'hui déserts et aucun câble n'entrevue plus les onze grosses bittes d'amarrage qui sont scellées dans le ciment. Lors des années « historiques », près de mille personnes — pour la plupart des saisonniers — s'affairaient sur le port, transportant les marchandises des entrepôts aux barges. L'échelle de profondeur, le long du quai, a les pieds à sec, dix mètres plus bas. Les quais se prolongent par un terre-plein (13 000 m<sup>2</sup>) avaient été aménagés lors de la modernisation du port, en 1947-1948), où se dressent huit hangars.

### « C'est presque un océan »

Quelques-uns d'entre eux abritent des balles de coton qui sont entreposées là avant d'être acheminées par la route jusqu'à Ngoundéré. Dans un autre, une petite vedette à moteur nébule de pourrir. La « belle époque », c'était aussi celle des piroguiers : à bord de leurs embarcations à moteur, ils remontaient le fleuve, de Yola (au Nigeria) à Garoua, se livrant à un fructueux trafic de contrebande. Avec une seule chaloupe, le service des douanes ne pouvait, la plupart du temps, que fermer les yeux.

Dans son bureau encombré de dossiers poussiéreux, de quelques avions et d'un moteur hors-bord, le « commandant » souligne que son rôle consiste « à faire la police de la navigation : la pêche et la réglementation ». Il exerce notamment ses responsabilités sur le réservoir du barrage de Lagdo. Là, « c'est presque un océan » et il y a « plus de cinquante pirogues à moteur ». En plus, « nous avons une « plaisance » qui est en train de se constituer, avec plus de dix bateaux ». Ceux-ci appartiennent aux « expatriés », les Camerounais, eux, préférant



SERGUIE

« pêcher des capitaines de vingt kilos ».

Le « commandant » contrôle aussi les rivières, comme le Dyeren, qui se jette dans le réservoir de M'Bakaou, au sud-ouest de Ngoundéré. Au nord, sa circonscription s'étend jusqu'au lac Tchad, et à l'est au Logone, dans la retenue de Maga, on expérimente l'élevage de capitaines. Le « commandant » se déplace régulièrement dans toute la zone dont il a la charge, vérifiant que les pêcheurs ont bien acquis les 5 000 francs CFA (1) de leur permis annuel, et hésitant pas parfois à transporter son Zodiac, du moins quand il n'a pas prêté celui-ci au service des douanes. La flotte camerounaise s'est aujourd'hui

repliée de l'autre côté de la frontière. C'est, en quelque sorte, « retour aux sources », puisque avant 1967 tous les bateaux étaient immatriculés au Nigeria. C'est la guerre qui a convaincu les Camerounais de créer un service de la marine marchande et de « camerouniser » leurs bateaux.

M. Dong-A-Ngon Ambroise, bien qu'avant encore un travail « très important », à faire, éprouve quelque nostalgie à contempler ses quais désertés. Il y a un si long chemin de Concarneau à Garoua.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 franc CFA vaut 0,02 franc français.



# France

## EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### M. Forni précise le calendrier d'examen du plan gouvernemental

De notre correspondant

Nouméa. — M. Raymond Forni, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a terminé samedi 18 mai un séjour de trente-six heures en Nouvelle-Calédonie, au cours duquel il a multiplié les contacts politiques avec les élus du territoire ; avant son départ pour Nouméa, M. Forni avait déjà rencontré, à Paris, le député RPR M. Jacques Lafleur, et il devait s'entretenir avec le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, au début de cette semaine.

Le but de ce bref passage en Nouvelle-Calédonie était, selon M. Forni, « de présenter à l'Assemblée nationale une vue aussi complète et objective que possible de la situation sur le territoire. Mon intention consiste à améliorer ce statut temporaire chaque fois que cela est possible, en fonction de ce qui m'a été dit, et d'y apporter les amendements qui semblent aujourd'hui s'imposer, tout en respectant son objectif politique initial ». M. Forni n'a pas voulu s'étendre sur le contenu des amendements qu'il envisage, mais une extension des prérogatives des conseils régionaux pourrait être envisagée. Ces conseils pourraient avoir

la possibilité de se regrouper à l'échelon territorial.

Sur l'épénense et décisive question du découpage en quatre régions, la position défendue par M. Forni est claire : « Il n'y a pas de solution idéale possible dans un territoire où la caractéristique essentielle est le regroupement de l'immense majorité de la population sur une seule ville ; compte tenu de l'étendue de ce territoire, il est clair que tout découpage est arbitraire et que toute représentation contenue à l'intérieur des partis ». Ce projet a toutefois le mérite de reprendre à la fois certaines propositions formulées par le FLNKS et aussi celles de M. Ukeiwé sur la régionalisation.

Sur le nombre de sièges attribués à chaque région, M. Forni a indiqué qu'il n'avait été saisi d'aucune demande concernant la modification de la représentativité de chaque région au sein du congrès.

Répondant aux souhaits exprimés par les élus du RPCR sur la régularité des élections, M. Forni a précisé qu'il proposerait un dépouillement de vote non pas à l'échelle des communes, mais au niveau de la région, afin de garantir « les conditions de légalité, de démocratie et de respect de l'expression du suffrage universel ».

Le député du Territoire de Belfort a tenu aussi à rendre un hommage appuyé au travail réalisé par le député du gouvernement, M. Edgard Pisani : « Il a mis à plat une situation extrêmement complexe et, malgré les difficultés qu'il peut rencontrer aujourd'hui dans le cadre de sa mission, il a permis au gouvernement et à sa majorité d'avoir une vision complète d'une situation particulièrement difficile à cerner. Et, avant même que le projet de loi soit voté, M. Pisani a préparé toute une série d'ordonnances qui seront prises immédiatement après le vote du Parlement, lequel interviendra, je pense, avant la fin du mois de juin ».

#### M. Pisani à Paris

M. Forni a d'ailleurs donné quelques précisions sur le calendrier d'examen du projet de loi. « Nous souhaitons respecter l'opinion qui sera émise par l'Assemblée territoriale », a-t-il souligné. Il faut donc pour cela que le législatif local, désormais contrôlé en totalité par le RPCR, ait rendu son avis avant le 29 mai. Des assurances dans ce sens a-t-il été données dans ce sens à M. Forni par le président de l'Assemblée territoriale, M. Jean

Lèques. L'administration centrale apprécie en tout cas le souci de rigueur manifesté par les membres de la commission spéciale de l'Assemblée locale, chargée de l'examen du projet de loi. Cette attitude n'est pas sans rapport avec l'évolution de l'approche des parlementaires de l'opposition nationale sur le dossier calédonien, comme semble l'avoir constaté M. Forni.

Mardi 21 mai, a-t-il précisé, le premier ministre, M. Fabius, sera entendu par la commission des lois qui examinera ensuite les conclusions de son rapporteur ainsi que les amendements qu'il suggérera. Et le 28 mai, débutera l'examen par l'Assemblée nationale, du projet qui sera défendu par M. Fabius. Après cela, le texte sera examiné par le Sénat, « en souhaitant vivement », indiqua M. Forni, qu'il ne se complique pas plus les choses qu'il ne l'a déjà fait jusqu'à présent... »

Parallèlement, M. Pisani sera à Paris dès la fin de la semaine prochaine pour étudier avec le premier ministre le contenu des ordonnances qui suivront immédiatement le vote du Parlement.

FREDERIC FILLOUX.

## DEVANT LA SECTION EUROPEENNE DU CONGRÈS JUIF

### M. Chirac : la lutte contre le terrorisme doit être « centralisée » et « spécifique »

De notre correspondant

Strasbourg. — M. Jacques Chirac a déclaré, le vendredi 17 mai, devant l'assemblée du Congrès juif mondial (CJM) - Europe, qu'il est primordial, pour lutter contre le terrorisme en France, « d'instituer une procédure de poursuite et d'instruction centralisée et spécifique, seule capable de pouvoir s'attaquer efficacement aux réseaux terroristes », sous l'autorité du premier ministre.

Il conviendra ensuite, selon M. Chirac, d'inclure dans le code pénal un article spécial incriminant le terrorisme et des dispositions permettant de favoriser les terroristes « repentis ».

L'ancien premier ministre, qui intervenait dans un débat sur les droits de l'homme et sur la lutte contre le terrorisme en Europe, a évoqué la « sagesse commune » et la « morale universelle (...) propres à s'imposer aux tenants des oppressions de toute nature ». « C'est au nom de cette sagesse (...) que j'ai refusé tout contact avec les éléments extrémistes de ce pays », a précisé le président du RPR.

M. Chirac souhaite que la France ratifie la convention européenne d'extradition, ainsi que celle qui porte sur la répression du terrorisme, et qu'elle demande, s'il le faut, « à renégocier celles-ci (...) en vue de créer un espace judiciaire européen ».

Le discours de M. Chirac a été un temps fort des travaux du CJM - Europe, ouvert jeudi soir le Monde (18 mai). Les quelques deux cents délégués d'Europe de l'Ouest et de l'Est avaient entendu, auparavant, M. Jean Gol, ministre belge de la justice, annoncer la réunion des dix ministres européens de l'Intérieur, les 20 et 21 juin prochain à Rome, sur des dossiers de l'espace judiciaire européen. La position de M. Robert

Badinter - qui préfère à la convention d'extradition la création d'une cour pénale européenne - est une « fuite en avant », a dit M. Gol, qui espère voir les points de vue se rapprocher rapidement. M. Olivier Stürm, député du Calvados, président de l'Union centriste et républicaine, a suggéré, pour sa part, la nomination d'un ministre européen des droits de l'homme, pour tenter d'unifier les législations et tenir le rôle de porte-parole moral de l'Europe dans ce domaine.

Les travaux du CJM-Europe ont surtout porté sur les rapports entre les différentes communautés juives dans le monde, sur la situation internationale et sur la position de l'Etat d'Israël. L'immunité n'est pas acquise, si l'on croit les propos de M. Theo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Le CRIF, selon M. Klein, n'est pas membre du CJM, ni de la branche européenne de celui-ci « pour ne pas avoir l'impression d'être entraîné dans des prises de positions politiques auxquelles il n'adhérerait pas ».

L'assemblée a fait l'inventaire de la situation des communautés juives, notamment celles de l'Europe de l'Est, largement représentées, à l'exception de celle de l'Union soviétique. La situation des juifs syriens a aussi été évoquée, ces cinq mille personnes formant « une communauté otage, soumise à un lent pogrome », a déclaré M. Edmond Mechali, membre du Comité international pour la liberté des juifs de Syrie.

Enfin, le congrès est revenu plusieurs fois sur le thème de la « guerre des étoiles ». Quarante ans après la fin de la seconde guerre mondiale, « nous, les juifs, pourrions être un pont pour aider le monde à parvenir à une entente », a dit M. Desider Galsky, représentant la communauté de Tchecoslovaquie.

JACQUES FORTIER.

Le RPR s'indigne du peu de réactions des plus hauts responsables gouvernementaux devant une dégradation aussi inquiétante de la position européenne et internationale de la France.

● L'élection cantonale de la Seyne-Nord est annulée. — Le tribunal administratif de Nice s'est prononcé, vendredi 17 mai, pour l'annulation du scrutin des 10 et 17 mars dernier dans le canton de la Seyne-Nord (Var).

Au second tour, M. Charles Scaglia, UDF-PR, n'avait devancé M. Maurice Paul, PC, conseiller sortant que de cinq voix. L'examen des procès-verbaux et le décompte des bulletins de vote a fait apparaître que le nombre de ceux-ci dépassait de huit le nombre des suffrages exprimés recueillis par les deux candidats.

Le Conseil d'Etat a récemment annulé les élections municipales de la Seyne qui avaient été remportées par M. Scaglia en mars 1983 (le Monde du 8 mai).

## LA PRÉPARATION DU CONGRÈS SOCIALISTE

### La direction du parti fait obstacle à la diffusion de la contribution « trans-courants »

Les auteurs de la contribution dite « trans-courants », présentée, en vue du congrès de leur parti, par des socialistes se situant dans des tendances différentes (le Monde du 16 mai), se voient opposer des difficultés administratives par la direction du parti.

Au cours de la réunion du bureau exécutif du PS, le 15 mai, M. Lionel Jospin a fait observer que M. Alain Hauwecour, membre du comité directeur, dont la signature devait rendre possible la prise en considération de cette contribution comme nationale et sa publication dans l'organe interne du PS, le

Poing et la rose, n'avait pas indiqué, lors de la réunion du comité directeur, le 11 mai, son intention de déposer un texte. M. Jospin a relevé, surtout, que M. Hauwecour, membre du courant Mauroy, est déjà signataire de la contribution déposée par celui-ci.

M. Hauwecour a décidé, en conséquence, le vendredi 17 mai, de retirer sa signature de la contribution « trans-courants », afin d'éviter que le courant Mauroy ne paraisse, à travers lui, impliqué dans cette initiative. Faute d'un compromis avec la direction du parti, les auteurs de la

contribution devront se charger eux-mêmes de la diffusion de leur texte, qui sera réduite par rapport à celle des cinq contributions nationales. Parmi celles-ci, la contribution des néo-rocardiens du courant AGIRS a aussi valu à ses auteurs un rappel à l'ordre de M. Jospin, en raison de sa longueur.

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, a présenté au bureau exécutif un premier rapport du groupe de travail chargé de la préparation des listes du PS pour les élections législatives. Dans le projet, proposé par M. Jean Poperen, les commissions exécutives fédérales

(CEF) - c'est-à-dire la majorité au sein de celles-ci - joueraient un rôle prépondérant dans la composition des listes.

Les rocardiens souhaitent que l'avis des militants, appelé à voter sur les propositions des CEF, soit davantage pris en compte en cas de désaccord au sein de celles-ci. Il a été décidé que le groupe de travail va procéder à un examen de la situation dans chaque département, avant que ne soit arrêtée la procédure qui sera appliquée pour désigner les candidats.

P. J.

## M. BERTRAND DELANOE

### « Mickey » devenu grand

Quand il était petit, à Bizerte, on l'appelait « Mickey », le surnom qui n'a pas pour des gens. Le sobriquet s'est perdu en route, depuis que Bertrand Delanoë, aujourd'hui député de Paris et membre du secrétariat national du Parti socialiste, a quitté la Tunisie à quatorze ans (en 1964) pour l'Aveyron, puis pour Paris. On ne l'appelle plus « Mickey » - ce serait désastreux - mais, au fond il lui en est resté quelque chose.

Longtemps, il a été considéré comme un petit garçon vite monté en graine mais qui ne s'intégrerait pas de sitôt dans le monde des grands, celui des gens sérieux, des « gros bras », voire des « tuteurs » de la politique.

Brillant, ambicieux, cabochard, travailleur quand il le faut mais distrait le reste du temps, un peu tendre encore : la chanson a duré onze ans, du jour où il a adhéré au Parti socialiste, fin 1972, après la signature du programme commun, jusqu'au congrès de Bourg-en-Bresse, en 1983 lorsqu'il a été chargé des fédérations au secrétariat du PS, par Lionel Jospin. On a été aperçu alors que le petit « Mickey », mine de rien, était devenu grand ; que Lionel Jospin tenait à un homme de confiance au poste-clé qui permet de contrôler le parti ; que Bertrand Delanoë est un organisateur, que le PS en avait besoin, que ses apparentes fantaisies et son look dandy tempèrent l'austérité du premier secrétaire, que ses coteries célèbres au Parti socialiste ne sont pas que des caprices. Et l'on passe, peu à peu, sur le reste : sa hantise obsessionnelle du complot - il voit des « méchants » partout - ; ce mélange agaçant de séduction et de brutalité, la forfanterie de ceux qui éprouvent, plus

que la moyenne, le besoin d'être reconnus. Si, à trente-cinq ans, il est le numéro trois du Parti socialiste - hiérarchie informelle et publique - ment démentie par l'intéressé, - ment démentie par et conseiller municipal de la capitale, ce n'est pas tout à fait par hasard ou parce que cette carrière lui aurait été offerte sur un plateau. Bertrand

homme issu d'un milieu conservateur qui regardait comme un film de cow-boy la bataille de Bizerte - à pied ventre, par la fente d'un store, avec l'avenue de France en arrière-plan, les paras, les drapeaux enfilés, - les paras, les drapeaux enfilés, - les jeunes gens qui tombaient.

Eh bien, si l'il s'engage en politique, et socialiste encore ! Un sentiment d'injustice, d'abord, à Bizerte. Puis, le Mitterrand du second tour de l'élection présidentielle de 1965 (il avait eu un faible pour Lacanuet au premier tour ; mais 1965, pendant l'année du bac, à Rodéz : une sorte de sympathie intellectuelle pour le PSU dans les années 1969-1970.

Bertrand Delanoë n'a pas l'âme minoritaire. Le programme commun de 1972 enlève le morceau : il ira au Parti socialiste parce qu'il s'agit d'un parti de masse qui dispose d'une stratégie de pouvoir.

Un petit tour du côté du CERES de Jean-Pierre Chevènement - une seule réunion, sans suite - puis du côté de Jean Poperen une autre réunion, sans suite - et un stage de formation à Paris animé par Albert Gazier et Yvette Roudy. Bertrand Delanoë monte le même stage dans l'Aveyron, et il en fait des tonnes (campagne de presse, etc.). On lui envoie des lettres, des lettres, des lettres, des lettres. Consigne est donnée à Bertrand Delanoë, vingt-trois ans d'âge et quelques mois de parti, de se débrouiller pour faire battre la direction mitterrandiste de la Fédération à l'occasion du congrès de Grenoble. Aussitôt fait, et il devient patron de la fédération en juin 1973.

Sans doute se sent-il à l'étroit dans le département. Un an plus tard, pressé par une subite inspiration, il embarque son balluchon

dans sa voiture, monte à Paris, s'y installe et devient cadre commercial dans une entreprise de produits chimiques. La resta est encore tout neuf : François Mitterrand, alors premier secrétaire du PS l'installe en 1975 auprès de Louis Mermaz afin qu'il se charge du secteur entreprises. Puis il participe aux batailles internes de la fédération de Paris, travaille avec Lionel Jospin et François Mitterrand, devient conseiller de Paris en 1977, se fait faucher « sa » circonscription législative du XVIII<sup>e</sup> arrondissement par Lionel Jospin en 1978. Ce dernier sera battu, et les relations entre les deux hommes prendront un fâcheux tournant.

Aujourd'hui, c'est, à entendre l'un ou l'autre, quasiment idyllique, bien que - forte tête pour forte tête - ordinairement conflictuel. Fidèle à François Mitterrand, Bertrand Delanoë est un fidèle de Lionel Jospin. Il ne nique pas - question de style - d'apparaître comme son décalque mais il souffre, aux yeux des observateurs extérieurs, de n'en être que le loyal serviteur et l'obligé. Loyal serviteur, certes, mais turbulent et parfois rebelle. Obligé, pas vraiment : Bertrand Delanoë s'est fait tout seul, au moins autant que, dans la dernière période, Lionel Jospin l'a fait.

Son avenir immédiat n'est pas du plus beau rose. Député de Paris, dans une circonscription probablement perdue au scrutin majoritaire, il sera broyé par la proportionnelle. Plus de place pour « Mickey ». Chercher ailleurs ? Sans doute, mais à condition, assure-t-il, de ne pas devenir un « député alimentaire ». C'est que le plaisir est essentiel, et que le politique en est un.

JEAN-YVES LHOMEAU.



SLAKMANN

## MAITRISE de L'ENERGIE

**BILAN 1984 :**  
la reprise de l'investissement industriel profite à l'énergie

**L'AFME A TSUKUBA :**  
dans l'empire du soleil levant

**MARDI 21 MAI**  
DANS « LE MONDE »  
DATE 22

#### DOSSIER :

##### VITRÉ, VILLE-PILOTE

- Une équipe, un ordinateur, des habitants
- Un entretien avec Pierre Méhaignerie député-maire de Vitré



## Propos et débats

## M. Chirac : le sexe des anges

« Il faut maintenant revenir à la vérité par une victoire indiscutable de l'opposition aux prochaines élections législatives », a déclaré M. Jacques Chirac, au cours d'un « déjeuner républicain » à Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin).

Rappelant qu'une courte victoire d'une droite déunie permettrait à M. Mitterrand de « reprendre l'initiative », le président du RPR a invité l'opposition à se préparer avec « cohérence, solidité et solidarité » à « mettre un terme » à l'expérience socialiste et à « déléguer les discussions sur le sexe des anges ».

## M. Barrot : non à la tiédeur

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, réaffirme, jeudi 16 mai, dans l'édition de Démocratie moderne son hostilité à la cohabitation. « Si, par impossible, un compromis intervenait, écrit-il, nous serions inévitablement condamnés aux demi-mesures politiques, à la tiédeur, au choix des hommes les moins gênants, c'est-à-dire souvent les moins efficaces. »

« Admettre la cohabitation comme une fatalité inéluctable, voire comme une issue crédible, ajoute-t-il, c'est dénouer par avance le Président de la République. C'est se mettre en situation d'avoir un jour à supporter la discrédit qui s'attachera aux responsables d'une situation si néfaste pour le pays. Refusant toute confusion et tout compromis, M. Barrot invite donc les responsables de l'opposition à la clarté et à la prudence. Ceux-ci doivent, selon lui, « éviter de tomber dans les pièges que vont leur tendre les médias en les mettant au demeurant d'écarter à l'avance les scénarios de l'après 1986. En politique, comme dans l'art militaire, souligne le secrétaire général du CDS, en admettant qu'on arrête la stratégie longtemps à l'avance, elle doit rester secrète. »

## Mons-en-Baroeul : les immigrés aux urnes

(Suite de la première page.)

Cette fois, son objectif est simple : « Donner le droit de vote et de représentation politique aux Monsiens qui n'ont pu participer aux élections municipales. » C'est-à-dire aux étrangers qui résident dans cette commune-dortoir de vingt-six mille habitants, endormie aux portes de Lille. Ce sont, dit le maire, des Monsiens « comme les autres », qui paient des impôts mais « n'ont pas leur mot à dire ». Élire des représentants au conseil municipal leur permettra « de mieux s'intégrer, d'enrichir la démocratie locale et de faire avancer les idées de solidarité ». Ces représentants étrangers participeront aux séances du conseil et feront des propositions — ou suspendra la séance chaque fois qu'ils prendront la parole pour ne pas violer la loi — mais, bien entendu, ils ne voteront pas.

Il a fallu d'abord recenser les étrangers de Mons. Pas question de recourir aux fichiers de police qui, d'ailleurs, ne sont pas fiables. On a donc utilisé les listes d'adresses des services de logement et d'animation. Le recensement de 1982 faisait apparaître un nombre de 2 008 étrangers à Mons, soit 7,6 % de la population (une proportion à peu près égale à celle de la France entière). Les communautés algérienne et marocaine représentent chacune 29 % du total, suivies par les réfugiés d'Asie du Sud-Est (15 %).

## Quinze minutes d'antenne

Sur ces bases, le maire et ses collaborateurs ont établi « une procédure respectant pleinement les traditions électorales françaises ». Sont électeurs tous les étrangers âgés de plus de dix-huit ans, détenteurs d'un titre de séjour, n'ayant pas fait l'objet de condamnation pour délit ou crime, résident à Mons avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983, susceptibles d'y payer les impôts locaux (ce qui laisse à l'écart les étudiants) et ne possédant pas, d'autre part, la nationalité française, soit sept cents à personnes.

Les intéressés ont été invités à s'inscrire sur les listes et à retirer une carte d'électeur sur laquelle est imprimée la déclaration des droits de l'homme. Au début, l'appel a reçu peu d'échos. En insistant, un certain nombre d'étrangers craignaient, semblait-il, de déplaire à leur gouvernement. Mais le feu vert des amicales algérienne et marocaine les a rassurés. Finalement, quatre cent quatre-vingt-neuf personnes se sont inscrites, soit les deux tiers des électeurs potentiels, mais avec des taux variant de 80 % (les Marocains) à 5 % (les Turcs).

Pour éviter que les trois sièges à pourvoir reviennent à la communauté la plus nombreuse, les candidatures ont été réparties en trois colonnes sur le bulletin de vote : il faut obligatoirement choisir un Marocain, un Algérien et un Asiatique, qui, chacun, représenteront l'ensemble des étrangers. Parallèlement, pour associer les nationalités les moins nombreuses, seront élus des délégués de toutes les

communautés qui prépareront, avec les représentants, les séances du conseil municipal.

Les candidatures n'ont pas manqué. Chez les Marocains en particulier, quatorze personnes se sont présentées. Il n'a fallu organiser des primaires pour les départager. Pas d'affichage public. En revanche, la mairie a imprimé et diffusé les programmes des dix candidats (trois Marocains, trois Algériens et quatre Asiatiques). Chacun d'eux a disposé d'un quart d'heure sur les ondes de Radio-Mons pour s'adresser aux électeurs.

## « Une ville de cobayes »

Les livraisons politiques n'apparaissent pas. Les électeurs ont surtout à choisir entre des « anciens » (installés à Mons depuis longtemps) et des « jeunes » (quelques étudiants). Tous de sexe masculin, à l'exception d'une Algérienne qui brigue un poste de délégué. Dans les programmes des candidats maghrébins figure en bonne place la création d'un lieu de culte. « Un lieu de culte, mais pas une mosquée, pour ne pas effrayer les gens », explique M. Mustapha Rochdi, candidat marocain, père de trois enfants et mécanicien chez Peugeot. M. Pierre Nbuah Thepkaisone, candidat laotien, propose d'« aider les personnes âgées de toutes nationalités à se rencontrer ». Tandis que M. Tai Luc Trinh, candidat vietnamien, veut se battre notamment pour l'installation de vide-ordeurs dans certains HLM pour qu'on ne jette plus des détritus « par la fenêtre ou dans les dessertes d'escalier ».

Les candidats ont invité leurs électeurs à ne pas voter dimanche entre 11 heures et 15 heures pour éviter tout incident avec le Front national. Ce parti avait recueilli 16,50 % des voix dans le secteur aux dernières élections cantonales. « Mons-en-Baroeul », affirme-t-il dans ses tracts, est de ville-test ou de ballon d'essai, pour étendre ensuite à tout le pays cette procédure. Accepter cela, c'est consentir à ce que la France soit gouvernée par l'étranger.

Le RPR et le CDS ont demandé à leurs électeurs de ne pas participer à cette manifestation. Malgré leurs tracts vengeurs — « Non, messieurs, Mons n'est pas une ville de cobayes » — ils n'ont aucune intention d'opposer la politique de la chaise vide au conseil municipal. Leurs élus se pousseront un peu pour faire place à un Algérien, un Marocain et un Asiatique.

Il faut dire que Mons est une commune plutôt paisible. Si le petit vandalisme de la ville nouvelle est souvent attribué aux bandes de jeunes Maghrébins, la tension raciale n'y a jamais atteint les niveaux de Roubaix ou de Tourcoing. On peut tenter une expérience — « lancer un gadget » — disent les adversaires de M. Wolf — sans mettre le feu aux poudres.

ROBERT SOLÉ.

## POUR ACCÉLÉRER LE TRAFIC

## La RATP veut accroître la répression contre les automobilistes stationnant dans les couloirs d'autobus

Coiffés de casquettes plates, vêtus de blousons gris et jaune, des chasseurs de voitures-ventouses vont faire leur apparition sur le bitume parisien, dès le retour des vacances d'été. Soixante inspecteurs de la RATP assermentés et en uniforme patrouilleront le long des artères les plus engorgées de la capitale : les grands boulevards, la rue du 4-Septembre et la rue Réaumur pour commencer. Leur mission : traquer impitoyablement les conducteurs qui stationnent dans les couloirs de bus (le Monde du 12 février). Décidément, après les décisions du préfet de police qui veut réprimer plus sévèrement le stationnement sauvage (le Monde du 9 mars), la vie des automobilistes parisiens va devenir difficile.

Si M. Claude Quin, le président de la RATP, a décidé de montrer lui aussi les dents, c'est que ses neuf mille cinq cents machinistes sont exaspérés, démoralisés, nerveusement à bout. Les conducteurs de la capitale ne respectent plus rien. Quarante mille d'entre eux se garantissent chaque jour dans les sacro-saints couloirs réservés aux bus. Les machinistes en trouvent devant leur capot dix par kilomètre. Dans ces conditions, mener un bus dans la jungle parisienne ressemble à un gymnase et parfois même à une épreuve de stock-car.

Voilà pourtant vingt ans que les ingénieurs de la RATP luttent pied à pied pour obtenir que les pouvoirs publics parisiens mettent leurs nettes en concordance avec leurs propos. Les élus responsables de l'aménagement des rues et les préfets de police qui ont en charge la circulation ont obtenu depuis des lustres qu'il faut privilégier les transports en commun.

L'indiscipline des automobilistes a fait échouer l'opération « couloirs réservés » et elle a rendu partiellement inopérante la politique en faveur des transports en commun de surface.

Constantin que cette indiscipline est favorisée par l'effacement progressif de la police qui a « d'autres chats à fouetter », les transporteurs ont obtenu du Parlement, en 1971, le droit de dresser contravention. A Paris, cinq cents agents de la RATP sont assermentés et peuvent verbaliser

ser les conducteurs qui encombrement les couloirs et les arrêts de bus. En réalité, ces gradés ont bien d'autres tâches et ils répugnent à jouer les gardes-chiourme. Les contraventions, qui s'élevaient de 150 à 600 francs soixante-dix par jour, l'effet dissuasif est quasiment nul.

## Moins de dix kilomètres à l'heure

Pour les rendre plus attrayants, les conducteurs ont dû diminuer l'attente aux arrêts et réduire les temps de parcours. Or, régularité et vitesse ne peuvent s'ajuster qu'en créant des couloirs réservés.

Depuis 1964, on a ainsi délimité sur la chaussée une centaine de kilomètres de voies exclusives. Les lignes de bus sont théoriquement protégées sur le cinquième de leur parcours. Mais on n'a eu qu'un en est réellement. Résultat : la vitesse moyenne des voitures de la RATP reste au-dessous de 10 kilomètres par heure, et la régularité des passages est un rêve. Exactement comme il y a vingt ans. Pour compenser, la régie est obligée de lancer cent véhicules supplémentaires aux heures de pointe. Faute de quoi, quarante millions de francs par an.

La discipline des automobilistes a fait échouer l'opération « couloirs réservés » et elle a rendu partiellement inopérante la politique en faveur des transports en commun de surface.

Constantin que cette indiscipline est favorisée par l'effacement progressif de la police qui a « d'autres chats à fouetter », les transporteurs ont obtenu du Parlement, en 1971, le droit de dresser contravention. A Paris, cinq cents agents de la RATP sont assermentés et peuvent verbaliser

ser les conducteurs qui encombrement les couloirs et les arrêts de bus. En réalité, ces gradés ont bien d'autres tâches et ils répugnent à jouer les gardes-chiourme. Les contraventions, qui s'élevaient de 150 à 600 francs soixante-dix par jour, l'effet dissuasif est quasiment nul.

D'où l'idée de spécialiser quelques brigades et de les lancer sur les artères les plus encombrées. Une expérience a été tentée pendant un an sur la ligne du 54 entre la place Clichy et la République. Constatation : les temps de parcours ont diminué de 10 %, la régularité s'est améliorée, le nombre des voyageurs a augmenté et le coût d'exploitation de la ligne a baissé de 6 %. La RATP a donc décidé de généraliser la méthode à partir d'octobre 1983.

## Police corporative ?

La répression ne risque-t-elle pas de déclencher une sorte de guérilla entre les conducteurs particuliers et les machinistes ? « De toute façon, dit-on à la RATP, nous ne pouvons plus nous en sortir autrement. »

La régie va même plus loin. Elle sollicite des pouvoirs publics le droit de verbaliser les automobilistes qui roulent dans ses couloirs. Mais le ministère de la justice fait la grimace. Si tous les services publics exigent de faire leur police eux-mêmes, où s'arrêtera-t-on ? Déjà la Ville de Paris possède ses inspecteurs munis des parcs et jardins. Elle va doubler leurs effectifs.

## 1 200 machines pour la toilette de Paris

Ragardiez bien les manœuvres-béliers, ils sont bons pour le musée Grévin. Les hommes, qui depuis des siècles assurent le ménage quotidien du pavé parisien, font partie d'une espèce en voie de disparition. La toilette de la capitale se fait aujourd'hui à l'aide de machines à vapeur, de brosses, mécaniques, de jets de vapeur, d'aspirateurs et de brosses hydrauliques. M. Jacques Chirac, maire de Paris, a été fait présentier, devant l'Hôtel-de-Ville, l'étonnante parodie des engins blancs et vert qui prennent la place du vieux balai de bruyère.

La moto Deaux qui ézèle la crotte sur les trottoirs ? Dépassée. Le nouveau modèle que les Parisiens vont voir à l'œuvre est doté de deux ventouses mobiles disposées de part et d'autre de la roue avant. Elles coiffent délicatement les déjections canines, les arrosent d'un liquide désinfectant, puis les aspirent dans un réservoir. Après leur passage, il ne reste, paraît-il, ni trace ni odeur. Et la machine parcourt 30 kilomètres par jour au lieu de 25. Pour la même peine.

Les têtes de loup géantes qui broient les 18 kilomètres de voies souterraines que compte la capitale ? C'est fini. Les nouveaux véhicules travaillent exactement comme des shampooingues. Elles commencent par projeter un détergent sur la croûte déposée par les pots d'échappement. Puis, au cours d'un second passage, elles rincent à grande eau. Le tour est joué. Mais la pollution est telle qu'il faut recommencer toutes les trois semaines.

Les affiches et les graffitis sont à présent la proie des murs de Paris. Fins les grattages laborieux ! Un seul engin guidé par deux hommes fait place nette. Équipé de trois moteurs différents, il peut cracher de la vapeur à 150 degrés, de l'eau bouillante, des produits détergents, du sable moulu ou des substances

M. Jacques Chirac réajuste à présent pour les inspecteurs de la propreté le droit de dresser contravention à l'encontre des propriétaires dont les chiens salissent les trottoirs. Vont-ils vers une prohibition des chiens corporels ?

La RATP sent bien que sa réputation n'a guère de chance d'être exaspérée, surtout en cette période pré-électorale. Aussi s'efforce-t-elle d'ouvrir des couloirs de bus qui passent au-dessus des trottoirs. Elle demande depuis des années la permission d'élever des murailles séparant certaines portions de ses itinéraires du flot de la circulation. Après de longues tractations, on ne lui a accordé, sur la ligne du PC, que 4 400 mètres de couloirs protégés par une bordure de béton de quelques centimètres de haut.

Cette protection plus psychologique que matérielle suffit-elle à décourager les premiers du volant ? Car cela entraîne la suppression de deux cent vingt places de stationnement et certains commerçants, appuyés par leurs élus de quartier, s'y sont opposés jusqu'au bout. La RATP assure que la vitesse du PC va augmenter de 8 % et que les cent vingt mille usagers de la ligne attendront moins aux arrêts.

Si l'expérience se révèle concluante, la régie proposera des aménagements équivalents sur d'autres parcours à l'intérieur de Paris. Entre le bus et l'automobile, c'est une véritable partie de bras de fer qui est en cours.

MARC AMBROISE-RENOU.

## LE CONGRÈS DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES

## L'action sociale confrontée à la décentralisation

Le trente-quatrième congrès de l'Association nationale des communautés éducatives (ANACE) s'est tenu à Valence les 15, 16 et 17 mai en présence de quelques deux cents éducateurs, juges pour enfants, enseignants, psychologues et représentants d'établissements spécialisés.

## De notre correspondant

Valence. — Si le congrès de 1982 avait eu pour objectif de situer l'ANACE dans une politique de solidarité nationale, celui de 1985 aura été l'occasion de faire le point sur la place de cette association dans l'action éducative et médico-sociale, compte tenu des modifications qu'apporte la décentralisation dans

le domaine social. Sans en retenir les avantages, les congressistes ont fait part de leur inquiétude de voir les nouveaux décideurs — en l'occurrence les conseils généraux — confrontés à un dilemme : augmenter la pression fiscale pour faire face à une demande sociale croissante ou bloquer les dépenses et sacrifier une part de ce budget social qui pèse lourdement dans les charges des départements. Autrement dit, la crainte clairement formulée de voir le domaine social se transformer en champ de bataille électoral.

Profitant de la venue de M. Georges Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, à l'issue de leur rencontre, les congressistes lui ont demandé des précisions sur la « loi particulière » actuellement en préparation des textes de décentralisation avec les lois de 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales. Le ministre a tenu à les rassurer en rappelant son attachement à une politique générale. « La loi, a-t-il précisé, fixera le cadre conventionnel dans lequel les institutions et le personnel exercent leur activité. Il ne paraît particulièrement nécessaire par exemple de préserver l'unité des conventions collectives agréées à l'échelon national et d'éviter que les financeurs puissent s'en exonérer. »

Parmi les motifs de satisfaction évoqués par le président de l'ANACE, M. Audigier, inspecteur général de l'éducation nationale, on peut citer l'ambition de la prévention précoce des handicaps, l'accroissement des capacités d'accueil dans les structures spécialisées, pour les adultes notamment, la nette augmentation (+ 25 %) des prestations services aux handicapés, l'assouplissement de leurs conditions d'entrée dans la fonction publique.

Mais dans l'ensemble les congressistes ne cachent pas que l'insertion des handicapés se pose toujours avec autant d'acuité. La place manque dans les centres d'aide par le travail (CAT) ; les entreprises internées et les ateliers protégés ne doivent pas empêcher le changement des mentalités et le travail dans les entreprises normales, considéré comme primordial pour une véritable réinsertion.

FRANÇOIS CHEMEL.

(1) Fondée en 1949, section française de la Fédération internationale des communautés d'enfants, créée et soutenue par l'UNESCO, l'ANACE regroupe aujourd'hui en France près d'un million d'établissements et services d'enfants, d'adolescents et d'adultes souffrant de handicaps très divers (physiques, intellectuels ou sociaux). Mouvement de réflexion et d'action, l'association touche avant les établissements à gestion publique qu'à gestion privée mais dispensant une éducation laïque.

## Découvert en Arizona

## UN DINOSAURE AURAIT VÉCU IL Y A 225 MILLIONS D'ANNÉES

Les dinosaures auraient déjà existé il y a 225 millions d'années, plus tôt qu'on ne pensait jusqu'à présent. Rappelons que les dinosaures ont disparu il y a environ 65 millions d'années.

Une bonne partie du squelette (ce de la cheville, côtes, vertèbres, fémurs et une patte arrière entière) y compris les griffes de ce qui semble être une nouvelle famille de dinosaures vient d'être découverte dans le « Desert Point » d'Arizona (Etats-Unis) par une équipe de paléontologues de l'université de Californie à Berkeley. Cette créature était longue d'un peu plus de un mètre et devait peser dans les 90 kilogrammes. Elle était herbivore.

Si l'identification et la datation sont confirmées, ce nouveau dinosaure serait un peu plus ancien que les staurakosaurus découverts en 1970 dans le sud du Brésil. Mais il faut attendre que le fossile d'Arizona soit bien étudié pour être sûr qu'il s'agit bien d'un dinosaure primitif et non d'un thécocondonte (ancêtre des dinosaures) évolué.

Y. R.

## SPORTS

● TENNIS : Internationaux d'Italie. — Yannick Noah s'est qualifié, vendredi 17 mai à Rome, pour les demi-finales des championnats internationaux d'Italie en battant l'Argentin Jose Luis Clerc 6-1, 7-5. Le Français devait affronter, ce samedi 18 mai, l'Allemand de Stuttgart Jan Gunnarsson 6-4, 6-4. Le Tchèque Jan Novák doit rencontrer le Suédois Mats Wilander dans l'autre demi-finale.

● FOOTBALL : Coupe de France. — Paris Saint-Germain, Monaco et Toulouse se sont qualifiés, vendredi 17 mai, pour les demi-finales de la Coupe de France. Les Parisiens ont confirmé à Nantes la victoire qu'ils avaient obtenue sur leur terrain à l'occasion du match aller (1-0). De la même manière, Monaco a battu le Racing-Club de Paris (3-0). Toulouse, vainqueur au terme du premier match (2-0) a été tenu en échec à Sochaux (3-3).

Saint-Etienne ne jouera pas la saison prochaine en première division. Les « Verts » ont été battus, le 17 mai à Saint-Etienne par Rennes (2-0) en match de barrage.



CAFETIER HOSPITALISÉ, INFORMATION JUDICIAIRE, ENQUÊTE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE

Tourcoing : « Si tu laisses entrer des Arabes dans ton bar... »

Dans la nuit du 12 au 13 avril, un cafetier de Tourcoing, M. Omar Lahiri, était interpellé dans son établissement. Quelques heures plus tard, il était transporté d'urgence à l'hôpital. Après deux opérations et quinze jours d'hospitalisation, il a un anneau artificiel. Le cafetier a porté plainte et une information judiciaire a été ouverte. Le juge d'instruction a délivré une commission rogatoire à l'inspection générale de la police nationale, qui est aussi chargée d'une enquête administrative.

De notre envoyée spéciale

Tourcoing. — Posées sur l'herbe maigre, les « barres » — les immeubles — de la cité du Pont-Rompu sont petites, basses. Rien de monstrueux, mais tout est cassé. Le centre social est béant, vitres brisées, ravagé. Dans une voiture déglacée, ils sont sept au huit, entassés. Ils revendiquent dix-huit ou vingt ans et n'en paraissent pas plus de seize. Rigolards, grossiers, dragueurs, ils se posent du coude. « L'Escargot ? Sur, on le connaît. Les bleus lui ont fait sa fête. Et n'ont ? On s'en fouit, nous. » Pas étonné pour deux sous, car chacun ici a « eu » son histoire avec « les bleus », les policiers en tenue. Tous se sont retrouvés au moins une fois au commissariat de Tourcoing. Alors, que le patron arabe d'un café arabe porte plainte contre X... et accuse les policiers de l'avoir passé à tabac ou à cela faisait partie de leur paysage. Une vieille habitude.

« On jouait les Johnny, dit un ancien. On faisait des coups, c'est sûr. Mais ce n'était pas la même chose. Nous, on ne faisait pas de pipette au voisin (on ne lui signifiât pas son existence). Quand on passait une voiture, on la remettaient devant la maison du propriétaire, et lui on faisait un plein ». De l'art des bonnes manières... « Regardez-les, tous les petits. Les flics ne peuvent rien leur faire, quand ils voient une

baguette à douze ans, alors ils se vengent sur nous, les aînés. » Harolement incessant, disent ceux qui ont dépassé les vingt-cinq ans. Pour « un rien ». Une voiture mal garée, un verre dans le nez, une parole agressive. Et c'est le PV, le petit tour au commissariat. « Les jeunes sont de nationalité française. On ne peut pas les expulser ; nous, c'est pas pareil et on tringue pour les petits. » Est-ce l'explication ? Est-ce pour cela que chacun dans cette cité parle des « flics racistes », dénonce les pairs de cliques, les brimades...

« Les voisins m'avaient prévenu »

Dans ce climat, l'affaire de l'Escargot n'étonne personne. Et puis, tout « ça » ne s'est pas passé au Pont-Rompu, mais à des années-lumière de là, aux Phalémplins, dans l'un de ces quartiers ouvriers de Tourcoing : église de brique rouge, maisons de brique peinte. Ancien mécanicien, M. Omar Lahiri a acheté son café, l'Escargot, l'année dernière. Sa femme Micheline, française, et leurs six enfants l'ont aidé à rénover l'établissement.

La clientèle, exclusivement européenne, a changé. L'Escargot est devenu un café arabe. « Les voisins m'avaient prévenu : ils m'ont dit : Omar, on n'a rien contre toi, mais si tu laisses entrer les Arabes dans ton café, nous, on ne viendra plus. » Et ils ne sont plus venus. Ce sont les jeunes du Pont-Rompu, ceux de la ZUP de la Bourgogne, qui sont arrivés. Des petits « louberds » aussi, quelques voleurs sûrement. Mais M. Omar Lahiri s'est refusé à faire le tri. Difficile de demander à ses clients s'ils sont en règle avec la police, la justice. Difficile d'éviter que le café ne devienne un lieu de rendez-vous où peut-être on prépare des « coups ». Oh on « parle », dit M. Lahiri, on de l'histoire, dont la route, désormais, passe aussi par Tourcoing.

Alois les ennemis ont commencé. L'Escargot s'est acquis une place de choix dans la liste des bars à surveiller. Les policiers se sont, peu à peu, intéressés aux allées et venues des clients. Ils ont voulu faire respecter, à la lettre, les règlements et les heures de fermeture. La voiture de M. Omar Lahiri s'est mise à collectionner les PV. Rien que de très légal, sans doute. Jusqu'à cette nuit du 12 au

13 avril dernier où, peu avant la fermeture, les policiers sont entrés dans le café.

Interpellé avec quatre consommateurs (deux étaient recherchés par la police et deux autres seront relâchés après vérification de leur identité), M. Omar Lahiri s'est retrouvé au commissariat de Tourcoing. « Il a été interpellé pour ivresse publique et manifeste », explique M. Hubert Agogue, le directeur départemental des polices urbaines. « Les policiers étaient intervenus pour interdire deux personnes qu'ils avaient aperçues dans l'établissement. Lahiri a reçu les policiers comme des chiens dans un jeu de quilles. Il a sauté à la cravatte d'un gardien. Il a fallu l'emmener. » Il a été conduit à l'hôpital, où il a été établi que

peu de vomissements brunâtres — et vivement ramené à l'hôpital Clémenceau.

Dans son certificat, le docteur Cousin précise que M. Lahiri lui a été adressé pour « contusion » de l'abdomen. « Je devais l'opérer », écrit-il. Le médecin constate « une plie du colon transverse dans sa partie moyenne, ayant entraîné une péritonite stercorale généralisée ». Le colon est « extériorisé », autrefois dit, M. Lahiri a un anneau artificiel. Le médecin ne relève aucune trace de coup ou d'hématomas sur la paroi abdominale. Le 22 avril, il faudra l'opérer à nouveau, d'une hernie étranglée, cette fois. Au mois de juillet, il sera, espèrent les médecins, débarrassé de son anneau artificiel. Le 16 avril, M. Lahiri porte plainte pour coups

pris directement à moi, et n'ont contrôlé les autres qu'après. Je leur ai dit que j'étais le patron du café, je ne sais pas ce qu'ils me voulaient. Au commissariat, c'est vrai, je me suis énervé, je voulais qu'ils me laissent partir. Ma femme — enceinte de cinq mois — était restée seule avec les enfants, mais ils n'ont rien voulu savoir. Ils voulaient que j'enlève mes bagues, ma chaîne. Il n'y a que ça qui les intéressait. Alors, j'ai arraché ma chaîne. Le chef m'a fait une clef au cou, je suis tombé. Il m'a mis son pied sur la figure. Et ils ont commencé à me frapper le ventre avec le plat de la chaussure. Très fort. Je hurlais. Il m'a filé qu'ils me traînent jusqu'à la cellule. Et là, j'ai vu la mort avec mes yeux. Je pouvais ni m'asseoir ni me lever. Je les appelais au secours. Ils me regardaient par l'aillet, je les suppliais, et ils riaient. C'est l'un des clients interpellés qui, à force de donner des coups de pied dans la porte de la cellule voisine, finira, selon M. Lahiri, par décider les policiers à intervenir.

Bavure ? L'enquête judiciaire le déterminera. Tous lui font confiance : à Tourcoing, le commissaire principal Frascatti, qui « n'a pas de conviction » ; à Lille, le directeur départemental des polices urbaines, qui souligne tout de même que, dix jours avant son interpellation, M. Omar Lahiri avait déposé une plainte contre des jeunes du Pont-Rompu qui l'avaient frappé.

Ce ne sont pas des « ripoux »

Le directeur attend avec confiance le résultat de l'instruction, convaincu qu'il n'y avait pas lieu d'ouvrir une enquête administrative et souligne, d'autre part, que les Arabes « ont la particularité bien connue de souffrir de fragilités abdominales dues aux conditions de vie en Afrique... ». Confiant aussi, le maire de Tourcoing, M. Stéphane Derraux, qui s'est empressé, une fois l'affaire rendue publique par la presse, de souligner au Conseil de prévention de la délinquance qu'il maintiendrait sa confiance à la police tourcoingnaise tant que la justice ne se serait pas prononcée.

Certains sont moins rassurés : ce sont des travailleurs sociaux, des avocats, dont la plupart ont voulu garder l'anonymat et qui rappellent nombre d'affaires similaires. « Il

ne faut pas en rajouter. Les policiers de Tourcoing ne sont pas des « ripoux », dit M. Cochet. Mais le climat est malsain. Les policiers se comportent comme des intouchables. Ils ne craignent pas de sanction judiciaire. Et ils ont raison : ils ne sont jamais sanctionnés, comme si « rébellion à agent » et « violence policière » étaient synonymes. « Toutes les affaires dans lesquelles des jeunes ou des moins jeunes ont porté plainte contre des policiers dans la région ont abouti à des non-lieu. Les victimes, la plupart du temps des immigrés, vont rarement jusqu'au bout de leur démarche. »

Ainsi, dès que l'on évoque l'affaire de l'Escargot, d'autres histoires refont surface. C'est ce qu'un éducateur appelle les « pratiques infamantes » : perquisitions, coffres de voiture transformés en paniers à salade, aveux extorqués sous les coups (des jeunes avaient reconnu avoir attaqué une vieille dame : les véritables agresseurs ont été retrouvés plus tard). Tout le monde a encore en mémoire l'affaire de la rue des Fossés, en mars 1982, où, au cours d'une bagarre avec un policier dans une rue de Lille, un jeune homme se tuit avec son propre couteau de trois coups, dont un dans le dos... Là encore, le policier bénéficiait d'un non-lieu, la famille de la victime a fait appel. Le policier exerce toujours son métier dans la région et vient d'être l'objet d'une nouvelle plainte pour coups et blessures...

Commissariat de choc, celui de Tourcoing, comme le dit un éducateur ? Peut-être. Mais, comme l'explique l'adjoint au maire chargé des questions de sécurité, M. Michel Van Tichelen : « Les policiers y sont en nombre insuffisant : 1 pour 355 habitants, contre 1 pour 180 à Lille et Roubaix. » Il a « fallu » créer une police municipale l'année dernière, ils seront ainsi bientôt trente. Dont deux maîtres-chiens, à succéder les policiers de la sécurité publique. Le travail des policiers est lourd, difficile. Ils sont découragés, certains envisagent de demander leur mutation. Et nous avons toujours un poste de commissaire non pourvu, faute de candidat. Dans ces conditions, comment, en effet, reprocher à des policiers, selon le mot de M. Michel Van Tichelen, des arrestations « vides » ?

AGATHE LOGEART.



PESSIN

PESSIN

son état ne nécessitait pas une hospitalisation, puis ramené au commissariat, où il devait être dégrisé, en cellule.

Mais M. Lahiri s'est « rebellé », selon l'expression consacrée. Il a fallu plusieurs gardiens pour le maîtriser au moment de la fouille. Une bagarre a fait rouler par terre le cafetier et un brigadier-chef, devant témoins. Enfin, le recalculant a pu être enfermé. Deux heures plus tard, M. Lahiri était retrouvé, baignant dans des sus-

et blessures volontaires contre X... X... désignant bien entendu les policiers du commissariat de Tourcoing. Le 17, le parquet ouvre une information judiciaire, confiée à M<sup>me</sup> Christine Knecht, qui, à la fois, ordonne une expertise médicale et délivre, le 3 mai, une commission rogatoire à l'inspection générale de la police nationale (parallèlement ebergée d'une enquête administrative).

« Je n'étais pas ivre, affirme M. Lahiri. Les policiers s'en sont

S.O.S. ESPÈCES MENACÉES

Dix ans d'efforts pour une meilleure protection internationale

Le seul moyen d'éviter l'extinction complète des espèces les plus menacées est d'en interdire le commerce. Que le Yémen ou Singapour cessent d'importer la corne de rhinocéros, prétendent les écologistes (7000 F le kilo pour le rhino africain, 90000 F le kilo de corne de rhino d'Asie, très rare), et l'animal peut être sauvé. Que l'on continge le marché de l'ivoire à Hongkong, à Hambourg ou à Bruxelles, plaques tournantes de l'or blanc, et l'éléphant sera épargné, de même que l'hippopotame et le morse.

C'est la tâche depuis dix ans de la CITES, sigle anglais de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction, signée à Washington en 1973 et entrée en vigueur en 1975.

De son siège de Gland, près de Lausanne, la CITES dresse régulièrement la liste des espèces les plus menacées à travers le monde, et, tous les deux ans, elle réunit les délégués des parties signataires (quatre-vingt-sept pays en 1985) pour mettre à jour la réglementation du commerce des animaux en voie d'extinction. Elle vient de se réunir à Buenos Aires, où elle a notamment défini des quotas pour l'exportation de l'ivoire africain, des peaux de léopard, l'entrée en Europe des grenouilles d'Asie (non pas menacées, mais indispensables à l'équilibre écologique des rizières) et fixé des règles pour le commerce d'animaux dits d'éle-

vage, comme certains crocodiles et tortues marines. C'est ainsi que la France s'est vu interdire l'exportation de la tortue verte de l'Inde (le Monde du 8 mai), de même que le Suriname et le Royaume-Uni (Ne de Grand-Cayman).

La part du lion

Pour l'ivoire, treize pays africains parmi les plus gros « producteurs » ont accepté à Buenos Aires de continger leurs exportations, grâce notamment à un marquage des « pointes » mises sur le marché. Selon un expert de l'Union internationale de conservation de la nature (IUCN), ce seraient environ 1000 tonnes d'ivoire qui sortiraient d'Afrique chaque année, correspondant à quelque 70000 éléphants tués (sur un cheptel total d'un million et demi). Selon d'autres, la quantité de défenses en circulation n'excéderait pas 500 tonnes, ce qui représente tout de même une somme d'au moins 400 millions de francs.

Un pas important a été fait dans la protection de l'éléphant avec la signature de la convention de Washington par la Belgique, en 1984. Selon le WWF (World Wildlife Fund, ou Fonds mondial pour la protection de la nature, également établi à Gland), la compagnie aérienne belge Sabena a transporté entre 300 et 500 tonnes d'ivoire à Bruxelles pendant la dernière décennie ! Le

Conseil de l'Europe estime que, en cinq ans, la Belgique a importé pour 500 millions de francs belges de peaux de léopard et pour 750 millions d'animaux vivants, comme le chimpanzé (85 000 FB) ou le perroquet (65 000 FB).

La Belgique d'avant 1984 n'a pas le monopole du trafic en Europe. L'Allemagne fédérale, grâce notamment au port franc de Hambourg, est aussi un centre d'accueil privilégié des dépouilles exotiques. Une évaluation de 1982 chiffrait à 137 000 le nombre de peaux de félins tachetés (panthère et léopard) entrées en Europe par le grand port allemand, sans compter les peaux de

pibique et autres fourrures qui alimentent le marché légal.

Même la France, à cause de la Guyane, n'est pas à l'abri de tout reproche. Ce département sert, en effet, aux contrebandiers de peaux de reptiles et d'oiseaux tropicaux, comme aux innocents marchands de papillons. A cet égard, ce sont deux autres pays riverains du Brésil qui se taillent la part du lion : la Bolivie et le Paraguay.

Ces pays, très laxistes en matière de protection des espèces, servent à écrouler les trésors brésiliens (peaux de jaguar et de « jecaré » — un alligator local, —

perroquets, singes, etc.). A Buenos Aires, le Paraguay a promis de faire un effort pour réprimer la contrebande. La Bolivie, menacée de sanctions, a annoncé qu'elle suspendait ses exportations d'animaux pendant trois mois ; après quoi, elle les reprendra en douceur, selon des quotas réduits de moitié par rapport aux cinq dernières années.

Les travaux de la CITES reposent pour l'essentiel sur les observations recueillies à Gland par l'IUCN (le WWF est son collecteur de fonds). Il est publié régulièrement un petit Livre rouge où sont énumérées les espèces menacées ou en voie de disparition (animaux et plantes).

Sur la liste rouge

Le bestiaire — ou l'herbier — ainsi constitué est extraordinairement riche de diversité, inversement proportionnelle au nombre des espèces. On y trouve aussi bien un pschyderme de plusieurs tonnes comme le rhinocéros blanc du Nord — dont il ne restait plus que dix exemplaires dans le parc national de la Garamba, au Zaïre — que « le plus petit mammifère de la terre », une chauve-souris de 2 grammes découverte en 1974 dans une grotte de Thaïlande (Craseomys thonglongyai).

Figurent aussi sur la liste rouge le rhinocéros de Sumatra, le singe-araignée laineux (quelques centaines dans ce qu'il reste de forêt côtière, au Brésil), le kourou (un bovidé sauvage du Sud-

Est asiatique), le phoque moine de Méditerranée.

Parmi les plantes en suris, en note la violette du Can, très répandue chez les fleuristes mais pratiquement éteinte dans son milieu d'origine (les forêts de montagne de Tanzanie) ; l'archidee de l'Inde, elle aussi répandue sur le marché, mais, semble-t-il, disparue depuis 1972 à l'état sauvage ; le cyprès d'Algerie d'Algérie, décimé pour son bois ; et la plus grande fleur du monde (1 mètre d'envergure), une plante parasite des forêts de Sumatra (Rafflesia arnoldii).

Risquent de figurer bientôt sur la liste rouge des « animaux records » comme le crabe des cocotiers (5 kilos), l'abeille de Wallace (4 cm) en Indonésie ; le perce-oreille de Sainte-Hélène (8 cm), et le ve de terre de Gippeland (Australie), qui peut atteindre 4 mètres de long !

Grâce aux efforts internationaux de sauvegarde, certaines espèces, aujourd'hui, semblent tirées d'affaire. C'est le cas du bison d'Europe, comme d'Amérique, du tigre indien, de l'ours blanc, de l'ourse à fourrure, de la vigogne des Andes, de l'oryx d'Arabie, du pécari des Bernades, du merle noir de Nouvelle-Zélande ou de la grue blanche d'Amérique. En France même, un animal rarissime a été sauvé, le desman, une sorte de musaraigne d'eau qui vit dans les lacs pyrénéens. En dehors de l'Hexagone, on ne la trouve plus que sur le versant espagnol des Pyrénées, et dans l'Oural russe.

ROGER CANS.

«Croco» nucléaire

L'eau chaude des centrales nucléaires est décidément bonne fille. Elle permet déjà d'élever des anguilles en un temps record et transforme des terres marécageuses en terres tropicales où la jacinthe d'eau pousse à vue d'œil. C'est ce qui a donné une idée au comité local pour l'emploi de Bollène (Vaucluse) : pourquoi ne pas utiliser cette eau chaude pour élever des crocodiles ?

Il se trouve que les tanneries d'Annonay (Ardèche) et l'industrie de la chaussure de Romans (Drôme), qui éprouvent des difficultés économiques, doivent importer ce genre de peau au prix

fort. Il se trouve aussi que la centrale nucléaire du Tricastin (Drôme) a des thermies à revendre.

La SAFER locale a donc conçu un plan audacieux : moyennant un investissement d'environ 150 millions de francs, des bassins d'élevage seront construits sur un terrain de 37 hectares. On importera ensuite des petits crocodiles d'Afrique du Sud et de Guyane — entre 5 000 et 10 000 têtes — qui, dans les eaux chaudes de la centrale, ne manqueront pas de prospérer. A deux pas des tanneries et des fabricants d'articles en « croco »,



# Société

## EN VISITE A YPRES, LA VILLE MARTYRE

### Jean-Paul II : « Plus jamais la guerre ! »

Le pape, qui poursuit son voyage en Belgique, a été, ce samedi 18 mai, ses soixante-cinq ans en allant se recueillir devant la statue de la vierge de Beauriving, près de Namur, l'un des deux lieux de pèlerinage en Belgique. Cette vierge, qui est la cible privilégiée de la contestation antipapale, a été endommagée à plusieurs reprises : on l'a amputée des deux mains, avant de lui casser un bras. Restaurée et replacée sur son piédestal, elle a été souillée par des inconnus qui ont déversé sur elle un seau d'huile de vidange.

Samedi en fin d'après-midi, Jean-Paul II devait se rendre à Namur pour participer à une fête des jeunes et lancer à cette occasion un message destiné à la jeunesse de Wallonie et de Bruxelles.

De notre envoyé spécial

Ypres. — La première journée passée en Belgique par Jean-Paul II, vendredi 17 mai après son arrivée à Bruxelles la veille au soir, était consacrée à la Flandre, pays à cheval sur la frontière franco-belge, région de collines et d'étangs avec une population de souche catholique, même si, comme toute l'Europe occidentale, elle est gagnée depuis les années 60 par une vague de sécularisation. Anvers, Ypres, Gand le même jour : trois villes historiques trop riches pour livrer leurs secrets au pape en si peu de temps.

Le matin, à Anvers, c'était la rencontre avec les laïques dans la cathédrale Notre-Dame. L'engagement de ses derniers ne date pas d'hier en Belgique. L'action catholique y est née avec la création en 1925, par Joseph Cardijn, de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), ce qui explique sans doute le sérieux du discours prononcé devant Jean-Paul II par M. Aurélien Thijs, président du conseil pastoral interdiocésain d'Anvers, au nom des deux mille laïques présents dans la cathédrale.

Rappelant le caractère très structuré de l'Eglise en Flandre, M. Thijs a demandé au pape d'accorder « une plus grande confiance et une plus large responsabilité » aux jeunes ainsi qu'aux femmes. « Nous craignons que le mouvement d'émancipation de la femme ne se retourne contre l'Eglise si on ne cherche pas consciemment à laisser jouer aux femmes un rôle équivalent à celui des hommes au sein de l'Eglise, même au niveau institutionnel », a-t-il déclaré. Nous vous demandons respectueusement, mais instamment, de laisser poursuivre l'étude de ce problème », ainsi que, « l'étude du dossier traitant du mariage des prêtres ».

Dans sa réponse, Jean-Paul II a encouragé la collaboration des laïques dans la vie paroissiale, sous forme d'une véritable coresponsabilité avec les prêtres. Quant aux femmes et à leur « apport indispensable à l'Eglise », le pape a dit : « On comprend que des femmes souffrent de certaines formes de paternalisme et de discrimination. La communauté chrétienne doit valoriser la contribution et la responsabilité des femmes et leur en être reconnaissante ».

Accablé d'applaudissements, Jean-Paul II, qui a reconnu que « l'apport enrichissant de la femme » doit se faire « non seulement dans la famille — où son rôle demeure primordial pour l'époux et pour les enfants — mais dans tous les domaines de la vie », dans la spiritualité, dans la réflexion théologique.

#### CONSULTATION SUR LA PROCRÉATION ARTIFICIELLE

Les techniques de procréation artificielle vont faire l'objet d'une consultation générale à laquelle participeront des chercheurs, des spécialistes, des représentants des « courants de pensée » et des « composantes de la société ». Décidée par le gouvernement, cette consultation fait suite au colloque « Procréation, génétique et droit » qui s'est tenu en janvier à Paris. Elle sera organisée par le secrétaire général du Comité national d'éthique et sera animée par cinq personnalités : M<sup>me</sup> Catherine Labrousse, professeur de droit ; Marie-Odile Aïnot, médecin-biologiste ; Anne-Marie de Villard, écrivain journaliste ; Jacqueline Mendelbaum, médecin-biologiste et M. Jean-Pierre Rosenzweig, magistrat, directeur de l'Institut de l'enfance et de la famille.

Elle aura pour objet de recueillir les avis et les réflexions sur les nouvelles techniques de procréation artificielle, le statut de l'embryon humain. Les résultats devront être connus avant le 15 octobre.

que, dans la vie communautaire, dans la vie missionnaire...

Cette journée s'est terminée par une grande messe célébrée devant ceot quatre-vingt mille personnes, en plein air sur l'aéroport de Gand, grand centre industriel, second port belge et centre spirituel de la Flandre. Mais le cloch de cette journée flamande, et le plus éloquent, était la cérémonie de la paix à Ypres, en fin de matinée. Ville martyre de la première guerre mondiale — complètement détruite, puis reconstruite pendant plus de quarante ans — Ypres, entourée de quelque cent cinquante cimetières militaires, est devenue un symbole de la paix.

Pour marquer l'arrivée du pape, on a lâché une colombe de la paix et des milliers de pigeons. D'abord une brève cérémonie à la porte de Menin, en hommage aux morts de la grande guerre, à la musique austère du Last post (sonnerie du soir à la trompette de l'armée britannique pour signaler le couvre-feu). Ensuite Jean-Paul II se rend en « papamobile » sur la place. Vingt mille personnes l'y attendent sur cette place majestueuse. Une des

plus grandes du pays, elle couvre 1 hectare, encadrée par son robuste beffroi, sa haie aux drapeaux de style néogothique flamand et sa cathédrale Saint-Martin. La ville de l'évêque Janssens respire toujours une respectabilité bourgeoise. Et la cérémonie bâtie sur le thème de la paix sera célébrée par les jeunes avec une précision d'horloge.

#### « Pèlerin de la paix »

C'est la fête populaire, et la Hollande est oubliée : drapeaux pontificaux, fanions, le lion de Flandre noir sur fond jaune et... les marchands de l'rites. Des gens aux lanternes et aux balcons, des écoles rassemblées derrière leurs bannières, des religieux tout émus sortent exceptionnellement de leur couvent, des jeunes vautre par terre un transitoire à la main... Parmi les évêques étrangers invités, on reconnaît le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, et Mgr Vilnet, évêque de Lille.

Après des danses symboliques — un jeu de drapeaux par un groupe de Bruges et un mime sur l'angoisse par des étudiants — le président de la

Fédération des mouvements de jeunesse lit une lettre dans laquelle les jeunes écrivent : « Nous promettons de ne jamais faire de l'approvisionnement la paix entre les peuples. C'est notre ferme décision, et nous en informerons les responsables politiques et économiques de notre pays ».

D'autres messages sont lus, en provenance d'Hiroshima et de Dublin, puis un ancre de M. Esquivel, Argentin et prix Nobel de la paix, et du cardinal Tomasek, archevêque de Prague.

Des prières pour la paix, des lectures de la Bible, tel le passage d'Isaïe prédisant le jour « où les peuples de leurs épées forgeront des socs et de leurs lances des faucilles ». Enfin, Jean-Paul II propose son propre message de la paix : « En cette région, une région parmi tant d'autres où la guerre a creusé pour des siècles des profondeurs sillons, je viens en pèlerin de la paix. En cette terre de cimetières monte silencieusement, dans notre cœur, cette prière : donne-nous la paix. Seigneur ! Plus jamais la guerre ! Nooit meer oorlog ! War never again ! ».

ALAIN WOODROW.

## POUR SAUVER SA CLASSE DE DÉCOUVERTE

### Un instituteur de l'Oise invente les assignats scolaires

Depuis plusieurs mois, de graves querelles intestines entravaient le bon fonctionnement du conseil municipal d'Allouane (Oise). Le groupe d'opposition alla jusqu'à demander la démission du maire, M. Barvin, qu'il jugeait incompétent. Injures, invectives diverses... Résultat : le budget communal ne fut pas voté et, en conséquence, les dix-neuf élèves de la classe de Villiers-sur-Thère (un des trois hameaux qui constituent Allouane) risquaient d'être privés de classe de découverte.

M. Jean-François Martel, instituteur dans le hameau, en décida autrement. Il consacra 10 000 francs pour faire fonctionner la classe de découverte. Empruntés-les, se dit-il, en notant que la « classe de découverte » avait lieu dans les communes depuis quatre ans et faisait l'unanimité. Il contacta donc l'Office central de la coopérative de l'Oise et mit en place un plan financier qui repose sur un « fonds spécial classe de découverte » : les 10 000 F seront

réunis sous forme de dons et de prêts.

Les prêts seront sollicités auprès des conseillers municipaux, qui, après s'être disputés, ont accepté de se transformer en générateurs de fonds. Ces prêts seront remboursés fin 1985, après le versement d'une subvention communale quand les discussions auront pris fin.

D'autre part, des bons de soutien de 50 F, souscrits par des parents, des enseignants et d'anciens élèves, alimenteront le coût de fonctionnement de la classe de découverte. L'instituteur vient ainsi de créer les assignats scolaires.

L'inspection académique de l'Oise a aussi donné le feu vert. Lundi 13 mai, on fête le lancement de la campagne autour d'un ancien fin d'été. Les enfants du hameau de Villiers-sur-Thère pourront aller en classe de découverte, dans les Vosges, grâce à des fonds privés.

PHILIPPE LAROCHE.

## EN BREF

### Les trois principaux responsables d'une association humanitaire incarcérés pour escroquerie

Trois des principaux responsables d'une association chargée de recueillir des dons destinés à des œuvres humanitaires ont été incarcérés, vendredi 17 mai, par M. Christian Pons, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, sous l'inculpation d'escroquerie.

L'association Cadéau, qui utilise une quarantaine de démarcheurs, recueillait des fonds pour diverses campagnes, telles que la lutte contre la leucémie ou l'enfance polyhandicapée, en prélevant une commission. Mais depuis sa création, au mois de janvier dernier, elle avait collecté 2 350 000 francs, et 260 000 francs seulement avaient été reversés aux œuvres. Les animateurs de l'association, M. Robert Vu Van, trente-neuf ans, M<sup>me</sup> Nadia et Régis Kouchy, ont été écroués, alors que le comptable et une secrétaire, également inculpées, ont été laissées en liberté sous contrôle judiciaire.

JEAN-MARC THÉOLLEVER.

### A Paris : le directeur d'une banque espagnole est écroué pour abus de confiance

M. André Cervantes, cinquante ans, directeur d'une agence parisienne du Banco Exterior SA, France, a été écroué, vendredi 17 mai, par M. Etienne Guillebaud, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, sous l'inculpation d'abus de confiance.

Directeur, depuis 1977, de l'agence du 72 rue de la Pompe (16<sup>e</sup>), M. Cervantes est accusé d'avoir détourné des fonds pour un montant provisoirement évalué à plus de 10 millions de francs, destinés, semble-t-il, à alimenter sa passion du jeu. Convoqué le 25 avril dernier par l'inspection générale de la banque, afin de fournir des explications sur plusieurs anomalies comptables, il avait rejoint précipitamment l'Espagne.

Pourtant, le 15 mai, il est rentré en France en manifestant son intention de se constituer prisonnier, et c'est à sa destitue d'avion à Orly qu'il a été interpellé par la brigade financière. M. Cervantes était employé depuis vingt ans par l'établissement bancaire espagnol.

## Tuerie d'Auriol : les condamnations

(Suite de la première page)

Il est condamné seulement pour complicité dans l'assassinat du seul Jacques Massie. Il a été admis que son dessin, ses ordres se limitaient à la réalisation de ce crime et qu'il n'avait, ainsi, pas voulu ni même imaginé que ceux auxquels il confia cette « mission » allaient être conduits, avant de l'accomplir, à massacrer les cinq membres de la famille Massie, dont un enfant de huit ans, Maria, qui n'est pas moins frappée de la peine maximale comme si, à défaut d'une responsabilité pénale dans la tuerie, il en portait, malgré tout, la responsabilité morale. Sans sa volonté d'éliminer Jacques Massie, il n'y aurait, en effet, jamais eu de tuerie d'Auriol.

#### Les rôles les plus affreux

Que la peine perpétuelle frappe Lionel Collard et Ange Poletti est dans l'ordre des choses. L'un et l'autre furent à la bastide d'Auriol et y jouèrent les rôles les plus affreux. Le premier, en ordonnant le massacre des otages, en égarant certaines victimes, le second, en portant au petit Alexandre ces coups de tisonnier qui lui fracassèrent le crâne, se trouvaient assurément les plus complices. De plus, ce sont l'un et l'autre qui furent au domicile de Maria le matin du 18 juillet 1981 avant de partir pour Auriol et ce sont l'un et l'autre qui devaient y revenir le 19 après la nuit tragique. Leur sort était ainsi lié de bout en bout. Leur comportement en faisait les deux lieutenants immédiats de Jean-Joseph Maria. Cet ensemble d'évidences conduisait naturellement à leur refuser toutes circonstances atténuantes.

L'avocat général les avait aussi refusés à Jean-Bruno Finocchietti comme à Didier Campana, qui, pourtant, les ont, l'un et l'autre, obtenus. Pour Didier Campana, après la plaidoirie de M<sup>me</sup> Eliane Keramidas, ce n'est pas à vrai dire une surprise. Les débats, en dépit de l'acharnement mis contre lui par Lionel Collard relayé par ses avocats, ne permettaient pas de placer ce postier sur le même plan que les autres membres du commando. S'il ne fut certes pas inactif, il ne fut pas tueur. Il livra aussi au cours de l'instruction des aveux et des déclarations qui permirent des recherches et révélèrent un certain nombre de réalités.

En revanche, Jean-Bruno Finocchietti paraissait moins bien loti. D'abord parce que, après Poletti, c'est lui qui concourut à la mort de l'enfant en l'achevant de cinq coups de poignard. Il est vrai que ce geste le soulevait qu'il en garde l'ont anéanti. Les psychiatres, les psychologues, avaient parlé de la sincérité de son remords, de l'acceptation totale de son destin et de son expiation, et même fait

comprendre qu'ils redoutaient de sa part un geste de désespoir irrémédiable. Lui-même, par son attitude, inspirait une certaine pitié. Il n'avait pas voulu non plus désigner nommément Maria et Collard autrement que par des lettres de l'alphabet, Z et A. Mais voilà qu'au moment des ultimes déclarations, vendredi 17 mai, il devait finalement lever un coin du voile.

On avait plaidé pour Maria, puis pour Collard. Leurs avocats, pour les défendre, avaient chargé les « postiers » sans nuance. Finocchietti alors se leva et dit ceci : « Si j'avais été seul, je ne serais jamais venu devant vous [allusion ici à l'éventualité d'un suicide], mais j'ai une femme et deux gosses. Après ces quatre semaines de procès et surtout après les dernières plaidoiries, j'ai un goût d'amertume. En allant à Auriol, je croyais sincèrement défendre mon pays. J'ai été dupé. Rien ne peut justifier Auriol. Et je vois que mes chefs se défilent. Ils sont incapables d'assumer leurs responsabilités. Ça fait quatre ans que je les couvre avec des A et des Z. J'ai honte pour eux. »

#### « A, c'est Collard ! »

Il marqua un silence, puis ajouta, de la même voix basse et monocorde : « Eh bien ! celui que j'appellais A, ou la quatrième personne, c'est Collard. J'ai du mal à le dire. On nous traite comme des malpropres, mais Auriol n'avait rien de crapuleux. Nous avions à récupérer des documents, pas à faire cette boucherie. Je ne réclame pour moi aucune clémence. »

Tels furent donc ses derniers propos. Finocchietti, en trente secondes, anéantissait la défense de Lionel Collard pour lequel avaient fait tout ce qui était possible M<sup>me</sup> Marc Greco et Alain Furbury. Certes, il n'avait pas nommé Maria. Mais il avait bien dit : « Mes chefs se défilent », un pluriel qui en disait long.

Dès lors, la cour et le jury, si tant est qu'ils aient eu besoin de ce propos du dernier instant, se trouvaient confortés, et Finocchietti, en se « libérant », ne pouvait qu'ajouter à son personnage en quête de repêchage et de sincérité. Etrange et singulier spectacle pourtant...

Quant à Jean-François Massoni, il est le moins frappé, comme le voulait la logique.

Tel est donc l'aboutissement de quatre semaines de débats et de six heures de délibérations. Politique par certains de ses aspects, le procès s'achève par un arrêt plus près du droit commun que de la politique. Mais le SAC marseillais, qu'il a permis de révéler, ne méritait-il pas précisément la politique et le droit commun ? Sans la tuerie d'Auriol par laquelle il a sombré corps et biens, aurait-on jamais pu avoir une pareille illustration de ses mœurs,

de sa médiocrité, mais aussi de sa dangerosité, n'en déplaise à M. Debizet, dont on n'oublie jamais qu'il refusa à ceux qui furent naguère ses auxiliaires le moindre regard. Sans doute s'est-on amusé, à l'occasion de la publicité de certains de ses membres accablés ou témoins, de leur mythomanie, de leurs fantasmes. Mais, au-delà de ces illustrations d'une épilomnie sans bornes dont Jacques Massie lui-même était un adepte exceptionnel, il y avait bel et bien la concrétisation de singuliers projets, d'entreprises tout à fait réelles, allant jusqu'à la préparation d'attentats attribués ensuite à tel ou tel groupe mystérieux. Il y avait bien, étroitement et dangereusement mêlés, des affaires et des repris de justice, des idéologues et des fanatiques. La tuerie d'Auriol, en les révélant tous, en même temps qu'elle les affolait, restera leur tunique de Nessus.

JEAN-MARC THÉOLLEVER.

## PARIS EN VISITES

### LUNDI 20 MAI

« Cent tombeaux de musiciens célèbres à Montmartre », 14 h 45, 16, avenue Rachel (Vincent de Langlade).  
« L'hôtel de Lassay », 15 h 30, 2, place Palais-Bourbon.  
« Dans les ateliers d'un tourneur d'ébène », 15 heures, guichet métro Arts-et-Métiers (Marion Raguenau).  
« La Bourse en activité », 11 h 15, métro Bourse (Michèle Polyer).  
« La Castiglione et Napoléon III », 15 heures, métro Opéra, devant Lancelotti (C. A. Messer).  
« Clés d'art et jardins de Montmartre », 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (G. Bouteau).  
« L'opéra de Paris », 14 heures, hall d'entrée.  
« Le cœur de Paris », 15 heures, 10, rue Saint-Martin (Paris autotour).  
« Quand Paris s'appelait Lutèce : sites souterrains des thermes interdits au public », 15 heures, entrée musée, place Paul-Painlevé.  
« Exposition musée imaginaire des arts de l'Océanie », 15 heures, 293, avenue Daumesnil.

« Les passages autour du Palais-Royal », 12 heures, 2, place Palais-Royal.  
« Passages de Notre-Dame-des-Victoires à la rue Chateaubert », 15 heures, devant l'Eglise Notre-Dame-des-Victoires.  
« L'école des Beaux-Arts », 15 heures, 17, quai Malaquais.  
« Saint-Etienne-du-Mont et la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, entrée église.  
« Les plus belles galeries et passages couverts », 14 h 30, 6, rue Vivienne.  
« L'hôtel de Lauzun », 14 h 30, métro Pont-Marie (L. Haullier).  
« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul.  
« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lozay.

### MARDI 21 MAI

« Histoire, architecture et flore du parc des Buttes-Chaumont », 14 h 45, sortie métro Buttes (Vincent de Langlade).  
« Les médailles du tapis », 15 heures, sortie RER, autobus 161 et descendre arrêt Diéppe.  
« Souvenirs révolutionnaires de la rue Saint-Honoré », 15 heures, 410, rue Saint-Honoré, angle rue Richelieu.

« Le palais de justice en activité », 15 heures, 4, boulevard du Palais.  
« Les jours polaires », 14 h 15, guichet métro Porte-de-Vanves.  
« Les salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 20, devant la poste, place Hôtel-de-Ville (A. Fournier).  
« Hôtels, églises et ruelles du vieux Paris », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.  
« Ile de la Cité », Notre-Dame et Saint-Julien-le-Pauvre, 14 h 30, métro Cité.  
Du Moyen Age à nos jours : l'église Saint-Eustache, 15 heures, façade principale de l'église.  
« L'Opéra », 13 h 15, dans le vestibule.  
« Le café Procope et son quartier », 14 h 30, 13, rue de l'Ancienne-Comédie.

## CONFÉRENCES

### LUNDI 20 MAI

26, rue Bergère, 20 heures, « La voix libérée », d'Ivan Barthélémy. Présentation du livre par l'auteur. Académie des sciences morales et politiques. « L'ONU », 14 h 45 (S.E. M. Roger Seydoux, ambassadeur de France).  
15, passage Lathuille, 20 h 30, « L'expérience visuelle », avec Michel de Certeau, directeur de l'Ecole des hautes études (sciences sociales) et professeur associé à l'Université de Californie (Association Conférences, tél. (1) 387-67-38 ou 387-66-98).

### MARDI 21 MAI

35, rue de Sévres, 19 heures, groupe Parole poétique (Agorà) : 20 h 30, rencontre avec Frédéric Lebey, projection de son film Le Sacre de la naissance et discussion. Places limitées, prendre son billet à l'avance (Agorà, 35, rue de Sévres).  
17, avenue d'Iéna, 18 h 30, « Trois illustres inconnus : Bach, Hasenclöhner, Schütz ».  
78, boulevard Raspail, 16 heures, « La civilisation gothique en France » (P. Soufflet).  
26, rue Bergère, 20 heures, « Chant du cœur : A l'instinct ou le cœur d'œuvre, le manifeste » (R. Faviot).  
Mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement, 4, place du Louvre, 17 h 30, « Comment une province irréductible devient bonapartiste : Napoléon III et la Bretagne » (comité A. du Couffé).

« Les manufactures des Gobelins, de la Savonnerie et de Beauvais », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.  
« L'exposition Tissot », 15 heures, entrée Petit-Palais.  
« La place Dauphine, le pont Neuf », 15 heures, 2, rue du Pont-Neuf (Paris autotour).  
« Le vieux village de Charonne », 15 heures, métro Porte-Bonaparte, sortie boulevard Morice (G. Bouteau).  
« La maison de Victor Hugo », 15 h 30, 6, place des Vosges (P.-V. Jactet).  
« Le Marais : les intérieurs, peintures, plafonds, œuvres d'art », 15 heures, métro Bastille, sortie rue Saint-Antoine (C. A. Messer).  
« Du canal Saint-Martin à l'hôpital Saint-Louis », 15 heures, métro Jacques-Bonnet (Marion Raguenau).

1, rue Descartes, 18 h 30, « L'obscur question des Lumière », débat public ouvert par Dominique Lecourt (Collège international de philosophie, tél. (1) 634-37-78 ou 634-36-91).  
68, rue de la Folie-Méricourt, 20 h 30, « Ette juri et prodire des usages », deuxième partie. Table ronde : existe-t-il un cinéma pur ? Projection du film Karlievitch, bourgeois de nos jours, débat, avec Roland Blom, Robert Bober, Richard Dembo (la Diagonale du fou), Jacques Gerschlager, Lily Schorr, Charlotte Silvana (Loulou l'insoumise) et, sous réserve, Elie Chouraqui et Roger Hanin.

Que choisir pour bien dormir ?

UNE BONNE LITERIE

**TRÉCA**

EXPOSITION ET VENTE

**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République  
75111 PARIS - 13<sup>e</sup> arrondissement  
Téléphone : 377.48.85

Livraison GRATUITE  
tous les jours



**L**a rébellion n'est pas venue du côté où on l'attendait. Godard a été sage, sérieux, finalement bien intégré au Festival. S'il n'y avait eu l'épisode de la tarte à la crème, sa présence à Cannes se serait approchée du profil-type, de Paul Schrader à Youssef Chahine, du grand cinéaste en compétition. Courtoisie obligée, compréhension pour des interviews sans intérêt, gravité un peu souffrante de ceux qui ont mis tellement d'énergie dans l'entreprise... Peu d'humour dans tout cela, peu de distance avec l'œuvre présentée. Les metteurs en scène à Cannes donnent toujours l'impression de jouer leur vie à la roulette russe d'un palmarès.

Heureusement qu'est arrivé Claude Chabrol, sinon le rôle du trouble-fête, de l'enfant terrible, échappait à la nouvelle vague. Sinon le Festival s'achevait comme il avait commencé, un peu dans l'arnum des convenances, sans les dérapages surprises, en tout cas, du moindre iconoclaste.

Très en vogue Chabrol, rajouté, dynamisé à la fois par ses retrouvailles récentes avec le renommée et par l'alignement des puristes devant la sélection de son film *Poulet au vinaigre* déjà sorti dans les salles (*Le Monde* du 11 avril). Alors, il montre une grogne de chauffeur de taxi bloqué dans les embouteillages de la Croisette. La stupeur effondrée de celui qui fait semblant de ne voir l'événement que par le plus petit bout de la lorgnette. « Il faudrait demander aux gens — explique-t-il en regardant l'agitation d'un hall d'hôtel — s'ils s'amusent vraiment les plus qu'ils s'ennuient. » Pas un instant impressionné, Chabrol. Ce qu'il retrouve à Cannes, c'est d'abord une ancienne rancune pour un film sélectionné en 1958 mais éjecté de la compétition par un ministre de la culture intégriste. Heureusement qu'en 1978 Isabelle Huppert eut le prix d'interprétation avec *Violette Nozières*. Dans le cas contraire, Chabrol faisait manger sept ans plus tard son drapeau à palmes au Festival.

Bien sûr, cette fureur est feinte. Elle cache un cœur gros comme le fourneau de sa pipe. Chabrol s'est fait détracteur

## Le Chabrol aux navets



teur par pudeur pour étouffer le bonheur de cette reconnaissance-là. Il vous regarde dans les yeux en lâchant ses vacheries et, pour se faire aimer sur la Croisette, emprunte les chemins les plus détournés. Pour dire qu'il apprécie comme tout le monde les égards dus à son orgueil, il a une façon de hurler avec les loups, d'être en face soi-même de ses détracteurs et d'en rajouter dans la veulerie. Ainsi, au cas où on l'oublierait, il rabaisse lui-même son arrivée à Cannes à un intérêt d'espion. « La sélection de Poulet au vinaigre, confie-t-il, va permettre au film de se vendre plus vite et plus cher. »

Vaut-on déduire de sa filmographie qu'il n'a pas toujours tourné que des chefs-d'œuvre ? Il est le premier à le reconnaître, prompt à tirer sur le maître et avec les mots les plus mordants. Le dossier de presse de son film est, à coup sûr, le plus autocritique du Festival. Il n'a que le mot « navet » à la bouche, au moins pour le tiers de son œuvre. Pour les *Magiciens* (1975), il s'accorde le crédit de « douze plans géniaux que personne n'a remarqués ». Pour le reste...

Chabrol ou la philosophie de la misère. La vaillance des médiocres, c'est-à-dire de ceux qui savent qu'on réussit une fois sur deux et que le vrai talent c'est la lucidité de voir la mise en scène comme une bataille jamais gagnée avec le moyen.

Après deux semaines de Festival, il est clair que les films cette année n'auront pas soulevé les passions. Mais tout le système cannois, à commencer par les prestations publiques des cinéastes, aura tenté de sauver des apparences plutôt fragiles, à nous faire croire que le cinéma, au moins par son discours oral et ses images publicitaires, restait bien en étroite relation avec l'absolu. Chabrol, le moraliste des petits contes, a servi Cannes vendredi comme pèlerine, en réduisant l'ambition du propos, le sien, donc, celui des autres, à de plus justes proportions.

PHILIPPE BOGGIO.

# Cannes, trente-huitième

## Sections parallèles

*Mystère d'Alexina*, de René Féret, s'inspire des *Mémoires d'un hermaphrodite français* du dix-neuvième siècle, que Michel Foucault a retrouvés.

Alexina Barbin existe. En fait, il n'était pas hermaphrodite, il n'était pas une erreur de la nature, il était victime d'une erreur d'état civil. C'est en tout cas ainsi que René Féret le présente. Il fait jouer le personnage par un acteur, Vuillemin — son prénom n'est pas indiqué. Au prochain Festival d'Avignon, c'est une actrice, Dominique Valladié qui, reprenant la même histoire, assumera l'ambivalence, et elle sera forcément plus marquée. Le film s'attache surtout à démontrer comment le puritanisme, comment la peur du corps plus encore que de la sexualité, est un instrument de contrainte sociale et amène à des conduites aberrantes.

Élevé(e) au couvent, Alexina ne s'est jamais en compte de sa différence, parce qu'il n'a jamais vu un corps féminin. Il se revendique

homme le jour où il devient amoureux d'une fille. Et quand le médecin qui l'examine, s'étonne de ce que la mère ait pu se tromper à la naissance, celle-ci répond : « On ne regarde pas ces choses-là ».

A force de gommer l'ambiguïté d'Alexina, de faire porter toute la responsabilité de ses malheurs aux autres, à l'éducation, à la morale du temps, René Féret, à son tour, se cache les yeux, dévie le problème. On voit bien qu'il a voulu éviter le comique grivois — mais il n'a pas pu éviter certaines situations vaudevillesques. Il vise « l'objectivité » et prend ses distances, demande aux acteurs un jeu distancié qui les désincarne. A coups d'images soignées, de scènes bien agencées qui expliquent bien tout, il montre l'embarras des gens face à un cas qui ne correspond pas à leurs normes, dépeint leur incompréhension et que lui-même, au sommaire, n'a pas osé traiter.

C'est également d'une histoire vraie que s'inspire le film de Mike

## Atmosphère

Newell, *Dance with a stranger*, présenté à la Quinzaine des réalisateurs. Dans l'Angleterre des années 50, l'histoire de Ruth Ellis, condamnée à la peine capitale pour le meurtre de son amant, et pendue. Son amant faisait partie de la gentry fauchée — ce qui n'exclut pas les privilèges de classe. Elle n'était qu'une fille plâtrée qui se débrouillait pour vivre et faire vivre son petit garçon.

Le procès a duré un jour et demi, la fille était condamnée d'avance. Le film s'arrête au meurtre et raconte dans son impitoyable chronologie la passion de Ruth Ellis. Hôteesse d'un club pas vraiment convenable, elle est éblouie par l'adolescent prolongé aux yeux de biche qui la poursuit, s'impose, se montre jaloux, possessif, infidèle bien entendu et d'un egoïsme irresponsable d'enfant gâté. Il faut pour sa vulgarité, elle l'aime parce qu'il est lui, se sent indigne de lui — la servante amoureuse du maître. On n'est plus au dix-huitième siècle

et elle se révolte. Mais, profondément, dans les mentalités les rapports de force n'ont pas vraiment changé. Sa révolte ne peut aboutir qu'au meurtre, ou au suicide — suicide par cour de justice interrompue.

Mike Newell conduit son film de façon la plus classique : un récit romanesque, interprété par des acteurs qui savent faire vivre leurs personnages, comme s'ils se plaignaient dans le magma de désirs, de fureurs, d'angoisses, d'inconscience, sans rien expliquer, sans prendre parti, avec une subtilité, une sorte de détachement qui n'est pas la « distance » appuyée de René Féret, qui est une forme particulièrement cruelle de retenue qui est tout simplement britannique.

Avec *Visage de chien*, de Jack Gasiorowski, à Perspectives du cinéma français, on quitte le réalisme pour le film d'atmosphère. Pourtant, c'est un peu la version des années 80 du *Volteur de bicyclette*. Hughes Quester, séparé de sa femme (Anne Alvaro) emmène son gamin se promener avec lui. C'est un paumé, sans travail, complètement décentré, vaguement dealer, et recherché par ses fournisseurs parce qu'il leur doit douze mille francs. Jack Gasiorowski poétise le décor. Les pans de murs lépreux, le ciel gris, les rues sans arbres, les escaliers du métro, les poutrelles rouillées composent le paysage triste d'un rêve fautu. Celui de l'homme ou de l'enfant ? L'un et l'autre, c'est la même chose. Si les enfants sont à ce point présents dans les films, c'est souvent par facilité, ou timidité, comme si on avait besoin d'un alibi pour manifester son étonnement, sa naïveté. Jack Gasiorowski éprouve le besoin de passer par le regard du petit garçon, qui en définitive n'a pas sa place dans son histoire. Le film a été réalisé avec beaucoup de difficultés, en plusieurs fois. Il est attachant, séduisant, mais ne tient pas la distance.

Le « court métrage » en noir et blanc de Farid Lahouassa, *La Poupe qui tousse*, tient mieux ses trente-huit minutes. Présentés ensemble, les deux films ont en commun de décrire la pauvreté marginale avec une sensibilité dépourvue de pathos. Des gens vivent une existence à part, dans une léidure pesante, mais ils savent inventer la beauté, l'amour. Le monde de Farid Lahouassa est celui des immigrés qui survivent à la petite semaine, avec des combines minables et des métiers qui ne le sont pas moins. Un monde enfermé, et qui sait encore rêver ses évasions. On pense parfois à Hôtel du Nord... Jack Gasiorowski et Farid Lahouassa sont les enfants de Prévert-Carné.

COLETTE GODARD.

## Compétition

« BLISS », de Ray Lawrence

## C'est l'enfer

Tout va bien pour Harry Joy. Sa femme, son associé, son fils, qui sera médecin, sa fille, qui sera assistante sociale, son agence de publicité, ça va. Harry Joy raconte des histoires, mais son histoire à lui, voici : il ne sait pas qu'il va mourir, nous surrue, off, une vieille voix chevrotante, qui s'avère être la sienne à la fin. Oh, il ne va pas mourir longtemps : quatre minutes. Il se regarde mort (vue écrienne), et il découvre cette contrée que l'on nomme enfer (plongée sous-marine).

Distinguer l'enfer du paradis n'est pas à la portée de n'importe quel imbécile. Après son opération à cœur ouvert (histoires s'il vous plaît), Harry Joy passera de l'un (sa famille), à l'autre (la nature), soutenu par une créature des bois, Honey Barbara, pour qui

il fera pousser des arbres à miel. Il vivra très vieux, ils auront un enfant et pas de cancer.

Mais n'allons pas si vite. Au début de ce premier film austro-germanique, s'adressant à la caméra, annonce que l'associé et l'épouse vont se livrer à des ébais répréhensibles, et les ébats ont lieu sur la table du restaurant. Puis à l'hôpital, pour une question d'odeurs, la femme a des sardines qui lui tombent de sous la jupe. On croit que ça va être drôle, cette congratation des fantasmes.

Mais les deux heures suivantes sont si fantastiquement nulles qu'il n'y a même plus de mots pour le dire.

CLAIRE DEVARRIEUX.

## Bande à part

## A.K.

### LA CHRONIQUE DE DANIEL TOSCAN DU PLANTIER

L'absence du film *Ran*, d'Akira Kurosawa est l'événement de Cannes, encore renforcé, hier, par la diffusion d'un « film sur », réalisé par Chris Marker, qui fait mieux mesurer la manque. C'est déjà une longue histoire que le parcours conduisant à ce film. Elle commence dans ce moto-casque de Venise qui est allé chercher le maître sur la ponton du *Daniel*. Il lui fallut peu de mots pour me dire l'étendue de son drame : dix ans d'attente et de refus répétés pour ce projet qui plus que tout lui tenait à cœur. A Venise, je promis mon soutien. A Tokyo, quelques mois plus tard, dans un environnement hostile et méprisant, je signais une première lettre d'engagement. A Paris, je proposais à mon ami Serge Silberman, producteur de *Bunuel*, de prendre en main le projet, ce qu'il fit à merveille.

Mais pour moi, la naissance du film s'est faite avant, à l'instant même où le vieil homme, assis au fond du jardin du Palais Dario sur le Grand Canal, m'expliqua ce qu'il attendait de moi, impérativement. Lorsqu'en septembre nous verrons, enfin, ce *Ran*, il faudra saluer l'entêtement insensé de son auteur et le courage de son producteur.

Il est pourtant paradoxal que le Japon, aujourd'hui puissance mondiale éclatante, n'ait pu trouver une solution à lui seul, qu'il permette à son premier metteur en scène de travailler sans l'intervention des Français. Au-delà du traditionnel rejet des maîtres par leurs concitoyens,

trop sensibles à leurs travers névrotiques personnels et jaloux de leur gloire internationale — voir Fellini en Italie, Bergman en Suède, Wells aux États-Unis — il y a une sorte d'étroitesse d'âme technologique qui mène l'existence du cinéma, jugé obsolète et dépassé par les fausses techniques nouvelles, toutes centrées autour de la vidéo et de sa diffusion électronique.

Je me revais dans le bureau d'un haut responsable de l'Etat, qui visiblement, à l'occasion d'une réforme de feu l'ORTF, voyait et organisait l'événement le fameux : « Et puis il y a le câble ! » Je tâchais de le convaincre que le câble n'était que le fil du téléphone et que, s'il le rendait possible, ne déterminait ni le contenu ni la qualité de la communication, que, par exemple, serrer un téléphone sur son cœur ne pouvait en aucun cas sorte remplacer la déclaration de ses sentiments. La nécessaire œuvre de création est rendue seulement possible par le « tuyau » à la condition que le message, le programme, soit préservé et conçu en amont de sa diffusion. Marcel Proust nous l'a dit : le « téléphonage » rend difficile l'échange des sentiments et il n'y voyait pas un progrès.

Sans craindre la modernité, rappelons-nous pendant qu'il est temps : pas d'électronique sans programme, pas de techniques nouvelles sans création, pas de Sony sans Kurosawa, pas de téléphone sans amour.

## Bloc-notes

### LE YALTA DU CINÉMA

Ce protectionnisme culturel est encore aggravé par la logique économique. Habités aux incertitudes mensuelles, les grands studios américains ne savent plus distribuer de films dans moins de cinq cents salles. De coup, les divisions « classic » d'Hollywood, spécialisées depuis quelques années dans l'achat de films étrangers, voient leur activité diminuer. Seuls quelques distributeurs indépendants continuent à prendre des risques.

Lors de sa rencontre avec les « majors », M. Jack Lang a demandé une révision rapide de cette politique. Investir un peu plus dans les films français ne représente qu'un gouffre d'un dans les budgets des grands studios mais équivaudrait à une indispensable bouffée d'oxygène pour nos producteurs. En échange, le ministre de la culture s'engage à plaider auprès de la Commission européenne la cause des investissements américains en Europe. Importés de la base de la fréquentation sur le Vieux Continent, Hollywood a en effet été éjecté d'avance dans la crise de santé du cinéma, en particulier en Angleterre. Le rapport de forces est fragile, mais rendez-vous est pris pour

le mois de septembre entre Américains et Européens pour mesurer les progrès accomplis.

Même si elle se joue entre Européens, la deuxième manche de cette partie diplomatique est encore moins aisée. L'Europe de l'ouest dispose d'un réseau de câbles et d'antennes. Mais elle ne s'agit-il pas de constituer un marché commun et capable de rivaliser les investissements du cinéma européen ? Reste à savoir comment s'y prendre. Jusqu'à présent, la Commission européenne, fidèle à la lettre du traité de Rome, préconisait la culture et à l'information, a promis à Cannes d'entamer de nouvelles négociations pour une politique de la Communauté plus conforme aux intérêts des producteurs. La prochaine réunion des ministres de la culture des Dix, le 28 mai, devrait entamer un projet de fonds de soutien : 20 millions d'ECU pour aider les coproductions européennes ainsi que les initiatives de co-distribution.

« Si nous ne réussons pas à établir un accord, a souligné M. Jack Lang, il faut créer l'Europe de la production avant l'Europe de la diffusion. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## CANNES QUINZAINE DES RÉALISATEURS

CE SOIR À 20H30 ET DEMAIN À 9H ET 14H, PROJECTIONS AU PALAIS CROISSETTE

## LES MONTAGNES BLEUES

Une comédie Géorgienne d'Ekar Chenguelaia

DISTRIBUTION FRANCE : LES FILMS COMOS





# théâtre

« Spectacles sélectionnés par le Club de « Monde des spectacles ».

## Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), sam. 19 h 30 : Un bel masqué.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim. 20 h 30 : Le Misanthrope ; dim. 14 h 30 : L'Impresario de Smyrne ; sam. 20 h 30 : Le Triomphe de l'amour.

CHAILLOT (727-81-15) : Grand Théâtre, sam. 20 h 30, dim. 15 h : Ubu Roi. Théâtre Gérard Philou, sam. 20 h 30, dim. 15 h : Mille francs de récompense (de Victor Hugo).

PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim. 19 h 30 : Lui, de Y. F. Leboeuf.

TEP (364-80-80), Théâtre, sam. 20 h 30 : Macadam Quichotte ; Cinqus, dim. 20 h : African Queen (v.o.), de J. Huston ; la Trace, de B. Favre.

BEAUBOURG (277-12-33), Châteaude-Ville, sam. dim. à 19 h : Charles Trenet, de F. Ertaud, P. Bouteiller ; 16 h : Antony Burgess, de K. Scherdtzger, T. Fillard ; 19 h : Jean Teulé, alchimiste de l'imagerie, de C. Boustani, P. Catherine. Châteaude-Ville, sam. 20 h 30 : Le Cerf-volant doré, de L. Ransdy, Danse, 19 h 30, Compagnie Belzebuth ; Dona Nobis Pacem ; sam. à 21 h, dim. à 16 h, Compagnie Eochymose ; Grand Braquet, de P. Roger.

THÉÂTRE DE LA VILLE (774-22-77), Nederlandse dans theater, sam. 20 h 45 : Heart's Labyrinth ; l'Enfant et les Sortilèges.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30 : 3<sup>e</sup> Concours international de danse à claquettes ; dim. à 20 h 30 : Gala de clôture.

## Les autres salles

A. DEJAZET (887-97-34), sam. 20 h 45, dim. 17 h : Fast et Food au théâtre.

ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (208-77-11), sam., 20 h 30, dim. 15 h : Le Sablier.

ARCANE (338-19-70), sam., 20 h 30, dim. 17 h : La Sonate au clair de lune, (dernière).

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam., 21 h, dim., 15 h : En attendant Godot.

ATELIER (606-49-24), sam., 21 h, dim., 15 h : En attendant Godot.

ATHÉNÉE (742-67-27), Salle Ch. Bernad, sam. 16 h 30 : Anticlémeur trier à Paris, Salle Louis-Jourvet, sam. 16 h : Les Violettes.

BASTILLE (328-36-36), sam., 21 h : Le Monologue d'Adramelech (dern.).

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam., 21 h, dim., 15 h 30 : Tailleur pour dames.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (328-36-36), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Place de Breteuil, Atelier de Chasseron (328-97-04), sam., 21 h, dim., 16 h : Identités provinciales.

## CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE

(589-38-69), Répertoire sam., 20 h 30 : Macbeth ; La Galerie sam., 20 h 30 : Délicate balance.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam., 17 h 30 et 21 h, dim., 15 h 30 : Reviens dormir à l'Élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam., 20 h 45, dim., 15 h 30 : Léonidas.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Le Bélier d'amour.

COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), sam., 20 h 30 : Chant pour une plume.

DAUNOU (261-69-14), sam., 17 h et 21 h, dim., 15 h 30 : la Casse à l'orange.

DIX-HEURES (606-07-48), sam., 22 h : Schuss de ménage.

DIX-HUIT THÉÂTRE (226-47-47), sam., 20 h 30 : Play Strindberg ; dim., 16 h : Dialogues d'actes.

EDEN-THÉÂTRE (336-64-37), sam., 21 h : la Jalousie du barbon.

EDOUARD-VII (742-57-49), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Chapitre II.

ÉPIQUE (724-14-16), sam., dim., 20 h 30 : théâtre ; 21 h 30 : Comme au sens inverse.

ESPACE-GAÏTÉ (321-56-05), sam., 20 h 30 : Silence (la Honte).

ESPACE KIRON (973-50-25), sam., 20 h 30 : Dim. 17 h : Adam et Eve.

ESPACE MARAIS (594-09-31), sam., 22 h 15 : Azimut info.

ESSAÏON (778-46-42), sam., L. 19 h : La dame est folle ou le Bûle pour nulle part ; 20 h 45 : Djamil, (dern.) ; IL, sam., 17 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher dans les maternités.

DÉCHARGEURS (236-00-02), sam., 20 h 15 : Hiroshima mon amour.

FONDACTION DEUTSCH DE LA MEURTHE (254-99-18), sam. 20 h 45 : Un hiver indien.

FONTAINE (574-82-34), sam., 17 h et 21 h : Triple mixte.

GAÏTÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam., 20 h 45, dim. 15 h : Love.

GRAND HALL MONTGOUILL (296-04-06), sam., 21 h : la Petite Marchande d'allume-fus.

HUCHETTE (326-38-09), sam., 19 h 30 : la Centaure chère ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

LA BRUYÈRE (574-76-99), sam., 21 h, dim. 15 h : Guérison américaine.

LUCERNAIRE (544-57-34), sam., L. 18 h : Et ils passeront des moments aux fleurs ; 20 h : Enfantillages (dern.) ; sam., 22 h 30 : les Contes de Chén. IL, 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Organe adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin. Petite salle, 21 h 30 : J. Fiorentice.

## Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

## Samedi 18 - Dimanche 19 mai

LYS MONTPARNASSE (327-88-61), dim. 15 h : La plus forte II ; sam., 19 h 30, dim. 16 h 30 : La plus forte I (dern.).

MADELINE (265-07-09), sam., 20 h 45, dim., 15 h : les Gais de l'Autriche.

MARIGNY (256-04-41), sam., 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), sam., 21 h, dim. 16 h : Tous aux abris.

MICHEL (265-35-02), sam., 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On cherra au lit.

MICHOÏDIÈRE (742-95-22), sam., 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : la Blafarde.

MONTPARNASSE (320-89-50), sam., 21 h, dim., 16 h : Henri IV. Petite salle, sam., 18 h et 21 h, dim., 16 h : Tchekhov Tchekhov.

MUSEE GRÉVIN (246-84-47), sam., 21 h : Amphitryon 39.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), sam., 20 h 45, dim. 15 h 30 : Mangeront-ils.

NOUVEAUTES (770-52-76), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

OLIVIER (774-42-52), sam., 21 h, dim., 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam., 20 h 30, dim. 17 h 30 : le Condémné à mort.

PALAIS ROYAL (297-59-81), sam., 18 h 45 et 21 h 30, dim., 15 h 30 : la Din-don.

PLAINE (250-15-65), sam., 20 h 30, dim., 17 h : la Charrette de Cayman.

PLAISANCE (320-00-06), sam., 16 h 30 et 20 h 30 : Sidney.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Ma femme.

PORT DE GENTILLY (580-20-20), sam., 20 h 30, dim. 16 h : Due dozzine di rose scarlatte (dern.).

PORT-SAINTE-MARTIN (607-37-53), sam., 18 h 15 et 21 h 15 : Deux hommes dans une valise.

POTINÈRE (261-44-16), sam., 21 h, dim., 15 h : Double Foyer.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), sam., 20 h 30 et 22 h : Compagnement tumeur.

SAINT-GEORGES (878-63-47), sam., 20 h 45, dim., 15 h : On n'appelle Emilie (dern.).

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-52), sam., 20 h 45, dim., 15 h 30 : Des si tendres lieux.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), L. Sam., 20 h 30 : l'Écume des jours. - IL, Sam., 20 h 30 : Huis clos ; sam., 16 h : Hercule tout espagnol.

TEMPLE (278-91-15), sam., 20 h 30 : Du duc au duc.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 15 : les Babes-caïres ; 22 h et 23 h 30 : Nous on fait ça on nous dit de faire.

THÉÂTRE MONTAÏN AMBULANT (387-09-87), sam., 20 h 30 : le Grand Dément-général.

THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), sam., 20 h 30, dim., 17 h : La Dernière du malade imaginaire.

TH. DU TEMPS (355-10-88), sam., 21 h : Salomé.

THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam., 20 h : la Nuit et le Moment.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, sam., 20 h 30 : dim., 15 h : la Mûche.

THÉÂTRE 13 (588-16-30), sam., 20 h 30, dim., 15 h : la Collection.

LE TINTAMARRE (887-33-82), sam., 20 h 15 et 24 h : Phébé ; 21 h 30 : L'âme crève l'écran.

TOURTOUR (387-82-43) L. sam., 18 h 30 : Baroque baroque ; IL, Sam., 16 h et 18 h 30 : l'âme ; sam., 20 h 30, dim., 17 h : Haut comme la table ; sam., 22 h 30 : Carmen Cru.

VARÉTES (233-09-92), sam., 20 h 45, dim., 15 h 30 : N'oubliez pas mesdames.

VINAIGRIERS (245-45-54), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Parle-moi comme la pluie.

## Les cafés-théâtres

AU SEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h 30 : Chants d'été ; 21 h 30 : Baby et not to baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.), L. 20 h 15 : Aresh = MC2 ; 21 h 30 : les Dames de Louvre ; 22 h 30 + sam. 18 h : les Sœurs Mousquet. - IL, 20 h 15 : le Cri du charnier ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

## Les concerts

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

## Les opérettes

ELYSÉES-MONTMARTRE (252-15-15), sam., 20 h 30, dim. 15 h : la Mille et Une Nuits.

BOURVIL (373-47-84) (D., L.), 21 h 15 : Y'en a mar... et vous ?

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11) (D.), L. 20 h 15 + sam., 23 h 45 : l'Écume des jours ; 21 h 30 : Mangeront d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours. IL, 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CAFÉ DE LA GARE (549-27-78) (D., L.), 23 h : l'Écume des jours ; 21 h 30 : Mangeront d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours. IL, 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

FELIX CASINO (278-36-50) (D.), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gâteaux-cul dans la crème fraîche.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.), 20 h 15 : Moi je crève, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napoléon Académie.

SENTER DES HALLES (236-37-27) (J., D., L.), 20 h : Les deux sont tombés sur la secte ; 21 h 30 (D., L.) : 21 h 30 : Pas de veine pour Dracula.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-99) (D., L.), 21 h : Nuit d'été.

TINTAMARRE (887-33-82), sam., 16 h : la Tintale.

## Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 et 21 h : la Canche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), sam., 21 h, dim. 15 h 30 et 21 h : Les sœurs sont fatiguées.

## Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), sam., dim., 21 h : Chansons françaises.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), sam., dim., 20 h 30 : C. Zaccaria.

CIRQUE D'ÉPIVER (504-72-04), sam., dim. 14 h 30 et 17 h 30 : Emilie Jolie.

GYMNASE (246-79-79), sam., 17 h 30 et 21 h : Thierry Le Luron.

OLYMPIA (742-55-49), sam., 20 h 30 ; dim. 17 h : D. Guichard.

STUDIO HERTAUD (783-64-66), sam., 20 h 30 : l'œuvre était presque parfait.







# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 18 mai

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 40 **Théâtre** : Adieu prudence.  
De Leslie Stevens. Mise en scène A. Feydeau, avec J.-C. Pascal, F. Christophe, H. Vos et A. Feydeau.  
Un professeur de sociologie explique à ses étudiants le sérieux du mariage, quand, au même instant, son épouse, vedette de télévision, enseigne l'art de mener son mari. L'arrivée d'une belle jeune fille ébranle ce couple très uni. Mais tout rentrera dans l'ordre.
- 22 h 30 **Droit de réponse** : la peste et le choléra.  
Une émission en deux parties : la projection d'un documentaire réalisé par Werner Herzog sur les Indiens Miskitos du Nicaragua, suivie d'un débat auquel participent notre collaborateur Marcel Nierdergang ainsi qu'O. Todd, S. George, C. Ferrari-Lopez, C. Soudoplatov et M. Borhi, prêtre.
- 0 h 15 **Journal**.
- 0 h 20 **Ouvrir la nuit**.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2



- 20 h 35 **Variétés** : Champs-Élysées.  
Autour de M. Polnareff, M. Leeb, Dorothea, P. Dupond.



- 22 h 5 **Magazine** : Les enfants du rock.  
*Spécial Billy Idol.*
- 23 h 5 **Journal**.
- 23 h 10 **Internationaux de Rome**.  
En direct, le match de Noah en demi-finale.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 4 **Disney Channel**.  
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.
- 21 h 50 **Journal**.
- 22 h 15 **Feuilleton** : Dynastie.
- 23 h 5 **La vie de château**.  
Jean-Claude Brialy reçoit en direct de Cannes Jeanne Moreau, Jacqueline Bisset, Fernand Daumay.
- 23 h 30 **Musichub**.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 30, Paris kiosque ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, feuilleton : l'Homme du Picaresque ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, La science amusante.

### CANAL PLUS

- 20 h 35, Le défi de Betty Quinn ; 22 h 10, Le Radeau d'Oliver ; 22 h 55, New York nights, film de R. Vanders ; 0 h 40, Georgia, film de A. Penn ; 2 h 35, Scam, film de A. Clarke ; 4 h 10, Class, film de J. Carlini.

### FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Nouveaux répertoires dramatiques** : « Épreuves », de Daniel Bessner (d'après Marivaux), avec Y. Cléach, M. Cassan, R. Renoir... et « La Surprise », de Robert Pinget, précédées d'entretiens avec les auteurs.
- 22 h 10 **Démarques** avec Bernard Devalle.
- 22 h 30 **Musique** : Recherche, l'influence de la musique française dans les partitions pour clavier de J.-S. Bach.
- 0 h **Clair de nuit**.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** : Concerta pour piano et orchestre n° 3 en ut mineur, de Beethoven ; Symphonie n° 5 en ut dièse mineur, de Mahler par l'Orchestre symphonique de la RAI de Turin, dir. E. Jabel, sol. E. Guillea piano.
- 22 h 30 **Les soirées de France-Musique** : Feuilleton Ray Charles ; à 23 h 5 Club des archives : les témoins de l'âge d'or - Aureliano Pertile et Giovanni Martinelli ; à 1 h, l'arbre à chançon.

Dimanche 19 mai

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h **Messe** célébrée en l'église Notre-Dame du Concier à Chilly-Mazarin, dans l'Essonne.
- 12 h 2 **Midi Presso**.
- 12 h 30 **Le Pen, Président du Front national**.  
Invité : M. Le Pen, Président du Front national.
- 13 h **Journal**.
- 13 h 25 **Série** : Starsky et Hutch.
- 14 h 20 **Sports dimanche** et tiercé.
- 16 h 10 **Variétés** : La belle vie.
- 17 h 30 **Les animaux du monde**.
- 18 h 5 **Série** : Guerre et paix.
- 19 h **Sept sur sept**.  
Avec M. Jean-Pierre Miquel, directeur du Conservatoire d'art dramatique.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Cinéma** : Le Messager.  
Film anglais de Joseph Losey (1971), avec J. Christie, A. Bates, M. Leighton, M. Redgrave (rediffusion).  
Un vieil homme découvre, en pensant à sa jeunesse, à quel point il fut déterminé, dans une période de son enfance, par des adultes qui se servaient de lui.
- 22 h 20 **Sports dimanche soir**.
- 23 h 15 **Journal**.
- 23 h 30 **C'est à Cannes**.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 15 **Dimanche Martin**.
- 12 h 45 **Journal**.
- 13 h 15 **Dimanche Martin (suite)**.
- 17 h **Série** : Médecins de nuit.
- 18 h **Stade 2** (et à 20 h 20).
- 19 h **Feuilleton** : Et la vie continue.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Jeu** : Le grand raid.
- 21 h 35 **Documentaire INA** : Lubat musique, père et fils.  
Un film sur la relation entre deux hommes, musiciens : le père, Alban, et le fils, Bernard.
- 22 h 30 **Magazine** : Désirs des arts.
- 23 h 5 **Journal**.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3



- 18 h **Emissions pour les jeunes**.
- 19 h **Au nom de l'amour**.
- 20 h **RFO Hobbit**.
- 20 h 35 **Mécanisme**.
- 21 h 30 **Série** : Les Producteurs.  
Coul. Claudon, producteurs des films de R. Blier, de C. Confortès. Portraits, interviews, extraits de films.
- 22 h **Journal**.
- 22 h 30 **Cinéma de minuit** : Notre pain quotidien.  
Film américain de K. Vidor (1934), avec K. Morley, T. Keene, J.-T. Quayle (v.o. sous-titré, N.).  
Un chômeur et sa femme quittent New-York pour aller s'installer dans une ferme : avec des sous-emploi et des paysans déracinés, ils créent un phalanstère agricole.
- 23 h 45 **Prélude à la nuit**.

### CANAL PLUS

- 6 h 10, Don Camille, messiegeur, film de C. Gallone ; 8 h, Cabon Cadia (et à 14 h 25) ; 8 h 55, Gym à gym ; 9 h 10, La vie est un roman, film de A. Resnais ; 11 h, Les trois jours du condor, film de S. Poliakoff ; 13 h 5, Reilly, l'as des espions ; 13 h 55, l'Hôtel en folie ; 15 h 50, Superstars ; 16 h 5, Hill street blues ; 17 h, The Bettie Middel show ; 18 h, Appelle-moi Bruce, film de E. Hong ; 19 h 45, club de la presse ; 21 h, Notre histoire, film de B. Blier ; 22 h 55, Les filles de Hollywood ; 23 h 45, Les Princes, film de T. Gailly ; 1 h 25, New York nights, film de R. Vanders.

### FRANCE-CULTURE

- 12 h, Des Papous dans la tête ; 13 h 40, l'exposition du dimanche : James Tissot au Petit Palais ; 14 h, le temps de se parler ; 14 h 30, L'écrit de Bergia ; 15 h, Hugo, avec J. Danno, J. Topart, P. Constant ; 17 h, La messe de Noël, avec Richard Dembo ; rencontre avec Catherine et Claude Rich ; 17 h 45, Les communistes juifs ; 19 h 10, Le cinéma des châteaux : le Festival de Cannes vu de Paris ; 20 h, Musique, la conférence des rockers (avec Charlië Couture et Bernie).
- 20 h 30 **Atelier de création radiophonique** : Nanterre, les lendemains qui parlent, par M. Cranki.
- 22 h 3 **Musique** : Polyphonies paysannes d'Europe.
- 0 h **Clair de nuit**.

### FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Programme musical proposé en disques compacts : œuvres de Bach, Mendelssohn, Beethoven, Scarlatti, Haendel, Ravel, R. Strauss, Prokofiev ; 17 h, Comment l'estimiez-vous ? L'opéra italien pré-romantique, par Frédéric Vitoux, écrivain et journaliste ; œuvres de Rossini, Bellini, Donizetti ; jazz vivant : le Swiss Jazz Pool 1985 (au grand auditorium de Radio-France) ; 20 h 4, Avant-concert.
- 20 h 30 **Concert** (concert d'ouverture du Festival des instruments anciens) : The Lord is King, Evening Hymn, Elgy upon the death of Queen Mary, Awake, ye dead, in Quilty Night, Funérailles pour la reine Marie, Didon et Enée, de Purcell, par les Arts Florissants, dir. W. Christie, premier violon D. Cailler, violoncelle E. Matiffa, clavier Y. Repéran.
- 22 h 30 **Les soirées de France-Musique** : Feuilleton Ray Charles ; à 23 h 5, Ex libris ; à 1 h, Les mots de Françoise Xenakis.

### LES SOIRÉES DU LUNDI 20 MAI

- TF1 20 h 35, Cinéma : Quand passent les cigognes, de Mikhaïl Kalatozov ; 22 h 10, Étoiles et toiles ; 23 h 10, C'est à lire.
- A2 20 h 35, Le grand échiquier : Alexis Weissenberg ; 23 h 10, Journal.
- FR3 20 h 35, Cinéma : les Tontons flingueurs, de Georges Lautner ; 22 h 25, Journal ; 22 h 55, Thalassa ; 23 h 40, Prélude à la nuit.

## COMMUNICATION

### SELON UN SONDAGE IPSOS NRJ, TROISIÈME RADIO EN ÎLE-DE-FRANCE

NRJ, la radio privée parisienne pour laquelle plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté, le 8 décembre dernier, après que la Haute Autorité eut menacé de suspendre cette station ainsi que cinq autres radios locales, occupe désormais un rang comparable à celui des « périphériques », en se plaçant en Île-de-France en troisième position derrière RTL et Europe 1. C'est ce que révèle un sondage IPSOS rendu public le vendredi 17 mai.

Avec 1 853 000 auditeurs, soit 21,8 % d'audience cumulée par jour moyen de la semaine (personnes ayant écouté la radio au moins une fois dans la journée), NRJ, la station de Jean-Paul Baudouin, dépasse maintenant les autres radios parisiennes de la bande FM. NRJ se place même devant France-Inter (20,9 %, soit 1 776 000 auditeurs) en ne cédant que devant RTL (30,7 %, 2 607 000) et Europe 1 (26,3 %, 2 235 000), indique le sondage, qui a porté, dans la deuxième quinzaine d'avril, sur deux mille habitants d'Île-de-France âgés de douze ans et plus. Ce sondage est distinct des enquêtes du CESP (Centre d'études des supports de publicité) qui ne déterminent que globalement l'audience de la bande FM et ne prennent en compte que les auditeurs de quinze ans et plus. La direction de Radio-France précise à ce sujet que « cette enquête portant sur une population de douze ans et plus, contrairement aux études réalisées jusqu'à présent, ne permet pas d'établir une comparaison avec d'autres sondages ».

L'étude IPSOS, première d'une vague de trois enquêtes (la seconde sera réalisée en mai, la troisième en juin), révèle également que NRJ obtient cinq fois plus d'auditeurs que la seconde radio privée parisienne, RFM de Patrick Meyer (4,7 %). Celle-ci est suivie de France-Musique (4,3 %), FIP, l'une des stations FM de Radio-France (3,6 %), de Hit-FM, la radio de Jacques Séguela (3,5 %), puis de 95,2 (3,4 %), et de Radio-Montmartre (2,9 %). Viennent ensuite toutes les autres radios locales avec moins de 1,5 % d'audience cumulée.

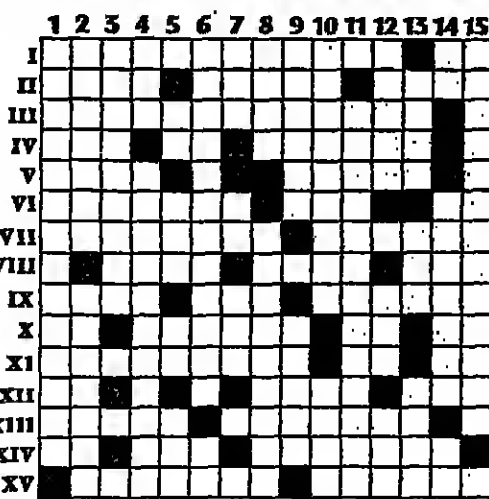
Dans un communiqué publié le vendredi 17 mai, NRJ - radio lancée en juillet 1981 et musicale à 90 % - estime que le sondage IPSOS est « historique ». La station souligne, d'autre part, que selon les chiffres publiés, « elle est, désormais, numéro un pour l'ensemble des moins de cinquante ans avec 30,2 % ».

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3968

#### HORIZONTALEMENT

I. Monto-en-l'air. Pour celui qui décline le titre. - II. Mauvais traitement. Fut victime d'un coup de feu. Rends glissant. - III. Avec lui, le pigeon bat de l'aile. - IV. A son homme. Fut bien obligé de porter la culotte. Fil certaines concessions. - V. Ne prouve tout de même pas qu'on a cassé la baraque. Prénommé de la terre. - VI. Conséquence du mauvais fonctionnement d'un appareil. Un étranger. Grec que. - VII. Parties dans le meilleur des mondes. Est heureux comme un poisson dans l'eau. - VIII. On a beaucoup fait pour ses beaux yeux. Signe de reconnaissance. - IX. Courant qui met en courant. An chant du coq. L'idéal pour être à la page. - X. Note. N'hésitez pas à intervenir. Saint. Adverbe. - XI. Abîment des fourchettes. Article. Hérita d'un joli collier. - XII. Conjonction. Auteur d'un drame dans un drame d'auteur. Goafie le Danube. - XIII. Le paradis sur terre. Donne à bien des hommes l'occasion de faire une touche. - XIV. N'a pas été oublié.



Avait les « poches » bien remplies. Parient. Dieu sait où ! - XV. Revient Dieu sait d'où ! Société d'insectes.

#### VERTICALEMENT

1. Laissez supposer certaines remises en place. - 2. Aimait les études. Sont exposés aux courants d'air. - 3. Peut courir deux lieues à la fois. - 4. Commence depuis belle

lurette. Ne saurait apprécier les trous de mémoire. - 5. Animal. Adverbe. Fertilise les plaines lombardes. Inutile pour jeter la pierre. - 6. Appareil de projection. Agent de liaison. - 7. Était destinée à celui qui connaissait la musique. Lettres de noblesse. Dans la sèble d'un indigent danois. - 8. On ne peut pas sa fin approcher. De quoi prendre les choses en mal. - 9. Dans le vocabulaire du botaniste. Poète latin. - 10. Aident le « pilote » dans ses manœuvres. Finissent toujours par « craquer ». - 11. Nous obligent à plier à leur contact. - 12. Pistons noirs que gris. Ancien territoire portugais. Possessif. - 13. Parties du bassin. A consommer avec modération. La précision y est de rigueur. - 14. Préposition. Facilité de nombreux réajustements. Symbole chimique. - 15. Légère courants d'air.

### Solution du problème n° 3967

#### Horizontalement

I. Maladie. - II. Avenances. - III. La. Achat. - IV. Elme. Aire. - V. Neural. II. - VI. Tu. Océle. - VII. Erbe. Ali. - VIII. Lit. Ces. - IX. Leader. - X. Une. Tot. - XI. Oussues.

#### Verticalement

1. Malmend. - 2. Avalueur. N6. - 3. Le. Ma. Elles. - 4. Anserobie. - 5. Dae (Pierre). Acétate. - 6. Inhale. Dou. - 7. Etai. Laceta. - 8. Etriller. - 9. Os. Eleis. Es. - 10. GUY BROUTY.

## CARNET

### Décès

- M. Armand Katz, Elisabeth et Michèle Katz, Et toute la famille.

ont le deuil de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Armand KATZ, née Gabrielle Alessandrini,

ingénieur ENSCP, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques,

survécu à Chevreuse, le 17 mai 1985.

Les obsèques auront lieu le mardi 21 mai, à 9 heures, en l'église Saint-Martin de Chevreuse (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue de la Porte-de-Paris, 78460 Chevreuse.

- M. et M<sup>me</sup> Sylvain Granberg, M<sup>me</sup> Jacqueline Granberg, M. Gérard Maillois, Les familles Wolf, Greene, Mendelovich,

ont le tristesse de faire part du décès de leur oncle et cousin,

M. Marc KRASNER,

professeur émérite de l'université Pierre et Marie-Curie, docteur d'Etat des sciences de l'université de Paris (1935), officier des Palmes académiques, lauréat du prix Doléans-Bonod Académie des sciences (1958), ancien combattant (1939-1945), CNRS (1937-1960), professeur de l'université de Clermont-Ferrand (1960-1965), professeur de l'université Pierre et Marie-Curie (1965-1980),

survécu le lundi 13 mai 1985 en son domicile.

Les obsèques auront lieu le mardi 21 mai, à 11 heures, au cimetière parisien de Pantin, où l'on se réunira porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

101, rue du Mont-Cenis, 75018 Paris.

- Le marquis et la marquise de Lubersac, leurs enfants et petits-enfants,

M<sup>me</sup> Anne-Victoire de Lubersac et sa fille,

Le comte Jean de Lubersac et son fils,

M<sup>me</sup> Eléonore et Emilie de Lubersac,

ont le deuil de faire part du décès de la

comtesse de LUBERSAC, née Jeanne-Marie du Loar,

survécue le 14 mai 1985, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Favergnot (Aisne). Une cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Association, le 28 mai, à 18 heures.

- Sa famille.

ont le deuil de faire part du décès de

Paul OURY,

journaliste-écrivain,

survécu le 7 mai 1985, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, au cimetière de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine).

7, boulevard Gambetta, 92700 Colombes, 78, rue des Champs-Philippe, 92250 La Garenne-Colombes.

- Poëte Sœur Annick de Jésus, sa fille, Marcelle d'Heilly et Germaine Ferret, ses sœurs,

ont le tristesse de faire part du décès de la

baronne Bertrande PINOTEAU, Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940,

survécue le 6 mai 1985. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité chez les petites Sœurs de Jésus.

Le Tubet, Aix-en-Provence.

### Anniversaires

- Leurs enfants rappellent à ceux qui les ont connus et aimés le souvenir de

Pierre DIDIER, avocat à la cour,

décédé il y a vingt ans, le 19 mai 1965, et celui de son épouse.

Edith DIDIER, avocat à la cour,

qui l'a rejoint, le 2 mars dernier.

Notre abonné, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



# Economie

## REPÈRES

### Conflits du travail en mars : le niveau reste faible

Selon les statistiques officielles du ministère du travail, les conflits collectifs localisés du travail ont touché, en mars 1985, 235 établissements, occupant habituellement 112 600 salariés, parmi lesquels 25 600 ont cessé le travail, entraînant la perte de 51 100 journées de travail. En février 1985, le nombre d'entreprises concernées avait été moindre (210), mais le nombre de journées perdues avait été plus élevé (82 900). En mars 1984, il y avait eu 415 établissements concernés par des conflits localisés et 175 900 journées perdues. En moyenne mensuelle, l'évolution des journées non travaillées est de 58 000 de janvier à mars 1985, contre 108 000 en 1984, ce qui confirme « le très faible niveau de la conflictualité ».

### Production industrielle : poursuite de la reprise

L'indice mensuel de la production industrielle en France (hors bâtiment) s'est établi à 133 en mars, contre 132 en février et 127 en janvier, en données corrigées des variations saisonnières (base 100 en 1970). Poursuivant sa reprise, la production industrielle a retrouvé son niveau de mars 1984 (à 133), après le net ralentissement enregistré durant l'hiver. Par secteur, on note, néanmoins, que la progression de l'indice constatée en mars par rapport à celui de février est essentiellement due à la construction électrique et aux matériaux de construction et de céramique, dont l'activité a augmenté d'environ 10 %. D'autre part, le secteur automobile a chuté de 4 % et celui des minerais et métaux non ferreux de 7 %.

### Taux d'intérêt : les Etats-Unis baissent leur taux d'escompte à 7,5 %

La banque centrale américaine (Federal Reserve Board) vient d'abaisser son taux d'escompte pour le ramener de 8 % à 7,5 %. Cette décision était impatiemment attendue, tant dans les milieux financiers qu'industriels, où l'on commençait à désespérer qu'elle soit jamais prise quand la croissance économique donnait de sérieux signes d'essoufflement. Dans un communiqué, la Réserve fédérale la justifie en faisant valoir la quasi-stagnation de la production industrielle ces derniers mois, phénomène très largement imputable, selon elle, à l'augmentation des importations et au prix élevé du dollar. D'après le FED, la maîtrise de l'inflation lui a permis de prendre cette mesure. C'est au printemps 1984 que, sur la poussée expansionniste et afin d'éviter un effet de surchauffe nuisible, la Réserve fédérale avait décidé de relever à 9 % le taux d'escompte inchangé à 8,5 % depuis décembre 1982. En novembre 1984, elle l'avait ramené à 8,5 %, puis un mois plus tard à 8 %.

## AU CONGRÈS DES MÉDECINS DE GROUPE

### Mme Dufoix ouvre la porte à une prolongation des négociations sur la convention médicale

#### De notre envoyé spécial

Lille. — Les discussions pour la prochaine convention entre les médecins et les caisses d'assurance maladie, qui devraient normalement s'achever le 7 juin, vont-elles se prolonger quelques mois encore ? Au cours du congrès du Syndicat national des médecins de groupe (SNMG) à Lille, Mme Georgine Dufoix, ministre des affaires sociales, répondant à une demande du président sortant du syndicat, le docteur William Junod (1), a laissé entendre qu'elle accepterait de retarder l'échéance si la demande était formulée par l'ensemble des « parties signataires » pour des objectifs précis.

Les syndicats médicaux espèrent, à la faveur de ce rapport, faire inclure certains aménagements fiscaux dans le projet de loi de finances pour 1986.

Sur la nomenclature des actes médicaux, Mme Dufoix a aussi posé des conditions. Reconnaissant qu'il fallait « corriger » la méthode utilisée par les pouvoirs publics en 1984, elle a accepté de ne modifier la nomenclature qu'après consultation avec les partenaires conventionnels, et avant la négociation annuelle des tarifs médicaux, à condition que la commission chargée de modifier cette nomenclature se maintienne plus active : c'est-à-dire qu'on ne crée pas d'autres « cotations » sans examen préalable, qu'on revise plus souvent celles qui existent et que l'on trouve une méthode permettant de reconnaître les diffé-

rents actes pratiqués par chaque médecin.

Le ministre des affaires sociales a apporté cependant quelques raisons de satisfaction aux médecins de groupe. La première, c'est l'accroissement du contingent d'heures prévues pour rémunérer les stages des étudiants en médecine chez les généralistes, qui passeront de deux cents en 1984 à cinq cents en 1985, pour atteindre mille en 1986, chiffre demandé par le syndicat.

#### Transparence

Surtout, elle a annoncé officiellement le financement de huit expériences de soins ambulatoires. Des expériences que Mme Dufoix a jugé « symboliques » parce qu'elles visent à trouver des critères « qualitatifs » mais non subjectifs pour évaluer non seulement les coûts mais l'efficacité d'autres opérations ultérieures.

Ce langage ne pouvait qu'être apprécié par un syndicat qui plaide à la fois en faveur d'une « conception globale » de la santé et d'une « transparence » de l'activité des médecins et de son coût.

En revanche, le ministre des affaires sociales n'a pas duré la pilule aux médecins en ce qui concerne la revalorisation des tarifs : la lutte contre l'inflation ne permet pas, a-t-elle dit, de « faire plus pour les médecins que pour les autres catégories professionnelles ». Dans le cadre de la convention, elle a maintenu ses propositions : une revalorisation spécifique n'est possible que si l'on agit sur le volume des actes. Mais elle a invité les médecins

à faire preuve d'imagination pour trouver des « mécanismes plus fins ».

Les propositions que Mme Dufoix avait faites en ce sens ont été, comme elle l'a noté, « diversement accueillies ». Le président de la Confédération des syndicats médicaux français, le docteur Jacques Beaupère, avait le matin même, rejeté vigoureusement la formule « prescrivez moins et vous aurez des sous ». Mais les responsables du SNMG expriment un point de vue plus nuancé. Le docteur Junod a souligné devant les congressistes que si les médecins n'étaient pas seuls en cause, ils ne devaient pas publier leurs responsabilités dans la maîtrise des dépenses. Il a invité les médecins de groupe à relever le défi de « faire mieux pour pas plus cher » : un objectif à atteindre certes par une réorganisation du système de santé en faveur de la médecine ambulatoire mais aussi par une recherche de « l'optimisation du coût de la production des soins ».

GUY HERZLICH.

(1) Le docteur Junod, président du SNMG, a annoncé, au cours du congrès, qu'il quittait ses fonctions. C'est le docteur Jacques Richir, un généraliste de Lille âgé de trente-deux ans, qui a été élu pour lui succéder.

● La CFTC signe l'accord sur le travail temporaire. — La fédération CFTC des employés a annoncé le 17 mai qu'elle signerait l'accord conclu le 13 mai sur le travail temporaire (le Monde du 15 mai). Pour la CFTC, cet accord marque la volonté des partenaires sociaux de développer une politique active dans la ligne fixée par l'ordonnance de 1982 sur le travail temporaire. Il constitue une réponse importante des responsables socio-professionnels aux hommes politiques qui préconisent l'abrogation des ordonnances de 1982.

## PERNOD-RICARD ET LE GROUPE AMÉRICAIN HEUBLEIN SIGNENT DES ACCORDS COMMERCIAUX ET FINANCIERS

Pernod-Ricard vient de signer un accord commercial et financier avec une société américaine, Heublein, dont le siège est situé à Hartford (Connecticut), un des tout premiers opérateurs sur le marché mondial des spiritueux.

Désormais Heublein distribuera aux Etats-Unis le bourbon Wild Turkey d'Austin Nichols, filiale de Pernod-Ricard, ainsi que le cognac Bisquit. Au Brésil, la société américaine exploitera les licences de Pernod et de Dubonnet et au Japon, celles de Pernod et de Bisquit. En contrepartie, Heublein confiera les licences d'une gamme de cocktails à Pernod, qui les distribuera en Europe.

Sur le plan financier, Austin Nichols, filiale intégrée de Pernod-Ricard, prend une participation de 30 % dans le capital de Heublein Industria e Commercio, première société brésilienne de spiritueux, et 30 % de Heublein Japon. Aux Etats-Unis, Heublein prend une participation de 30 % dans une nouvelle filiale d'Austin Nichols.

Le chiffre d'affaires d'Heublein est d'environ 1,1 milliard de dollars et celui de Pernod-Ricard d'environ 7,5 milliards de francs.

Ces accords restent soumis à l'approbation des pouvoirs publics aux Etats-Unis comme en France.

● Etats-Unis : baisse des importations de pétrole. — Les importations de pétrole brut aux Etats-Unis ont diminué de 16 % depuis le début de l'année, par rapport à l'année précédente, indique l'Institut américain du pétrole. En avril, pour le quatrième mois consécutif, les importations de pétrole brut ont baissé de 10,6 % par rapport à avril 1984. Les importations de produits pétroliers ont également diminué de 18 % en avril et de 21,6 % depuis le début de l'année. Les stocks commerciaux de pétrole brut ont augmenté en avril par rapport au mois précédent.

## L'INCULPATION DE M. JEAN-LUC GENDRY

### Un équilibriste de génie joue et perd

Le lundi 13 mai, M. Jean-Luc Gendry, ancien président de la Banque privée de gestion financière (BPGF) était inculpé d'infraction à la législation des sociétés, d'abus de biens sociaux, d'abus de pouvoirs etc. Et, pourtant, ce banquier avait en vingt ans, mené une flamboyante carrière. Que s'est-il passé ?

La profession d'origine de M. Jean-Luc Gendry fut l'assurance, l'assurance-crédit sur les factures des entreprises, dans la société créée par Jacques Merlin, qui fut président du Crédit commercial de France. Puis il rejoignit, dans l'immédiat après-guerre, la Société privée de gestion financière (SPGF), dont l'un des fondateurs avait été, également, M. Merlin, considéré, un peu, comme son père spirituel. La SPGF, dès le départ, se spécialisa dans l'étude et la réalisation de placements pour les investisseurs institutionnels, des caisses de retraite et aussi des compagnies d'assurances transmutées par la nationalisation de 1945.

Etendant le champ de ses activités dans « l'ingénierie financière », elle procéda à de nombreux « montages » destinés aux investisseurs institutionnels, lançant, notamment, en 1972, la première opération de cession-back (Lease-Back), avec le rachat du siège social de Saint-Gobain, très éprouvé par son affrontement avec BSN en 1969.

#### Le tournant

Puis, toujours en « montage » pour des tiers, ce fut le financement de la tour Montparnasse, du quartier Mériadeck à Bordeaux, des centres commerciaux de la Paro-Dieu à Lyon, du Vaudreuil, près de Rouen, de Cergy-Pontoise, et, couronnement du tout, celui du Forum des Halles de Paris, pour une bonne part, triomphe personnel de M. Gendry, président de la société depuis 1972. En 1976, en participation avec le groupe immobilier de M. Jean-Claude Aaron, la SPGF prend le contrôle d'une grande part des activités du groupe Balkany, notam-

ment le centre commercial de Parly 2.

En 1978 survient alors l'événement qui va infléchir la destinée de M. Gendry, et, très probablement, introduire le germe de sa perte future : la SPGF fusionnait avec un établissement financier, la Banque française des dépôts et de titres, renforce ses fonds propres en acquérant une société immobilière, la Reate foncière, et devient la Banque privée de gestion financière (BPGF). A cette occasion, arrivent deux hommes que certains considèrent comme les mauvais génies de Jean-Luc Gendry : MM. Philippe Rivière et Philippe Béjot, aujourd'hui cotulpés. La nouvelle BPGF, avec l'avantage d'assises financières, devient banque d'affaires et joue parfois gros jeu. Fin 1979, elle acquiert, de compte à demi avec des intérêts koweïtiens, le siège social de Rhone-Poulenc, avenue Montaigne à Paris, pour 450 millions de francs. C'était, bien entendu, pour le revendre à des intérêts arabes, comme elle le fit pour les murs du Fouquet's aux Champs-Élysées, du Café de Paris, du Lido et du cinéma Normandie.

#### Une tour à la Défense

Auparavant, la BPGF de Gendry avait emporté, sur la BNP, la Société foncière du Château d'Eau (FOCEP), restructuré le capital de Bonduelle, premier conservateur de légumes français, d'Epéda - Bertrand Faure (après une âpre lutte avec le groupe Revillon), soufflé (encore une fois) à la Banque Neufilze - Schlumberger - Mallet la Sucrerie de Madagascar, et on en passe sans oublier le rôle d'honnête intermédiaire dans la cession de la Banque de la construction et des travaux publics à la grande banque britannique Midland.

En 1980 ce fut le grand coup de la librairie Hachette, acquise et recédée aussitôt au groupe Matra de M. Lagardère, se diversifiant dans la communication. A ce moment, première lézarde : M. Laure, PDG de la Société générale, qui avait Hachette comme client, ulcéré d'avoir été tenu dans l'ignorance de l'opération, quitte avec éclat le conseil d'administration de la BPGF et cède la participation de sa banque

au Crédit lyonnais. Autre lézarde, l'échec de l'opération consistant à faire racheter, pour 500 millions de francs, le groupe d'assurances Drouot par la Société de bâtiment Bouygues, en mal de diversification.

Entre-temps, M. Gendry s'était lancé dans une audacieuse opération immobilière sur le site de la Défense à Paris, acquérant un terrain de 100 000 mètres carrés pour y construire une tour destinée à loger, en location, les bureaux d'IBM-Europe. C'était une affaire d'envergure (1 milliard de francs), financée en grande partie à court terme, avec l'espoir d'une revente rapide des investisseurs institutionnels. Hélas ! engagée en juin 1981, à la fin du boom immobilier et au début de la crise des bureaux commerciaux, l'opération traîne en longueur et, surtout, le coût du financement monte vertigineusement. Ce fut l'étrangement.

Le mercredi 2 février 1983, à l'issue d'un conseil d'administration bûleux auquel il avait dû, dit-on, révéler l'étendue des engagements pris par lui en tant que PDG et, en même temps, la gravité de la situation (soit près de 200 millions de pertes, les deux tiers du capital de la BPGF), M. Gendry, mis en minorité par ses actionnaires bancaires, tant les étrangers, majoritaires, que les français, « souhaita être déchargé de ses fonctions pour convenances personnelles ».

#### L'Hôtel Novapark

Il se trouva, illico, remplacé par un homme jouissant de la confiance des actionnaires. M. Gilles Brac de la Pierrière, ancien PDG de la Société lyonnaise de dépôts, qui remit de l'ordre dans la maison et désintéressa les actionnaires étrangers, banques belge, néerlandaise et britannique, grâce au concours efficace de la Banque de France. M. Gendry équilibriste de génie, avait joué et perdu. M. Lagardère lui fit, alors, une place comme conseiller chez Hachette.

Mais le pire était encore à venir. Parallèlement à l'opération IBM-la Défense, M. Gendry et surtout ses collaborateurs, MM. Rivière et Béjot, avaient engagé la BPGF dans le financement du groupe hôtelier Novapark, animé par M. René Hart,

de nationalité suisse. Assez mégalomane, M. Hart a construit, dit-on de ses créanciers, « n'importe quel projet, quel prix ». Ce furent, notamment, l'Hôtel Novapark de la rue Pierre-Charon, à Paris, au style et au luxe délirants, avec cinquante et une suites facturées entre 5 000 F et 35 000 F la nuit. Inauguré en décembre 1981, il est aujourd'hui en liquidation judiciaire, comme l'est l'ex-Sheraton-Montparnasse (mille chambres), racheté en août 1982 avec un passif d'au moins 150 milliards.

Echec, également, à Ryad, à Djeddah, où le groupe ACCOR a dû intervenir, et surtout à New-York, avec la construction du Gotham's, non achevé après avoir englouti 110 millions de dollars.

La BPGF participe, aux côtés de banques nées-allemandes (le Monde du 20 décembre 1984) et d'intérêts saoudiens, avec des financements en dollars dont le coût s'est envolé, et des avances de plusieurs centaines de millions. Aujourd'hui, le groupe Novapark est virtuellement en faillite, avec un passif dépassant le milliard de francs.

Autre aventure « saignante », celle du financement du groupe de presse Vauri-Margaine, pour plusieurs centaines de millions, également. Faillite totale pour la FIMES : déjà 1,5 milliard de francs, sans doute 2 milliards, et des pratiques qualifiées d'« anormales », qui ont motivé des plaintes au parquet et la désignation d'un juge d'instruction. La suite, on la connaît.

M. Gendry a-t-il été grisé, a-t-il voulu jouer trop gros, aux limites et peut-être au-delà de la légalité ? S'est-il laissé déborder par des collaborateurs qu'il ne contrôlait plus très bien ? La mort accidentelle de son fils, au début de 1983, l'avait profondément déprimé ; mais surtout l'ampleur et la durée de la crise immobilière l'ont désarçonné, comme l'ont été les banques Wormis et Vernet, affligées de pertes vertigineuses. Tout allait si bien auparavant ! Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre, disaient les Anciens. Et, selon toute probabilité, M. Jean-Luc Gendry, le magicien danseur de cord, s'est perdu dans ce qui risque d'être l'un des plus beaux scandales financiers d'après-guerre.

FRANÇOIS RENARD.

(Publicité)

## CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION BEYROUTH (Liban)

### AVIS DU CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION BEYROUTH (Liban)

Le Conseil du développement et de la reconstruction annonce la mise en adjudication restreinte aux sociétés françaises du projet :

« Fourniture, installation et mise en service d'un système de communication AFTN (Fully automatic message relay, system) destiné à la direction générale de l'aviation civile, aéroport international de Beyrouth ».

Le financement de ce projet est prévu dans le protocole financier franco-libanais du 23 juin 1983.

Les sociétés françaises intéressées pourront retirer le cahier des charges et spécifications techniques auprès du :

Conseil du développement et de la reconstruction  
rue Rayess - Immeuble Rayess - Baabda  
Tél. : 42490 CDR LE  
Tél. : 420695, 421045, 421094  
BP 116/5351 - BEYROUTH (Liban)

ou auprès du conseiller commercial près l'ambassade de France à Beyrouth, et ce à partir du 20 mai 1985.



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**E**t de trois ! Encore une semaine de hausse, bien que réduite à quatre séances. Cette fois, ce fut à cause de l'ascension. L'Ascension ? C'est presque une coïncidence ou un symbole. La Bourse de Paris a célébré à sa façon cette fête très chrétienne. Elle a encore monté, et dans l'allégresse. Dès lundi, la poussée en avant amorcée huit jours auparavant s'accélérait (+1,38%). Elle se ralentissait le lendemain (+0,47%) avant de s'accroître à nouveau mercredi (+0,98%). A la veille du week-end, tout de même, le marché décidait de souffler un peu, tout en maintenant le cap (+0,1%), et bouclait ainsi, fait assez rare sur Vivienne, sa neuvième journée de hausse consécutive. Durant cette courte semaine, sa progression s'est ainsi élevée à 3%. Depuis le 3 mai dernier, elle dépasse 5%.

Une forte activité l'a encore accompagnée, avec une moyenne journalière de transactions légèrement supérieure à 400 millions de francs. L'événement de la semaine a été que, par trois fois, l'indice CAC, le plus fiable de tous les instruments employés pour mesurer la température à la corbeille, a battu tous ses records pour s'établir en dernier lieu un peu au-dessus de la cote 222.

Décidément, la Bourse a du coffre. A-t-elle voulu marquer les retrouvailles avec sa jeunesse ? Les derniers échafaudages ayant disparu cette semaine, la nef du palais Boursier entièrement ravalée avait retrouvé sa physionomie du début de siècle avec vingt macarons tout neufs, replacés entre les archivoltes des arcs à plein cintre. Superbe !

## Une belle « ascension »

En fait, le nerf de la guerre s'est à nouveau tendu sous l'effet des achats de l'étranger. Devant le marché énergétique de la Bourse, manifesté par la hausse, surtout à la lumière des derniers résultats financiers et des perspectives pour 1985, ces investisseurs venus d'ailleurs « révisent à la hâte leurs price-earnings ratios » (rapport cours-bénéfices), assurant un professionnel. L'hypothèse est plausible, mais le marché a aussi vécu d'espoir, l'espoir de voir le foyer de l'argent baisser, qui s'est rapidement matérialisé avec la réduction, dès mercredi matin des taux de base bancaires ramené de 11,50 % à 11,25 %.

A sa manière, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a contribué à entretenir l'optimisme sous les verrières. Son souci : ramener le bâtiment, la réforme du marché hypothécaire vont y contribuer en rendant moins coûteuse l'accès à la propriété. La Bourse avait donc toutes les bonnes raisons de monter et elle ne s'en est pas privée. Jusqu'à Wall Street dont l'allure est apparue beaucoup plus prometteuse, mais les opérateurs français s'en sont bien moqués. Paris n'a plus pour New-York les yeux de Chimène. « Tout ce que l'on demande au marché américain », nous disait le responsable du service boursier d'un grand établissement de la place, « c'est de nous faire la paix ». Autrement dit qu'il se fasse pas des siennes en

cloutant trop brutalement, ce qui pourrait contrarier ici des dispositions pour le moins dynamiques.

Très logiquement, en liaison avec les promesses de la rue de Rivoli, les valeurs du bâtiment ont repris du poil de la bête (Maisons Phénix, Ciments français, Dumez, Bouygues, Lafarge). Le printemps, aussi a été très courtisé. « Les opérateurs, disent-ils, découvrent les vertus de ce grand magasin ». D'ailleurs la distribution, en général, a été mieux disposée (Redoute, CFAO...).

En outre, la décision du groupe Total de céder ses activités engrais (COFAZ-SOPAG) au conglomérat norvégien Norsk Hydro a fait très bonne impression, et provoque une hausse des titres français des pesticides. De leur côté, plusieurs « Blue Chips » comme L'Oréal, Club Méditerranée, Arjomari, Crédit foncier de France, Sanofi, Carrefour et quelques autres ont un peu sorti de l'ombre dans laquelle elles s'étaient confinées ces derniers temps.

Ajoutons que la semaine s'est achevée sur une note de charme défilée, le cas n'est pas fréquent, par le ministre des finances, M. Bérégovoy, a par ailleurs, nommé M<sup>me</sup> Sylvie Girardot agent de change à la Bourse de Lyon. Celle-ci sera la première femme en France à occuper cette charge. Mais avant de prendre ses fonctions, M<sup>me</sup> Girardot devra se soumettre au cérémonial d'introduction. Comme obligé. « Bienvenue à bord », disait, pour tout commentaire, un jeune et dynamique agent de change vendredi à la corbeille.

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 13 au 17 mai

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Nouvelle avance

Le retour à un certain optimisme observé la semaine précédente s'est confirmé ces derniers jours. Wall Street a continué de monter tranquillement et, à la veille du week-end, l'indice des industrielles s'établissait à 1285,33 (contre 1274,17 le 10 mai).

Soutenus par l'espoir d'une détaxe imposable, les opérateurs ont néanmoins joué la prudence, n'édifiant pas de temps à autre à prendre leurs bénéfices. Mais l'encouragement est surtout venu de la décision de la Bankers Trust, principale banque des États-Unis, de réduire son « prime rate » (taux privilégié servi aux meilleurs clients) de 10 1/2 % à 10 % (niveau le plus bas depuis six ans et demi). Cependant cet abaissement du foyer de l'argent n'est pas apparu déterminant autour du « Big Board », le taux de base bancaire n'étant que le dernier instrument monétaire à réagir à la détente. Ce n'est qu'après la fermeture du marché, vendredi soir, que la Réserve fédérale a annoncé la baisse de son taux d'escompte (7 1/2 % contre 8 %).

Les prochaines séances diront comment cette mesure est appréciée.

Cours 10 mai Cours 17 mai

Alcoa	33	33 5/8
AT&T	22 1/4	22 3/8
Boeing	62 1/8	63
Chrysler	57 3/8	58 7/8
Deere	56 1/2	56 1/2
Eastman Kodak	43 1/8	43 1/8
Gold Field	50	51 3/4
Harmon	49	49 1/2
General Electric	43 5/8	43 5/8
General Motors	64 1/8	64 1/8
Goodyear	27 3/4	27 3/4
IBM	130 1/8	130 1/8
ITT	34 1/4	34 1/4
Johnson & Johnson	46 3/4	46 3/4
Pfizer	39	39 3/4
Rockwell	37	37 1/2
Union Carbide	38 1/4	38 3/8
US Steel	28 3/4	29
Westinghouse	32	32 5/8
Xerox Corp.	48 7/8	49 1/8

### LONDRES

Baisse à la veille du week-end

Record égalé cette semaine au London Stock Exchange, où l'indice des industrielles atteignit la cote historique des 1024,50 points, une première fois depuis le 22 janvier dernier, ce sous l'effet du vent d'optimisme soulevé par l'émission de British Aerospace soustraite plusieurs fois. Toutefois, rendu inquiet par la forte reprise de l'inflation, le marché allait reprendre la plus grande partie de son avance initiale.

Indice « FT » du 17 mai : industrielles (1000) : 1024,50 ; fonds d'investissement (1000) : 493,90 ; fonds d'État, 80,30 (contre 80,30).

Cours 10 mai Cours 17 mai

Bombardier	363	358
British Petroleum	28	28 1/2
Brit. Telecom	540	545
Charter	206	195
Comptons	145	146
De Beers	537	535
Dunlop	66	66
Fraser & Neave	28 1/2	27 1/2
Glaxo	11 47/64	12 1/4
Imperial Chemical	845	835
Shell	767	765
Unilever	11 25/64	11 13/32
Vickers	340	324
Warren	33 3/8	33 5/8

(\*) En dollars.

### FRANCFORT

An plus haut

Forté par des achats massifs provenant de l'étranger, le marché de Francfort a atteint son plus haut niveau de cette semaine à 2144,50 points, une première fois depuis le 22 janvier dernier, ce sous l'effet du vent d'optimisme soulevé par l'émission de British Aerospace soustraite plusieurs fois. Toutefois, rendu inquiet par la forte reprise de l'inflation, le marché allait reprendre la plus grande partie de son avance initiale.

Indice « DAX » du 17 mai : industrielles (1000) : 2144,50 ; fonds d'investissement (1000) : 493,90 ; fonds d'État, 80,30 (contre 80,30).

Cours 10 mai Cours 17 mai

ABF	118	115,70
BASF	204,70	210,50
Bayer	113,50	120,20
Commerzbank	178	177
Deutschebank	472	477,30
Hoechst	213	223,20
Karstadt	226,50	226
Mannesmann	187,50	187,50
Siemens	544,50	546
Volkswagen	225,50	233

### TOKYO

Repli

La tendance a continué cette semaine d'évoluer assez irrégulièrement, mais cette fois cependant dans le sens de la baisse. Comme à New-York, les opérateurs attendaient une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et, en voyant rien venir, ils ont commencé à prendre leurs bénéfices. Indices du 17 mai : Nikkei Dow Jones, 12 419,99 (contre 12 527,31 le 11 mai) ; indice général, 974,85 (contre 979,49).

Cours 10 mai Cours 17 mai

Akai	448	420
Bridgestone	524	515
Casio	1 240	1 200
Fuji Bank	1 560	1 580
Honda Motor	1 340	1 330
Mitsubishi Electric	1 480	1 480
Mitsubishi Heavy	263	264
Sony Corp.	4 070	3 970
Toyota Motor	1 290	1 270

### Valeurs à revenu fixe ou indexé

	17-5-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 635	- 30
7 % 1973	8 300	+ 87
10,30 % 1975	98,05	+ 0,28
PMIE 10,6 % 1976	97,93	inch.
8,80 % 1977	116,45	- 0,20
10 % 1978	97,86	+ 0,36
9,80 % 1978	97,50	+ 0,71
8,80 % 1978	97,98	+ 0,38
9 % 1979	94,76	+ 0,72
10,80 % 1979	100,13	+ 0,38
12 % 1980	101,05	- 0,84
13,80 % 1980	106,85	+ 0,28
16,75 % 1981	112,50	+ 0,16
16,20 % 1982	118,20	- 0,02
16 % 1982	119,10	+ 0,55
15,75 % 1982	115,85	+ 0,16
CNIE 3 %	4 396	- 27
CNB 5 000 F	102,95	+ 0,30
CNB Paris	103,60	+ 0,30
CNB 5 000 F	103,50	+ 0,30
CNI 5 000 F	102,90	+ 0,26

### Alimentation

	17-5-85	Diff.
Béghin-Say	282	+ 8
Bongrain	1910	+ 10
BSN G. Daoune	2525	- 25
Carrefour	2 175	+ 20
Castrol	986	- 75
Cédex	780	- 75
Euro-marché	960	- 10
Guyenne et Gasc.	310	+ 10
Leclerc	680	inch.
Martell	1781	+ 11
Mot-Hennessy	1881	+ 48
Mumm	740	- 15
Nestlé	25 340	+ 510
Occidentale (Gic)	715	+ 8
Olida-Caby	245	- 10
Pernod-Ricard	739	+ 33
Prunelle	1 378	+ 10
Sources Perrier	538	+ 5
St-Louis-Bouchon	342	- 2
C.S. Sauquet	500	- 15
Veau Cioquet	2380	- 10
Vitigra	978	- 30

## Michelin : l'amélioration se confirme

L'état de santé de Bibendum est-il amélioré en 1984 ? Beaucoup le pensaient, mais la confirmation tardait et les analystes financiers étaient formels : « le groupe enregistrera un déficit aussi lourd que l'année précédente » en laissant toutefois entendre que des provisions avaient probablement été constituées pour éponger le coût des licenciements (près de 5 000 personnes encore pour 1985).

Bien vu. Vendredi les télévisions ont créé les résultats de Michelin venant de tomber. A première lecture, avec les difficultés introduites par l'alignement des comptes sur les nouvelles normes comptables - en langage fleuri, on appelle cela un « retraitement », la nouvelle n'apparaissait pas clairement. Mais après le décodage, il ressortait qu'effectivement la situation du premier fabricant français de pneus (deuxième mondial) était moins mauvaise.

Pour Michelin France, la perte s'est contractée de 23 % pour revenir de 1 114 millions de francs en 1983 à 851 millions. Car, si la Manufacture a enregistré un déficit d'exploitation de 880 millions, ses filiales françaises lui ont rapporté 39 millions de bénéfices. Il y a un « mais ». Le résultat final est une perte de 1 529 millions de francs. L'explication a déjà été donnée : pour tirer une croix sur le passé Bibendum a mis de côté tout l'argent nécessaire pour régler la facture des réductions d'effectifs.

A l'échelle du groupe, les mêmes détours ont été empruntés. Sans compter les éléments exceptionnels provenant des différents coûts sociaux (1 010 millions de francs au

total) à la fois en France et en Grande-Bretagne, le déficit provenant des seules activités industrielles est réduit de moitié environ : 1 232 millions de francs contre 2 145 millions en 1983, pour un chiffre d'affaires de 43,2 milliards de francs accru d'un peu plus de 9 %. Mais, bien sûr, à l'arrivée, les comptes font ressortir une perte de 2 242 millions. Toutefois, ainsi que le souligne Michelin ces coûts sociaux ne sont pas récurrents. Autrement dit, ils n'apparaîtront plus au bilan 1985 et, s'agissant de l'exercice en cours, Bibendum fera en plus l'économie des salaires des personnels licenciés (1 milliard de francs environ).

Avec la perspective d'un retour au bénéfice de Michelin Corp. (Etats-Unis), tout laisse à penser que les comptes du groupe Michelin devraient être proches de l'équilibre au 31 décembre prochain. Mais de quel côté ? Sera-ce un léger bénéfice ou une modeste perte ? Pour l'instant, personne n'est encore en mesure de le dire. En juin, lors de l'assemblée générale, le président François Michelin aura peut-être une idée plus précise sur la question. Une certitude : l'hémorragie a été bien maîtrisée. Et si un travail en profondeur reste à faire pour moderniser l'outil de production en France, Michelin a de bonnes chances de pouvoir continuer l'effort entrepris avec une capacité financière en partie restaurée. Mais les charges financières restent encore bien élevées : 3,35 milliards de francs en 1984 contre 3,02 milliards en 1983, soit 7,75 % des ventes nettes contre 7,62 %, et les plus gros déficits viennent encore de l'activité industrielle en France.

A. D.

### Banques, assurances

sociétés d'investissement

	17-5-85	Diff.
Bail Equipement	361,50	+ 12,5
Banque (Cie)	610	+ 28
Cetelem	728	+ 8
Chargeurs SA	572	+ 52
CFP	877	+ 27
CFI	320	+ 5
Eurofinance	1 425	+ 180
Hélin (La)	455	+ 11
Immo. Pl.-Mobilier	452	+ 8
Loafrance	426,10	+ 16,1
Locidus	796	- 8
Midis	2 595	+ 62
Midland Bank	237	- 0
OPF (Omn. Fin. Paris)	1 180	+ 25
Parisienn. de résc.	1 160	+ 10
Préfabri	1 189	+ 5
Schneider	167	- 2,5
UCB	355	- 5

### Matériel électrique

services publics

	17-5-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	305	+ 10
CTI-Alstet	1 377	+ 29
Crouzet	293	+ 5
Générale des Eaux	631	+ 5
IBM	1 270	- 5
Electrotech (1)	1 948	+ 31
ITT	337,50	+ 12,50
Lagrand	2 200	+ 139
Lyonnaise des Eaux	794	+ 26
Méta	1 855	+ 54
Mertel-Ges	2 000	+ 30
Moteurs Leroy-Somert	580	inch.
Mosulux	96	- 3,50
PM Labinal	535	+ 15
Radotech	298,50	+ 12,80
SEB	487	inch.
Signaux	676	+ 31
Télécom. Electric (2)	2 435	+ 125
Thomson-CSF	545	+ 10
Schlumberger	389	+ 2,20
Siemens	1 755	+ 28

(1) Compte tenu d'un droit de 633 F.

(2) Compte tenu d'un droit de 170 F.

### Bâtiment, travaux publics

	17-5-85	Diff.
Axill. d'entreprises	952	+ 27
Angynges	781	+ 60
Ciments Français	361	+ 31
Dumez	690	+ 68
GT4	389	- 1
J. Lafèvre	240	+ 14
Lafarge	532	+ 13
Maisons Phénix	251	+ 29
Poliet et Chausson	606	+ 34
SCREG	142	+ 8
SOB-SB	67	+ 1,20

### Filatures, textiles, magasins

	17-5-85	Diff.
André Roudière	356,60	+ 41,6
BHV	257,50	+ 16
CTAO	257,50	+ 16
Danar-Serviplex	2 343	- 7
Darty	1 348	+ 19
DMC	259	- 2
Galeries Lafayette	398	+ 1
La Redoute	1 435	+ 70
Nouvelles Galeries	162	+ 2,20
Printemps	257	+ 27,2
SCOA	186,80	+ 2,80

### Mines, caoutchouc, outre-mer

	17-5-85	Diff.
Charter	24	+ 0,40
Geophysique	750	+ 1
Exxon	510	+ 14
INCO	137	+ 5
Michelin	934	+ 5
Min. Penaroya	91,30	+ 0,30
RTZ	75,70	+ 0,10
ZCI	1,96	+ 0,01

### Pétroles

	17-5-85	Diff.
Elf-Aquitaine	222	- 9
Esso	562	+ 30
Exxon	510	+ 14
Francep	389	+ 7
Pétrofin	1 069	+ 11
Pétroles (Française)	272,90	+ 6,40
Pétroles B.P.	398	+ 35
Prinax	371	+ 40,9
Raffinage	93	+ 1,80
Royal Dutch	572	+ 4
Sograp	471	- 10

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 10 mai	Cours 17 mai
Or fin (livre en barre)	96 100	96 400
Or fin (livre en lingot)	96 050	96 150
Pièces françaises (20 fr.)	570	568
Pièces françaises (10 fr.)	285	283
Pièces suisses (20 fr.)	568	561
Pièces suisses (10 fr.)	284	281
Pièces suisses (5 fr.)	142	140
Pièces suisses (2 fr.)	71	70
Souverains anglais	720	718
Demi-souverains	401	401
Pièces de 20 dollars	3 880	3 868
— 10 dollars	2 212	2 212
— 5 dollars	1 106	1 106
— 20 pesos	3 800	3 816
— 20 marks	700	681
— 10 florins	880	878
— 8 roubles	410	385

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	13 mai	14 mai
RM .....	432 332	485 744
Comptant		
R. et obl. .	2 656 433	2 582 439
Actions ..	76 053	78 600
Total .....	3 164 818	3 146 800



BOURSE  
ÉTRANGÈRE

## L'euromarché

### Ne jamais rembourser trop précipitamment...

Cela fait toujours très mauvais effet de rembourser par anticipation ses dettes, surtout si on a les moyens de le faire. D'une part, un tel choix dénote un manque total d'imagination. Quelle est la personne physique ou morale qui n'a pas le réemploi, dans un autre domaine, de capitaux initialement drainés dans un but spécifique ? D'autre part, les banques n'aiment pas ce genre de résolution, qui les frustrer de revenus. En revanche, elles comprennent et admettent parfaitement bien qu'un emprunteur renégocie ou réaménage une dette existante. Pour ces raisons, la décision prise par la France de rembourser par anticipation l'emprunt de 1,24 milliard de dollars que la CEE avait levé pour son compte en juillet 1983 a été perçue par la majorité de la communauté bancaire internationale non seulement comme un bluff politique, mais aussi comme le signe d'une mauvaise gestion financière du pays.

Si la Rnc de Rivoli dispose de devises excédentaires, pourquoi ne rembourser-elle pas en priorité l'énorme dette extérieure de l'EDF, qui a été levée en grande partie pour le compte de l'Etat ? Non seulement celui-ci n'a jamais assuré le risque de change qu'il s'était officieusement engagé à supporter, mais son poids grandissant depuis que le dollar ne vaut plus 4 francs français a été entièrement reporté sur les épaules des consommateurs d'électricité. Bien plus, l'EDF est contraint de continuer d'emprunter en devises tant pour réaménager sa dette étrangère existante que pour financer ses nouveaux programmes de développement.

Elle est en train, par exemple, d'achever, brillamment du reste, de mettre sur pied la ligne de crédit à objectif multiple dont nous avions rapporté la structure dans ces colonnes il y a deux semaines et qui est garantie par la République française. Alors que l'EDF ne recherchait à l'origine que 400 millions de dollars, ce sont 900 millions qui lui ont été proposés par un consortium bancaire composé de quarante-trois entreprises.

Le volume final sera donc augmenté, mais le Trésor, qui toujours décide en la matière, limiterait vraisemblablement le montant ultime à un maximum de 800 millions de dollars.

Il est certain que les conditions du prêt réalisé par la CEE pour la France il y a deux ans sont maintenant trop onéreuses. Le crédit de 1,24 milliard de dollars, qui est doté d'une durée de sept ans et d'une période de franchise de trois ans, porte un intérêt semestriel variable qui se compose de l'addition au taux du Libor d'une marge de 0,375 % au cours des trois premières années

puis de 0,50 % pendant les quatre dernières.

Aujourd'hui, la France ou la CEE pourrait aisément obtenir des marges ne dépassant pas 0,125 - 0,25 %. Pour quelles raisons les autorités françaises n'ont-elles donc pas choisi de renégocier les termes de la majorité du prêt de 4 milliards d'ECU levés en juillet 1983 dont tout est à la fois par le crédit européen de 1,24 milliard de dollars et l'emprunt de 2,76 milliards de francs émis à l'émission à taux flottant de 1,8 milliard mentionnée dans notre rubrique précédente ?

#### Retour à l'optimisme

Dans la foulée d'un marché américain des capitaux très actif et extrêmement bien orienté, son euro-homologue a retrouvé tout son optimisme. La forte hausse des cours des euro-emissions libellées en dollars des Etats-Unis se reflète dans l'abaissement des rendements. L'agence américaine Standard and Poor's a calculé que le rendement moyen des euro-obligations en dollars des emprunteurs de toute première qualité, c'est-à-dire de classe «AAA», était tombé de 10,62 % à 10,62 % il y a huit jours plus tôt. L'espoir d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt à court terme entre-Atlantique, que la banque Bankers Trust a, mercredi, anticipé en abaissant de 0,50 % à 10 % son taux de base, a brusquement sorti les investisseurs de leur torpeur.

Voyant les rendements faiblir, ils se sont précipités sur tout le papier disponible. Cela explique que presque toutes les nouvelles euro-emissions aient été reçues avec chaleur. En revanche, les emprunteurs ont adopté une attitude prudente. Persuadés qu'en attendant quelques jours de plus ils pourraient obtenir des coupons de 10 à 20 points de base plus bas parce que la baisse des taux va se poursuivre, ils ne se sont pas massivement sur le marché international des capitaux. Cette retenue a augmenté l'intérêt pour les transactions sorties cette semaine.

#### Plus de 10 milliards d'ECU

C'est ainsi que l'Australie a bénéficié d'un accord enthousiaste en offrant 300 millions de dollars en deux tranches. La première, d'un montant de 200 millions et d'une durée de dix ans, a été proposée au pair avec un coupon annuel de 11 %. La seconde, qui s'élève à 100 millions et qui s'étendra sur quinze ans, sera émise au pair avec un coupon de 11,25 %. Les investisseurs n'ont même pas sourcillé devant la relativement longue échéance de la

deuxième tranche. Les euro-obligations tant à dix qu'à quinze ans ont fait l'objet d'une forte demande.

Elles se traitaient vendredi bien en-deçà des commissions de vente de 1,375 %.

Le montant des émissions obligataires internationales libellées en dollars de la CEE a dépassé le cap des 10 milliards d'ECU. Depuis le lancement de la première transaction émise par l'italienne SOTFE en avril 1981 (35 millions d'ECU sur six ans avec un coupon de 13 %), plus de cent quatre-vingts autres opérations ont vu le jour jusqu'à cette semaine, représentant un volume de 10,3 milliards d'ECU.

Si l'on ajoute le milliard d'obligations en ECU lancées, dans le même temps, pour le seul bénéfice de la clientèle italienne par le truchement d'émissions purement domestiques, le volume émis depuis 1981 dans la monnaie carpienne s'élève à 11,3 milliards.

C'est peut-être encore peu par rapport aux quelque 250 milliards de dollars en circulation d'euro-obligations libellées en d'autres devises. Le marché de l'ECU n'en a pas moins effectué, en l'espace de seulement quatre ans, un parcours proportionnellement très rapide et très grand que le reste du marché euro-obligataire au cours de ses vingt-cinq années d'existence.

La croissance de l'ECU en tant que devise servant de support à des émissions internationales est d'autant plus spectaculaire qu'elle s'est principalement réalisée à partir de 1984. Près de 72 % du volume émis depuis 1981 est sorti pendant les seize derniers mois.

Ce mouvement d'accélération s'est encore amplifié depuis le début de cette année. Les 3,72 milliards d'euro-emissions en ECU lancées depuis le début du mois de janvier 1985 dépassent déjà les 3,69 milliards sorties durant les douze mois de 1984. La volatilité du dollar et l'incertitude sur l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis ont favorisé le développement d'une devise de substitution.

La quatrième euro-emission en francs français a vu le jour vendredi matin. Offerte par Rhône-Poulenc, elle s'élève à 450 millions de francs. Sa durée est de six ans. Elle sera émise au pair avec un coupon annuel de 11,375 %. Ce dernier est inférieur de 0,125 % à celui qu'avait offert Peugeot il y a deux semaines, mais Rhône-Poulenc s'avère un bien meilleur débiteur. Les premières réactions ont été très favorables. L'Allemagne, à elle seule, serait prête à absorber la totalité de l'opération.

CHRISTOPHER HUGHES.

«valer» environ 2 milliards de francs, les banques n'en ayant absorbé que 5 milliards de francs environ.

Pour la semaine prochaine, on attend un gros emprunt du Crédit financier de France et, peut-être, un Aéroport de Paris. Notons, à ce sujet, que les liquidités continuent à déferler sur le marché, en raison, notamment, de l'abandon des souscriptions aux SICAV de trésorerie. Avivée au surplus, par l'espoir d'une baisse des taux dans un avenir proche, la demande de «papier» redouble, au point que les professionnels redoutent un emballement du marché, comme à l'automne dernier, avec une réédition des erreurs commises à cette époque. Ils souhaiteraient même l'émission d'un très gros emprunt d'Etat à 10,50 % ou 10,60 % pour «éponger» une bonne partie de ce «papier» et éviter les excès qui conduiraient aux mini-craquements de novembre et décembre 1984.

A cet égard, la réforme du marché hypothécaire permettrait de mieux alimenter le marché ce «papier» de bonne qualité. On sait (le Monde du jeudi 16 mai) que les établissements de crédit immobilier pourraient émettre des billets hypothécaires de longue durée, mobilisables auprès d'une agence qui, à son tour, lancerait des emprunts obligataires d'une durée équivalente (quinze à vingt ans), dotés de nombreuses garanties, dont celle de l'Etat. Mise en vigueur à l'automne prochain, cette réforme devrait autoriser la levée de 10 à 30 milliards de francs de titres de première catégorie la première année.

F. R.

# Crédits - Changes - Grands marchés

## Les devises et l'or

### Un dollar bien incertain

Les signaux en provenance des Etats-Unis sont à nouveau si brouillés que le comportement du dollar est redevenu incertain, déconcertant les pronostics des opérateurs.

En début de semaine, le «billet vert» fléchissait nettement à la suite du vote du Sénat américain sur une réduction du déficit budgétaire, notamment par blocage des dépenses militaires, hors inflation. Si ce vote était avalisé par la Chambre des représentants (rien n'est moins sûr), la pression du Trésor sur les marchés financiers pour combler le déficit budgétaire en serait allégée, et les taux d'intérêt seraient susceptibles de baisser, entraînant le dollar avec eux.

Mardi, un nouveau glissement de la monnaie américaine se produisait à l'annonce des difficultés éprouvées par deux caisses d'épargne (Savings and Loans du Maryland) victimes de retraits précipités de la part des déposants affolés par des rumeurs. Du coup, pour éviter la réédition de l'affaire de l'Ohio, deux mois auparavant, qui avait conduit les pouvoirs publics à fermer quinze établissements, le gouverneur du Maryland a, préventivement, pris le contrôle des cent deux caisses privées de l'Etat, sans les fermer, mais en limitant les retraits à 1000 dollars (9400 F) par compte.

En fait, dans ce cas, comme dans le précédent, le vrai problème est celui de l'assurance des dépôts. Dans cinq Etats, dont le Maryland et l'Ohio, la Pennsylvania, le Massachusetts et la Caroline du Nord, fonctionnent un système privé d'assu-

rances pour les caisses d'épargne, une partie d'entre elles tout au moins, les autres étant affiliées au tout-puissant système fédéral de garantie. Les législateurs du Maryland voudraient contraindre toutes les caisses à se rattacher au système fédéral pour plus de sécurité, mais, dans bien des cas, ce système exige un montant minimum de fonds propres que bien des caisses ne peuvent constituer.

Or les difficultés actuelles, qui, cette fois, n'ont pas trop ému les marchés, par la suite, d'autres facteurs pesaient le pas. Ce fut d'abord l'annonce d'une augmentation de 0,9 % des ventes de détail en avril aux Etats-Unis. Certes, les opérateurs attendaient plutôt une augmentation de 1,5 %, et certains d'erreurs eux en furent déçus ; mais d'autres estiment que le chiffre de 0,9 % valait mieux que rien, et le dollar remonta un peu. Les jours suivants, on apprit pêle-mêle une diminution de 0,2 % de la production industrielle en avril, la première depuis octobre dernier, une contraction du taux d'utilisation des capacités industrielles, et, en revanche, un accroissement de 1,6 % de mises en chantier de logements, contrebalançant le recul par un recul de 4,9 % des livraisons de permis de construire. Allez donc dégager un pronostic de ces données éminemment contradictoires !

En Europe, l'attention a été attirée sur les difficultés de la couronne suédoise, victime de fuites de capitaux, d'un déficit record de la balance des paiements, et d'une recrui-

descence des conflits sociaux. Les milieux financiers scandinaves estiment imminente une dévaluation de la couronne, qui a déjà été dévaluée de 16 % le 8 octobre 1982, au retour du gouvernement social-démocrate de M. Palme, et de 10 % le 1<sup>er</sup> septembre 1981, avec le gouvernement de centre droit.

En France, l'annonce d'une hausse des prix de 0,7 % en avril n'a pas fait un très bon effet, et le cours du mark à Paris, qui avait dû être abondamment soutenu par la Banque de France la semaine précédente, est repassé au-dessus de 3,05 F. De passage à Paris, M. Wilfried Gurb, président du conseil de surveillance de la Deutsche Bank, numéro un allemand, a déclaré que la persistance des écarts actuels d'inflation entre la France et l'Allemagne (4 points en rythme annuel) pourrait entraîner « à long terme » un nouvel ajustement au sein du système monétaire européen (SME). Il a jugé « prévisible » un réajustement de la grille des cours-pivots. Estimant qu'un dollar fort et un mark relativement affaibli constituait une « garantie de calme » pour le SME, il a avancé qu'en cas de recul appréciable du dollar « il serait plus difficile de maintenir le statu quo monétaire européen ».

FRANÇOIS RENARD.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 MAI AU 17 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEIL	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
New-York	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Paris	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Zurich	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Frankfurt	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Bern	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Amsterdam	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Bruxelles	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Stockholm	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Oslo	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Copenhague	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Stockholm	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Oslo	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620
Copenhague	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620	1,2620

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 17 mai, 3,7515 F contre 3,7649 F le vendredi 10 mai.

## Les matières premières

### Baisse des métaux et du cacao

Les craintes relatives à un ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis viennent de se concrétiser avec la publication des chiffres afférents au mois d'avril. Ils traduisent une légère diminution de la production industrielle, la première enregistrée depuis un semestre. Résultat : une baisse sensible s'est produite sur les métaux non ferreux. Les perspectives semblent plus satisfaisantes dans certains pays européens mais cela suffira-t-il à contrecarrer le fléchissement de l'expansion, dans un pays à économie dominante comme les Etats-Unis ?

MÉTAL. — La tendance s'est inversée brutalement au Météor. L'achat de Londres sur le cuivre. Conséquences : chute des cours de près de 8 % et disparition de l'écart normal qui subsistait entre les prix pratiqués sur le disponible et le trois mois.

Les utilisateurs ne semblent donc plus redouter une pénurie des disponibilités à court terme. D'ailleurs, pour la première fois depuis plusieurs semaines, les stocks de métal se sont accrues en Grande-Bretagne de 2,575 tonnes pour atteindre 85,375 tonnes, mouvement appelé à se poursuivre selon les prévisions des négociants londoniens.

On attend, une augmentation de 2,7 % de l'utilisation mondiale de métal rouge cette année, qui devrait atteindre 7,5 millions de tonnes au lieu d'un accroissement de 9,1 % en 1984 par rapport à 1983, le plus important pratiquement depuis une décennie. Quant à la production mondiale de métal raffiné elle fera un bond de 367 000 tonnes au lieu d'une diminution de 200 000 tonnes en 1984, d'où un fléchissement des stocks mondiaux de 215 000 tonnes, à condition toutefois qu'il ne se produise pas une baisse de la consommation en fin d'année.

La baisse s'est accentuée sur les cours du zinc à Londres. L'étain peut être considéré comme le métal ayant le moins souffert, n'enregistrant que des variations de cours de faible ampleur. Les achats d'intervention du directeur du stock régulateur ont apporté un soutien non négligeable au marché, effectués toujours en dessous du prix-plancher de

29,15 ringgits par kilo. Premier producteur mondial de métal, la Malaisie demande avec insistance au Brésil, pays ne faisant pas partie de l'accord international, de réduire sa production de métal passée de 6 000 tonnes en 1980 à 25 000 tonnes. L'argent et le platine ont peu varié.

CAOUTCHOUC. — Les achats réguliers du directeur du stock régulateur soutiennent les cours du naturel. En Malaisie pourtant, ils s'établissent encore en dessous du niveau d'intervention de 177 cents malais. La demande tend à diminuer aux Etats-Unis.

En 1984, la production mondiale de naturel a dépassé de 40 000 tonnes la consommation selon les statistiques établies par le Groupe international d'études du caoutchouc. Pour le synthétique, produit de substitution par excellence, à un déficit de 35 000 tonnes

en 1983 a succédé un excédent mondial de 55 000 tonnes en 1984.

DENRÉES. — Les cours du sucre stagnent toujours à de bas niveaux. Ce n'est pas la dernière estimation réalisée par une firme privée, qui fait autorité en la matière, qui va être susceptible de réviser le marché. En effet, la production mondiale de la campagne 1984-1985 est évaluée à 100,85 millions de tonnes, chiffre supérieur de 3 millions de tonnes à l'estimation de janvier dernier. La récolte 1983-1984 s'était élevée à 96,39 millions de tonnes.

Le repli des cours du cacao s'est accentué sur tous les marchés avec la perspective d'une récolte plus abondante que prévu, supérieure de 20 % environ à la précédente. Des hausses de 90 000 tonnes sans attendre au Brésil, de 32 000 tonnes au Nigeria et de 11 000 tonnes au Ghana.

#### LES COURS DU 17 MAI 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTAL. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 187 (1 275) ; à trois mois, 1 189 (1 222) ; étain comptant, 9 548 (9 545) ; à trois mois, 9 511 (9 521) ; plomb, 295,50 (303) ; zinc, 645,50 (688) ; aluminium, 877,50 (908) ; nickel, 4 495 (4 500) ; argent (en once par once troy), 510,80 (512,50).	septembre, 3,13 (3,20) ; café, juillet, 143,30 (143,39) ; septembre, 143,95 (143,82) ; — Londres (en livres par tonne, sauf le sucre en dollars par tonne) : sucre, août, 93,80 (95) ; octobre, 96,80 (98,80) ; café, juillet, 2 125 (2 159) ; septembre, 2 165 (2 202) ; cacao, juillet, 1 801 (1 855) ; septembre, 1 790 (1 842).
— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 62,75 (64,75) ; argent (en dollars par once), 6,52 (6,32) ; platine (en dollars par once), 277,2 (272,50) ; — Pennaig (en ringgit par kilo), 28,81 (28,56).	— Paris (en francs par quintal) : cacao, septembre, 2 056 (2 145) ; décembre, 2 028 (2 075) ; café, septembre, 2 592 (2 570) ; novembre, 2 580 (2 588) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 241 (1 263) ; octobre, 1 263 (1 280).
TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, juillet, 65,05 (65,68) ; octobre, 63,33 (64,51) ; — Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), août, (535) ; — Roubaix (en francs par kilo), laine, inch, (55).	— Chicago (en cents par bushel) : blé, juillet, 318,25 (323,50) ; septembre, 318,75 (323) ; maïs, juillet, 277 (278) ; septembre, 265,50 (268).
DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : saut pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 035 (2 116) ; septembre, 2 020 (2 062) ; sucre, juillet, 3 (3,05) ;	INDICES. — Moody's, 915,40 (919,90) ; Reuters, 1 836,40 (1 873,80).



## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

- LIBAN : les rumeurs sur le retour syrien à Beyrouth.
- PEROU : après l'échec de M. Barrientos.
- Les différends franco-allemands.

### SUPPLÉMENT

- 7 à 11. La Thaïlande, un royaume à la page.

### FRANCE

- La situation en Nouvelle-Calédonie.
- La préparation du congrès socialiste.
- Pour accélérer le trafic, la RATP veut accroître la répression contre les automobilistes stationnant dans les couloirs d'autobus.
- Jean-Paul II à Ypres : « Plus jamais la guerre ».

### CULTURE

- Cannes, trente-huitième.

### ÉCONOMIE

- SOCIAL : au congrès des médecins de groupe, M<sup>me</sup> Dufour envisage une prolongation des négociations sur la convention médicale.
- REVUE DES VALEURS.
- CREDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.

### RADIO-TÉLÉVISION (20)

- Carnet (20) : Programmes des spectacles (18-19) : Mots croisés (20).

## « LE MONDE » ET LA MÉTÉO

De nombreux lecteurs nous écrivent ou nous téléphonent pour s'étonner de ne plus trouver, dans le Monde les informations météorologiques habituelles.

Cette situation est due au différend qui oppose notre quotidien à la direction de la Météorologie nationale. Celle-ci a en effet décidé de façon unilatérale de remettre en cause les accords antérieurs qui nous liaient à l'Amicale des prévisionnistes de la Météorologie nationale et nous a soumis un projet de convention qui aboutissait à multiplier par trois le prix des prestations fournies. Plusieurs autres quotidiens sont dans la même situation que le Monde.

Nous espérons que les négociations actuellement engagées permettront à nos lecteurs de retrouver sans tarder les informations qu'ils souhaitent.

## NOUVELLES BRÈVES

● Prochaine visite de M. Roland Dumas en Tchécoslovaquie. — M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, se rendra en visite officielle en Tchécoslovaquie les 23 et 24 mai, à l'invitation de son collègue tchécoslovaque M. Bobuslav Cernoupek, apprend-on au Quai d'Orsay.

M. Dumas sera le premier chef de la diplomatie française à se rendre à Prague depuis 1966. — (AFP.)

● Sir Geoffrey Howe, en France. — Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, fera une visite en France le 21 mai pour s'entretenir avec le ministre des relations extérieures, M. Dumas, a annoncé le porte-parole du Quai d'Orsay. Il s'agit de la traditionnelle rencontre des chefs de la diplomatie des deux pays entre les sommets annuels franco-britanniques.

● Accord entre l'Inde et les Etats-Unis sur le transfert de technologies. — New-Delhi et Washington ont signé le 17 mai un accord pour le transfert de technologies de pointe américaines en Inde. La conclusion de cet accord avait été retardée par les demandes américaines de garantie de non-utilisation de ces technologies à des fins militaires et de non-destination à des pays tiers. L'accord a été signé à l'occasion d'une visite en Inde du secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige. — (Reuters.)

Lisez  
**LE MONDE**  
diplomatique

A B C D E F G

## Les Etats-Unis remettent en cause leur contribution au Fonds international pour le développement de l'agriculture

De notre correspondant

Rome. — Les Etats-Unis ont provoqué, le 17 mai, une crise sérieuse au sein du Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA), le dernier organisme créé (en 1971) par les Nations unies et sans doute l'un des plus efficaces dans la lutte contre la pénurie alimentaire. Au cours de la huitième réunion de consultation sur la deuxième reconstitution des fonds du FIDA, qui s'est tenue les 16 et 17 mai à son siège à Rome, et où chaque pays donateur venait avec l'intention d'annoncer le montant de sa contribution, la délégation américaine a annoncé à la surprise générale que telle n'était pas son intention. La réunion a été suspendue sine die.

« Je pense qu'il convient de ne pas dramatiser cette crise », a déclaré M. Idriess Al Jazairy (Algérie), président du FIDA, et qu'il faut plutôt voir les points positifs acquis : dix-neuf pays membres de la catégorie I (OCDE) sont prêts à participer au refinancement ainsi que ceux de la catégorie II (OPEP). Nous sommes donc proches du but et tout dépend des nouveaux efforts qui seront faits pour parvenir à un consensus général. »

Malgré cette sérénité, M. Jazairy n'en avait pas moins été la fois surpris et affecté (au point de penser à se démettre de son mandat) lorsque les Etats-Unis ont annoncé qu'ils refusaient la solution de compromis négociée en février dernier. Celle-ci établissait les bases des contributions des membres de catégories I et II, sous forme de quatre fourchettes dont le montant variait entre 500 et 600 millions de dollars, pour la période 1985-1987, et prévoyait

une répartition des contributions de 60/40 entre les pays de l'OCDE et ceux de l'OPEP.

Les Etats-Unis sont arrivés à cette dernière réunion sans laisser prévoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce compromis. Ils entendent en effet que soit rétablie la répartition initiale (52-48) — ce qui en termes financiers signifie 5 à 6 millions de dollars en plus ou en moins pour les pays développés. Les Etats-Unis affirment qu'on a mal interprété leur intention et qu'ils n'ont jamais échangé d'avis.

Depuis sa création en 1977, le FIDA a investi 2 milliards de dollars dans cent soixante-quatre projets répartis dans quatre-vingt-cinq pays. Cet organisme fonctionne grâce à des contributions renouvelées tous les trois ans. Il était cette fois envisagé un financement de 600 millions de dollars (soit 240 millions pour les pays de l'OPEP et 360 millions pour ceux de l'OCDE).

Cette crise, qui met une nouvelle fois en question la survie du FIDA (il vit actuellement grâce à des contributions anticipées de 60 millions de dollars, dont la moitié vient de la catégorie III, c'est-à-dire des pays du tiers-monde, et en particulier de treize nations considérées comme les plus pauvres de la planète), témoigne de la nécessité de trouver à l'avenir des moyens de financement plus stables.

Ce samedi, le bureau exécutif examine un programme d'aides spéciales aux vingt pays au sud du Sahara victimes de la sécheresse, d'un montant de 300 millions de dollars sur trois ans.

PHILIPPE PONS.

## UN DIRIGEANT DE LA COORDINATION DÉMOCRATIQUE

### NICARAGUAYENNE CRITIQUE L'EMBARGO AMÉRICAIN

Tegucigalpa (AFP). — Le principal dirigeant de l'opposition politique au régime de Managua, M. Arturo Cruz, a condamné vendredi 17 mai, au Honduras, l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis contre le Nicaragua, estimant que cet embargo était « contre-productif », au même titre que « le minage des ports nicaraguayens ».

Le dirigeant de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN, principal front politique d'opposition au régime sandiniste) s'est déclaré favorable à toute coopération économique étrangère. « Les gouvernements doivent rechercher des formules pour que cette aide contribue à l'établissement de la démocratie », au Nicaragua, a-t-il ajouté.

« Si l'on ne parvient pas à une solution pacifique au Nicaragua, le conflit entre les sandinistes et les « contras » s'étendra un jour à toute l'Amérique centrale », a affirmé M. Cruz, qui fut ambassadeur du régime sandiniste à Washington avant de rejoindre les rangs de l'opposition.

## LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME EN URSS

### Ambitions et réalités

De nouveaux détails parviennent de Moscou sur les mesures prises par les autorités soviétiques pour lutter contre l'alcoolisme (la Monde du 18 mai). Ils sont révélateurs d'ambitions qui risquent de devenir difficilement réalistes.

Ainsi en est-il notamment d'une disposition qui va à l'encontre de l'une des traditions les plus fermement établies en URSS en déclarant « inadmissible » la consommation de boissons alcoolisées « au cours de banquets et de réceptions » ayant lieu « dans les entreprises, les organisations et les établissements d'enseignement ».

Plus préoccupant pour l'avenir des cadres du régime à tous les niveaux est un texte annonçant qu'il est « nécessaire de libérer de leurs fonctions » tous les responsables qui ont un penchant pour l'alcool. Dans le cas de membres du Parti communiste, cette mesure peut signifier leur exclusion des rangs du parti. La formule employée suggère toutefois que les autorités ont voulu se réserver une marge de manœuvre afin d'éviter les hécatombes qu'une application trop stricte de cette disposition aurait pu entraîner.

La campagne contre l'alcoolisme engagée à Moscou trouve un large écho dans plusieurs pays du camp socialiste. A Prague, le journal Rude Pravo a calculé qu'en vingt ans (1959-1980), la consommation en Tchécoslovaquie était passée de 5,6 à 9,6 litres d'alcool pur par an et par habitant, tous âges compris. « L'alcoolisme est une maladie », écrit le Rude Pravo, et le patient ne peut pas décider tout seul de la théraputique ».

A Budapest, l'organe du PC hongrois, Nepszabadsag, révèle que le pays compte au moins six cent mille buveurs chroniques (sur une population d'une dizaine de millions d'habitants) et que ce phénomène est en croissance depuis trente ans. Le journal indique cependant que la Hongrie n'envisage pas de prendre des mesures identiques à celles annoncées à Moscou, toutes les mesures prohibitionnistes ayant échoué dans le passé.

## TROP DE BATEAUX, TROP D'AIDES AUX CHANTIERS NAVALS

### Un marché à assainir

La société française de courtage spécialisée dans la construction navale et les transports maritimes Barry Rogliano Salles dresse, dans son dernier rapport, un bilan de l'année 1984 qu'elle résume par ce titre choc : « Le tonneau des Danaïdes ».

« Le transport maritime, quels que soient les pavillons considérés, est dans une situation catastrophique, est-il écrit dans ce rapport. A la racine du mal se trouve la surcapacité de la construction navale mondiale, elle-même alimentée par une masse formidable d'aides gouvernementales plus ou moins avouées. Les gouvernements des différents pays en cause croient, en effet, avoir de bonnes raisons pour poursuivre une politique de subventions ruineuses... Il faut clover enfin un fond au tonneau des Danaïdes ».

La flotte mondiale reste largement excédentaire, notamment dans le secteur pétrolier. Le volume des commandes s'est ralenti en 1984 mais a atteint tout de même 23 millions de tonnes (30 millions en 1983). Sur ce total, 13 millions de tonnes représentent des vraquiers (navires transporteurs de minerais ou

de céréales). Le Norvégien Sig Bergen a commandé le plus gros minéralier jamais construit : 350 000 tonnes — aux chantiers sud-coréens Hyundai.

Pour assainir le marché mondial, Barry Rogliano Salles fait les suggestions suivantes :

Il faut décider qu'aucune commande nouvelle ne pourra être autorisée sans que le constructeur ne présente le certificat de démolition d'un tonnage supérieur. Les gouvernements désireux de voir leurs constructeurs poursuivre leur activité devront donc subventionner — directement ou indirectement — la démolition de navires.

Cela suppose une concertation internationale des quelques pays constructeurs qui décideraient « d'affecter une partie des subventions qu'ils accordent actuellement à leur construction navale, à l'assainissement d'une situation qui, si elle se poursuivait, conduirait à la faillite de leurs constructeurs et de leurs armateurs ».

Cette concertation ne s'établira que sous la contrainte, mais celle-ci apparaît chaque jour plus nettement au fur et à mesure que s'allonge la liste des faillites de constructeurs et d'armateurs, précise la société.

## Le conseil général d'Ille-et-Vilaine signe une convention pour la réinsertion de chômeurs de longue durée

De notre correspondant

Rennes. — C'est pour faire face en priorité aux cas de pauvreté les plus difficiles que le conseil général d'Ille-et-Vilaine a proposé au ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle la mise en place d'une opération expérimentale de réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi de longue durée (la Monde du 18 mai).

La convention signée vendredi 17 mai par le président du conseil général, M. Pierre Méhaignerie, et par le représentant de l'Etat, M. Charles Jean Gosselin, préfet de région, permettra de proposer à deux cents chômeurs de longue durée, choisis, en liaison avec les maires, par les services locaux de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et de l'ANPE, un dispositif de formation et un travail d'intérêt collectif auprès d'une collectivité locale, d'un établissement public ou d'une association à but non lucratif. Et cela dans une définition comparable à celle des TUC, qui, contrairement aux TIC, sont réservés aux jeunes de moins de vingt et un ans.

Le bénéficiaire d'un TIC (vingt heures de travail par semaine pour une durée de six mois éventuellement renouvelable) recevra une rémunération de 1 200 F. versée par la collectivité ou l'organisme employeur auxquels le département remboursera 50 % de la dépense engagée.

Le dispositif de formation d'une durée maximum de trois cents heures pour la période de six mois est entièrement pris en charge par l'Etat. Cette expérience menée en Ille-et-Vilaine fait suite à une réflexion engagée depuis un an et demi par le conseil général de ce département sur le développement des cas d'extrême pauvreté.

Pour M. Pierre Méhaignerie, « si la vraie solution au problème du chômage est le retour à une croissance de 3 à 4 %, le mécanisme expérimental mis en place constitue la seule solution disponible pour faire face à un certain nombre de situations difficiles ».

Les travaux d'intérêt collectif viennent compléter une série d'actions engagées à l'échelon départemental, notamment dans le domaine du logement des populations en difficulté : commission « chômeurs de longue durée », mise en place en 1984 la signature d'une convention réunissant tous les partenaires associés à la mise en œuvre du dispositif de traitement des retards de loyer (Etat-département, villes, organismes HLM, Caisses d'allocation familiale), création d'un fonds de prêts aux accidentés à la propriété en difficulté, pourcentage de déduction des ventes sur maisons immobilières, soit dans l'attente d'un redressement de la situation de l'accidenté, soit pour permettre que la vente puisse avoir lieu dans des conditions acceptables.

Pour l'accès au logement social, un fonds spécifique a été créé (Ecos, ville de Rennes, Caisses d'allocation familiale et département) afin d'apporter sa caution pour permettre l'attribution de logements HLM à des familles qui ne peuvent pas offrir de garanties suffisantes.

Depuis février 1985, en liaison avec le Mouvement ATD-quartier monde et la CAF, le conseil général d'Ille-et-Vilaine a décidé d'expérimenter une formule de revenu minimum familial garanti. Cette opération concerne 130 familles retenues en raison de l'insuffisance et de la précarité de leurs ressources. Il leur est assuré un revenu minimum garanti mensuel (93 % du SMIC pour un couple avec un enfant, plus 5 % du SMIC pour chacun des enfants mineurs), versé par un seul organisme, la Caisse d'allocation familiale, gestionnaire de l'opération.

CHRISTIAN TUAL.

## L'OPPOSITION CONTESTE L'AMÉLIORATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI

Selon les statistiques officielles du ministère du travail, le nombre des demandeurs d'emploi à la fin de mai 1984 s'élevait en données brutes à 2 338 300 soit - 3,4 % par rapport à fin mars et + 4,6 % en un an (la Monde du 18 mai). En données corrigées des variations saisonnières (CVS) on enregistre 2 392 800 demandeurs d'emploi soit - 1 % en un mois et + 4,6 % en un an.

Le ministère précise qu'en raison de perturbations postales ayant affecté la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 3 000 demandeurs d'emploi « au maximum » n'ont pas été pris en compte, ce qui donne en réalité 2 400 000 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières (- 0,6 % par rapport au mois précédent). Il y a ainsi près de 16 000 demandeurs d'emploi de moins qu'à la fin de mars.

En cours de mois, les demandes enregistrées marquent une légère progression : 259 400 en données brutes (+ 3,1 % en un mois et + 12,6 % en un an), 304 300 en données corrigées (+ 1,3 % en un mois et + 1,8 % en un an). Les demandes « placées ou suivies » augmentent sensiblement : 384 113 fin avril contre 355 317 fin mars (+ 8 % en un mois et + 49 % en un an). Parmi ces « sorties » de l'ANPE, 135 157 chômeurs ont été radicaux pour « absence ou contrainte » en réponse à une convocation (+ 9,9 % en un mois et + 61,7 % en un an).

Les offres d'emploi demeurent faibles : 48 700 en brut en fin de mois (+ 4,5 % en un mois et - 1,8 % en un an), 46 200 en CVS (+ 4,5 % en un mois et - 1,9 % en un an).

Selon « l'Indicateur ARIES », adopté par le RPR et l'UDF, il y avait 2 572 000 demandeurs d'emploi en avril, soit 400 000 de plus que les chiffres officiels, avec une augmentation de 39 600 demandeurs en un mois.

● Le viol d'une jeune fille : pas de témoignage. — Les policiers d'Evry, qui recherchent les auteurs du viol d'une jeune fille âgée de dix-sept ans, communié mercredi 15 mai dans un train de banlieue entre Juvisy et Paris (la Monde du 18 mai), assuraient n'avoir reçu vendredi aucun témoignage sérieux de voyageurs présents lors de l'agression. Le lendemain du viol, cependant, avant que l'affaire ne soit rendue publique, deux personnes avaient appelé la police, mais elles avaient laissé de faux numéros de téléphone. Depuis, les appels fantaisistes se multiplient. Un correspondant masculin a même affirmé qu'il était Landru... Une information judiciaire devrait être ouverte au début de la semaine prochaine.

## Les négociations sur les congés de conversion

### M. DELEBARRE INVITE LES PARTENAIRES SOCIAUX A « ABOUTIR RAPIDEMENT »

M. Michel Delebarre souhaite que la négociation sur les congés de conversion-recherche d'emploi « aboutisse rapidement afin que les mesures prises par les partenaires sociaux bénéficient le plus tôt possible aux salariés licenciés pour motif économique ». Dans une interview publiée par Libération du 18 mai, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle rappelle que « près de 350 000 personnes » sont concernées annuellement par le problème.

M. Delebarre estime également que « sous couvert de flexibilité, la modernisation ne doit pas servir d'alibi à la régression sociale et de cheval de bataille en vue d'un véritable démantèlement du droit du travail. Elle doit au contraire être utilisée pour transformer l'organisation, le contenu et les conditions de travail, hors du modèle taylorien, et pour modifier les relations sociales dans l'entreprise par le dialogue social. A la flexibilité, je préfère ce que j'appellerai la modernisation sociale ».

## NOMINATIONS DANS LA PRESSE

● M. François Pigeaud du Monde de la musique. — M. François Pigeaud a été nommé rédacteur en chef du mensuel Le Monde de la musique. Il assurera ses fonctions à compter du mois de septembre.

● L'âge de quarante-deux ans, ancien professeur de lettres et musicologue spécialiste des organes, M. François Pigeaud était, depuis 1978, administrateur du Groupe vocal de France. Il est également producteur à France-Musique.

● M. Yves Petit de Voix à Diapason-Harmonie. — M. Yves Petit de Voix, directeur artistique du Festival de musique de Montreux, vient d'être nommé rédacteur en chef du mensuel Diapason-Harmonie, en remplacement de M<sup>me</sup> Jacqueline Müller. Il assurera ses fonctions en collaboration avec M<sup>me</sup> Edith Walter, rédactrice en chef et fondatrice d'Harmonie. (Agé de trente-neuf ans, M. Yves Petit de Voix a collaboré à la fondation de Royan pour l'organisation de ses saisons musicales de 1971 à 1978. Il a fondé l'Académie-Festival des Arts, et était depuis 1983 directeur artistique du Festival de Montreux.)

TOUTES PRÉPAS  
**sciences-po**  
2 centres : Neuilly et Quartier latin  
**CEPES**  
57, rue Charles-Laffitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.09.19

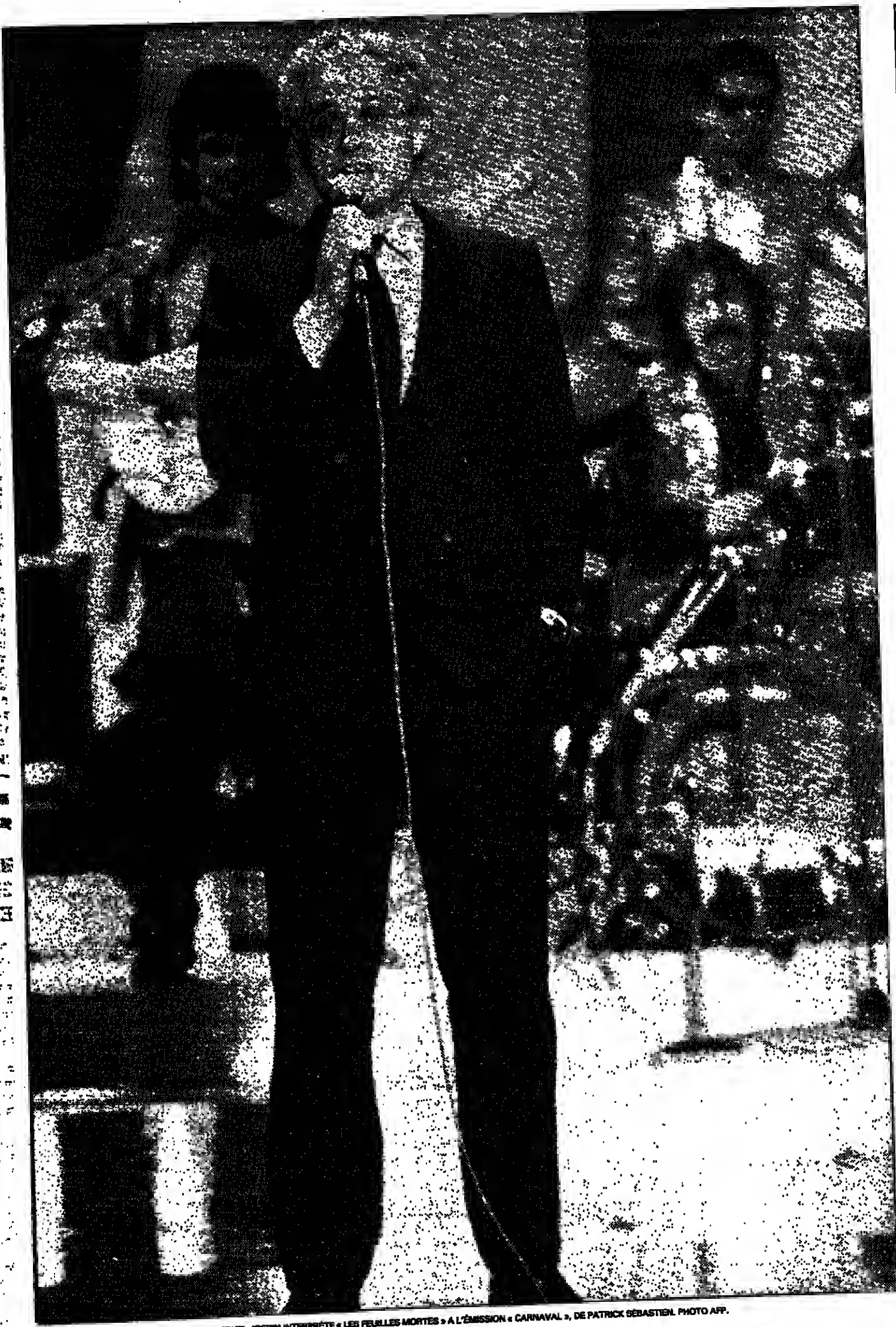
سنة من العمل

GRANDI  
ET PETI

bon festival, c'est une ville : Boet, l'abbaye de Fontenay, les arènes de Nîmes, Senanque, et Boet, une année plus tard s'appellent zones Lanchamp, zones et étranger



# Le Monde AUJOURD'HUI



LIONEL JOSPIN INTERPRÈTE « LES FEUILLES MORTES » A L'ÉMISSION « CARNIVAL », DE PATRICK SÉBASTIEN. PHOTO AFP.

## LA POLITIQUE AU RISQUE DU RIRE

**D**e Gaulle, une « star »  
avec ses formules (page III).

La classe dirigeante sous l'objectif  
de Raymond Depardon.  
Quand VGE voulait  
étonner son monde (page IV).

Yves Mourousi revient sur  
« Ça nous intéresse,  
monsieur le président ».  
Les hommes politiques français  
ont-ils de l'humour ? (page V).

Bilans, perspectives  
et facéties économiques (page VI).

Patrick Sébastien  
et ses victimes (page VII).

« L'oreille en coin » joue  
à guichets fermés.  
Gaston Defferre sur le gril (page VIII).

Les Républiques passent,  
les caricaturistes jugent (page IX).

## GRANDES ET PETITES MUSIQUES D'ÉTÉ

Un bon festival, c'est la rencontre d'une œuvre avec un monument, un site, une ville : Beethoven, Mahler dans la basilique royale de Saint-Denis ou l'abbaye de Fontevraud ; l'opéra dans le théâtre romain d'Orange ou les arènes de Nîmes ; le chant grégorien sous la voûte cistercienne de Sénanque, et Bach aux Unterfinden à Colmar. Chaque année plus nombreux et plus enthousiastes, les mélomanes en balade s'apprentent à fêter les noces de la musique et de l'architecture. Jacques Lonchampt a dressé pour eux le calendrier précis des festivals français et étrangers (pages X et XI).









# LA POLITIQUE AU RISQUE DU RIRE

Faire une carrière en politique nécessitera-t-il désormais de passer par la manécanterie du show-biz, et l'homme public, ou celui qui entend le devenir, devra-t-il s'affubler d'un faux nez pour mériter les suffrages de la nation ? Sans aller jusque-là, c'est à de réjouissants spectacles que nous convie aujourd'hui la classe dirigeante, qui n'hésite plus à aller ferrailler en direct avec les imitateurs et autres amuseurs. Après Jacques Chirac et Lionel Jospin, Philippe Léotard vient ainsi de faire son entrée au « Carnaval » de Patrick Sébastien. Et « L'oreille en coin » accueille ce dimanche Roland Leroy, rédacteur en chef de l'Humanité, sans doute peu sensible aux dernières imprécations de Georges Marchais contre « les Fabius et les Tristus » et les pièges de la politique-spectacle. A vouloir faire la preuve de leur « naturel », les hommes politiques prennent le risque de faire rire. Le fondateur de la V<sup>e</sup> République, le premier, avait manié l'humour. Mais lui, avec naturel.



## CHARLES DE GAULLE ÉTOILE

par André Passeron



d'apporter à M. Beuve-Méry pour que celui-ci écrive dans la nuit le rituel *Sirius* du lendemain.

Dix-neuf conférences de presse ont ainsi été données par de Gaulle de juin 1958 à son départ, en 1969. Durant la même période, il a prononcé soixante-deux allocutions radiotélévisées, dont chacune constituait un appel à la nation. Là aussi, il a innové, bien que seul avant lui Pierre Mendès France ait pratiqué la radio — mais sur le ton de la conversation — avec ses causeries hebdomadaires « au coin du feu ».

Dans le décor reconstitué du bureau présidentiel, le général regardait, avant la lettre, « la France au fond des yeux ». Il a fallu sa mise en ballottage à l'élection présidentielle de 1965 pour qu'il accepte, en vue du second tour, d'être interviewé par Michel Droit (« On peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe, l'Europe, l'Europe ») et aussi, mais en vain, le 10 avril 1969 avant le référendum fatal.

### La République du verbe

Le souci de la mise en scène n'était pas toujours absent. Ainsi, pour s'adresser aux insurgés de la semaine des barricades d'Alger, en janvier 1960, de Gaulle apparaît-il vêtu de son uniforme de général.

Si l'on ajoute à cela quarante-deux voyages hors de France, de multiples inaugurations et cérémonies, on perçoit mieux que pendant onze ans, à la tête de l'État, de Gaulle a incarné la République du verbe, autrement dit de la communication.

S'il a été la première « star » politique de la télévision française, de Gaulle a aussi été un homme de radio. Sa voix aux tonalités si particulières autant que sa langue parlée, ont été utilisées par lui comme des armes. D'ailleurs, durant toute la guerre d'Algérie, c'est par la radio qu'il s'est adressé aux populations de ce pays. Et c'est par un message radio reçu sur les transistors des soldats du contingent qu'il a fait avorter le putsch d'avril 1961. Enfin, le 30 mai 1968, retour de Baden-Baden, c'est encore par la radio qu'il s'adressa à la nation, après les barricades du quartier Latin.

Après son premier retrait du pouvoir en 1946, le gouvernement avait d'ailleurs senti l'importance de la voix de de Gaulle puisqu'il lui avait interdit les ondes nationales.

Le soin apporté par de Gaulle à ses discours est confirmé par de nombreux témoins. Le texte écrit à la main, puis tapé à la machine et raté, était appris par cœur, répété devant la glace, récité à haute voix à plusieurs reprises. Quelle ne fut pas, par exemple, la surprise des services secrets allemands en décryptant les bandes d'écoute qu'ils avaient placées dans les appartements du chef de l'État pendant son voyage en Ré-

publique fédérale, en 1962, d'entendre au milieu de gargouillis bizarres la voix célèbre articuler « Es lebe (gargouillis) deutsche fränzösische (gargouillis) Freundschaft » : le général répétait sous la douche !

L'attention — à défaut de l'adhésion idéologique — portée à de Gaulle par l'opinion était certes due à de multiples raisons ; elle était parfois même sans raison. Maintes fois, sur les parcours empruntés par lui, nous avons interrogé des spectateurs sur leurs motivations, qui nous répondaient : « On a applaudi de Gaulle, parce que c'est de Gaulle ! ». A cette occasion, il a aussi été le premier à pratiquer le « bain de foule », à la grande frayeur du service d'ordre. Certes, le charisme de l'homme du 18 juin, du libérateur de la patrie, du fondateur de la République, attirait les foules. La parade du cortège officiel éblouissait les enfants et les badauds. La silhouette du personnage historique visitant « cette province si chère à mon cœur » pouvait émouvoir. Mais, surtout, la retransmission de ses propos, leur exégèse sans fin par les journalistes, les réactions des hommes politiques, contribuaient à propager sa pensée et ses formules.

Car de Gaulle possédait au plus haut point le sens de la formule, connaissait la puissance du mot. Depuis sa trépassée de 1940, « la France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre », le florilège est innombrable des phrases lourdes de sens politique, des boutades, des archaïsmes réhabilités, des images qui ont émaillé ses propos. « La paix des braves », offerte aux rebelles algériens, « un président inaugurant les chrysanthèmes », « le machin qu'on appelle l'ONU », « la harogne, la rogne et la grogne », et même « l'intendance suit » et « l'Europe des patries » petites phrases qu'il a authentifiées en démentant les avoir prononcées, sont, entre autres, devenues des expressions courantes.

De même, les « faucades », le « tracassin », le « volapük », la « dyarchie », les « comités Gustave, Théodule, Hippolyte », « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural », le « chienlit », « ne pleurez pas Milord » ou la « France de Dunkerque à Tamanrasset ». Pas plus que le « hélas ! hélas ! hélas ! » le « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur », et le « Vive le Québec libre ! » ne lui ont été soufflés par un conseiller en communication ou expert en éloquence.

De Gaulle a parfois su mettre les rieurs de son côté par ses effets oratoires. Mais c'est surtout la majesté, la gravité, l'ampleur qui caractérisaient ses interventions publiques. Il savait cependant devant certains auditoires être plus familier et souvent drôle. Comment ne pas sourire en l'entendant affirmer en 1960 : « Je salue Fé-

camp, port de mer qui entend le rester et qui le restera », ou s'adresser aux habitants de Perpignan : « Avant 1944, il n'y avait ici que des bœufs et des ânes. J'y vois maintenant des vaches et des tracteurs, je vous en félicite » et lancer, énigmatique, à M. Edgar Faure : « Je salue l'homme que vous avez été, l'homme que vous êtes, et l'homme que vous serez ».

Car de Gaulle savait aussi manier l'humour, et ses bons mots, vrais ou apocryphes, ont fait le tour des salons et des cercles politiques et inspiré quelques auteurs et imitateurs.

Au titre des traits authentiques, on peut entre autres citer de Gaulle confiant à son ministre de la culture : « Chic ! Malraux, un militaire ! » en voyant entrer Brigitte Bardot vêtue d'une veste à brandebourgs lors d'une réception à l'Elysée. En rade de Rio, sur le croiseur Calhert, en 1964, de Gaulle se penche vers l'évêque brésilien et lui dit, désolé : « Khroutchev nous a quittés ce soir. » (Un aide de camp venait de lui annoncer la mort du dirigeant soviétique.) Le prêtre ne

comprend pas le français, de Gaulle ajoute à tout hasard : « Sic transit gloria mundi, monseigneur. » Et à M<sup>me</sup> Thome-Patenotre, député et maire de Rambouillet, qui s'empresse de lui dire, admirative, au cours d'un dîner : « Vous savez, je suis une gaulliste de toujours », le général répondit aussitôt, la bouche suave et l'œil malicieux : « Vous avez bien raison, Madame. Mais confiance pour confiance, moi aussi. »

Avec l'élection de Georges Pompidou en 1969, la République a changé de président, et la communication de style. L'ancien premier ministre avait déjà utilisé des organismes spécialisés pour les campagnes électorales du mouvement gaulliste. Son service de presse de l'Elysée, plus étoffé, dirigé par Denis Baudouin, spécialiste des problèmes de communication politique, a offert au deuxième président de la V<sup>e</sup> République un support médiatique plus complet qui a consacré l'usage des méthodes modernes en ce domaine, et que ses successeurs devaient développer.

### Sur le vif

#### ZOZO SHOW

Ça commence à bien faire, dites donc, l'Etat-spectacle, les clips, le choc, le chic des images destinées à escamoter le creux des mots aux yeux des veaux qui regardent passer sur leurs écrans le train blindé des politiciens en campagne. Ils nous prennent pour des débiles mentaux, ma parole !

Non mais, sérieusement, qui croit-il convaincre, Léotard, en allant pousser le coupet à la télé, au risque de se faire épingle le lendemain sur TF 1, grâce à un montage taquin, où on le voyait flanqué de Jospin chantant les Feuilles mortes. C'était croquignolet ! J'espère qu'on ne va pas s'arrêter en si bon chemin. A quand Mme Veil dansant le flamenco et Bérégovoy en toqua et tablier blancs détaillant derrière ses fourreaux sa recette de bœuf bourguignon ?

Enfin, à quoi ça rime ? Ça sert à quoi ? A récolter des voix ? Alors là, ça m'étonnerait. Je parierais sur l'effet contraire, l'effet Marchais, un effet pervers : plus on le voit, moins on le veut. D'ailleurs, c'est pas compliqué, Mitterrand, son numéro avec Mourouzi, ça ne lui a pas fait gagner un point dans les sondages. Il en aurait même plutôt perdu. Le fait qu'on ait été nombreux à attendre le film du dimanche soir en sa compagnie ne veut strictement rien dire. Sinon qu'il n'y avait nulle part où aller, alors eurent-ils pitié de lui ? D'ailleurs vous avez vu le taux d'écoute qu'il s'est payé avec son portrait en pied le 10 mai en face du « Car-

vel » de Patrick Sébastien ? 2 % !

Tout ça parce que Reagan a fait l'acteur et que Montand aurait pu faire président. Ça marche pour eux ? Galopons derrière. A fond la caisse. Et va pour le mélange des genres, des styles, des formules. On avait une bonne émission politique, « L'Heure de vérité », on y invitait Annie Girardot pour lui demander si elle s'est fait raveler la façade. Comme ça, quand ce sera au tour de Marie-France Garaud, le public attentif se précipitera dans l'espoir d'apprendre si ses rapports avec son mari sont du genre Est-Ouest ou Nord-Sud.

Eh oui, on en est là ! On a trompé notre croissant dans le café au lait des Fabius qui sont venus nous parler de leur couple le matin au réveil, sur Europe 1. A force de cabotiner dans les médias, le père Tapie a réussi à se hisser au hit-parade des superstars de l'actualité et nos députés font des besseuses pour passer à « L'oreille en coin ».

Dire qu'autrefois on se foutait de la gueule des médecins qui avaient abandonné leurs hôpitaux pour camper dans les studios. Ça n'a pas manqué : leur aura, ils l'ont laissée au vestiaire. Il en aurait même contre un micro cravaté. Et aujourd'hui, complètement démodés, ils le peuvent cher. Vous me direz : la poutre, ça n'a pas de prix. Pour la prendre ou la garder, on ferait n'importe quoi. Quitte à avoir l'air encore plus zozo que les vedettes du « Bébête show ».

CLAUDE SARRAUTE.

**M**ARKETING, communication, relations publiques, promotion, spots, clips, vidéo, médias... Autant de mots totalement inconnus du temps de la République gaullienne. Et pourtant, de Gaulle n'a-t-il pas été le premier homme de communication de France, avec le coup de génie de l'Appel du 18 juin lancé au micro de la BBC, que personne n'a entendu mais dont tout le monde a entendu parler ?

Jamais au cours de sa carrière, de Gaulle n'a utilisé les services du moindre cabinet de communication ou de relations publiques. Ses collaborateurs chargés de faire connaître sa pensée, d'organiser ses déplacements, ignoraient qu'ils faisaient du « marketing » avant la lettre. Un Olivier Guichard pendant la « traversée du désert », un Jean Chauveau au début du septennat, occupaient avec une efficace discrétion le rôle d'attaché de presse. En fait, ce sont les journalistes eux-mêmes qui ont été les plus efficaces agents de communication de de Gaulle. Mais c'est toujours lui-même qui a été à la fois le héros de l'histoire qu'ils racontaient, et le grand maître des cérémonies qu'ils décrivaient. Mais quel grand maître et quel héros !

Le cérémonial, le rituel — ces mots venaient irrésistiblement sous la plume — a toujours été contrôlé de près par de Gaulle, après qu'il eut été établi par ses collaborateurs directs de l'Elysée et par ceux du service des voyages officiels, du ministère de l'Intérieur ou du Quai d'Orsay. Car jamais de telles tâches n'ont été confiées à une quelconque entreprise qui ne fût pas l'Etat.

En matière de mœurs politiques médiatiques, de Gaulle a été un innovateur à bien des égards.







RIRE  
EN POLITIQUELE MONDE AUJOURD'HUI  
DIMANCHE 19- LUNDI 20 MAI 1985

## LE MÉCANO DU PRÉSIDENT

par Jean-Yves Lhomeau

**A deux reprises en quelques semaines, François Mitterrand a voulu se montrer aux téléspectateurs dans un cadre inhabituel. Cependant, le portrait brossé par Anne Gaillard l'a révélé moins détendu et naturel que n'avait pu le faire l'émission réalisée sous la houlette de Yves Mourousi.**

« Je ne pratique pas le show-business, j'en connais les techniques, mais je ne vois pas pourquoi j'irais me livrer à telle ou telle gesticulation », le Canard enchaîné a « respectueusement » décerné sa « noix d'honneur » à M. François Mitterrand pour ce jugement définitif prononcé devant Roland Cayrol et Anne Gaillard et rapporté dans le « Portrait d'un président » diffusé sur FR 3 le 10 mai. C'est que, quinze jours plus tôt, le chef de l'Etat avait participé à TF 1 à l'émission d'Yves Mourousi « Ça nous intéresse monsieur le président », considérée par l'opposition comme une prestation particulièrement gesticulatoire.

La « noix d'honneur » est bien venue parce qu'elle est drôle, mais le jugement qui suit est sévère. « Gesticulation », l'émission d'Yves Mourousi ? Ce fut sans doute un « show » du présentateur, mais plutôt une performance de la part de son invité.

C'est bien la première fois qu'un homme politique accepte que le fil d'une émission lui échappe totalement, se soumette à un scénario imprévisible, se prive de toute possibilité de rebondir, de corriger un effet, de relancer un débat à sa convenance. Jamais un chef d'Etat n'avait pris un tel risque. D'autant que le spectacle Mourousi n'était pas pure variété mais parfois agressive politique.

Jamais dans une émission politique classique un journaliste n'aurait pu forcer la main à son interlocuteur, comme l'a fait Mourousi, en produisant d'abord un montage des bonheurs de la guerre avant d'interroger le chef de file des socialistes, sans la moindre précaution, sur les ventes d'armes françaises à l'étranger. Cela n'a plus rien à voir avec une quelconque « gesticulation ».

Comment affronter un tel risque ? Les conseillers de l'Elysée

ont produit une multitude de fiches sur les sujets les plus divers. Ils avaient prévu, par exemple, qu'il conviendrait de vanter les mérites de Renault en regard des performances de la Peugeot 205. D'où la parfaite connaissance de M. Mitterrand sur les résultats, dans l'ordre, des voitures à moteur Renault au Grand Prix de formule 1 du Portugal.

Il ne s'agissait pas de délivrer un message, mais de rectifier une image. M. Mitterrand n'est pas « l'archaïque » que l'on croit. Il est homme de son temps et a constamment milité, contre beaucoup d'autres, pour la modernisation de la France... et du socialisme (le Monde Aujourd'hui des 3 et 4 juin 1984).

Il faut « tarabuster » la gauche, écrivait-il par exemple en 1969 dans *Ma part de vérité*, pour qu'elle « se rende maîtresse du

réel : pour qu'elle vive avec son temps ». Les socialistes, ajoutait-il aussi, « quand ils ignorent les données qui leur fournissent les dernières données de l'économie et de la technologie, déconsidèrent le socialisme, frère jumeau de la science ».

Le malheur, pour M. Mitterrand, est qu'il n'a jamais été cru, sur ce terrain-là. Son socialisme, « ça craint », alors que celui de M. Laurent Fabius a l'air « branché ». C'est pourtant le même, et le premier ministre n'est probablement pas plus moderne, au fond, que celui qui l'a choisi.

Selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié en avril 1985 par le *Nouvel Observateur* et TF 1, M. Fabius représente aux yeux des Français le « socialisme moderne ». Et il est « sympathique ». M. Mitterrand, selon un autre sondage réalisé par la SOFRES et diffusé en septembre 1984 par un groupe de journaux de province, apparaît de plus en plus « distant », de moins en moins « chaleureux ». Rectification entreprise avec Yves Mourousi : M. Mitterrand est plus proche qu'il n'y paraît, plus moderne qu'on ne croit.

Tâche difficile que d'imposer le respect de la fonction tout en montrant que l'on est un peu comme tout le monde. Les Français appelaient de Gaulle « Charlot » mais ne s'attendaient pas à le croiser au coin de la rue. Ils réclamaient « Pompidou des sous » mais savaient qu'on leur répondrait : « passez la monnaie ».

M. Valéry Giscard d'Estaing « mesuré » en allant dîner dans les salles à manger du peuple et en recevant les éboueurs au petit déjeuner — qu'on n'annule pas les distances d'un « geste ».

Pompidou sonnait comme un surnom. « Charlot » en était un, inventé par les dockers en grève de Marseille. M. Giscard d'Estaing n'en avait pas. Quant à « Tonton », malgré les efforts du Conard enchaîné, il ne débordait guère les conversations de ceux qui ont eu, ou qui ont encore, des sympathies pour M. Mitterrand que ce surnom amuse. L'intéressé l'a dit à Anne Gaillard et Roland Cayrol pour leur « Portrait d'un président ».

Ce portrait, justement, illustre bien la difficulté de former une image. Cette fois encore, les auteurs ont bénéficié d'une exceptionnelle liberté. M. Mitterrand n'a demandé ni scénario ni préparation des thèmes et des questions. Il n'a vu les images que lorsque le reportage a été entièrement bouclé, prêt à la diffusion. Il n'a pas demandé de coupes et n'a fait aucun commentaire. Ce devrait être la règle, et l'on s'en étonne.

Résultat : M. Mitterrand donne de lui deux images, l'une officielle du président en exercice, l'autre plus intimiste, lorsqu'il a l'air hors fonctions. Comme si l'une et l'autre ne pouvaient pas se mêler. Yves Mourousi, avec une ambition radicalement différente, a réussi la synthèse.



## MINE SÈVÈRE ET COSTARD-CRAVATE

par Alain Duhamel

LES hommes politiques français n'ont pas le sens de l'humour. Lorsque, par extraordinaire, ils n'en ont pas, ils le cachent soigneusement comme s'il s'agissait de quelque maladie honteuse. Chez eux, c'est comme un théorème implicite : seule la gravité sied à leur état. Parfois, ils peuvent être gais en privé, jamais ils n'osent le laisser paraître en public. Ils veulent bien rire, ironiser, dauter, persifler, ils siment faire naïvement des sourires mais ils craignent le rire, ils le redoutent comme un boomerang. On le lance contre autrui, il revient vous frapper. La politique en France a toujours peur du ridicule.

Le cas Chirac est exemplaire. Ceux qui l'approchent le savent, le maire de Paris peut être dans la vie courante l'homme le plus chaleureux, le plus détendu, le plus jovial, presque le plus chahuteur. Il rit souvent, de bon cœur, sans façon. Mais qu'approche un micro, que s'allume un projecteur, que tourne une caméra, et aussitôt c'en est fini. En un clin d'œil son front se plisse, ses sourcils se froncent, son regard durcit, ses pieds battent la chamade. Il était gai, il devient triste. Il était animé, il se

fait emprunté. Le comble est atteint lors des « Clubs de la presse ». Le découpage de l'émission veut que des pauses publicitaires s'intercalent dans le jeu des questions-réponses. Quand il est de bonne humeur, le président du RPR en profite pour plaisanter, pour interpeller celui-ci, pour chahuter celle-là. La musique du générique retentit. Le temps d'une mesure, et le bon compagnon devient le leader irrité.

Réaction atypique ? Point du tout. Tel dirigeant communiste dont l'humour en petit comité peut être dévastateur — notamment lorsqu'il imite les siens — ne veut user dans un studio que de la langue de bois la plus plate et conformiste. Lionel Jospin, avec ses amis, a des gaietés d'étudiant. A la télévision, il se fait une tête de pasteur. Michel Debré pour sa part se dédouble littéralement. En public, c'est toujours Carnot appelant au sursaut suprême pour sauver la République. Quand il se détend, l'entraîne même. Certes, tous les hommes politiques ne sont pas gais lurons. Mais combien osent se départir d'une austérité de magistrats colbertiens dès qu'ils pénètrent dans le saint des saints, dans le sanctuaire audiovisuel ?

Jacques Duclos, parfois, jouait de son accent rocailleux et de son répertoire d'expressions populaires. Feu Alexandre Sanguinetti s'était rendu célèbre par ses formules à l'emporte-pièce (le giscardisme l'inspirait spécialement), par ses boutades saugrenues, par ses comparaisons iconoclastes. Il se servait du rire comme d'une arme et était redouté pour cela. Il n'a pas d'héritier. Edgar Faure a de l'esprit. Marie-France Garaud, des mois féroces, Michel Poniatowski fut spirituel en d'autres temps, avant de préférer la bombe et le tromblon. Jean-Claude Gaudin à l'UDF, Charles Pasqua au RPR savent faire chanter les mois comme à Marseille pour éblouir avec bonhomie. Mais au nord de la Loire, la politique exclut le rire. Paris le montre bien.

Bien sûr, il y a l'exception Marchais. Le tonitruant secrétaire général du Parti communiste ne se fit pas faute à l'époque de sa popularité d'user de sa verve, d'abuser de sa gouaille pour mieux marquer des points. Ses réparties à « Cartes sur table » faisaient tant rire que le public en redemandait. Son sketch devenu rituel face à Jean-Pierre Elkabbach n'était pas

innocent. Il s'agissait de rendre sympathiques, par un comique très contrôlé, des arguments qui, bruts, seraient moins bien passés. On attendait ses « laissez-moi parler » faussement courroucés (ils arrivaient généralement après une tirade particulièrement longue). On guettait ses « je vous vois venir avec vos gros sabots... » lancés à ses vis-à-vis pour mieux préparer un solide coup de pointe. On se divertissait de ses mimiques, de ses à-peu-près, et lorsqu'il pénétrait la syntaxe, pour un peu on aurait applaudi ce savoir-faire.

Mais justement, Georges Marchais n'a pas su s'arrêter. Son rire lui a échappé. L'arme s'est retournée contre son maître. Ses pantomimes amusaient tant qu'il n'était que procureur pittoresque. Lorsqu'il se contredit, lorsqu'il se fâcha, quand il s'agit, lorsque sa mauvaise foi éclata, soudain personne ne le trouva plus drôle. Rien n'est plus triste qu'un rire qui tombe à plat. Personne n'a tenté de reprendre le rôle.

D'ailleurs, à y bien regarder, les hommes politiques n'ont recours au rire que lorsqu'ils sont sûrs d'en contrôler l'effet, quand ils le déclenchent d'une position

dominatrice. Le général de Gaulle — qui savait fort bien provoquer l'hilarité — ne tenait de le faire que lorsqu'il tenait fermement son public en main : à l'apogée d'une conférence de presse, cette grande messe dont il fut l'inimitable officiant, ou bien dans ses dialogues avec Michel Droit sur les « étranges lucarnes ».

De même François Mitterrand : dans les débats, les face-à-face, devant les journalistes, il se servait, il utilise encore une ironie mordante, effilée comme une lame et qui sait faire sourire. Mais pour aller plus loin, pour égarer franchement, il lui fallait la tribune d'un congrès. Là, parfois, après un long ébauffement (la concision n'a jamais été son fort), les connaissances le voyaient s'accouder familièrement à son pupitre alors, les lazzi fusant comme à Venise, cependant que les côtes de Michel Rocard ou de Raymond Barre, de Jean-Pierre Chevènement ou de Georges Marchais bleuisaient à vue d'œil. Le rire en politique a besoin de certitude.

Voilà pourquoi, dans les studios, les invités tiennent tant à « faire les salles ». Leurs supporters les sécurisent.

En revanche, faire rire d'eux-mêmes les épouvante. Aussi iraient-ils sans faiblesse leurtres : Georges Marchais a renoncé à proclamer : « C'est un scandale ». Jacques Chirac évite d'entrelarder ses propos d'« honnêtement », « sincèrement » ou « c'est fondamental ». Valéry Giscard d'Estaing s'efforce de ne pas scandaliser chaque tirade d'un « j'observe » incongru. Raymond Barre fait de son mieux pour ne pas décrocher sur le champ un zéro pointé à tout interviewer obsédé. Mais, pis que ces petites manies, les leaders redoutent par-dessus tout les gaffes.

Les fameux « tous les clignotants sont au vert » de Pierre Mauroy l'ont suivi des années. Michel Rocard a dû expliquer le réflexe ingénu qui lui avait fait suggérer d'expédier la flotte française en mer Baltique par solidarité avec les malheureux Polonais. Georges Marchais (le cas est beaucoup plus pendable) a dissipé à jamais une bonne part de son crédit depuis sa trop célèbre interview télévisée en direct de Moscou.

(Lire la suite page 11.)

ON a tout dit sur l'interview du président de la République par Yves Mourousi, c'était en tout cas un événement, une grande première pour la télévision française. La réussite n'aurait pas été possible sans, de part et d'autre, un grand métier, sans une complicité qui date de vingt ans.

« Je travaillais sur Inter, dit Yves Mourousi, et à cette époque les médias ne couraient pas après François Mitterrand. Moi, je le recevais et il m'en a gardé de la reconnaissance et de la confiance. Donc, quand il s'est agi de préparer l'émission, il a accepté que ce soit moi et il a accepté mes suggestions. Je lui ai demandé d'abord de me protéger de l'Elysée... De son entourage. Autour des hommes

Dans mon métier, on devient une vedette si on est bon. Et on est bon si on sait amener l'autre à être bon. C'est comme pour un match de tennis. On est deux. Si Mac Enroe joue avec un ringard, il ne sera pas Mac Enroe.

« Les téléspectateurs ont acquis du métier. On ne les trompe pas. Ils savent reconnaître le naturel de l'effort pour paraître naturel. La première chose que je demande aux hommes politiques, c'est d'oublier les cours d'audiovisuel. Laurent Fabius a fait un grand pas la jour où à l'Assemblée nationale il a répondu à Giscard à propos de la Nouvelle-Calédonie. Il avait un micro à tige flexible et, à la fin, son bras est parti tout seul, le micro a frappé contre la table, a

PAS DE RINGARDS  
CHEZ MOUROUSI

politiques comme autour des stades, il y a l'entourage, l'aspect vicieux qui consiste à faire copain pour me soutenir la question que je vais poser... Si un homme a un destin national, c'est qu'il est seul.

« Mon idée, c'était Mitterrand quatre ans après. Pendant sa campagne électorale, on lui demandait d'être au courant de tout. Il devait conquérir à la fois la majorité silencieuse et les différents milieux. Pendant une campagne, il faut savoir tout sur tout.

« Comme je suis un homme de télévision, j'ai préparé des images. Non pas pour qu'il les juge. Elles ont été la base de mes questions. Si j'ai eu montré Cyrano, c'est que j'avais été frappé par les réactions du public, journaux, tirades sur l'individualisme et les espaces de liberté. Si un film comme les Ripoux fait des millions d'entrées, ça veut dire que la société le prend en compte, et mieux vaut savoir pourquoi. Plutôt que de poser directement la question, j'ai eu d'abord envoyé l'image.

« Le président a accepté, il a joué le jeu. Quand je lui ai lancé le discours de de Gaulle, c'était la première fois qu'on se le permettait depuis son septennat, il a seulement dit : « Oui, c'est une grande période de l'histoire. Je n'ai pas insisté. A partir du moment où quelqu'un casse, je ne vais pas plus loin. C'est inutile, on ne ramasse que des banalités. Et puis, on ne reçoit pas les gens pour les insulter, les mettre mal à l'aise.

fait un bruit terrible qui ponctue son intervention. Il s'est laissé aller et c'était formidable.

« Etre naturel, oui. Mais la familiarité, je ne suis pas d'accord. Un homme politique qui pousse le chensommette m'énervait tout comme Montend quand il joue les stériles. Il y a aujourd'hui une sorte de dévotion généralisée. L'année où Jacques Chancel a commencé ses « Radioscopie », il a déclaré que deux cents personnes, pas plus, avaient quelque chose à dire pendant une heure. Et maintenant, il en est à combien ?... Dans la politique, le show-biz, la culture en général, dans tous les domaines, on aborde la télévision de la même manière : on y vient parce qu'on a quelque chose à vendre. Les gens choisissent la date qui leur convient. L'entourage, le côté « Coco », n'y va pas, dans six semaines ton film sort, tu passes à ce moment-là. Pour la promotion, n'importe qui est prêt à parler de n'importe quoi.

Chez les hommes politiques, c'est la même chose. Toutes les oppositions se sont toujours plaintes d'être « boycottées ». Je peux montrer des dizaines de demandes restées sans réponse. Eux aussi choisissent le moment qui entre dans un plan d'ensemble.

« Tout le monde veut se servir de la télé, peu savent le faire. Elle devrait être avant tout un endroit pour la création et le dialogue, elle servirait mieux à la politique et les cultures.

Propos recueillis par COLETTE GDDARD.



## per Alain Vernholes

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

[illegible]



## RIRE EN POLITIQUE

# SÉBASTIEN ET LA VOIX DE NOS MAÎTRES

par Mathilde La Bardonnie

**Les imitateurs ont la cote. Plus l'opinion se « dépolitise » et se lasse des prestations répétitives de leurs modèles, plus les professionnels de la dérision marquent des points. Leur succès n'est pas seulement dû à leur talent mais aussi à des analyses plus fines, comme celles que propose ici Patrick Sébastien.**

COMME les mousquetaires qui étaient plus de trois, ils sont quatre en France en ce moment à être populaires en exerçant l'étrange et indispensable métier d'imitateur, vieux métier, universel, plus neuf que jamais à en juger (encore un coup) par les sondages d'audience de la télévision.

Vingt millions de téléspectateurs pour le « Carnaval » de Patrick Sébastien, une tranche de rigolade offerte à la cadence inimitable de deux fois par an, la dernière en date remontant au vendredi 10 mai, où sur le plateau, en guise de surprise finale, François Léotard a chanté l'Ajaccienne.

« La télé, c'est très dangereux, il ne faut pas en faire trop, on se gâche », dit Sébastien — Patrick, — gentil comme tout, pas stupide pour un sou, tranquille et tout, les pieds sur terre, habillé cool, un pantalon de coton rouge vif et des pompes blanches impec ce mardi pluvieux où il nous a reçu chez son agent, plus une veste de toile légère également blanche, et un pull-over à motifs triangulaires multicolores.

Il a trente et un ans. Voilà dix ans qu'il est monté de Brive-la-Gaillarde à Paris, abandonnant son étiquette de type marié à dix-sept ans, l'année de son bac, et l'idée de devenir prof de lettres après quatre ans d'études où il jouait les pions dans un bahut. Pour avoir cru qu'on apprendait davantage en écoutant Maurice Chevalier qu'en compagnie de Kant et de Leibniz. On ne va pas vous dire la tête qu'il a sous ses cheveux ondulés blonds. Puisque par définition il peut prendre d'importe quel visage ou presque. Vus les connaisseurs : des traits peu marqués, une figure poupée aux joues très lisses genre caoutchouc, dirait-on si on forçait un peu.

On lui a demandé : « Comment vous la voyez, votre tête, le soir, par exemple, ou le matin, dans une glace ? » Il n'a pas tout à fait répondu, ou plutôt si : « Les yeux de Bourvil, le nez de Dassin. Ces deux-là, il les a » en catalogue », parmi une centaine d'autres. Cent. Même s'il n'en fait que

trente-cinq sur scène, en variant, au long des galas qui l'emmènent dans cent cinquante villes par an. « Quand t'as une imitation, tu peux plus la perdre, explique-t-il, c'est une case dans la tête. Reste un problème d'écriture. De texte. Je suis comme un peintre avec des couleurs, mes couleurs, c'est des personnes, des imitations. Bourvil, Raimu, facile je les aime ; avec Depardieu, pareil, on peut y aller de textes sensibles. Les hommes politiques, on ne peut que s'en moquer, c'est plus limité. Pour la plupart, on n'a pas de sympathie, alors on charge. Encore que... la solitude d'un candidat à la présidence le soir où il a perdu, ça pourrait être étonnant... »

### Plutôt bon joueur

« J'ai été le premier, quand même, dit-il, à faire venir des hommes politiques dans une émission de variétés, en invitant Chirac. Il m'a suffi de lui vanter mon taux d'écoute. Je savais déjà qu'il ne manquait pas d'humour, à cause d'une affiche que j'avais faite faire pour un spectacle à l'Olympia, où on le voyait, le maire de Paris, déguisé en plombier, torse nu dans une salopette : nous la lui avions soumise avant, il a juste trouvé qu'il n'avait pas assez de cheveux ; on en a repeint quelques centimètres au pinceau. C'était plutôt bon joueur de sa part. »

Peut-être vous souvenez-vous ? En conclusion de ses numéros multiples, Sébastien avait imité Chirac, puis donc dit : « Maintenant vous allez en voir un qui fait ça encore mieux que moi ». C'était le modèle en personne. Plus tard est venu le tour de Filloud dirigeant soi-même le quinze de France métamorphosé en chorale de Petits Chanteurs à la croix de bois. Le troisième sur la sellette fut Jospin, en chair et en os. Jospin qui, là, d'avoir chanté les Feuilles mortes (avec un bémol pourtant), gaga, 6 points dans les sondages du Figaro Magazine, où d'ordinaire les cotes oscille de plus 2 à moins 2.

Ces divas n'acceptent pas facilement de venir, on suppose ?

« Beaucoup se sont décommandés, reconnaît Sébastien. Ils ont un réflexe de peur, sans parler de leur trac au moment d'entrer dans l'image. Au dernier instant, Léotard — qui d'abord avait refusé le verre d'eau qu'on lui proposait ; cherchait comme un fou à se rassurer, harcelant son collaborateur : « Tu crois que j'ai raison de faire ça ? » Puis il a réclamé un café d'eau. Probable qu'il avait la gorge serrée. »

Il m'a impressionné. Léotard, il a un bon langage, nouveau, normal quoi comme Fabius, d'ailleurs. L'un court le marathon, l'autre fait de l'avion. Ils sont doués pour la politique spectacle, même si, là-dessus, on a dix ans de retard sur les États-Unis. C'est pas comme François, qui récite sa leçon en parlant « câblé », « chébran » etc. Les mêmes ne sont pas dupes, ça les fait rigoler ce manque de naturel.

On lui a demandé encore à Sébastien : « Alors, comment tu procèdes pour imiter quelqu'un, y a-t-il une technique, des trucs, des exercices devant le miroir ? »

« Ça l'a fait sourire, il a prétendu que ce n'était pas explicable avec des mots », mais « de l'ordre de la sensation » : « On ne demande pas à Platin comment il joue au ballon rond, ce quelque chose en plus qui fait qu'il joue bien. Je sais pas moi. C'est d'instinct. Une affaire d'intuition. A force de regarder Depardieu dans tous ses films, de l'intérieur, je m'imprègne. Pour les hommes politiques, je regarde la télé, beaucoup. J'enregistre tout, et comme je vis à l'envers, que je ne me couche jamais avant 6 heures du matin, en retirant de gala, je me repasse sur grand écran « Le club de la presse », les journaux, les films, tout ; ça me repose des gens. Parfois, je travaille au magnétophone mais pas souvent.

Gabin ; rock, Eddy Mitchell. Les gens sont impressionnés quand plusieurs imitations s'enchaînent, c'est pas le plus difficile. Et si je pique des trucs à la pub, c'est que les mêmes adorent ça.

Il faut pendant une heure et demie proposer aux gens quelque chose qui leur vide la tête. On devrait être remboursé par la Sécurité sociale. Ils sortent du spectacle en ayant oublié leur grand-mère. Tu vas me poser la question : « A la fin de jouer à être les autres, tu ne perds pas ton quant-à-toi ? » Pas plus qu'un comédien. Pareil. Un comédien aussi imite, par exemple, un personnage d'ivrogne. Naus, ce sont des gens célèbres. D'un côté, référence anonyme ; de l'autre, référence connue.

Le seul message que j'essaie de faire passer en est un de tolérance, de compréhension. Apprendre aux gens par le rire que, s'ils

« C'est différent : il ne boit pas une goutte, et les alcools sont plutôt sympas. Autre exemple : faire Le Pen en nazi, c'est aller trop vite, comme si on rendait Marchais responsable de la mari de Papiluszco parce qu'il est copain avec Moscou. »

On aurait voulu qu'il nous imite ceux-là très vite, histoire d'observer sa plasticité : et Fabius, par exemple. Il a étudié. Fabius, il ne s'y est pas essayé. De chic il n'y arrive pas encore. Rien d'étonnant vu la fête lisse du dauphin et sa voix beige.

Pour finir on lui a demandé d'imaginer un adjectif pour chaque ténor. Mitterrand ? « Idéologue mais usé ». Barre ? « Rasant mais pachydermique ». Giscard ? « Président, mais 81 ». Rire. Alors Fabius, l'imitable ? « Chauve, mais c'est une perruque. Et Chirac ? « Efficace mais un peu communiste par rapport à Le Pen. » Defferre ? Là aucun



« Maintenant, vous allez en voir un qui fait ça encore mieux que moi. »

« En fait, ajoute Sébastien, ce sont les journalistes qui font vieux ; regardez « Le club de la presse », souvent on se croirait du temps des interviews de de Gaulle. Le ton n'a pas bougé. J'aimerais faire une émission qui s'appellerait : « Répondez à ma question », avec, à la place des journalistes façon ancienne, quatre mecs du show-biz, style Coluche, Bédos et moi (puisque j'ai eu l'idée !). Des gens de tolérance, on interrogerait avec le sourire, surtout sans chercher à montrer notre savoir. On n'hésiterait pas à remettre l'interviewé sur les rails. »

C'est l'oreille la plus importante. Quand on a trouvé la voix, les gestes suivent, il y a un docteur qui a filmé mes cordes vocales dans le travail, comme celles de tous les imitateurs, elles ne sont pas lisses mais parsemées de minuscules nodules, cassées quoi ! Les gens comme moi ont la maîtrise des petits muscles derrière les cordes vocales, et en jouent. Pas de doute, c'est la voix qui compte. Les expressions en découlent spontanément. D'ailleurs regarde, tu peux pas faire les dents en avant de Mitterrand et en même temps la voix de Chirac. Il essaie : « Tu vois ? Impossible, contradictoire. La forme de la bouche, c'est comme l'embout d'une trompette. »

Non, je vais te dire, le problème avec les hommes politiques, c'est qu'ils ne se renouvellent pas. Faut que les gens connaissent ceux qu'on imite. Chevenement par exemple ? Qui connaît sa voix ? Personne. Il y a qui ? Les cinq ou six habitués, plus Fiterman, Krasucki, Chaban, Edgar Faure... Jack Lang peut-être, ça fait une dizaine. Tandis qu'il y a au moins cinquante acteurs ou chanteurs faciles à faire reconnaître. C'est pour ça qu'on devrait arrêter de nous gonfler les couilles avec trente-cinq minutes de politique sur quarante d'information. Ce qui importe d'abord aux gens, c'est le cul, l'amour, l'argent à gagner pour remplir un panier.

### Coluche acide et tendre Bourvil

Vraiment, il y a un problème de renouvellement. Alors je fais parler des bêtes politiques par d'autres que j'imité. Montand par exemple, je l'ai pris en fonction de l'actualité. C'était politique. Si je veux être acide, je fais Coluche ; tendre, Bourvil ; grave,

descendent de leur bagnole, ils n'ont pas à se taper sur la gueule. On a un pays intelligent, des riches, une culture ; on pourrait être un modèle si on mettait l'agressivité au placard. Ça m'a fait plaisir d'être en tête d'un sondage où on demandait lequel dansait le plus de bonheur. Notre rôle n'est pas de polémiquer. Avoir envie de dire, c'est bien, mais les artistes devraient rester des artistes. Ou alors on change de bord. Reagan a arrêté le cinéma pour faire président. Je ne pense pas qu'il soit à Cannes. Tant que le paysage politique est 50/50 ou 48/52, tantôt pour les uns tantôt pour les autres, c'est pas dangereux.

On ramène Patrick Sébastien à nos curiosités mode d'emploi. Il y revient de bonne grâce : « Être toujours respectueux des êtres, c'est ma règle : il y a un moment où il faut s'arrêter de charger, on peut dénoncer la connerie, mais pas la personne. Il y a des limites. Je n'aime pas Le Luron pour ça ; il fait Defferre qui pisse sous lui, avec couche-culotte. C'est trop. »

Tu l'as bien montré en alcolo toi, Defferre...

« Mais » : « C'est le plus fort de toute façon : on ne peut pas être maître de Marseille comme ça trente ans. C'est le plus malin, le meilleur dans le métier. » Chabaa ? « Lui... Banaparie — en chantant l'Ajaccienne, il lui ressemblait. » Marchais ? « Indispensable... pour nous, les imitateurs. Il a la voix d'un arbitre de boxe. D'ailleurs ça se pourrait bien qu'il soit bien l'arbitre... Paur Le Pen, je vous dis ce que je mets dans mon show. Ce n'est pas Le Pen mais le Penis, se tient au-dessus des parties, ce qui est concevable quand on sait que les parties, c'est maguaille de droite et maguaille de gauche. »

Il a conclu : « Vu que les chanteurs ont fait un disque pour l'Éthiopie, je trouve que les hommes politiques devraient aussi enregistrer un 33 tours, chanter au bénéfice des chômeurs, des mineurs. Ce serait une manière d'assumer leur notoriété en donnant quelque chose aux gens en échange d'argent. Une manière de payer de leur personne. S'ils ne veulent pas ? On le fera à leur place, ce disque ! »

## COSTARD-CRAVATE

(Suite de la page V.)

Valéry Giscard d'Estaing, en écartant d'un hautain « cette question n'est pas digne du niveau de ce débat » une interrogation à propos des diamants, s'est fait bien plus de mal à lui-même que s'il y avait répondu. La crainte de susciter le sarcasme est pour beaucoup dans les frilosités du langage politique.

Les médias, eux-mêmes, ne sont, il est vrai, pas non plus innocents. Ainsi tout est-il fait le plus souvent pour dramatiser à l'extrême. Les musiques des génériques tonifient cruellement les périls qui guettent l'invité. Les décors mettent en scène la théâtralité du moment. Les sièges mêmes sont parfois choisis pour rendre plus inconfortable la situation de l'homme politique. Les journalistes partageant souvent le trac des protagonistes. Un mouvement en sens contraire se dessine au

jour d'hui. Il demeure timide et jamais spontané. Le zeste de décontraction qui apparaît est bien souvent le fruit d'une intense préparation. L'humour en France est rarement naturel.

La gravité, ou plutôt le sérieux, de la scène politique a d'ailleurs des racines discernables. Le poids des idéologies demeure une spécialité nationale : il entraîne rarement la gaieté. Le moralisme de la gauche, la suffisance de la droite ont peu de goût pour la légèreté. Les pays latins aiment la comédie, mais la politique y revêt bien souvent la forme d'un théâtre guerrier. Plus prosaïquement, les leaders eux-mêmes, obsédés par leur image, harcelés par leurs entours, donnent volontiers dans la pompe républicaine. Lorsque François Mitterrand choisit de parler à la télévision des problèmes de défense, l'Elysée insista

pour qu'une absurde distance le séparât de ses interlocuteurs, afin de mieux marquer la solennité des enjeux et le statut de l'homme.

A peu près aucun homme politique français n'a compris que la meilleure façon d'être « bon » sur un plateau est encore d'être soi-même et que nul n'est contraint de se faire la mine de qui va déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu. Au-delà, les ressorts personnels de l'engagement dans la vie publique (la conviction, l'ambition, le goût de la puissance ou de l'apparence, l'énergie, l'autorité) se conjuguent mal avec le rire. Un leader charismatique n'est pas souvent gai. D'ailleurs, quel que soit son parti, il a toujours, face à un adversaire ou un journaliste, surtout s'il est en difficulté, cette expression à la bouche : « Soyez sérieux ! »

ALAIN DUHAMEL

## JOSPIN CHEZ PRÉVERT

INTERROGÉ par le magazine « Vidéo à la une » après son passage dans l'émission de Patrick Sébastien, où il avait chanté les Feuilles mortes, M. Lionel Jospin avait expliqué : « Je l'ai fait un peu comme un défi ». A la suite de cette performance, le premier secrétaire du PS avait gagné 6 points dans un sondage. « Recommencerez-vous pour gagner 3 points ? », lui a-t-on demandé. Il a répondu : « J'y suis allé sans arrière-pensée. Il

n'y a pas de raison que je recommence. Cela ne peut pas être transformé en une méthode. C'est un clin d'œil, un « événement » qui se résout à lui-même. En plus, je ne me suis jamais vraiment préoccupé des sondages. D'ailleurs, rien ne prouve que cette montée dans les sondages soit due à cela. Pourquoi ne pas proposer un jour à d'autres responsables politiques qu'ils aillent chanter à la télévision ? On verra s'ils montent dans les sondages ! »



## RIRE EN POLITIQUE

# HEURE DE VÉRITÉ A « L'OREILLE EN COIN »

par Olivier Schmitt

Une demi-heure en coulisses, deux heures sous les spots et en public. Les hommes politiques se bousculent au studio 105 de la maison de Radio-France chaque dimanche pour convaincre des bons côtés de leur personnalité : humour, sympathie, séduction. Parfois, la peur ne les lâche pas.

QUEL que soit leur âge, canonique pour Gaston Defferre ou Edger Faure, sans importance pour Alain Juppé ou François Léotard, quelle que soit leur expérience de la scène, la scène politique et la scène tout court, disons le tout net : les hommes politiques, tous les hommes politiques, sont morts de peur avant de participer à l'émission dominicale de France-Inter, « L'oreille en coin ».

Devant : trois cents personnes qui ont dû se battre pour assister à l'émission. Chaque dimanche, on en refuse autant. Dessus : une ribambelle de spots, ce n'est pas le Zénith mais c'est plus que l'Assemblée. Tout autour : une bande de joyeux iconoclastes emmenés par le producteur, Jean Garretto, Françoise Morasso, jeune et vive, irrespectueuse, dont la voix est devenue célèbre après plusieurs années de météo marine, souvent imitée, jamais égalée. Maurice Horgues, vieux routier de l'humour, portraitiste attitré du monde politique, sens de la formule, aucune arrière-pensée. Jacques Mailhot, l'ami plus ou moins fine, aime, comme son ami Pierre Saka, faire mouche. Yves Lecoq, imitateur patenté, Giscard plus Giscard que Giscard.

Ils n'ont pas leur pareil pour sourire tellement gentiment à leurs invités que ceux-ci se sentent immédiatement très mal à l'aise. Bûcheurs, ils doivent consulter avant chaque émission une masse impressionnante de documentation. Le samedi après-midi, ils répètent leurs joutes du lendemain.

Rien n'est laissé au hasard, explique Maurice Horgues. Avant notre nouvelle formule, lancée le 23 septembre dernier avec Alain Juppé, nous traitions plus de vingt sujets politiques de la semaine sans que les gens dont nous parlions puissent répandre. Nous avons remplacé cet hebdo politique et humoristique autour d'une table hexagonale et pleine de graffiti par un véritable show très, très écrit. Il n'y a pratiquement pas une phrase prononcée à l'antenne qui n'ait pas été écrite auparavant. Et la grande nouveauté est que nos invités peuvent et doivent répandre à nos interventions.

Ces invités semblent se bousculer au portillon. Ceres, les vrais pros ne se laissent pas faire : Gaston Defferre a soumis sa participation à une rencontre préalable avec toute l'équipe. D'autres jouent l'indifférence : Michel Rocard, qui a, pourtant, accepté récemment de faire la couverture de Paris-Match, skis aux pieds et épouse au bras, n'a pas voulu faire le déplacement au studio 105 de la Maison de Radio-France. Les communistes, plus que réticents jusqu'à aujourd'hui, ont fini par déléguer Roland Leroy, héros de l'émission de ce dimanche. Tout le monde espère que ce n'est là que la répétition de la venue du secrétaire général.

L'audience de l'émission, ses répercussions politiques, sont devenues le meilleur argument de ses animateurs. Sur le circuit de la politique-spectacle, « L'oreille en coin » s'est imposée comme une étape indispensable. Les Champs-Élysées de la course à l'image sont bien sûr les sbows type Mourousi, ou « L'heure de vérité » sur le 2, mais la France profonde s'est toujours passionnée

pour le Grand Prix de la montagne dont « L'oreille » est le Ventroneux.

Car elle est dure la pente que, de dix heures à midi, les vedettes de la politique de tous bords s'efforcent de gravir en champion.

Tous arrivent un peu en avance, vers 9 heures et demie, raconte Françoise Morasso. L'émission commence, sans eux, à cette heure-là. Ils viennent dans la cabine de son, se mettent dans le bain jusqu'à dix heures, moment où on leur demande de descendre dans la salle et de s'asseoir parmi nous. Ils se retrouvent sous les projecteurs, au milieu d'une équipe très soudée. Tous ont avoué qu'ils étaient morts de trac pendant le premier quart d'heure. Il faut dire que le portrait de Maurice Horgues, qui donne le la de l'émission, n'est pas vraiment fait pour les mettre à l'aise.

Pourtant, Jean Garretto ne veut pas entendre parler de méchanceté : « Nous n'avons pas la volonté de les piéger. Il s'agit simplement de battre en brèche les idées reçues du public et d'extraire de ce qu'ils ont dit ou fait un suc humoristique. »

### Jerk plutôt que slow

Les acteurs de cette pièce en un acte, en direct absolu, micros ouverts à tous moments, se préparent de plusieurs façons à l'épreuve. « Bigeard », reprend Françoise Morasso, s'était déjà tapé ses 7 kilomètres avant d'arriver au studio. Il avait préparé son coup de manière admirable et rassemblé des anecdotes construites, avec une histoire et une chute. Il nous avait annoncé qu'il voulait danser un peu, pendant l'émission, et, dès le premier embryon de musique, il m'a dit : « on y va » et a demandé un jerk plutôt qu'un slow. Un super pro.

D'autres ont fait plus dans la ficelle. Robert-André Vivien a simulé la maladie et est venu avec ses médicaments, « parce que cela apaisait le public ». Roger-Gérard Schwartzberg avait amené avec lui une pile impressionnante de dossiers et une série d'histoires drôles toutes prêtes. André Labarère, maire socialiste de Pau, est arrivé avec des caisses de Jurançon et de Madiran et des bocaux de foie gras. « Nous nous appliquons à inviter des gens des régions de grande gastronomie », explique Jacques Mailhot. Ainsi, avant les fêtes, il faudra que nous pensions à Jacques Chaban-Delmas...

Certains ne se dédient pas vraiment de toute l'émission. Arlette Laguiller avait prévu dès le début de l'émission qu'elle n'avait pas du tout le sens de l'humour. Mais, totalement habituée par sa vocation politique, sa foi dans l'actualité du trotskisme, elle a étonné les auditeurs par la force de ses convictions. Habile utilisation d'une tribune.

D'autres ne se dédient pas pendant deux heures : « Vivien o couverte des tas de feuilles de hiéroglyphes, trapèzes, carrés, rien qui ne soit compréhensible, se souvient Pierre Saka. Jobert était vert tout le temps et se tordait les doigts. Mermaz fait partie de ceux qui n'ont pas arrêté d'écrire pendant toute l'émission. »

Vedette toutes catégories, plus gros succès public : Gaston Def-



En « Indo », Bigeard se refaisait une santé en écoutant les sœurs Etienne. Il les retrouve sur le plateau de « L'oreille en coin ».

ferre (lire l'encadré ci-dessous). Pas l'ombre d'une hésitation, un humour gros comme la gare Saint-Jean, aucune fausse pudeur. Et ce goût très partagé de la petite bistoire qui suscite inmanquablement la jubilation des aficionados.

Grosses déceptions : « Toubon o été le plus terne », dit Pierre Saka ; « j'ai trouvé Jobert triste et angossé », estime Françoise Morasso ; les bonnes surprises : « Ponto, qui est très agressif dans ses discours, est apparu très gentil, doux comme un agneau », se souvient Jacques Mailhot ; « Edgar Faure et André Labarère ont été très bien », disent-ils d'un bel ensemble.

Et pourtant, Maurice Horgues n'y est pas allé de main morte avec le « président » : « Depuis cinquante ans, n'avez pas peur des chiffres, vous avez tout fait et tout été, à peu de chose près. Vous êtes principalement avocat,

sénateur du Doubs, ancien secrétaire d'Etat aux finances, ancien ministre du budget, ancien président du conseil, ancien garde des sceaux, ancien ministre des finances, ancien ministre des affaires économiques, ancien ministre du plan, ancien ministre des affaires étrangères, ancien ministre de l'agriculture, ancien ministre de l'éducation nationale, ancien ministre d'Etat chargé des affaires sociales et ancien président de l'Assemblée nationale. J'ai bien dit ou début : principalement, parce que, si je me bornais à énumérer tous les autres postes accessoires, les présidences, les missions, les fonctions, les délégations qui ont jalonné votre vie depuis 1928, on en aurait facilement jusqu'à la fin de l'émission. En fait, ça irait beaucoup plus vite de dire ce que vous n'avez pas été... »

Ce fut l'un des plus longs rires de toute l'histoire de l'émission,

qui valut cette réplique d'Edgar Faure : « Simple remarque, je suis un des très rares hommes politiques qui se trouve, au point où j'en suis de ma carrière, dans le même parti où il était au début. Naturellement, plusieurs fois il m'a quitté, mais il n'est revenu. Et j'en suis le président d'honneur. »

Bon moment aussi avec François Léotard, venu à « L'oreille » en superbe tenue de jogging bleue car il devait courir immédiatement après la retransmission des Vingt Kilomètres de Paris. Jeune et sportif, donc. Quelques extraits de son dialogue avec Françoise Morasso : « Je lis au JO du 24 novembre 1983, à-t-elle dit, cette déclaration à la sous-préfecture de Draguignan : association des amis de François Léotard. Objet : favoriser le rayonnement de la pensée de François Léotard et développer les relations entre ses amis. Alors

là, vraiment, vous nous avez éblouis. Nous sommes très heureux que vous soyez là ce matin pour nous éclairer. Dites-nous, ce rayonnement de votre pensée ne signifie pas que vous êtes un illuminé ? »

Léotard répond : « Cette phrase effectivement ridicule a été changée par l'association par un dépôt quelque temps après. C'est vrai que j'ai des amis qui sont un peu les moutardiers du pape et j'ai tenu à calmer le jeu. »

Alors, vous ne rayonnez plus ?

Surtout parce que vous m'allumiez tous les dimanches matins. Je me suis dit que ça ne pouvait plus durer. »

### Loin

de la langue de bois

La seule obligation des animateurs de « L'oreille » est la recherche d'un équilibre entre les invités sur trois mois. Le public est très exigeant là-dessus. Si, pour des raisons d'emploi du temps de la classe politique, nous sommes obligés de faire passer deux hommes de droite ou de gauche de suite, nous recevons aussitôt des lettres de protestation », explique Jean Garretto.

A l'écoute de ces émissions, on ne ressent pas, ou très peu, l'agacement que l'on peut éprouver à assister à tel ou tel show politique télévisé. A « L'oreille », on a l'impression d'être en famille, loin de la langue de bois, du mensonge convenu.

Peut-être parce que la radio n'a pas le même impact que la télévision. Peut-être aussi parce que les animateurs de cet hebdomadaire de l'insolence sont plaisants et non pas complaisants. Parce qu'il ose tout, à grands coups d'humour. Et parce qu'il paraissent avoir de la reconnaissance pour ce monde politique qui les séduit et les nourrit.

En période électorale, on invite quand même plutôt des gens de l'opposition, note Jacques Mailhot, si jamais ça bascule. On a pourtant l'impression, pour une fois, que ce sont les hommes politiques eux-mêmes qui nous servent la soupe et cela n'est pas vraiment désagréable.

## GASTON DÉMOSTHÈNE

PERLES, morceaux de bravoure. Dans la très relative clandestinité de « L'oreille en coin », le monde politique, en toute confiance dominicale, ne fait pas dans la demi-mesure. Au palmarès des humoristes, Gaston Defferre a refilé le grand prix. Voici quelques extraits de sa prestation du dimanche 5 mai, reproduits très fidèlement.

Françoise Morasso, animatrice : « Il est là, oui, nous accueillons Gaston Defferre (applaudissements). Voilà, asseyez-vous parmi nous. Bonjour monsieur le Ministre, bonjour monsieur le Maire. Nous vous accueillons avec le plus grand plaisir aujourd'hui parce que vous êtes une vedette, vous êtes une star. Vous êtes notre premier invité qui fait partie de la troupe du « Bébéte show » (rires).

Gaston Defferre : « Ah ! Alors je comprends pourquoi vous dites que je suis une star, parce que je suis au « Bébéte show... »

Justement, c'est une consécration, le « Bébéte show », tout le monde n'y a pas droit. On doit se bousculer pour en faire partie.

Non, non, ils ne m'ont pas demandé mon avis.

Est-ce que vous êtes content de la marionnette ? Vous vous plaisez ?

Eh bien, je vais vous dire. Je retrouve ma façon de mal articuler (rires), l'accent marseillais et puis, depuis quelque temps, on m'a mis un verre d'eau alors qu'euparavant on me mettait un verre d'alcool. Alors je me suis demandé si, pour être fidèle à la marionnette, je ne devais pas me mettre à boire (rires).

Maurice Horgues (portraitiste des invités) : « M. Gaston Defferre, vous êtes incontestablement un gros client (rires) pour « L'oreille en coin », et un gros client tout court, et, si j'ose dire, parce que vous êtes arrivé à un stade définitif (...) Vous êtes arrivé à votre top de popularité par le biais d'une particularité annexée et imprévisible, une élocution insaisissable (rires)...

Je vais vous dire moi, à la Démosthène avant les cailloux...

...ésotérique, qui a le don de réjouir les foules, d'inspirer les initiateurs et qui vous a permis de transformer à votre profit le célèbre vers de Boileau : « Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement » (rires) et « ce qui se conçoit bien s'énonce vaguement » (applaudissements et rires).

(...) Vous avez débarqué à Marseille en 1931 comme avocat. Je ne sais pas si, alors, vous envisiez le même diction que maintenant.

auquel cas il ne faudrait pas s'étonner qu'après vos plaidoiries, la plupart de vos clients aient été acquittés au bénéfice du doute (applaudissements et rires).

(...) Vous êtes un duelliste ; vous aimez les duels verbaux d'abord (...), mais les vrais aussi. En 1947, au sujet de l'affaire des vins, vous vous êtes battu en duel avec Paul Bastide, député radical-socialiste de la Seine, et aux pistolets, s'il vous plaît.

Nous nous sommes ratés...

En 1967, vous avez récidivé quand même contre René Ribière, député UNR, à l'épée, cette fois. Vous l'avez traité publiquement d'ebroué.

Non, d'imbécile (rires).

Vous l'avez blessé au bras...

Et il n'a pas demandé pourquoi. Eh bien, parce que je le pense...

Et quand, après la rencontre, on vous a demandé ce que vous en pensiez, vous avez répondu : « Rien, c'est toujours un imbécile » (rires)...

Je vais vous raconter ce duel. Il devait se marier le lendemain. Et moi, ça m'amuse de l'empêcher de se marier. Vous imaginez où je visais... (rires). Seulement, il est beaucoup plus grand que moi, il a des bras très longs. Alors, quand je me pen-

chais pour atteindre mon objectif, j'avais son épée dans les yeux. Alors, je me disais que ça serait bête de me faire crever l'œil pour lui crever une... (rires). Je me suis rappelé les conseils de mon maître d'armes : « Comme vous ne savez pas tirer à l'épée, contentez-vous de le blesser au bras. » C'est ce que j'ai fait une première fois. Ce ne saignait pas beaucoup (rires). J'ai demandé à ce qu'on continue. Il a accepté ; remarquez, il ne pouvait pas faire autrement. On a repris, je l'ai blessé une deuxième fois au bras, un peu plus, alors on s'est arrêtés...

Les duels, c'est grotesque, je comprends que c'est complètement dépassé. Mais il y a des circonstances où c'est difficile de faire autrement. Et puis, une fois qu'on y est, c'est excitant (rires).

Françoise Morasso : Vous avez bien aimé. Vous êtes prêt à recommencer, alors ?

Je ne devrais pas le dire, parce que je suis ministre, mais, oui, volontiers (rires).

Le lendemain, il s'est marié, ou pas ?

Non, non, non. Le lendemain, le général de Gaulle, qui trouvait cette affaire ridicule, a interdit aux ministres d'être ses témoins et le mariage a été renvoyé (applaudissements).

O. S.

LES CRAI

LES CRAI

LES CRAI

LES CRAI

LES CRAI

LES CRAI

LES CRAI

LES CRAI

LES CRAI



**La censure s'acharnera sous la Troisième République contre le caricaturiste Gill  
qui abandonnera la satire politique pour la satire de mœurs.**







# CALENDRIER DES FESTIVALS

LE MONDE AUJOURD'HUI  
DIMANCHE 19 - LUNDI 20 MAI 1985

XI

## VAISON-LA-ROMAINE

(6-31 juillet).  
Au théâtre antique et à la Nymphée, une impressionnante série de spectacles : soirée de ballets avec Patrick Dupond, le *Combat de Tancredi* et *Clorinde* de Monteverdi, *Britannicus* (mis en scène de Claude Santelli), l'*Eurydice* de Caccini, l'*Orphée* de Haydn, 93 de Victor Hugo, la *Symphonie fantastique* dansée par le ballet de Marseille, un concert Strauss avec Gwyneth Jones, etc. (Rens. Hôtel de ville, 84110 Vaison; tél. : (90) 36-06-25.)

## MONTPELLIER

(6 juillet-4 août).  
Un nouveau venu qui a les dents longues et entend se faire une place au soleil, malgré la concurrence de tous les festivals du Midi... Cent vingt manifestations et concerts d'un seul coup, la musique sous toutes ses formes, avec la force de frappe que constitue Radio-France, coproduit le festival. Dans les plus beaux lieux de la région, on entendra en particulier des premières auditions ou recréations de Brahms, Saint-Saëns, Ravel (ses cantates de Rome), Liszt, Castillon, Berg, Tchakovski (*Septième Symphonie*), Ferrar, etc. Cinq académies de chant, cinq académies baroques, une académie de musique de chambre compléteront le festival. (Rens. Hôtel de Castellan, rue d'En-Barrat, 34000 Montpellier; tél. (67) 52-84-84.)

## SAINT-GUILHEM-LE-DÉSERT

(6 juillet-24 août).  
Une admirable abbaye romane, sur le chemin de Saint-Jacques, dans un site sauvage et intact : un magnifique orgue français ; un lieu de pèlerinage musical où l'on entendra cet été André Isoir, Jacques Bercaz, Michel Chapuis, sur l'instrument de Cavallé, ainsi que Scott Ross, René Jacobs, Miguel Angel Estrella, le Chœur national bulgare, etc. (Rens. Amis de Saint-Guilhem, 165 rue Michel-Ange, 34000 Montpellier; tél. (67) 63-14-99.)

## SAINT-CÉRÉ

(8 juillet-18 août).  
Depuis vingt-cinq ans, de jeunes musiciens viennent travailler ensemble des programmes et des spectacles qu'ils présentent ensuite dans toute cette région, peu favorisée par la musique le reste de l'année. Onze cents stagiaires joueront cette année la *Flûte enchantée*, l'*Amant-statue* et *Maison à vendre* de Dalcroze, *Nabucco* de Verdi, le *Requiem allemand* de Brahms et donneront quatre concerts. (Rens. Festival, BP 59, 46400 Saint-Céré; tél. (65) 38-29-08.)

## NIMES

(9-28 juillet).  
Dans les fameuses arènes, le *Turandot* de Puccini en provenance du Palais Omnisports de Bercy (les 9, 11, 12), *Roméo et Juliette* de Prokofiev, chorégraphie de Noni-Arvi, par les Ballets de l'Opéra de Paris (les 23, 24) et *Don Quichotte* de Minkus, par les mêmes interprètes (les 27, 28). (Rens. Office du Tourisme, 30000 Nîmes; tél. (66) 67-25-11.)

## AIX-EN-PROVENCE

(10-31 juillet).  
Le plus célèbre des festivals français dispose cette année d'un nouveau théâtre très agrandi dans la fameuse cour de l'ancien archevêché, où l'on pourra voir l'*Orfeo* de Monteverdi (Corbo-Garotta), les *Noces de Figaro* (Gardiner-Pier-Alli) et *Ariane à Naxos* (Bychkov-Jarocfeld). Trente concerts de haute qualité permettront d'entendre notamment le *Roi Arthur* de Purcell, le *Paradis et la Pêche* de Schumann, la *Messe* en si de Bach, le *Requiem* de Mozart, les *Variations Goldberg* de Bach et de nombreux jeunes chanteurs. Du 5 au 15 juillet, l'anné Xenakis sera l'hôte du Centre Acanthos. (Rens. Palais de l'ancien archevêché, 13100 Aix-en-Provence; tél. (42) 23-37-81.)

## VOLLORE

(12-28 juillet).  
Au centre de la France, Israël en Egypte de Haendel et des programmes originaux de musique de

chambre aux châteaux de Vollore et Auteribe, dans les églises de Viscontat, Vollore-Monagou, Nourtable, Compiègne et Thiers, avec Kun-Woo-Park, P. Fontaneros, R. Pasquier, D. Kieffer, B. Soustrot, etc. (Rens. Concerts de Vollore, 63120 Compiègne; tél. (73) 37-24-22.)

## ORANGE

(13 juillet-3 août).  
Les Choréges d'Orange accueillent, au Théâtre antique et dans la cour Saint-Louis, *Simon Boccanegra* de Verdi (Arena-Karpo), avec Montserat Caballé et Piero Capucilli, *Boris Godounov* de Moussorgski (Fulton-Anvray) avec Martti Talvela et Eva Randova, le *Requiem* de Verdi, dansé par l'Opéra de Wallonia... ainsi que des récitals d'Elena Obraztsova, Wilhelmina Fernandez, Katia Ricciarelli et Lucia Valentini-Terrani. (Rens. Choréges, BP 180, 84105 Orange Cedex; tél. (90) 51-83-83.)

## MOULIN-D'ANDÉ

(15 juillet-25 août).  
Entre Les Andelys et Ronen, des rencontres de musique de chambre où, comme à Arc-et-Senans et Cluny, les auditeurs peuvent participer aux répétitions et partager la vie quotidienne des artistes qui donnent de nombreux concerts. (Rens. Moulin-d'Andé, 27430 Saint-Pierre-de-Vauvray; tél. (32) 59-90-59.)

## CARPENTRAS

(16 juillet-10 août).  
Programme éclectique avec deux opéras (*la Fille du régiment* de Donizetti et *les Pêcheurs de la Merque* de Gluck), danse traditionnelle et contemporaine, théâtre (*le Cid*, et une promenade dans l'œuvre de Molière), opéra pour enfants, concerts classiques et jazz. (Rens. La Charné, rue Cortier, BP 113, 84200 Carpentras; tél. (90) 63-46-35.)

## FESTIVAL DES TROIS MERS

(16 juillet-12 août).  
A travers le Finistère se déroulera un grand festival de musique sacrée reflétant tous les aspects du sentiment religieux dans les plus belles églises et abbayes de la région, avec le chœur de la Grande Synagogue, un chœur byzantin grec, l'Ensemble Venaud-Fortunat, le Deller Consort, la Chorale orthodoxe de Saint-Serge, et bien d'autres. De nombreux stages et conférences permettront d'approfondir ce vaste thème. (Rens. Palais des arts, rue du Château, 29283 Brest Cedex; tél. (98) 44-25-44.)

## UZÈS

(16-27 juillet).  
Dans cette ville-joyau du Midi, autour d'un orgue exceptionnel des

XVII-XVIII<sup>e</sup> siècles, cinq concerts dont *Judas Macchabée* de Haendel et la *Passion selon saint Jean* de Bach. (Rens. Office du tourisme, avenue de la Libération, 30700 Uzès; tél. (66) 22-66-88.)

## FÉCAMP

(16-21 juillet).  
Une Semaine musicale à l'abbaye bénédictine, avec les Orchestres de l'Ile-de-France et de Budapest, les Chanteurs de Saint-Eustache... (Rens. Semaine musicale, BP 92, 76400 Fécamp; tél. (35) 28-00-06.)

## «EUROPA CANTAT» A STRASBOURG

(17-28 juillet).  
Une des plus grandes manifestations de chant choral du monde se déroule cette année à Strasbourg : «Europa cantat» réunira quatre mille choristes de trente pays, qui donneront plus de cent concerts, avec plusieurs orchestres symphoniques. Un auditorium de sept mille places sera aménagé pour l'occasion au Wacken. Le concert d'ouverture se déroulera en présence du président de la République et du chancelier fédéral allemand. (Rens. A. Ceur Joie-Alsace, 7, rue des Balayeurs, 67000 Strasbourg; tél. (88) 35-76-04.)

## SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGS

(18 juillet-23 août).  
Une cité médiévale, gîte des pèlerins de Saint-Jacques, un orgue extraordinaire de 1550, admirablement reconstruit, à la cathédrale et un autre tout neuf dans la délicieuse église Saint-Just-de-Valsabrière, voici dix ans que Saint-Bertrand attire les amoureux de l'orgue et de la musique de chambre. Avec cette année M.-C. Alain, André Stricker, Michel Chapuis, Jean Guillo, B. Focroulle, Gabriel Tacchino, A. Ciccolini, J.-P. Wallex, A. Weisenberg, entre autres. (Rens. Festival, 31260 Mazères-sur-Salat; tél. (61) 97-46-00.)

## BONAGUIL

(18 juillet-21 août).  
Cinq soirées de musique de chambre aux châteaux de Bonaguil et de Fumel. (Rens. Syndicat d'initiative, place Escande, 47500 Fumel; tél. (53) 71-13-70.)

## CHARLIEU

(20 juillet-17 août).  
Cinq programmes de musique baroque dans la salle capitulaire de l'abbaye bénédictine et une grande exposition d'archéologie régionale. (Rens. Société des amis des arts, Abbaye, 42190 Charlieu; tél. (77) 60-08-53.)

## MONT-SAINT-MICHEL

(20 juillet-24 août).  
Dans le salle des chevaliers du Mont et en des églises proches, neuf concerts, avec l'Orchestre du château royal de Varsovie, M. Rudy, Régis Pasquier, Anne Quémener... (Rens. Syndicat d'initiative, 50300 Avranches; tél. (33) 58-00-22.)

## BOURBONNAIS

(21 juillet-18 août).  
L'église romane de Châtelay, le prieuré de Souvigny, le château médiéval de Toury, un itinéraire touristique, en compagnie d'Udo Reinemann, Manuelle Nordmann, l'Orchestre d'Avvergne et Bernard Soustrot, René Saorgiu (à l'orgue merveilleux de Souvigny), le Quatuor Orford, Nelson Freire, le Trio Rouvri-Fujiwara-Portal. (Rens. Châtelay, 03190 Hérisson; tél. (70) 06-81-07.)

## ARLES

(21-27 juillet).  
Les grands artistes baroques d'Harmonia Mundi : les Arts Florissants, W. Christie, l'Ensemble Janoquin, René Jacobs, K. Junghänel, à l'église Saint-Martin-du-Méjan. (Rens. Librairie Actes Sud, 43, rue du Dr-François, 13200 Arles; tél. (90) 49-86-91.)

## PRADES

(24 juillet-14 août).  
La flamme des festivals Casals ne s'est pas éteinte au pied du Canigou. Dans la halle abbaye Saint-Michel-de-Cuxa se réuniront cet été L. Claret, l'Orchestre de chambre de Caracat, J.-P. Wallex, M. Command, Gabriel Bacquier, P.-L. Aimard, M.-J. Pires, J. Suk, L. Harrel et bien d'autres musiciens de chambre de haute qualité. (Rens. Bureau du Festival, rue Victor-Hugo, 66500 Prades; tél. (68) 96-33-07.)

## MENTON

(3-31 août).  
Sur le parvis en pente de la place Saint-Michel, dans la douceur du soir et les effluves de la mer, des heures inoubliables, avec cette année Rostropovich, Egorov, les sœurs Labèque, les Orchestres de chambre de Norvège et de Pologne, le Quatuor Via Nova, l'Orchestre Franz-Liszt, etc. (Rens. Palais de l'Europe, 06500 Menton; tél. (93) 57-57-00.)

## LA ROQUE-D'ANTHÉRON

(3-21 août).  
En quatre ans, ce Festival de piano dans une «cathédrale de verdure» s'est imposé parmi les plus grands. Au livre d'or de cette année : Tatiana Nikolizova (avec Y. Bash-

met et V. Spivakov), S. Richter, Marthe Argerich, M. Béroff, Michel Dalberto, Andor Foldes, Andrei Gavrilov (premier récital en France), M.-J. Pires, Y. Egorov, J. Villa, M. Solal, une création mondiale sur un texte de Marguerite Duras, etc. (Rens. Hôtel de ville, 13640 - La Roque-d'Anthéron; tél. (42) 28-52-52.)

## LA CHAISE-DIEU

(22 août-1<sup>er</sup> septembre).  
Isolée dans son silence et sa spiritualité, l'abbaye de La Chaise-Dieu a retrouvé tout son rayonnement avec un festival de musique qui est le plus important du centre de la France. L'orgue du dix-septième siècle a retrouvé sa voix, et la pierre, où zigzagait la fulgurante «Danse macabre», s'est remise à chanter. Axé sur la musique française, le festival permettra d'entendre cet été Rameau, M.-A. Charpentier, Couperin, Déodat de Séverac, Satie, Lejeune, la *Messe des morts* de Gosssec, avec des interprètes tels que William Christie, les Arts Florissants, Ton Koopman, Montiel Huguet, Jordi Savall, Aldo Ciccolini, mais aussi un cycle Bach par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, des œuvres romantiques allemandes par l'admirable Staatskapelle de Dresde et le *Requiem* de Mozart dirigé par Jean-Claude Malgoire. A noter aussi une exposition d'huiles et dessins de Picasso. (Rens. Bureau du Festival, 10 rue Jules-Valles, BP 339, 43012 - La Puy Cedex; tél. (71) 09-24-12, poste 2342.)

## COTE BASQUE

(29 août-9 septembre).  
De Saint-Jean-de-Luz à Bayonne, l'Orchestre français des jeunes, la *Messe des corrales*, Ivo Pogorelich, Alicia de Larrocha, l'Orchestre de Bordeaux, le Quatuor Alban-Berg, G. Janowitz et A. Ciccolini. (Rens. BP 60, 64500 - Saint-Jean-de-Luz; tél. (59) 26-03-16.)

## BESANCON

(2-22 septembre).  
Un programme intensif de manifestations variées rayonnant sur toute la Franche-Comté : le 35<sup>e</sup> concours international des jeunes chefs d'orchestre, la *Passion selon saint Marc* de Bach, des récitals par des maîtres (Michel Chapuis, Vlado Perlemuter, Scott Ross) et de jeunes talents, des cours d'interprétation de Bernard Krusyn, Claude Helffer et Devy Erlif, des colloques internationaux (Bach et la France, V. Hugo et la musique), une création de Pierre Henry (*Incipit ou ma Légende des siècles*), l'English Concert de Trevor Pinnock, Musica antiqua de Cologne, l'Orchestre de chambre de Prague et le Philharmonique de Strasbourg, le Quatuor Via Nova, etc. (Rens. 2d rue Isenbart, 25000 - Besançon; tél. (81) 80-73-26.)

## MUSICA 85 A STRASBOURG

(13 septembre-1<sup>er</sup> octobre).  
En deux ans, Musica s'est situé au niveau des plus importants festivals de musique contemporaine, attirant des foules que l'on n'aurait pas imaginées. Cette année, de nombreuses créations voisineront avec une rétrospective de quarante ans. Citons poêle-mêle la première française de la *Sankt Bach Passion* de Kagel, des œuvres de Bancquart, Xenakis, Dutilleul, Boulez, Ligeti, Mähe, Messiaen, Fereybohgh, Cage, Ferrar, Berio, Eloy, Doo, Nono, Arny, Stockhausen (*Monente*), la *Huko-Symphonie* de Pierre Henry, *Acts of God* de Robert Ashley, un spectacle musical et sportif des Samourais, et une journée de Haute-Alsace (Kaysersberg, Hunawir, Colmar), grande fête de la musique en liberté. (Rens. Musica 85, 9 rue du Général-Frère, 67000 - Strasbourg; tél. (88) 35-32-34.)

## LYON-LA COTE-SAINT-ANDRÉ

(14-22 septembre).  
Berlioz (*Te Deum*, *Enfance du Christ* et *Requiem*), au milieu de ses contemporains : Cherubini (*Requiem*), Gounod (*Messe de saint Cécile*) et Liszt (*Christus*), sous les directions de Serge Baudo, J.-S. Béreau, John Nelson, J. Birch, James Conlon, E. Krivine, avec les Gédas, Bacquier, Eda-Pierre, Zylis-Gara, Krause, etc. (Rens. Bureau du Festival, 127 rue Servient, 69003 - Lyon; tél. (7) 860-85-40.)

## LILLE

(octobre-10 décembre).  
Un festival multiforme et opulent, digne de la capitale des Flandres. (Rens. Festival, 17 quai du Woult, 59800 - Lille; tél. (20) 30-89-53.)

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

(20 octobre-20 décembre).  
Le deuxième festival régional aura pour thème «la musique chorale, l'Allemagne et l'Autriche» et comprendra une centaine de manifestations. (Rens. ARAM, Hôtel de Grave, BP 2051, 34026 - Montpellier-Cedex; tél. (67) 60-68-43.)

## MUSIQUE CONTEMPORAINE A METZ

(21-24 novembre).  
Un classique rendez-vous des musiques nouvelles, qui offrira entre autres des créations d'Aperghis, Bartholomé, Bon, Dao, Globokar, P. Henry, Huber, Miercau, Nieuwesch, Penderecki, Riboni, Scelsi, Yun. (Rens. CERM, Hôtel de ville, 57000 - Metz; tél. (8) 775-14-88.)

# SOFIA VIA LUCERNE

Mai florentin (jusqu'au 30 juin) : Teatro comunale, Corso Italia, 18, 50123-Florence; tél. : (39-55) 277-91.  
Glyndebourne Festival Opera (20 mai-14 août) : Glyndebourne, Lower, East Sussex BN8 5UU, Angleterre; tél. : (44-273) 81-23-21.  
Vienna (jusqu'au 16 juin) : Wiener Festwochen, Lehergasse 11, A - 1060 - Wien; tél. : (43-222) 56-16-78.  
Drottningholm - Opera (24 mai-2 août) : Drottningholm Teatermuseum, Box 27050, 102-51-Stockholm, Suède; tél. : (46-8) 80-82-25.  
Sofia (24 mai-20 juin) : Sofia Music Week, 56 Alebin str. 99-1090-Sofia; tél. : (per le 359) 87-17-72.  
Zurich (fin juin-fin juillet) : Varkhraverein, Postfach, CH-8023-Zürich; tél. : (41-1) 211-12-58.  
Hollande (1-30 juin) : Paulus Potterstraat 12, NL-1071-CZ-Amsterdam; tél. : (31-20) 62-22-45.  
Echtarnach (1 juin-4 juillet) : 9, parvis de la Basilique, L-6486-Echtarnach; tél. : (352) 72-83-47.  
Aldeburgh (7-23 juin) : High Street, Aldeburgh, Suffolk IP15 5AX, Angleterre; tél. : (44-72-855) 28-35 ou 35-43.  
Göttinger-Haendel-Festspiele (12-18 juin) : Hainzholzweg 3-5, D-3400-Göttingen.  
Athènes (15 juin-25 septembre) : 1, Voukoreistou str., GR-Athènes - 10564; tél. : (30-1) 323-00-49.  
Granada (16 juin-19 juillet) : Ancha-de-Sento - Domingo 1, E-18009 - Granada; tél. : (35-58) 22-52-13.  
Istanbul (20 juin-18 juillet) : Yildiz Kültür ve Sanat Merkezi, T.Yildiz Sarayı, TR-Istanbul; tél. : (90-11) 160-45-33.  
Graz (23 juin-6 juillet) : Festival Harmoncourt, Styriarte Graz, Landhaus, 80100-Graz, Autriche; tél. : (43-760) 31-33-43.  
Ljubljana (25 juin-30 août) : Trg francoske revolucija 1, YU-61000-Ljubljana; tél. : (386) 611-22-19-48.

Vérone : (4 juillet-1<sup>er</sup> septembre) : Ente Lince Arena, Piazza Bra 28, I-37121-Verona; tél. : (39-45) 235-20.  
Flandres (juillet-octobre) : Eugene Flageyplein 18, 1050-Bruxelles; tél. : (32-2) 648-14-84.  
Münich (6-31 juillet) : Bayerische Staatsoper, Opernfestspiele, Postfach 745, D-8000-München; tél. : (49-89) 218-51.  
Dubrovnik (10 juillet-25 août) : Od Sigurste 1, YU-50000-Dubrovnik; tél. : (386-60) 279-95.  
Bregenz (23 juillet-24 août) : Postfach 115, A-5801-Bregenz; tél. : (43-5674) 22-81-10.  
Beyrouth (25 juillet-28 août) : Postfach 2320, D-8580-Beyrouth 2; tél. : (49-921) 202-21.  
Salzbourg : Postfach 140, A-5010-Salzburg; tél. : (43-662) 425-41.  
Santander : Juan-de-la-Cosa, 3, E-Santander; tél. : (34-942) 21-05-08.  
Aldeburgh (8-11 août) : Festival Rostropovich, High Street, Aldeburgh, Suffolk IP15 5AX, Angleterre; tél. : (44-72-885) 29-35.  
Edimbourg (11-31 août) : 21 Market Street, Edinburgh EH1 1BW, Royaume-Uni; tél. :

(44-31) 228-40-01.  
Lucerne (17 août - 11 septembre) : Postfach 424, CH-6002-Luzern; tél. : (41-41) 23-52-72.  
Helsinki (22 août-8 septembre) : Unionkatu 28, SF-00100-Helsinki 10; tél. : (358-90) 65-96-88.  
Montreux-Vevay (22 août-8 octobre) : Case postale, 124, CH-1820-Montreux; tél. : (41-21) 63-12-12.  
Strass (25 août-18 septembre) : Via R. Bonghi 4, I-28048-Strass; tél. : (39-323) 310-95.  
Budapest (septembre-octobre) : Interkoncert, Festivalbureau, POBox, 239, H-1368, Budapest; tél. : (36-1) 17-99-10.  
Berlin-Ouest (3 septembre-1 octobre) : Festspiele GmbH, Budapeststrasse 50, D-1000-Berlin 30; tél. : (49-30) 254-89.  
Perugia (14-29 septembre) : Segre Musicale Umbra, Piazza Italia 12, I-06100-Perugia; tél. : (39-75) 213-74.  
Stuttgart (14-22 septembre) : Internationales Musikfest, Bachakademie, J.-S.-Bach-Platz,

D-7000-Stuttgart 1.  
Linz (15 septembre-6 octobre) : Brucknerfest, Postfach 57, A-4010-Linz; tél. : (43-732) 27-52-30.  
Varsovie (20-28 septembre) : Festival de musique contemporaine, Rynek Starego Miasta 27, PL-00272-Warsaw; tél. : (48-22) 31-06-07.  
Graz (20 septembre-4 novembre) : Styrischer Herbst, palais Attems Sackstrasse 17, A-8010-Graz; tél. : (43-318) 730-07.  
Bratislava (28 septembre-10 octobre) : Pelackeho 2, CS-B1601-Bratislava; tél. : (42-71) 33-10-64.  
Barcelone (1<sup>er</sup>-31 octobre) : Amadeu-Vivas 3, E-08003-Barcelona; tél. : (34-31) 77-99-28.  
Donauschwingen (18-20 octobre) : Kultur- und Verkehrsamt, D-7710-Donauschwingen; tél. : (49-771) 38-34-87.  
● Pour obtenir des renseignements détaillés, s'adresser à l'Association européenne des festivals de musique, 122, rue de Lausanne, 1211-Geneve 21; tél. : (41-22) 32-28-03 ou, pour la France, à La Fugue, 32, rue de Washington, 75008-Paris; tél. : 359-10-14.



## RENCONTRE

# FRANÇOISE LA SAGAN

par Josyane Savigneau et François Bott

**Françoise Sagan, qui vient de publier  
De guerre lasse, aura bientôt cinquante ans.  
Mais le titre de son dernier roman  
n'est pas un aveu. Sagan n'est lasse de rien.  
Elle confesse avoir toujours  
le même goût de vivre,  
et le même souci d'écrire.**

— Si *Bonjour tristesse* a annoncé une révolution — ou au moins une évolution, — de quoi témoigne le reste de votre œuvre ?

— Je ne nie pas ce qu'a provoqué *Bonjour tristesse*. Je ne seulement y avoir pensé. Je voulais écrire un livre littéraire. Ensuite, j'ai continué à vouloir faire de vrais romans, avec des personnages qui se tiennent, une atmosphère. Je n'ai jamais été attirée que par la littérature.

triste. Je regrette aussi les routes vides où on allait vite et les plages vides où se baigner. Je regrette des espaces, et du temps. Mais je n'ai pas de nostalgies sentimentales. Ce n'est pas comme si le bonheur était derrière. Pas du tout.

— L'an dernier vous avez publié un livre inhabituel, dans votre œuvre, tout entière de fiction. Avec *mon meilleur souvenir*. Ce ne sont pas vraiment des *Mémoires*, mais tout

néanmoins, les nécessités extérieures et les envies intérieures se rejoignent pratiquement au même moment. Mais si l'influence extérieure est en avance sur l'exigence intérieure, alors là j'ai m'arrache les cheveux, je me dis : je suis fichue, je n'ai plus d'inspiration, c'était un don du ciel qui est parti. C'est, à chaque fois, pis. Je suis persuadée que c'est fini. Et puis j'écris.

— Ce sont les pressions du dehors qui m'obligent à passer à

huit sur dix peut-être, ont une vie effroyable, et souvent une mort affreuse.

— Donc, vous êtes contents de votre vie.

— Oui, parfaitement.

— Vous avez eu la liberté que vous souhaitiez.

— Oui. Evidemment, j'ai eu une liberté amoindrie quand j'étais amoureuse de quelqu'un, que je tenais à quelqu'un et qu'il me tenait. Mais on n'est pas

« L'E mois prochain, vous allez avoir cinquante ans, vous ne le cachez pas, et vous publiez cette semaine un livre qui a pour titre *De guerre lasse* (1). Est-ce un symbole — et un aveu ?

— Pas du tout. J'ai l'impression que mon premier livre, les événements qui m'ont fait connaître, cela s'est passé il y a dix ans. Et j'ai le sentiment que c'est trente ans que je vais avoir... l'année prochaine.

— Trente ans, c'est la durée du phénomène littéraire Sagan. Comment le voyez-vous ?

— La presse, les gens, en ont fait peut-être un phénomène. Je suis un écrivain dont on lit les livres. Cela n'a rien de phénoménal. C'est ce qu'on peut appeler un destin si l'on est romantique et un peu emphatique ; une carrière, si l'on est cynique et pratique ; un accident, si l'on n'aime pas mes livres ; une bonne chose, si on les aime ; une réussite, si l'on se place du point de vue du succès...

— Un succès qui a traversé plusieurs générations.

— N'exagérons rien. J'ai commencé à publier à dix-neuf ans. Les gens qui avaient vingt ans à ce moment-là ont évidemment mon âge maintenant, cela ne fait guère qu'une génération. Je ne suis quand même pas Hugo. Je suis écrivain depuis trente ans, mais il y a des auteurs qui commencent à écrire à vingt-cinq ans et qui sont encore là à soixante-dix ans, bon pied bon œil. Je ne suis pas spécialement un archétype de longévité littéraire.

— De *Bonjour tristesse* à *De guerre lasse*, il y a comme un curieux écho. Entre les deux, il y eut *Un certain sourire* et, jusqu'à *Avec mon meilleur souvenir*, quelque vingt-cinq autres livres, en passant par *Des bleus à l'âme* et *Le lit défait*. Pourrait-on tracer une sorte d'itinéraire personnel à travers ces titres ?

— On pourrait essayer. Mais je dois avouer que j'en ai emprunté beaucoup... A Paul Eluard, *Bonjour tristesse* et *Un peu de soleil dans l'eau froide* ; à Racine, bien sûr, *Dans un mois, dans un an* ; à Baudelaire, *Ces merveilleux nuages*... Mais les *Bleus de l'âme*, *Le lit défait*, c'est moi. *La Châliade* aussi...

— Beaucoup expriment le goût de ce qu'il y a de plus mobile, de plus fugitif...

— Ils donnent le sentiment de l'éphémère, oui. Mais c'est bien ce que nous sommes, ne croyez-vous pas ? Des événements éphémères.

— Vous vous placez, semble-t-il, dans une tradition littéraire, qui vient de la *Princesse de Clèves*, en passant par *Adolphe* et *Le diable au corps*. Un type de roman français, souvent bref, qui tend, pour paraphraser Zweig, à une sorte de confusion des sentiments et qui aime allier une extrême tendresse à une extrême cruauté.

— Dans toute histoire d'amour à trois personnages — et c'est le cas dans *De guerre lasse* — il y en a un qui se trouve écarté. C'est une

forme de cruauté. Mais je ne sais pas si cela me place pour autant dans cette tradition. Ce qui, en revanche, me rattache à une certaine tradition littéraire française, c'est l'attention que je porte à l'écriture. J'aime les livres bien écrits, et pour les miens je m'y attache.

— Vous-même avez situé vos livres : ni Proust ni roman de gare... Quel est donc votre « genre de littérature » ?

— Ce n'est pas un « genre de littérature ». C'est une littérature qui est la mienne. Et que je juge honnête parce qu'elle n'exécute pas ses prétentions. Je ne cherche pas à délivrer de message, à faire autre chose qu'écrire. Cela dit, la lucidité n'implique pas une modestie outrée. Je considère que j'ai du talent. Plus de talent que beaucoup de gens ne le disent. Et peut-être moins que certains ne l'affirment.

— Reste que toutes vos publications ont été des succès. Vous avez été, et restez une image. Vos amis vous voyaient comme une sorte d'enfant terrible. Et ceux de votre génération ? Comme l'emblème d'une liberté qu'ils n'ont pas osé affronter ?

— Maintenant, je ne sais pas. Mais, à la parution de *Bonjour tristesse*, cela ne s'est pas posé en termes de génération. Jeunes ou pas, certains étaient indignés. Dans ma classe, il y avait ceux qui disaient : « C'est honteux » et des parents affolés. Et d'autres qui trouvaient cela plutôt amusant. Beaucoup de gens de mon âge respiraient : « Ouf, enfin, on admet qu'on existe... »

**Bardot l'a fait  
autant que moi**

— Pensez-vous avoir amorcé ce qui a eu lieu par la suite, ce qu'on a appelé la libération des mœurs ou la révolution sexuelle ?

— Je n'ai pas été la seule. Bardot, sans doute, l'a fait autant que moi, d'une certaine manière. Et puis ce n'est pas grand-chose à côté de la pilule. Il n'est d'ailleurs pas dit que nous ayons amorcé quelque chose de tellement épatant, puisque l'amour physique, d'interdit qu'il était il y a vingt ou trente ans, est devenu quasi obligatoire. Il n'est pas évident que ce soit un mieux. Ne pas faire les choses qu'on souhaite, c'est à la rigueur supportable, mais devoir faire ce dont on n'a pas envie, c'est franchement assommant. Trop souvent, aujourd'hui, les filles qui, à dix-huit ans, ne font pas l'amour sont tenues pour ridicules. Le sexe obligé, je trouve cela mortellement ennuyeux.

— Alors votre dernier titre, *De guerre lasse*, n'est pas un signe de votre attitude actuelle face à la vie ?

— Certainement pas. C'est une curieuse expression, qui m'a séduite. On devrait dire « *las de la guerre* ». Un archaïsme fait qu'on accorde l'adjectif avec le nom « guerre ». De guerre lasse, c'est être las de résister. Dans mon roman, le héros, Charles, parce qu'il est las de résister, entre dans la Résistance. Le jeu de mots m'a amusée. Mais bien sûr le livre dit autre chose. Comment l'indifférence, la vie « en roue libre », s'effritent devant les preuves de l'insupportable ? Moi, je ne me sens lasse de rien. Et surtout pas de la vie.

— Vous n'avez rien perdu de votre enthousiasme, de votre goût du jeu, de la vitesse, de la fête ?

— J'étais certainement moins enthousiaste à vingt ans que maintenant. Enthousiasme n'est d'ailleurs pas le mot qui convient. Je veux seulement dire qu'on est beaucoup plus encombré de soi-même à vingt ans que plus tard. La phrase de Nizan. « *J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie* » (2) est devenue un lieu commun, mais je la crois juste. La vie me paraît plus facile à prendre qu'à vingt ans.

— Donc aucune nostalgie ?

— Du passé ? Non. Mais il y a des choses que je regrette. Les moments où, quand on dansait, on dansait à deux, et non pas, comme maintenant, seul. Je n'aime pas les formes actuelles, techniques, de solitude. Comme écouter de la musique, dans la rue, avec un casque sur les oreilles. Je trouve cela

de même, le temps de la mémoire est-il venu ?

— Pas du tout. J'arrivais chez Gallimard et en attendant mon roman j'avais envie de donner un recueil d'articles. J'ai regardé ce que j'avais écrit dans tel ou tel journal. Rien ne convenait. C'était soit inactuel, soit sans intérêt. Et je ne pouvais pas donner des fonds de tiroir à Gallimard. J'ai donc fait un choix de gens que j'aimais et de sujets qui me plaisaient vraiment. Ce livre évoque certaines personnes qui sont mortes, mais il parle surtout de choses présentes. Le jeu m'amuse toujours autant, la vitesse et le théâtre aussi.

— La mémoire, pas tellement...

— Ah non, et le succès de ce livre, s'il m'a fait plaisir, m'a aussi agacé parce que j'avais écrit cela très facilement. Ecrire des choses qu'on pense, c'est facile. Imaginer, c'est plus difficile. Je me disais : s'il suffit d'écrire des choses que l'on pense pour entendre crier au génie ou au moins au talent, ce n'est pas normal.

— Parfois vous n'écrivez pas. Quand et pourquoi ?

— Je n'écris pas parce que je suis quelqu'un de très paresseux. J'adore ne rien faire. Rester sur mon lit et regarder passer les nuages, comme dit l'autre, ou lire des romans policiers, ou aller me promener, voir des amis... Il y a un moment où des sujets me trottent par la tête, où je commence à avoir de vagues idées, à voir de vagues silhouettes. Ça m'énervait. Puis il y a un moment où des pressions extérieures se manifestent... Le besoin d'argent, le fisc... Tout se conjugue et devient une énorme masse à laquelle je ne peux résister qu'en écrivant. Gé-

l'acte. C'est d'ailleurs pourquoi ma manière de vivre, qu'on m'a souvent reprochée, ma façon d'user de l'argent, de le jeter par les fenêtres au fur et à mesure, m'a en fait sauvée. J'aurais été en sécurité, j'aurais eu de l'argent pour le reste de mes jours, Dieu seul sait comment cela se serait terminé. Là, j'ai besoin tous les deux ou trois ans de me rassembler, de travailler, de m'échiner. Et c'est humilant, épuisant, un livre, surtout au début.

**Ma façon**

**d'user de l'argent**

— En somme, c'est chaque fois le début. Pourtant, il est bien là, ce demi-siècle de parcours. Si vous jetez un regard sur lui, comment le voyez-vous ?

— Nous avons été de tels privilégiés qu'il est difficile de parler honnêtement. Le monde devient effrayant, les modes de vie aussi. Je ne crois pas que les gens eux-mêmes soient plus effrayants. Mais on a perversité les termes. On a remplacé les « pourquoi » par des « comment ». On ne dit plus « pourquoi vivez-vous ? », mais « comment vivez-vous ? ».

— Que voulez-vous dire par : « Nous avons été de tels privilégiés » ?

— Au fond je sais qu'on devrait pousser des cris d'horreur, mais personnellement j'ai eu une vie... quand on fait le métier qu'on aime, quand on mène la vie qu'on désire, comme vous et moi, on est tellement privilégié qu'on ne peut que parler mollement de tout cela... le siècle, le demi-siècle, etc. Si on prend dix personnes sur cette planète, nous sommes ceux qui ont de la chance ; les autres,

amoureux tout le temps, Dieu merci. Autrement, malgré l'amour et la maladie — je connais un peu les deux, — j'ai été heureuse. A part quelques passions contrariées, quelques accidents de voiture, quelques ennuis physiques, je n'ai connu que le meilleur de l'existence. Et je suis libre. Dès que j'ai commencé à lire, j'ai envie d'écrire. J'ai eu, comme tout le monde, à douze, treize ans, envie d'être géniale, célèbre. C'est à la fois enfantin et normal. Après je me suis rendue compte que la gloire ce n'était pas seulement les roses et les arcs de triomphe. J'ai fui, j'ai évité d'y penser. J'ai renoncé. Et puis il s'est trouvé que j'ai écrit et que le public a aimé ma littérature, m'a permis de vivre d'elle, sans que j'aie à faire autre chose ou à me plier aux desiderata de quelqu'un qui m'aurait fait vivre.

— Sans vous conformer à des images ?

— L'image qu'on a donnée de moi pendant des années n'est pas forcément celle que j'aurais souhaitée, par moments, mais finalement elle était plus plaisante que d'autres. Tout compte fait, whisky, Ferrari, jeu, c'est une image plus distrayante que tricot, maison, économies... De toute manière, j'aurais eu du mal à imposer celle-là.

(1) Gallimard, 221 p., 72 F. Livre de poche de Bernard Fauriol-Delpech dans « Le Monde des livres » du 17 mai. *Françoise Sagan a notamment publié : Bonjour tristesse, Un certain sourire, Dans un mois, dans un an, ces Merveilleux nuages, la Châliade (Julliard). Des bleus à l'âme, le Lit défait, Un peu de soleil dans l'eau froide (Flammarion). Avec mon meilleur souvenir (Gallimard).*

(2) Aden-Arabie, de Paul Nizan Rieder, 1932. Réédité par Maspéro en 1960 avec un avant-propos de Jean-Paul Sartre.

Olof Palme  
la défensive

«...son rôle le plus important est la fonction de médiateur entre la gauche et la droite. C'est ce rôle qui a permis à Olof Palme de devenir le chef de file de la gauche suédoise...»

«...il n'est pas certain que la gauche suédoise ait été la seule à jouer ce rôle...»

«...la gauche suédoise a joué un rôle important dans la formation de la politique suédoise...»

«...la gauche suédoise a joué un rôle important dans la formation de la politique suédoise...»

«...la gauche suédoise a joué un rôle important dans la formation de la politique suédoise...»

«...la gauche suédoise a joué un rôle important dans la formation de la politique suédoise...»

سكنا من الأصل